



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

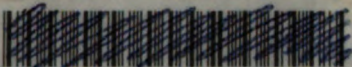
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

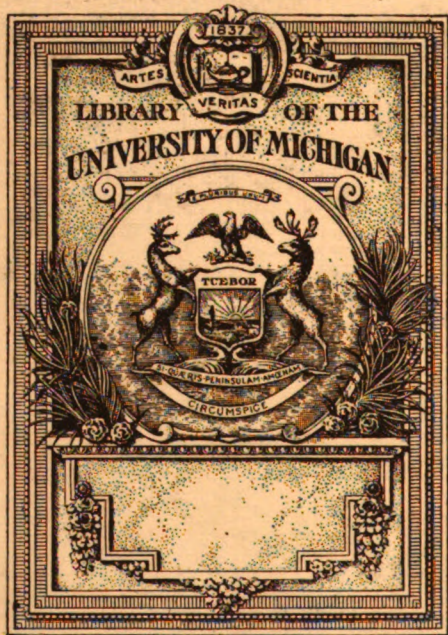
- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



B 3 9015 00223 407 1
University of Michigan - BUHR



JK
51
.G71

COLLECTION DES PRINCIPAUX CODES ÉTRANGERS.



LES CHARTES COLONIALES

ET

LES CONSTITUTIONS DES ÉTATS-UNIS

DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

Ce volume, préparé sous la direction de la Société de législation comparée, a été imprimé aux frais de l'État, sur la proposition du Comité de législation étrangère et sur ordre de M. le Garde des sceaux.

TOUS DROITS DE REPRODUCTION ET DE TRADUCTION RÉSERVÉS.

LES CHARTES COLONIALES
ET
LES CONSTITUTIONS DES ÉTATS-UNIS
DE L'AMÉRIQUE DU NORD,

PAR
ALPHONSE GOURD,
AVOCAT À LA COUR DE LYON, DOCTEUR EN DROIT.

I
ANCIEN DROIT.
INTRODUCTION, NOTICES HISTORIQUES ET TEXTES.



PARIS.
IMPRIMÉ PAR ORDRE DU GOUVERNEMENT
À L'IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC LXXXV.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
INTRODUCTION.....	I-XLII

LIVRE PREMIER.

LES CHARTES ET LES CONSTITUTIONS DES COLONIES ANGLAISES.
DE L'AMÉRIQUE DU NORD AVANT L'ÉMANCIPATION (1496-1776).

PREMIÈRE PARTIE.

NOTICES HISTORIQUES SUR LES COLONIES ANGLAISES QUI ONT FORMÉ LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.....	1-192
CHAPITRE I ^{er} . Les premières explorations des Anglais et les pre- miers essais de colonisation.....	1- 13
CHAPITRE II. La Virginie.....	13- 53
CHAPITRE III. Le Massachusetts-Bay.....	53- 94
CHAPITRE IV. Le New-Hampshire.....	95-103
CHAPITRE V. Le Connecticut.....	103-115
CHAPITRE VI. Le Maryland.....	115-125
CHAPITRE VII. Le Rhode-Island.....	125-136
CHAPITRE VIII. La Caroline du Nord.....	136-144
CHAPITRE IX. La Caroline du Sud.....	144-149
CHAPITRE X. New-York.....	150-158
CHAPITRE XI. Le New-Jersey.....	158-164
CHAPITRE XII. La Pensylvanie.....	165-180
CHAPITRE XIII. Le Delaware.....	180-181
CHAPITRE XIV. La Géorgie.....	182-190

1720

TABLE DES MATIÈRES.

DEUXIÈME PARTIE.

	Pages.
TEXTES TRANSCRITS OU TRADUITS.	191-356
AVANT-PROPOS.	191-193
I. Espagne, 1493. — Premières lettres patentes de Colomb.	194-198
II. Saint-Siège, 1493. — Bulle d'Alexandre VI.	199-204
III. Angleterre, 1495. — Premières lettres patentes de Cabot.	205-207
IV. France, 1540. — Lettres patentes de Roberval.	208-216
V. France, 1540. — Commission de Jacques Cartier.	217-220
VI. Angleterre, 1578. — Patente de Gilbert.	221-229
VII. France, 1603. — Première charte d'Acadie.	230-235
VIII. France, 1603. — Deuxième charte d'Acadie.	236-238
IX. New-Plymouth, 1620. — Convention des colons.	239-240
X. Angleterre, 1632. — Charte du Maryland.	241-257
XI. Angleterre, 1643. — Patentes des plantations de Providence.	258-261
XII. Angleterre, 1663. — Charte du Rhode-Island et des plan- tations de Providence.	262-282
XIII. France, 1678. — Patentes de La Salle.	283-284
XIV. Angleterre, 1679. — Commission du New-Hampshire.	285-296
XV. Penn, 1682. — Préface du plan de gouvernement de la Pensylvanie.	297-302
XVI. Penn, 1701. — Charte de la Pensylvanie.	303-311
XVII. France, 1717. — Charte de Law.	312-331
XVIII. Angleterre, 1732. — Charte de la Géorgie.	332-356

INTRODUCTION.

OBJET ET DIVISION DE L'OUVRAGE.

Les États-Unis d'Amérique forment, comme on sait, une république où un pacte fédéral régit une administration commune et les relations mutuelles des États. Dans ces derniers, pour organiser les pouvoirs publics et même pour définir certains droits de l'ordre privé, des constitutions locales établissent des règles importantes et nombreuses. Chaque État fait sa propre constitution, tandis que le pacte fédéral est l'œuvre commune des mandataires des divers États. Enfin, depuis un siècle, le pacte fédéral a été deux fois conclu sous des noms différents, et presque toutes les constitutions des États ont été plusieurs fois amendées ou renouvelées.

On parle des États-Unis plus qu'on ne les connaît. Sans doute des ouvrages considérables ont été écrits en France sur la république américaine, au premier rang desquels il faut incontestablement placer la *Démocratie en Amérique* de M. de Tocqueville et l'*Histoire des États-Unis* de M. Laboulaye. Mais, dans les meilleurs, la part prépondérante est faite, tantôt aux développements historiques, tantôt à l'étude des mœurs, tantôt à la comparaison entre les principes essentiels du gouvernement central de la fédération américaine et ceux des institutions politiques de l'Europe,

tantôt aux théories et aux appréciations personnelles des auteurs. Tous traduisent incomplètement, ou analysent à peine, ou même passent sous silence, à l'exception de la constitution fédérale, les textes qui présentent la formule exacte, sinon des règles du gouvernement général de l'Union, du moins de celles sur lesquelles repose l'organisation locale des États. En vérité, à peine deux ou trois auteurs ont donné au public, vers la fin du siècle dernier, ou dans les premières années du siècle présent, la traduction des constitutions, alors en vigueur, singulièrement surannées aujourd'hui, des États les plus anciens⁽¹⁾; et, depuis longtemps, aucun ne s'est proposé de faire connaître la lettre ni la signification exacte de tous les textes de droit constitutionnel auxquels l'Union et les diverses parties de celle-ci obéissaient, quand il écrivait. La connaissance des constitutions des États eût cependant toujours importé; elle importe surtout à l'heure présente, où le nombre de ces constitutions et l'abondance des règles qui y sont consignées, ont dépassé toute prévision. Grande est la variété des principes qu'édictent ces constitutions des États. Les solutions qu'elles donnent aux problèmes politiques ou sociaux les plus importants sont d'un grand intérêt. Si on les ignore, comprend-on suffisamment ce système du gouvernement de la république américaine, qui ne maintient le

⁽¹⁾ Voyez notamment, sous ce titre : *Constitutions des treize États-Unis d'Amérique*, une traduction française des constitutions des treize États originaires de la Confédération, publiée en 1783 à Philadelphie. Elle a été attribuée au duc de

La Rochefoucauld, et forme un volume in-8° de 540 pages. La bibliothèque du Comité de législation étrangère du Ministère de la justice en possède un exemplaire. (Catalogue, n° 648, p. 111.)

pouvoir central que pour des objets déterminés et peu nombreux d'utilité commune, tandis que, pour les objets d'utilité locale, une liberté considérable est laissée aux États? Est-ce assez de savoir que cette liberté existe, sans connaître les règles de droit qu'elle a produites? Connaît-on même suffisamment le droit constitutionnel des États, si l'on n'y étudiait que l'organisation des pouvoirs publics, sans examiner les règles de droit privé, auxquelles leur insertion dans des constitutions proprement dites a donné une importance et une autorité particulières? Il a semblé qu'au moment où, après une durée supérieure à un siècle, l'Union américaine voyait le nombre de ses habitants accru au delà de toute attente, celui des États triplé, et les constitutions locales de ceux-ci plusieurs fois renouvelées, il était opportun de faire connaître la dernière condition du droit constitutionnel de tous les États. Bien que diverses parties d'une pareille étude doivent rapidement vieillir ⁽¹⁾, elle paraît de nature à projeter une vive lumière sur le développement acquis, même sur l'avenir des institutions américaines, et elle peut avoir un intérêt et une importance toute spéciale, en ce temps de réformes et d'innovations que la France traverse.

Jusqu'en 1877, les principaux éléments d'un pareil travail ne pouvaient être commodément tirés que de deux volumes considérables, publiés en Anglais, à Albany, au cours de l'année 1871, par un érudit de renom, M. Francis B. Hough. Ces deux volumes se composent de notices histo-

⁽¹⁾ Tout récemment encore, la Géorgie en 1877, et, en 1879, la Californie et la Louisiane, adoptaient

de nouvelles constitutions. La réforme des constitutions n'est ailleurs ni interdite ni arrêtée.

riques, sobres et substantielles, sur l'Union et les subdivisions politiques de celle-ci, les États proprement dits, et ces fractions moins importantes que l'on appelle les Territoires; ils comprennent la constitution fédérale et quelques autres textes du droit public de la fédération, les constitutions qui régissaient en 1872 les divers États, et une conférence méthodique entre toutes les dispositions des textes intégralement reproduits dans le corps de l'ouvrage.

L'année 1877 vit paraître en Amérique une œuvre nouvelle et plus considérable encore. Par un ordre du Sénat des États-Unis, M. Benjamin Perley Poore, commis spécialement préposé aux publications officielles de cette assemblée, avait été chargé de compiler en un seul ouvrage les chartes des anciennes colonies de l'Amérique du Nord, les constitutions successives du gouvernement fédéral, et celles de toutes les subdivisions politiques de l'Union. Avec le secours de hauts fonctionnaires des divers États, M. Poore put, le 1^{er} janvier 1877, transmettre au Sénat cette compilation achevée. Le Sénat ordonna l'impression d'une première édition, qui ne devait compter qu'un nombre d'exemplaires fort restreint. Puis, le 6 juin 1878, la Chambre des représentants décida qu'une édition nouvelle serait faite à 2,500 exemplaires, dont 1,500 appartiendraient au Gouvernement, tandis que 1,000 pourraient être vendus par l'imprimeur. Cette seconde édition forme deux énormes volumes in-4°, d'une impression fine et serrée, qui comptent ensemble 2,102 pages.

A l'aide de ces documents d'une authenticité certaine, il est désormais relativement facile de faire porter sur tous les textes de droit constitutionnel ou public, auxquels les États-

Unis ont été soumis, depuis la fondation des anciennes colonies jusqu'à nos jours, un travail d'annotation historique, de traduction et d'analyse, qui aurait dû, sans ce secours, être borné à l'étude des textes les plus récents. C'est une œuvre qui importe. Les institutions actuelles des États-Unis, loin de se former en un jour, ont été créées très lentement. Plusieurs viennent des colonies fondées au Nouveau Monde par les Européens, dès le ^{xvii}^e siècle, comme la plupart des habitants des États-Unis descendent eux-mêmes d'ancêtres européens. Il est même aisé de retrouver l'origine des plus importantes dans les plus vieilles coutumes coloniales, les unes imaginées et faites de toutes pièces par les colons sur le sol de l'Amérique, les autres empruntées par eux à des lois plus anciennes encore de la métropole. M. de Tocqueville le disait justement, dans son livre sur la démocratie en Amérique : « Lorsque, après avoir étudié attentivement l'histoire de l'Amérique, on examine avec soin son état politique et social, on se sent profondément convaincu de cette vérité : qu'il n'est pas une opinion, pas une habitude, pas une loi, je pourrais dire pas un événement, que le point de départ n'explique sans peine ⁽¹⁾. » Et, dans son *Histoire des États-Unis*, M. Laboulaye termine ainsi les développements qu'il consacre à la même idée : « Les États-Unis sont un empire nouveau, mais c'est un peuple ancien; c'est une nation européenne dont la civilisation compte non par années, mais par siècles. Ce que nous nommons la jeunesse de la nation en est au contraire la virilité ⁽²⁾. » Cette proposition n'a pas cessé d'être vraie. Il est donc essentiellement

⁽¹⁾ 13^e édition, Paris, 1850, t. I,
p. 34.

⁽²⁾ 6^e édition, Paris, 1877, t. I,
p. 35.

utile de suivre, dans toutes les chartes et les constitutions, les péripéties successives de la formation lente et graduelle des institutions politiques, et de quelques-unes des règles les plus importantes du droit privé des États-Unis d'Amérique.

Ce n'est point assez. Les anciennes chartes laissent parfois sans réponse des problèmes d'organisation politique ou sociale, que résolvent les constitutions modernes des États. Les solutions que donnent celles-ci, loin d'être pourtant toujours des innovations absolues, ont fréquemment leur origine dans les lois proprement dites des colonies qui, au lieu de venir, comme les chartes, du roi ou du seigneur, émanaient d'assemblées coloniales. Il a donc fallu retrouver et faire connaître ces anciennes lois où les auteurs des constitutions modernes avaient pris le modèle de règles diverses.

Traduire intégralement la masse énorme de textes que les deux volumes in-4° publiés par M. Poore en 1877 renferment, et les lois nombreuses qui ont dû être recherchées ailleurs, n'était ni facile ni nécessaire : le Comité de législation étrangère du Ministère de la justice a jugé indispensable de choisir, et de procéder tantôt par voie de traduction, tantôt par voie d'analyse.

On trouvera, dans le présent ouvrage, des notices sur les anciennes colonies, sur l'Union, sur les États de l'Union, et sur les Territoires, où nous avons cherché à réunir, sous une forme abrégée, tous les renseignements historiques nécessaires pour l'intelligence des textes. Les principales chartes des colonies, quelques autres documents contemporains de ces chartes, et particulièrement intéressants,

l'acte de déclaration d'indépendance, les deux pactes fédéraux de 1778 et de 1787, diverses constitutions modernes des États et quelques actes d'organisation de Territoires y sont traduits. Le texte de la constitution fédérale est accompagné d'un commentaire, exposant les raisons pour lesquelles chaque disposition a été adoptée, rappelant les difficultés auxquelles elle a donné lieu dans la pratique, et indiquant la solution que ces difficultés ont reçue. Enfin toutes les chartes et les constitutions qui ne sont pas traduites intégralement sont minutieusement analysées dans une exposition méthodique, avec les plus importantes des lois ordinaires qui les expliquent ou les complètent.

Si les principales institutions politiques et quelques règles du droit privé des États-Unis contemporains ont leur origine dans les anciennes institutions des colonies, il est vrai cependant que la condition présente des États-Unis diffère de celle des colonies par des caractères essentiels. Pour ne citer que les différences les plus considérables et les plus connues, la fédération américaine est, en droit, indépendante de toute puissance européenne, un pacte commun unit les États, chacun de ceux-ci organise souverainement son administration locale, et tous concourent à la nomination des fonctionnaires, qui administrent le gouvernement central de l'Union. Or on sait que les anciennes colonies relevaient de métropoles européennes, et l'on verra qu'en droit aucun lien conventionnel ne les unissait les unes aux autres, qu'avant la guerre de l'émancipation elles n'obéissaient à aucune autorité commune et permanente, établie sur le sol même de l'Amérique, enfin qu'elles n'avaient pas, pour la

nomination de leurs fonctionnaires et l'organisation de leurs gouvernements locaux, une liberté qui s'exerçât sans discussion et presque sans limite. Aussi toute étude complète du droit public ou constitutionnel des États-Unis d'Amérique se divise-t-elle naturellement en deux parties, dont la première doit être consacrée aux monuments et aux règles de droit antérieurs à la déclaration d'indépendance, tandis que la seconde doit l'être aux monuments et aux règles postérieurs.

Dans la première partie, il n'importe pas de rechercher et de montrer quelles étaient, avant 1776, les institutions politiques et les principales règles du droit privé sur tous les points de la surface que les États-Unis couvrent de nos jours. Des espaces considérables ont eu, à diverses époques, des habitants, dont les lois et les usages sont véritablement demeurés étrangers à la formation des principes qui seront exposés dans le présent ouvrage.

Quand les Européens abordèrent, pour la première fois, aux rivages de l'Amérique septentrionale, ils les trouvèrent habités par des indigènes sauvages. Cette population primitive ne paraît pas avoir été très dense. Mais, si elle ne couvrait pas de villages, de bourgs, de villes serrées, toutes les parties du continent américain, elle le parcourait tout entier dans des expéditions de chasse ou de guerre; même des diverses tribus qui la composaient, chacune prétendait exercer une domination exclusive sur des régions très étendues, et l'on a pu établir des cartes géographiques où presque toute l'Amérique septentrionale est divisée entre ces tri-

bus⁽¹⁾. On conçoit sans peine que les coutumes de peuplades sauvages aient dû trouver peu d'admirateurs parmi les colons européens du Nouveau Monde. Ceux-ci, singulièrement plus civilisés et bientôt plus nombreux que les indigènes, n'en adoptèrent aucune. L'étude de ces coutumes serait donc ici absolument hors de propos. Ne le fût-elle pas autant, deux considérations nous détourneraient encore d'en tracer les traits essentiels. D'une part, de nombreux récits de voyages, et des romans où la fiction est très voisine de la vérité, ont rendu populaire la connaissance des vieilles mœurs indiennes de l'Amérique du Nord. Nous ne pourrions rien écrire d'elles qui ne fût déjà connu. D'autre part, si ces vieilles mœurs ne se sont guère modifiées depuis la découverte de l'Amérique, et n'ont pas cessé de prévaloir en certains lieux, chaque jour diminue l'étendue où elles s'exercent, dépourvues de toute influence sur les autres parties du continent. De la fondation de la première des colonies européennes date la guerre des Européens contre les Indiens, qui, presque sans répit, a duré jusqu'à notre temps, ravissant lambeau par lambeau leur territoire aux anciens possesseurs. A l'heure où nous écrivons, ce que les Indiens ont conservé de leurs coutumes primitives ne prévaut plus que sur une partie infime de l'Amérique septentrionale⁽²⁾.

⁽¹⁾ Comp. Bancroft; *History of the United-States*, 18^e édition, III, 240. Nous aurons l'occasion de citer souvent le grand ouvrage de M. Bancroft. Il importe de faire observer que les nombreux volumes de cet ouvrage, publiés successivement, n'ont pas tous atteint le même nombre d'édi-

tions. Nous indiquerons, pour chacun d'eux, l'édition dont nous serons servi.

⁽²⁾ Voyez notamment Bancroft, *loc. cit.*, t. III, 266 à 284, et les nombreuses autorités citées par cet auteur.

A peine Christophe Colomb avait-il découvert l'île de San-Salvador, que les indigènes cessèrent d'être les seuls habitants du continent voisin. Les voyageurs y arrivèrent promptement de diverses nations européennes. Ils venaient, montant parfois des navires isolés, et parfois de véritables flottes, armées pour la conquête autant que pour la découverte. Ils débarquaient, exploraient la terre ferme à des distances plus ou moins grandes des côtes, en prenaient possession au nom de leur souverain, et y établissaient, ou essayaient d'y établir des colonies. Ainsi l'Angleterre, l'Espagne, la France, la Hollande et la Suède, devinrent, avant 1776, maîtresses de diverses parties des États-Unis actuels. De toutes ces nations pourtant, sauf une, il n'en fut guère autrement que des Indiens : elles n'eurent pas une influence notable sur la formation du droit public ou constitutionnel des États-Unis contemporains. Grandes cependant furent les explorations qu'elles firent; vastes et nombreux, les projets de colonisation qu'elles formèrent; mais, de leurs colonies les unes ne dépassèrent pas une courte durée, les autres, dans une existence plus longue, n'atteignirent pas à la prospérité, et aucune ne parvint à être un élément important de la population européenne de ces parties du continent américain que couvrent de nos jours les États-Unis.

Dans les explorations et les essais de colonisation, l'Espagne fut de toutes les nations européennes celle qui eut d'abord le rôle prépondérant. Tandis que les Portugais, portant leurs recherches de préférence vers les grandes Indes, avaient obtenu du pape Martin V une bulle qui leur attribuait toutes les terres dont ils feraient la découverte

entre les Indes et le cap Bojador ⁽¹⁾, ce fut au service de l'Espagne, et pour elle, que Christophe Colomb découvrit l'Amérique en 1492. Peu après, au mois de mai 1493, une bulle du pape Alexandre VI donnait, sur leur demande, à Ferdinand et Isabelle, roi et reine de Castille et d'autres lieux, la propriété des pays du Nouveau Monde que les navigations des Espagnols avaient découverts ou découvriraient vers l'Occident, au delà d'une ligne conduite du pôle Arctique ou septentrional au pôle Antarctique ou méridional, à 100 lieues à l'ouest des îles Açores et de celles du cap Vert. La région cédée comprenait donc toute l'Amérique septentrionale, et en excédait de beaucoup les limites. Aux termes mêmes de l'acte, la donation devait produire son effet, à compter du jour de la Nativité de l'année 1492; jusqu'à ce jour, l'occupation avait pu conférer la propriété à tous les rois ou princes chrétiens; la bulle promulguée, même dépasser simplement vers l'Ouest, sans l'aveu du roi et de la reine d'Espagne, la ligne qu'elle avait tracée, devenait interdit sous peine d'excommunication. Comme on le peut supposer, des motifs d'ordre religieux n'étaient pas étrangers à la largesse du Saint-Siège : le pape attendait du roi et de la reine, avec une pleine confiance, que ceux-ci s'appliquassent à développer dans les pays cédés la religion catholique, et, au besoin, il leur ordonnait d'y envoyer des gens de bien pour l'enseigner ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Voy. Bancroft, *loc. cit.*, t. I, 20^e édition, 8 et 9, et t. III, 114; Washington Irving, *Life and voyages of Columbus*, édition de 1860, t. I, 278-279; Malte-Brun, *Géographie*

universelle, édition de 1851, t. I, 374-375.

⁽²⁾ Voy. Poore, *Charters and constitutions*, édition de 1878, I, 305-307; Story, *Commentaries on the con-*

Cette bulle intéressante et digne d'être connue témoigne à coup sûr de grands desseins. Il n'est pas douteux que les souverains qui la sollicitèrent ne l'aient tenue pour un document important, très propre à encourager les efforts de leurs sujets, sinon à obtenir, sans discussion, l'adhésion des autres nations européennes, et il est certain qu'après l'avoir obtenue l'Espagne ne tarda pas à multiplier les explorations sur les côtes, et même vers l'intérieur du continent septentrional de l'Amérique.

Des chefs intrépides, surtout Jean Ponce de Léon, Francisco Fernandez de Cordoue, Francisco de Garay, Fernand Cortez, Lucas Vasquez de Ayllon, Gomez, Narvaez, Cabeza de Vaca, Pedro de Alarçon, Melchior Diaz, Soto et ses lieutenants, Pedro Melendez y Marquez, conduisent les aventuriers espagnols, en 1513, sur le territoire de la Floride actuelle⁽¹⁾, en 1517 et 1518 sur les côtes mexicaines du golfe du Mexique⁽²⁾, en 1519 jusqu'au golfe du Mexique par le Mississipi⁽³⁾, entre 1519 et 1522 de l'isthme de Panama aux territoires de l'Orégon, à travers l'ancien Mexique tout entier⁽⁴⁾, en 1520 sur les rivages de la Caroline du Sud⁽⁵⁾, en 1525 dans les baies de New-York et de la Nouvelle-Angleterre⁽⁶⁾, de 1528 à 1536 jusqu'au Mis-

stitution of the United States, édition de 1873, I, 7-9; Bancroft, *loc. cit.*, I, 8; Washington Irving, *loc. cit.*, I, 278-281; Laboulaye, *loc. cit.*, I, 41-43; Malte-Brun, *loc. cit.*, I, 376-377, et V, 485-486.

⁽¹⁾ Hough, *American constitutions*, édition de 1871, I, 207; Bancroft, *loc. cit.*, I, 33-34; Murray, *The Uni-*

ted States of America, édition de 1844, I, 32-33; Malte-Brun, *loc. cit.*, V, 171, et I, 381.

⁽²⁾ Bancroft, *loc. cit.*, I, 34-35.

⁽³⁾ Bancroft, *loc. cit.*, I, 35-36.

⁽⁴⁾ Malte-Brun, *loc. cit.*, V, 273-274.

⁽⁵⁾ Bancroft, *loc. cit.*, I, 36-37.

⁽⁶⁾ Bancroft, *loc. cit.*, I, 38; Murray, *loc. cit.*, I, 34-35.

Mississippi par la Floride⁽¹⁾, de 1538 à 1540 dans le nouveau Mexique⁽²⁾, en 1539 de Cuba, par la Floride, jusqu'à la baie des Apalaches⁽³⁾, en 1540 et 1541 dans la Géorgie, l'Arkansas, l'Alabama, le Missouri⁽⁴⁾, en 1542 et 1543 de la rivière Rouge, ou du Colorado du Texas, ou du Rio del Norte, aux bords du Mississippi⁽⁵⁾, en 1542 dans la Californie⁽⁶⁾, enfin, vers 1573, sur tout le littoral de l'Atlantique, depuis le cap sud de la Floride jusqu'à la baie de la Chesapeake et sans doute quelque peu au delà⁽⁷⁾.

La colonisation et la domination effectives n'obtinrent pas une fortune aussi brillante que l'exploration. Dès 1549, l'Espagne se disait maîtresse de toutes les parties de l'Amérique septentrionale, qui sont comprises entre le golfe du Mexique, au Midi, et le Canada et Terre-Neuve, au Nord⁽⁸⁾. Vers 1575, après les voyages de Pedro Melendez y Marquez, elle revendiquait plus particulièrement, dans les limites des États-Unis actuels, la propriété de toute la région qui s'étend du golfe du Mexique à la baie de la Chesapeake⁽⁹⁾. Mais, bien que des chartes eussent été octroyées, dès 1521, pour la colonisation d'autres lieux⁽¹⁰⁾, en 1549 son pouvoir était presque partout purement nominal, et il ne s'exerçait, avec

⁽¹⁾ Bancroft, *loc. cit.*, I, 39-40; Murray, *loc. cit.*, I, 36-46.

⁽²⁾ Bancroft, *loc. cit.*, I, 40^a à 41.

⁽³⁾ Bancroft, *loc. cit.*, I, 43-46; Murray, *loc. cit.*, I, 47-54.

⁽⁴⁾ Hough, *loc. cit.*, I, 471; Bancroft, *loc. cit.*, I, 46-55; Murray, *loc. cit.*, I, 55-63; Malte-Brun, *loc. cit.*, V, 205; comp. Sparks, *American Biography*, édition de 1873, X, 265-271, *Life of Marquette*.

⁽⁵⁾ Bancroft, *loc. cit.*, I, 55-60; Murray, *loc. cit.*, I, 64-65; Sparks, *loc. cit.*, X, 265-271.

⁽⁶⁾ Poore, *loc. cit.*, I, 185, à la note.

⁽⁷⁾ Bancroft, *loc. cit.*, I, 73.

⁽⁸⁾ Bancroft, *loc. cit.*, I, 60; Murray, *loc. cit.*, I, 34 et 65.

⁽⁹⁾ Bancroft, *loc. cit.*, I, 73.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.* et 36.

une autorité réelle, que sur le Mexique⁽¹⁾. Si, en 1565, elle fondait la colonie de la Floride pour laquelle Philippe II donnait une charte curieuse⁽²⁾, en 1686 et 1691 celle du Texas⁽³⁾, vers la fin du xviii^e siècle les établissements de la vieille ou basse Californie⁽⁴⁾, et au milieu du siècle suivant, ceux de la haute Californie⁽⁵⁾, elle abandonnait bientôt à l'initiative de ses missionnaires, jésuites, dominicains ou franciscains, l'œuvre à peine entreprise de coloniser la Californie, ne parvenait ni à défricher ni à peupler le Texas, et ne pouvait créer tout ensemble que dans la Floride des villes, des comptoirs commerciaux, des missions religieuses, bientôt appelés à une certaine importance. Dans les limites des États-Unis actuels, les prétentions rivales de plusieurs nations européennes ne tardent pas d'ailleurs à être en conflit. La Floride, enserrée entre les colonies de la France et de l'Angleterre, ne réussit pas à s'étendre au delà des bornes de l'État qui porte aujourd'hui le même nom, et de certaines parties des États actuels de l'Alabama, de la Louisiane et du Mississippi⁽⁶⁾. Plus d'une fois, et notamment en 1565⁽⁷⁾, 1686⁽⁸⁾, 1702⁽⁹⁾, 1719⁽¹⁰⁾, 1739⁽¹¹⁾ et 1744⁽¹²⁾, ou

⁽¹⁾ Bancroft, *loc. cit.*, I, 60.

⁽²⁾ Bancroft, *loc. cit.*, I, 66-73; Hough, *loc. cit.*, I, 207; Malte-Brun, *loc. cit.*, V, 171.

⁽³⁾ Poore, *loc. cit.*, II, 1712, à la note.

⁽⁴⁾ Malte-Brun, *loc. cit.*, V, 305-306.

⁽⁵⁾ Hough, *loc. cit.*, I, 122; Poore, *loc. cit.*, I, 185 à la note.

⁽⁶⁾ Bancroft, *loc. cit.*, III, 114 et 400; Hough, *loc. cit.*, I, 207; Marshall, *History of the american colonies*,

édition de 1824, 158; Malte-Brun, *loc. cit.*, I, 171.

⁽⁷⁾ Bancroft, I, 67-73; Hough: II, 103; Murray, I, 73-76; Malte-Brun, I, 171.

⁽⁸⁾ Bancroft, II, 20^e édition, 174.

⁽⁹⁾ Bancroft, III, 209-211; Marshall, 207-209.

⁽¹⁰⁾ Bancroft, III, 353.

⁽¹¹⁾ Bancroft, III, 437-448.

⁽¹²⁾ Bancroft, III, 444-446; Marshall, 253-260.

ses troupes la quittent pour guerroyer sans profit durable contre les colonies voisines, ou ces dernières font de son propre territoire le théâtre de luttes sanglantes, jusqu'à ce que le traité de Paris, de 1763, arrêtant la lutte, pour un temps, par une délimitation officielle, sinon très précise, des colonies rivales, enlève à l'Espagne les établissements de la Floride dans lesquels le régime espagnol parut bientôt avoir épuisé sa force d'expansion⁽¹⁾. Vainement l'Espagne reçut de la convention de Fontainebleau, contemporaine des préliminaires du traité de Paris, l'île de la Nouvelle-Orléans, et toute la partie de la vallée du Mississippi qui est située à l'est du fleuve⁽²⁾. Vainement elle conserva sans contestation, pendant de longues années, et cette partie de cette riche vallée et la Nouvelle-Orléans et le Mexique ancien tout entier. Vainement même elle recouvrait la Floride, en 1783, par un nouveau traité⁽³⁾. Si l'on excepte le Mexique, où la puissance espagnole s'exerçait sur une population indigène assez dense, d'une civilisation relativement avancée, la réduction d'une autorité, auparavant presque illimitée, à des limites territoriales plus restreintes, ne fit guère progresser ailleurs, où presque tout était à créer, l'œuvre de la colonisation. Même dans les dernières années de sa domination, des parties du territoire des États-Unis contemporains où elle avait de préférence porté ses efforts, l'Espagne ne vit aucune lui donner le succès : le Texas demeura un désert, aucun bénéfice ne fut tiré de la vallée du Mississippi, la Californie ne se peuplait point, et la prospérité passagère de la

⁽¹⁾ Bancroft, IV, 18^e édition, 452 ;
Story, I, 15 ; Malte-Brun, I, 171.

à la note ; Hough, I, 207 et 471-472 ;
Story, I, 15 ; Malte-Brun, V, 205.

⁽²⁾ Poore, I, 687, à la note. et 981,

⁽³⁾ Hough, I, 207.

Floride fut promptement éclipsée par la puissance toujours croissante des colonies d'une autre nation européenne. Soit que la métropole espagnole ne sût porter à l'émigration ses propres enfants, soit qu'elle n'eût pas l'art d'attirer les étrangers vers ses établissements coloniaux, soit que tout ensemble, suivant la remarque d'un diplomate qui représentait la France à la cour de Londres en 1769, elle eût trop peu d'habitants pour fournir un nombre suffisant d'émigrants, et qu'elle usât de principes de gouvernement propres à écarter de ses colonies, loin de les y attirer, les citoyens des autres nations⁽¹⁾, elle ne parvint à dominer en fait, dans les limites des États-Unis contemporains, ni sur des établissements très prospères ni sur une population considérable. A la fin du xviii^e siècle, et au commencement du siècle présent, le temps vint où non seulement elle renonça à développer ses colonies continentales de l'Amérique du Nord, mais elle les perdit toutes : ce qu'elle avait de la vallée du Mississipi lui fut enlevé par le traité de San-Ildefonso du 1^{er} octobre 1800, que ratifia le traité de Madrid du 21 mars 1801⁽²⁾; le 22 février 1819, elle abandonnait, par le traité de Washington⁽³⁾, la Floride que lui avait rendue le traité de Paris du 20 janvier 1783⁽⁴⁾; et, en 1820, une insurrection lui arrachait le Mexique⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Du Châtelet à Choiseul (17 mars 1769) : *Idée sur l'opposition trouvée par les Espagnols à la Louisiane*, correspondance citée dans Bancroft, VI, 13^e édition, 264-265.

⁽²⁾ Poore, I, 687, à la note; Hough, I, 472; Malte-Brun, V, 205.

⁽³⁾ Poore, I, 308 à la note; Hough, I, 209; Malte-Brun, V, 171-172.

⁽⁴⁾ Hough, I, 207; Malte-Brun, V, 171.

⁽⁵⁾ Poore, I, 185, à la note, II, 1712, à la note, et à la page 1727, voy. la fin de la constitution mexicaine de 1824; Malte-Brun, V, 274-275.

Aura-t-on peine à concevoir qu'après avoir vainement tenté d'égaliser ses explorations par ses essais de colonisation, l'Espagne réussit moins encore à exercer une influence notable sur la formation du droit public ou constitutionnel des États-Unis? D'où lui aurait pu venir cette influence, sinon du développement de ses propres colonies, et du nombre toujours croissant de ses propres colons? Mais on a vu que ni ses colonies ne se développaient, ni le nombre de ses colons ne croissait. D'ailleurs, tandis que les Mexicains ne se souciaient pas d'étendre sur le reste du continent la domination qu'eux-mêmes supportaient parfois avec impatience, les colonies d'une autre nation européenne acquéraient, hors du Mexique où la puissance de l'Espagne fut longtemps considérable, une importance aisément prépondérante. Ainsi tout naturellement la loi espagnole ne devait laisser aucun vestige dans les principales institutions des États-Unis contemporains. Toute la suite du présent ouvrage montrera que ce fut une autre nation qui peupla les États-Unis, leur donna la prospérité, et fonda leur droit public ou constitutionnel. Il n'y a donc pas à rechercher, pour les exposer ici, tous les principes du régime que l'Espagne appliquait à ses colonies de l'Amérique du Nord.

La France ne le céda à l'Espagne ni par le nombre et l'étendue des voyages ni par les essais de colonisation.

De 1504 à 1506, les marins bretons et normands vont déjà aux pêcheries de Terre-Neuve, reconnaissent l'île du cap Breton, et explorent le golfe du Saint-Laurent⁽¹⁾. En 1523

⁽¹⁾ Bancroft, I. 15.

et 1524, le Florentin Verazzani, au service de François I^{er}, suit les côtes de l'océan Atlantique, depuis les limites actuelles de la Caroline du Nord jusqu'à la Nouvelle-Écosse ⁽¹⁾. En 1527, dans le seul port de Saint-Jean-de-Terre-Neuve, on trouve à la fois onze navires de pêche normands et un breton ⁽²⁾. Au nom de François I^{er}, en 1534 et 1535, Jacques Cartier prend possession de toute la région qu'arrose le Saint-Laurent, bientôt connue sous le nom de *Nouvelle-France* ⁽³⁾. Cartier et Roberval paraissent avoir étendu, entre 1540 et 1542, les limites de la Nouvelle-France jusqu'au lieu où s'élève de nos jours la ville de Boston ⁽⁴⁾. En 1562, des huguenots français vont s'établir dans la Caroline du Sud, et, en 1564, dans la Floride ⁽⁵⁾. Vers 1578, les pêcheurs français affluent aux pêcheries de Terre-Neuve et sur les côtes voisines ⁽⁶⁾.

En 1603 et 1604, Champlain fait ses premières explorations dans le Canada ⁽⁷⁾. De 1604 à 1606, de Monts et Poutrincourt visitent la baie de Passamaquody, explorent les côtes du Maine, entrent dans les fleuves Penobscot, Kennebec et Saco, créent dans les limites présentes de la Nouvelle-Écosse, Port-Royal, qui devint plus tard Annapolis, et étendent leurs explorations jusqu'au cap Cod ⁽⁸⁾. En 1608, Champlain fonde Québec ⁽⁹⁾. En 1611 et 1612, les mission-

⁽¹⁾ Bancroft, I, 15-17; Murray, I, 66-68; Malte-Brun, V, 76.

⁽²⁾ Bancroft, I, 18-19.

⁽³⁾ Bancroft, I, 19-21; comp. Malte-Brun, V, 76.

⁽⁴⁾ Bancroft, I, 22-24; comp. Malte-Brun, V, 76.

⁽⁵⁾ Bancroft, I, 24; Murray, I, 70;

Hough, II, 104; Malte-Brun, V, 167.

⁽⁶⁾ Bancroft, I, 24; Marshall, 50; comp. Malte-Brun, V, 84.

⁽⁷⁾ Bancroft, I, 25; Marshall, 50.

⁽⁸⁾ Poore, I, 773, à la note; Bancroft, I, 25-27; Marshall, 50.

⁽⁹⁾ Bancroft, I, 28; Marshall, 50; Malte-Brun, V, 76.

naires jésuites visitent le littoral depuis Port-Royal jusqu'au fleuve Kennebec, et remontent le cours de celui-ci⁽¹⁾. On les trouve, en 1613 et 1615, dans les limites actuelles du Maine⁽²⁾ et, vers 1625, sur divers points des bords du Saint-Laurent⁽³⁾. En 1615, Champlain retourne au Canada, et, entre 1615 et 1627, il y établit définitivement l'autorité française⁽⁴⁾. Entre 1632 et 1668, les jésuites français étendent leurs missions sur les rives du lac des Illinois, aujourd'hui le lac Michigan, du lac des Hurons, de nos jours encore le lac Huron, et particulièrement sur la rive méridionale du lac Supérieur jusqu'à l'extrémité occidentale de celui-ci⁽⁵⁾. En 1659, la ville de Montréal est fondée⁽⁶⁾. En 1670, les Français visitent les premiers, dans les limites de l'État actuel du Michigan, le lieu où s'éleva plus tard la ville de Détroit⁽⁷⁾. De 1671 à 1675, quelques trappeurs et des jésuites, partis du Canada, explorent la région qui forme aujourd'hui les États du Michigan, du Wisconsin, de l'Illinois et de l'Iowa, découvrent le cours supérieur du Mississippi, passent sur les eaux de ce fleuve, auprès des rivières Missouri, Illinois, Wabash plus tard l'Ohio, et atteignent le confluent du Mississippi et de l'Arkansas, sans cesse aux prises avec mille difficultés et mille dangers, au milieu desquels ils déploient une hardiesse constante⁽⁸⁾. En 1678 et 1679, de la Salle essaye vainement de suivre le cours du Missis-

⁽¹⁾ Bancroft, I, 27.

⁽²⁾ Bancroft, I, 27-28; comp. Poore, I, 773, à la note.

⁽³⁾ Bancroft, I, 29.

⁽⁴⁾ Bancroft, I, 28-29, et III, 118-119.

⁽⁵⁾ Bancroft, III, 122-152; comp.

Seaman, *Commentaries on the constitutions and laws of the United States*, édition de 1863, 206.

⁽⁶⁾ Seaman, 206.

⁽⁷⁾ Poore, I, 981, à la note; Malte-Brun, V, 181.

⁽⁸⁾ Hough, I, 471; Bancroft, III,

sipi, depuis le Canada jusqu'à l'embouchure⁽¹⁾. En 1682, renouvelant ses efforts et les voyant couronnés de succès, il prétend, au nom de la France, prendre officiellement possession de la région immense qu'il a traversée, et que, pour rendre hommage au roi Louis XIV, il nomme *Louisiane*⁽²⁾. En 1685, venant de France à la Louisiane par le golfe du Mexique, le même de la Salle, le sieur Cavalier et le sieur Beaujeu ou de Beaujeu, abordent, le 18 février, aux rives de la baie de Matagorda, dans les limites de l'État actuel du Texas⁽³⁾. En 1699, Lemoyne d'Iberville conduit une expédition sur les bords de la baie de Biloxi, non loin du lieu où s'élève de nos jours la ville de la Nouvelle-Orléans⁽⁴⁾.

Ainsi peu à peu, les Français acquéraient, avec le pays qui forme le Canada et la Nouvelle-Écosse, la plus grande partie de la région continentale, sur laquelle s'étend, de nos jours, l'autorité du Gouvernement de l'Union américaine⁽⁵⁾.

Dans ses explorations du continent de l'Amérique du Nord, la France rencontra souvent les Indiens, contre lesquels, maintes fois, et notamment de 1645 à 1649⁽⁶⁾, de

153-163; Murray, I, 319; Sparks, X, 265-299; comp. Poore, I, 687, à la note, et Marshall, 276-277.

⁽¹⁾ Bancroft, III, 162-167.

⁽²⁾ Poore, II, 1712, à la note; Hough, I, 471; Bancroft, III, 167-168; Malte-Brun, V, 205; comp. Murray, I, 319, et Marshall, 277.

⁽³⁾ Bancroft, III, 168-174; Poore, II, 1712, à la note; Malte-Brun, V, 211; comp. Marshall, 277.

⁽⁴⁾ Bancroft, III, 199-203.

⁽⁵⁾ Les États actuels de la Caroline du Nord, du Connecticut, du Delaware, de la Floride, du Maryland, du Massachusetts, du New-Hampshire, du New-Jersey, du Rhode-Island, et certaines portions des États de la Géorgie, du Maine, de New-York, de la Pensylvanie et de la Virginie, étaient seuls hors de la région dont les Français se prétendaient maîtres.

⁽⁶⁾ Bancroft, II, 417; III, 137.

1657 à 1660⁽¹⁾, de 1684 à 1688⁽²⁾, en 1693⁽³⁾, de 1729 à 1732⁽⁴⁾, et en 1737⁽⁵⁾, elle n'hésita pas à guerroyer. Il arriva que ses actes ou ses projets la mirent aux prises, sur le sol même du continent américain, avec des nations européennes, l'Espagne en 1719⁽⁶⁾, plus souvent et surtout de 1689 à 1697⁽⁷⁾, de 1702 à 1713⁽⁸⁾, de 1744 à 1748⁽⁹⁾, et de 1753 à 1763⁽¹⁰⁾, l'Angleterre. Si parfois d'ailleurs, et spécialement en 1654⁽¹¹⁾, les nations rivales empiétèrent de fait sur quelques-uns des lieux dont elle revendiquait la propriété, cependant, au traité de Bréda, en 1667⁽¹²⁾, elle ne vit pas ses prétentions réduites; à celui de Ryswick en 1697, elle ne perdit que la moitié orientale de Terre-Neuve⁽¹³⁾; à la paix d'Utrecht, en 1713, quand la baie d'Hudson, Terre-Neuve tout entière, et la Nouvelle-Écosse, lui étaient enlevées par une délimitation plus pompeuse que parfaite⁽¹⁴⁾, elle n'abandonnait ni le Canada ni la vallée du Mississipi; et, après le second traité d'Aix-la-Chapelle, en 1748, elle continua de prétendre à gouverner toute la vallée du Mississipi, tout le bassin du Saint-Laurent, celui du

⁽¹⁾ Bancroft, II, 418; III, 144-145.

⁽²⁾ Bancroft, II, 418-424.

⁽³⁾ Bancroft, III, 189-190.

⁽⁴⁾ Bancroft, III, 360-363.

⁽⁵⁾ Bancroft, III, 364-368.

⁽⁶⁾ Bancroft, III, 353.

⁽⁷⁾ Bancroft, III, 175-192; Murray, I, 317; Marshall, 189-195.

⁽⁸⁾ Bancroft, III, 207-226; Murray, I, 317-318; Marshall, 197-214.

⁽⁹⁾ Bancroft, III, 450-466; Murray, I, 318; Marshall, 261-273.

⁽¹⁰⁾ Bancroft, IV, 32-82, 113, 183-206, 233-250, 250-271, 290-313, 315-462; Murray, I, 320-330; Story, I, 13-14; Marshall, 274-349.

⁽¹¹⁾ Bancroft, I, 445; Marshall, 127.

⁽¹²⁾ Bancroft, II, 113-114.

⁽¹³⁾ Bancroft, III, 192; comp. Marshall, 197.

⁽¹⁴⁾ Bancroft, III, 226-234; Murray, I, 318; Story, I, 13; Marshall 275-276.

Penobscot, et les côtes voisines jusqu'au Kennebec, voulant enserrer, entre le Kennebec ou le Penobscot et les Alléghanys, l'Angleterre, qui aurait volontiers pris le continent tout entier ⁽¹⁾. Mais, au traité de Paris de 1763, tout fut changé; Louis XV était dépouillé des droits qu'il pensait avoir sur le cap Breton, les îles voisines, l'Acadie, le Canada, et hormis l'île de la Nouvelle-Orléans, la partie de la vallée du Mississippi qui est à l'est du fleuve; puis, par la convention de Fontainebleau, contemporaine de ce fatal traité, lui-même cédait à l'Espagne, son alliée, pour la dédommager de la perte de la Floride, l'île de la Nouvelle-Orléans, à l'est du Mississippi, et à l'ouest du fleuve, tout ce qu'il avait pu conserver de la Louisiane ⁽²⁾: la France n'avait plus un mètre de terre dans les limites actuelles des États-Unis. Vainement les traités de San-Ildefonso et de Madrid lui rendirent, en 1801, la vallée du Mississippi ⁽³⁾; par le traité de Paris de 1803, elle la vendit au Gouvernement fédéral des États-Unis, et derechef toute autorité française cessa de s'exercer sur le continent de l'Amérique du Nord ⁽⁴⁾.

Aux nombreuses explorations des Français répondirent de grands projets et de nombreux essais de colonisation; mais, si l'on excepte la Nouvelle-Écosse et le Canada proprement dit, où ses colonies atteignirent une incontestable prospérité, les revendications de la France et l'étendue de

⁽¹⁾ Bancroft, III, 466; Murray, I, 318-319; comp. Story, I, 9 et 13, et Marshall, 272-273, 276 et 279.

⁽²⁾ Poore, I, 687, à la note; Hough, I, 471-472; Bancroft, IV, 452-454; Murray, I, 330; Story, I, 14-15; Marshall, 348-349; Seaman, 207

Malte-Brun, V, 76, 121, 205, 254.

⁽³⁾ Poore, I, 687, à la note; Hough, I, 472; Seaman, 207.

⁽⁴⁾ Poore, I, 687, à la note; Hough, I, 472; comp. Seaman, 207, et Malte-Brun, V, 76 et 205.

ses possessions témoignèrent toujours d'une puissance plutôt nominale que réelle.

En 1518, de Léry et Saint-Just forment, pour toute l'Amérique du Nord, un plan de colonisation qui demeure sans effet⁽¹⁾. De 1534 à 1540, les diverses patentes ou commissions royales données à Jacques Cartier et à Roberval, ne font créer aucun établissement durable hors des limites du Canada et de la Nouvelle-Écosse⁽²⁾. En 1563, la petite colonie des huguenots français de la Caroline du Sud est abandonnée; celle de la Floride, détruite par les Espagnols en 1565, est vainement vengée par quelques mains françaises en 1567⁽³⁾. En 1598, un projet d'empire américain est renouvelé, mais le projet n'a pas d'autre effet que de conduire sur l'île désolée des Sables quelques forçats qui ne tardent pas à la désert⁽⁴⁾.

En 1600, plusieurs marchands obtiennent vainement un monopole commercial qu'ils essayent à peine d'exploiter, et divers pouvoirs d'autres sortes qu'ils ne mettent pas en vigueur⁽⁵⁾. Un acte, par lequel Henri IV autorise, en 1603, le sieur de Monts à coloniser, sous le nom d'*Acadie*, toute la région qui s'étend entre le 40° et le 46° degré de latitude Nord, ne produit guère que la fondation du bourg de Port-Royal, bientôt annexé aux possessions de l'Angleterre; puis, l'acte lui-même est révoqué, en 1608, à la requête de quelques marchands français⁽⁶⁾. Le même Henri IV confirme vainement,

(1) Bancroft, I, 15.

(2) Bancroft, I, 19-24.

(3) Bancroft, I, 69-73; Murray, I, 70-78; Hough, II, 103; Malte-Brun, V, 167.

(4) Bancroft, I, 24-25.

(5) Bancroft, I, 25.

(6) Bancroft, I, 28; Poore, I, 773, à la note; Story, I, 9; Marshall, 50.

en 1607, au profit de Poutrincourt, le droit de posséder une vaste étendue de terres où les Français n'établissent aucune colonie importante⁽¹⁾. En 1615, des marchands de Saint-Malo, de Rouen et de la Rochelle, obtiennent une patente royale, sous l'empire de laquelle, hors de la Nouvelle-France, aucun établissement français n'est créé⁽²⁾. En 1627, Louis XIII donne à des personnages importants, parmi lesquels figurent Richelieu et Champlain, le droit et le soin de coloniser, sous le nom de *Nouvelle-France*, tout le bassin du Saint-Laurent, et ceux des fleuves voisins qui se jettent directement dans la mer, et, sous le nom de *Floride*, toute la région continentale située au-dessous de la Virginie; mais, aussi inefficace que de nombreuses patentes plus anciennes, la charte donnée par Louis XIII demeure sans effet hors des limites primitives de la Nouvelle-France⁽³⁾. Si, de 1613 à 1673, les missions des jésuites sont étendues, avec hardiesse, au cœur des tribus indiennes, qui habitent diverses parties des régions septentrionales du continent américain au midi du Canada, les missionnaires et quelques trappeurs sont presque les seuls habitants européens de ces régions jusqu'au jour où l'Angleterre y étend sa domination⁽⁴⁾. La colonie fondée par la Salle et de Beaujeu, en 1685, sur les rivages du Texas, est elle-même promptement détruite par des Indiens⁽⁵⁾.

L'établissement que des mains françaises fondent à Détroit, dans les limites de l'État actuel du Michigan, en 1702, passe sous la domination anglaise, aux termes du traité de Paris de 1763, avant d'avoir acquis une population considé-

⁽¹⁾ Bancroft, I, 27.

⁽²⁾ Bancroft, I, 28.

⁽³⁾ Bancroft, III, 119.

⁽⁴⁾ Poore, I, 773, à la note.

⁽⁵⁾ Poore, II, 1712, à la note; Marshall, 277; Malte-Brun, V, 211.

nable; et si, un siècle plus tard, la ville de Détroit compte de nombreux rejetons des premiers colons, à peine ces gens de souche française parviennent-ils à former le vingtième de la population totale de l'État⁽¹⁾. Au commencement du XVIII^e siècle, la France n'a encore, dans la partie supérieure de la vallée du Mississipi, que des stations de missionnaires et quelques petites agglomérations de colons, dont les principales sont à Gallipolis dans les limites actuelles de l'Ohio, à Vincennes dans l'Indiana, à Kaskaskia et Cahokia dans l'Illinois, et en divers lieux du Wisconsin⁽²⁾. Vers le centre de la vallée, à l'endroit où s'élève de nos jours la ville de Natchez, elle n'a guère qu'un fort en 1716⁽³⁾. Dans la partie méridionale, vers la mer, loin d'atterrir aux bords fertiles du Mississipi, les Français sont souvent conduits par une véritable fatalité aux rivages désolés des baies de Biloxi et de Mobile⁽⁴⁾. Vainement d'ailleurs, le 14 septembre 1712, Louis XIV donne au sieur Crozat une charte pour la colonisation de la Louisiane tout entière : demeurée stérile, elle est rendue au roi en 1717⁽⁵⁾. Dans la même année 1717, le 6 septembre, par une charte plus connue, Louis XV cède la Louisiane à la fameuse Compagnie des Indes⁽⁶⁾. L'année suivante, commence à s'élever, sous le nom de *Nouvelle-Orléans*, à l'em-

⁽¹⁾ Poore, I, 981, à la note; Seaman, 206; Malte-Brun, V, 181. En 1851, Détroit a 21,057 habitants, presque tous d'origine française, mais la population de l'État s'élève à 395,703 âmes. Malte-Brun, *loc. cit.*, comp. Mitchell's World, édit. de 1840, 224.

⁽²⁾ Hough, I, 279, à la note; Sea-

man, 206-207; Malte-Brun, V, 190-192.

⁽³⁾ Seaman, 207; Bancroft, III, 349.

⁽⁴⁾ Marshall, 277-278.

⁽⁵⁾ Poore, I, 687, à la note; Hough, I, 471; Bancroft, III, 347-349.

⁽⁶⁾ Poore, I, 687, à la note; Hough, I, 471; Bancroft, III, 351.

bouchure du Mississipi, le premier établissement important que la France possède hors du Canada ⁽¹⁾. Mais tant s'en faut que le succès réponde encore aux espérances des Français. Si la charte de 1717 survit aux projets de Law, elle ne procure vraiment à la colonie ni une grande prospérité ni une extension considérable, et, vers 1732, elle est rendue au roi, sous le gouvernement direct duquel la Louisiane passe derechef ⁽²⁾. De 1731 à 1763, quelques établissements nouveaux sont fondés sur divers points de la vallée ⁽³⁾ : on trouve des colons français dans l'Arkansas ⁽⁴⁾, et un plus grand nombre dans le Missouri, faisant le commerce avec les Indiens, au lieu où s'élève de nos jours la ville de Saint-Louis ⁽⁵⁾, à la Nouvelle-Madrid, au cap Girardeau, à Sainte-Genève ⁽⁶⁾. Qu'est pourtant encore, dans la Louisiane, l'œuvre de la colonisation ? Çà et là les explorateurs ont passé, mais, en vérité, ils n'ont presque rien créé. On n'y voit guère qu'un petit nombre de lieux fortifiés, tous, ou peu s'en faut, occupés par leurs seules garnisons; quelques rares villages ont surgi, qui, privés de secours et exposés à mille dangers, ne se développent point; la Nouvelle-Orléans elle-même languit longtemps dans une condition voisine de la pauvreté.

Vers 1702, la Louisiane compte à peine trente familles françaises ⁽⁷⁾. Elle n'en compte pas davantage, lorsque Crozat y vient vers 1714, et, lorsqu'il la quitte, au cours de l'année 1717, elle n'est habitée que par 700 Français de

⁽¹⁾ Seaman, 207; Bancroft, III, 351-352.

⁽²⁾ Poore, I, 687, à la note; Hough, I, 471; Bancroft, III, 349-364; Malte-Brun, V, 205.

⁽³⁾ Marshall, 278.

⁽⁴⁾ Malte-Brun, V, 196; comp. Hough, I, 79.

⁽⁵⁾ Bancroft, V, 194-196.

⁽⁶⁾ Hough, I, 775.

⁽⁷⁾ Bancroft, III, 348.

tous âges, de tout sexe, et de toutes professions⁽¹⁾. Quelques années plus tard, vers 1740, on y rencontre à peu près 5,000 blancs et 2,000 ou 3,000 noirs⁽²⁾. Vers 1749, tandis que les documents officiels du Gouvernement anglais évaluent à 1,051,000 le nombre des habitants blancs de ses colonies de l'Amérique septentrionale, ils estiment à 7,000 celui des habitants blancs de la Louisiane⁽³⁾ : celle-ci est donc encore un désert. Au moment même où se signent le traité de Paris et la convention de Fontainebleau, à peine 110 familles françaises habitent les bords du Wabash, l'Ohio de nos jours, presque toutes établies au bourg de Vincennes, dans l'État actuel de l'Indiana; dans toute la vallée de l'Illinois, on ne trouve que 700 hommes adultes, 500 femmes, 800 ou 900 enfants de race blanche, et 900 noirs des deux sexes⁽⁴⁾; et la population blanche de la Louisiane entière ne dépasse pas 10,000 âmes⁽⁵⁾. Après quelques années, en 1790, les habitants d'origine française, qui vivent dans les limites des États-Unis actuels, au nord-ouest de la rivière Ohio, ne dépassent pas le nombre de 6,000, et, sur toute la surface des États-Unis, ils sont à peine 40,000, tandis que les Hollandais y sont 125,000, les Allemands, 200,000, et les Anglais et Irlandais, 2,800,000⁽⁶⁾. Dans les quarante premières années qui suivent le traité de Paris, sans doute la population s'accroît; les colons français font souche; si quelques Espagnols vivent auprès d'eux, la Louisiane, au moment où elle passe sous la domination amé-

⁽¹⁾ Bancroft, III, 348.

⁽²⁾ Bancroft, III, 369.

⁽³⁾ Marshall, 279.

⁽⁴⁾ Bancroft, V, page 338; comp.

Hough, tome I, page 279, à la note.

⁽⁵⁾ Seaman, 207.

⁽⁶⁾ Seaman, 205.

ricaine, paraît être habitée par 40,000 blancs d'origine européenne, presque tous de souche française, 30,000 esclaves noirs, et 7,000 noirs libres, dont les deux tiers environ occupent l'État actuel de la Louisiane, et près d'un tiers les États du Missouri et de l'Arkansas ⁽¹⁾. Mais que sont ces 40,000 habitants de race blanche auprès des 5,296,000 blancs qui couvrent les autres États de l'Union américaine ⁽²⁾? En un mot, hors de la Nouvelle-Écosse et du Canada, la population blanche des possessions françaises n'a aucune importance.

Ainsi, lorsqu'au traité de Paris de 1763 la France va perdre ses colonies d'Amérique, pour ne recouvrer la Louisiane, au début du siècle suivant, que pendant la durée de deux années, elle n'exerce guère, dans les limites des États-Unis actuels, qu'une domination nominale sur une région immense, déserte ou presque déserte en certains lieux, et peuplée ailleurs par des sauvages, impatients de toute autorité ⁽³⁾. A quelque cause qu'on veuille l'attribuer, l'insuccès de la colonisation est certain. Sans doute il n'encourage pas les efforts de l'Espagne, déjà si souvent impuissants; pendant un temps, il arrête ceux de l'Angleterre, qui décide, en 1768, de ne fonder aucune colonie dans la vallée du Mississippi ⁽⁴⁾; il console même les hommes d'État français de la perte de cette vallée, en leur persuadant que d'autres nations ne réussiront pas où la France a échoué ⁽⁵⁾; plus tard enfin, il ne doit pas les détourner de céder de nouveau la Louisiane, un instant recouvrée.

⁽¹⁾ Seaman, 207; Mitchell's World, 207.

⁽²⁾ Mitchell, 153.

⁽³⁾ Story, I, 17.

⁽⁴⁾ Bancroft, VI, 222.

⁽⁵⁾ Correspondance de du Châtelet citée dans Bancroft, VI, 264-265.

On conçoit aisément que l'influence des colons français de l'Amérique du Nord sur la formation du droit public ou constitutionnel des États-Unis d'Amérique ait dû être presque nulle. Où l'œuvre de la colonisation réussit, de nombreuses lois et certains usages de la mère patrie furent sûrement transportés. C'est ainsi que l'on trouvait jadis, au Canada, la coutume de Paris régissant la condition privée de la plupart des habitants, et diverses règles perpétuant, dans la vie publique, les distinctions d'ordres et de classes que la métropole avait retenues du régime féodal⁽¹⁾. Même de nos jours, particulièrement dans le bas Canada, on y reconnaît d'abondants vestiges des habitudes suivies par les anciens colons, pour ne pas dire le vieux droit français de ces derniers lui-même conservé presque tout entier. Ailleurs, dans les limites des États-Unis actuels, un petit nombre de familles de quelques lieux très rares ont maintenu, avec des traditions venues de leurs ancêtres français, l'usage de la langue de ces derniers; mais de ceux-ci presque rien autre n'est resté. A peine quelques faibles traces des règles auxquelles ils obéissaient se trouvent-elles aujourd'hui dans les seules constitutions du seul État où le nombre de ces colons ait eu jadis une importance relative : nous voulons dire l'État qui reçut le nom, sans recevoir les limites de l'ancienne Louisiane. Ceux qui sortirent du Canada, de la vallée du Mississipi, ou même de la France, pour s'établir vers les rivages de l'Atlantique, y furent bientôt absorbés dans la foule toujours croissante des rejetons d'une autre nation européenne, et leurs institutions, transformées par les siennes⁽²⁾. Après peu

⁽¹⁾ Bancroft, t. IV, 458-459; comp. Malte-Brun, V, 65-74. — ⁽²⁾ Comp. Hough, II, 272.

d'années, il n'en fut pas autrement dans la vallée du Mississippi elle-même. Pareillement où la vallée était déserte et où des descendants peu nombreux des premiers habitants français et espagnols étaient les seuls représentants de la race blanche, les rejetons de cette autre nation affluèrent, établissant partout leurs propres usages et leurs propres lois : singulier retour de la fortune, bien différent du destin qu'avaient rêvé jadis pour les colonies françaises d'Amérique les rois de France, apparemment si éloignés de penser que plusieurs dussent passer un jour sous la domination étrangère, et quelques-unes sous les lois d'une démocratie ⁽¹⁾ ! Toute la suite de ce travail montrera que le droit public ou constitutionnel des États-Unis contemporains eut son origine dans les règles établies par les colons anglais. Il serait donc hors de propos d'étudier ici celles qui furent observées par les colonies françaises d'Amérique.

En 1597, les Hollandais fréquentaient déjà les Antilles. En 1600, quelques-uns projetèrent la formation d'une compagnie hollandaise des Indes occidentales, dont l'un des objets devait être la colonisation de l'Amérique septentrionale ⁽²⁾. De crainte que l'Espagne n'en prît ombrage, les États généraux refusèrent d'approuver le projet ⁽³⁾. Une compagnie hollandaise des Indes orientales fut alors créée, en 1602 ⁽⁴⁾, et l'effort de la Hollande porté vers l'Orient. Bientôt pourtant, les Hollandais soutenaient, sur le continent même de l'Europe, une lutte heureuse contre l'Espagne ⁽⁵⁾. Peu à peu

⁽¹⁾ Comp. Bancroft, III, 203.

⁽⁴⁾ *Ibid.*

⁽²⁾ Bancroft, I, 262-263.

⁽⁵⁾ Comp. Bancroft, II, 276.

⁽³⁾ *Ibid.*

leurs succès affaiblirent le parti de la crainte et de la prudence, où les conseils de Grotius avaient auparavant prévalu ⁽¹⁾. Ce fut à ce moment que le navigateur anglais Hudson offrit à la Compagnie hollandaise des Indes orientales de conduire une expédition qui chercherait, au nord de l'Amérique, un passage pour parvenir à l'Asie; et, sous les auspices de la compagnie, il partit en 1609. S'il ne put trouver le passage cherché, du moins il reconnut les côtes de Terre-Neuve et du Maine, le cap Cod, la baie de la Chesapeake, celle du Delaware, et celle de New-York; il explora, avec soin, jusqu'au lieu où s'élève de nos jours la ville d'Albany, le cours et les rives du fleuve qu'on appelle encore l'Hudson; et il donna, à son retour, une description séduisante de la région qui avoisine l'embouchure de ce fleuve ⁽²⁾. La Hollande ne résista plus aux desseins de colonisation : elle n'osait pas encore former une grande compagnie, qui exécuterait ceux-ci sous le patronage officiel de l'État, mais elle autorisait et encourageait les entreprises d'associations privées ⁽³⁾. Aux rivages qu'Hudson avait admirés, se portèrent les premières expéditions de quelque importance. Vers 1613 et 1614, des établissements étaient fondés sur l'île de Manhattan ⁽⁴⁾. En 1614, des explorations s'avançaient dans le Connecticut et le Rhode-Island, et allaient au delà du cap Cod ⁽⁵⁾. Les colons, d'ailleurs, prétendaient avoir acquis

⁽¹⁾ Comp. Bancroft, II, 264-265, 277-278.

⁽²⁾ Bancroft, II, 265-269-276; Story, I, 9; Murray, I, 279-282;

⁽³⁾ Poore, II, 1328, à la note; Hough, II, 57; Story, I, 10; Bancroft, II, 274-276; Murray, I, 282.

⁽⁴⁾ Poore, II, 1328, à la note; Hough, II, 57; Story, I, 74, et les autorités citées par cet auteur; Murray, I, 282; Malte-Brun, V, 450.

⁽⁵⁾ Bancroft, II, 274-276; Murray, I, 282.

toute la région qui s'étend entre le fleuve Connecticut et le fleuve Delaware, et l'appelaient *Nouveaux-Pays-Bas* ⁽¹⁾. En 1615 étaient construites les premières maisons de la ville de New-York, à laquelle ses fondateurs donnaient le nom de *Nouvelle-Amsterdam* ⁽²⁾, et la même année, quelques colons s'établissaient à Albany ⁽³⁾. En 1616, plusieurs fixaient leur résidence sur les bords de la baie et du fleuve Delaware, et au lieu où l'on voit aujourd'hui Philadelphie ⁽⁴⁾. Puis, en novembre 1618, le projet de former pour la colonisation une grande compagnie était repris, sans que les États généraux consentissent à donner à celle-ci une organisation efficace ⁽⁵⁾. Enfin, le 3 juin 1621, la Compagnie des Indes occidentales prenait naissance ⁽⁶⁾. Sous les auspices de cette association que les États généraux firent puissante, la colonisation fut conduite avec une vigueur nouvelle. De 1621 à 1624, les anciens établissements croissent, ou de nouveaux sont fondés, sur l'île de Manhattan ⁽⁷⁾, à Albany ⁽⁸⁾, sur les bords du fleuve Connecticut et du fleuve Delaware, sur la rive orientale de la baie du Delaware et dans la partie orientale de la Longue-Île ⁽⁹⁾. En 1629, la compagnie donnait une charte à quelques-uns des colons ⁽¹⁰⁾. En 1630, un certain nombre se répandaient dans diverses parties de l'État

⁽¹⁾ Poore, II, 1328, à la note; Hough, II, 57; Story, I, 10 et 74.

⁽²⁾ Seaman, 201; comp. Malte-Brun, V, 153.

⁽³⁾ Bancroft, II, 276; Murray, I, 282; Seaman, 201.

⁽⁴⁾ Bancroft, II, 276; comp. Story, I, 83.

⁽⁵⁾ Bancroft, II, 277.

⁽⁶⁾ Poore, II, 1328, à la note; Hough, II, 57; Bancroft, II, 277-278; Story, I, 10; Murray, I, 282.

⁽⁷⁾ Hough, II, 57; Story, I, 74.

⁽⁸⁾ Hough, II, 57; Bancr. II, 279.

⁽⁹⁾ Hough, II, 57; Marshall, 146-147.

⁽¹⁰⁾ Bancroft, II, 280-281; Murray, I, 283.

actuel du New-Jersey⁽¹⁾, et, de 1630 à 1651, d'autres s'établissaient sur divers points de l'État actuel du Delaware⁽²⁾. Durant plusieurs années, l'œuvre des Hollandais alla dès lors se développant.

Assurément la Hollande le cédait à l'Espagne et à la France par l'étendue des voyages, le nombre et l'importance des projets de colonisation, mais où elle porta ses efforts, sans dépasser les limites de certaines parties des États actuels de New-York, du New-Jersey, du Connecticut, du Delaware et de la Pensylvanie, elle sut rendre ses établissements plus prospères que ne l'étaient ailleurs ceux des Espagnols et des Français. Ses colons naissaient d'une race de hardis navigateurs et de commerçants infatigables, que les débordements de la mer et les rigueurs du climat de leur patrie maltrahaient souvent sur le continent européen, et, par une fortune heureuse, ils se trouvaient conduits à une région du Nouveau Monde dans laquelle les renaient aisément la facilité du trafic, la fertilité du sol, la sécurité contre les inondations, un climat plus tempéré. De bonne heure, mais plus particulièrement de 1650 à 1660, ses colonies atteignaient une prospérité certaine⁽³⁾. Elles devaient pourtant passer sous la domination étrangère. Ce fut en vain qu'à diverses reprises, notamment de 1641 à 1645, elles guerroyèrent avec succès contre les Indiens⁽⁴⁾; car des ennemis plus redoutables, les colonies plus nombreuses et singulièrement plus fortes de l'Angleterre les enserraient. La

⁽¹⁾ Bancroft, II, 281; Malte-Brun, V, 156; comp. Poore II, 1310 à la note, et Seaman, 201.

⁽²⁾ Story, I, 87; Murray, I, 283.

⁽³⁾ Bancroft, II, 299-301; comp. Hough, II, 57.

⁽⁴⁾ Bancroft, II, 288-293.

Hollande ne pouvait établir un nouveau comptoir que les Anglais ne l'accusassent d'envahir injustement des lieux découverts, acquis et possédés par eux-mêmes. Fréquemment et surtout en 1622, de 1627 à 1628, de 1647 à 1650, de 1651 à 1654, et en 1663, ils multiplièrent les protestations; même ils joignirent quelquefois aux paroles, çà et là, des actes d'hostilité⁽¹⁾. Des négociations, où la Hollande se montrait souple et obséquieuse, traînèrent souvent les différends en longueur. Mais d'une part, les colonies anglaises croissaient avec une rapidité incomparable, et, de l'autre, y prévalait, dans l'ordre politique, une réelle liberté, tandis que la Compagnie hollandaise, moins puissante et moins habile, persistait à soumettre les colons à un système de gouvernement arbitraire et tyrannique. Le jour vint où ceux-ci ne jugèrent ni facile ni expédient de résister aux prétentions de leurs voisins⁽²⁾. Aussi, entre le 3 septembre et le 1^{er} octobre 1664, l'Angleterre soumit-elle, sans résistance, à son autorité, tous les établissements que sa rivale possédait sur le continent septentrional du Nouveau Monde⁽³⁾. Le traité de Bréda de 1667 confirma la conquête⁽⁴⁾. Vainement, à la faveur des guerres européennes, la Hollande reprit ses établissements, par un heureux coup de main, le 30 juillet 1673⁽⁵⁾ : le traité de Westminster les rendit, en

⁽¹⁾ Hough, II, 57-58; Bancroft, I, 444-445; II, 278-279, 294-295, 310; Story, I, 74; Murray, I, 282-285; Marshall, 124-129, 143.

⁽²⁾ Poore, II, 1328, à la note; Hough, II, 58; Murray, I, 283-288.

⁽³⁾ Poore, II, 1328, à la note; Hough, II, 58; Bancroft, II, 314-

315; Story, I, 74-75; Marshall, 143-148; Murray, I, 283-288; Seaman, 201-202; Malte-Brun, V, 150-156.

⁽⁴⁾ Poore, *ibid.*; Hough, II, 59; Story, I, 75.

⁽⁵⁾ Poore, II, 1328, à la note; Hough, II, 59; Murray, I, 288; Malte-Brun, V, 150-153.

1674, à l'Angleterre, qui les conserva désormais sans lutte jusqu'à l'émancipation des États-Unis⁽¹⁾.

Le pays conquis accepta, avec empressement, les institutions politiques des conquérants, et ses anciens colons, peu à peu absorbés dans la foule des immigrants de race anglaise, abandonnèrent même leurs vieux principes de droit privé. Si quelques vestiges de la tenure féodale des terres subsistaient sur les bords de l'Hudson, à une époque presque contemporaine de la nôtre⁽²⁾, il est vrai de dire cependant que la colonie de New-York, où les Hollandais eurent leurs principaux établissements, ne tarda pas à être de toutes les colonies anglaises du Nouveau Monde celle dont les institutions politiques, les lois privées et la jurisprudence différaient le moins de la loi écrite et de la coutume de l'Angleterre elle-même⁽³⁾. Il n'importe donc pas d'exposer ici les règles de droit auxquelles obéirent, sous la domination des Pays-Bas, les colonies Hollandaises de l'Amérique du Nord.

La Suède conçut pour le Nouveau Monde les plus vastes projets de colonisation, qui ne produisirent ni des explorations nombreuses ni des colonies fort importantes, et n'empêchèrent pas les colons d'origine suédoise de subir promptement l'autorité étrangère. En 1626, le roi Gustave-Adolphe autorisait la formation d'une compagnie suédoise des Indes occidentales. La compagnie se formait, en 1627, recevant du roi le privilège et le droit exclusif de coloniser et de trafiquer au delà du détroit de Gibraltar⁽⁴⁾. Dès 1627, quelques

⁽¹⁾ Hough, II, 59.

⁽²⁾ Hough, II, 57, à la note.

⁽³⁾ Story, I, 77-78; comp. Malte-Brun, V, 156.

⁽⁴⁾ Poore, II, 1509, à la note; Hough, I, 177; II, 31 et 275; Bancroft, II, 284-287; Story, I, 87; Murray, I, 283-284.

Suédois et Danois fondaient les premiers établissements agricoles qu'eut l'État actuel du Delaware⁽¹⁾. Puis les guerres européennes retardèrent le développement de la compagnie, Gustave-Adolphe mourut en la recommandant à ses sujets et à ses alliés, et ce fut seulement après quelques années que la colonisation prit un réel essor. On vit les colons suédois s'établir, de 1638 à 1643, dans le New-Jersey, vers le lieu où s'éleva plus tard la ville de Trenton⁽²⁾, et dans la Pensylvanie, où ils fondaient Philadelphie⁽³⁾, explorer ou occuper peu à peu diverses parties des bords de la baie et du fleuve Delaware, dans l'État de ce nom et dans la région méridionale du New-Jersey⁽⁴⁾, parcourir, acquérir des Indiens par des achats successifs, et nommer Nouvelle-Suède, tout le pays qui s'étend entre le cap Henlopen et les grandes chutes du fleuve Delaware, peut-être obtenir de Charles I^{er}, par l'entremise d'Oxenstiern, la cession de tous les droits que l'Angleterre prétendait avoir sur la vallée où coule ce fleuve⁽⁵⁾.

Partout où les Suédois s'arrêtèrent sur le continent américain, les colonies hollandaises les tinrent, dès la première heure, pour des usurpateurs : ici, les Hollandais avaient passé les premiers ; là, ils avaient, pour les besoins de leur commerce, établi jadis de petits postes, bientôt indûment détruits par les Indiens⁽⁶⁾. Les démêlés furent d'abord sans éclat.

⁽¹⁾ Poore, II, 1509, à la note ; Hough, II, 215, et I, 177 ; Story, I, 83 et 87 ; Murray, I, 284 ; Malte-Brun, V, 161.

⁽²⁾ Hough, II, 31 et 215 ; Story, I, 83.

⁽³⁾ Comp. Malte-Brun, V, 156.

⁽⁴⁾ Bancroft, II, 287-288 ; Hough, II, 215 ; Seaman, 201.

⁽⁵⁾ Poore, II, 1509, à la note ; Hough, II, 215 ; Bancroft, II, 287-288.

⁽⁶⁾ Poore, II, 1509, à la note ; Hough, II, 215 ; comp. Story, I, 83.

Plus tard, les guerres européennes rendirent la Hollande plus forte et la Suède plus faible. Enfin, au cours de l'année 1655, la première put faire sans difficulté la conquête de tous les établissements que possédait la seconde ⁽¹⁾. Ceux-ci passèrent après neuf ans, en 1664, avec les colonies hollandaises elles-mêmes, sous l'administration anglaise; un instant recouvrés par la Hollande en 1673, ils furent rendus, en 1674, par le traité de Westminster, aux Anglais, qui les conservèrent aisément désormais jusqu'à l'émancipation des États-Unis ⁽²⁾.

Quand l'Angleterre en fit ses sujets, les colons suédois ne dépassaient guère le nombre de 700 ⁽³⁾. Quelques années à peine s'étaient écoulées qu'aux lieux mêmes du continent américain, où avaient vécu leurs ancêtres, ils se fondaient dans la foule toujours croissante des habitants anglais, adoptant les coutumes et les lois de ces derniers, et devenant incapables d'exercer par leurs anciens usages une influence notable sur la formation du droit constitutionnel ou public des États-Unis ⁽⁴⁾. On n'exposera donc pas ici les règles sous lesquelles vécurent d'abord en Amérique les colons suédois.

Tandis que les colonies établies par les autres nations européennes vivaient sans force et sans grandeur, ou passaient promptement, après un court éclat, sous la domination anglaise, les colons venus d'Angleterre, bientôt nom-

⁽¹⁾ Hough, I, 177; II, 31 et 215; Bancroft, II, 284-287; Story, I, 87; Murray, I, 284-285; Marshall, 146; Seaman, 201.

⁽²⁾ Hough, I, 177; Bancroft, II,

315; Malte-Brun, V, 150-156, et ci-dessus, p. xxxiv-xxxv.

⁽³⁾ Seaman, 201.

⁽⁴⁾ Bancroft, II, 296-298; Malte-Brun, V, 156.

breux et puissants, créaient réellement les États-Unis d'Amérique. L'Angleterre ne l'avait guère cédé même à l'Espagne et à la France par le nombre et l'importance des explorations; mais, de bonne heure, elle l'emporta sur toutes ses rivales par la prospérité certaine et toujours croissante de ses colonies. Des causes diverses et toutes particulières favorisèrent ce succès, au premier rang desquelles, avec les luttes continuelles, tantôt religieuses, tantôt politiques, plus souvent tout ensemble politiques et religieuses, qui, désolant la mère patrie, chassaient loin d'elle, tour à tour, les vaincus de tous les partis, il faut incontestablement placer la liberté que soit pour les choses de l'ordre civil, soit pour celles de l'ordre religieux, tantôt par calcul et tantôt par nécessité, la métropole organisait ou tolérait dans ses établissements d'Amérique. Les colons anglais affluèrent donc. A mesure qu'ils croissaient en nombre et en force, des rives où ils avaient débarqué, ils s'avançaient vers le cœur même du continent, gagnant, chaque jour, pour l'agriculture et le commerce, ici sur une nature déserte, là sur les peuplades sauvages, ailleurs sur les colonies rivales, de nouvelles possessions qu'une chaîne presque ininterrompue de bourgs et de villages reliait aux possessions plus anciennes. De même que sur tous les points du territoire des États-Unis, ils parvenaient promptement à être de beaucoup les habitants les plus nombreux, de même ils portaient partout leurs institutions politiques et leurs lois. Est-il besoin de le dire? Celles-ci relâchèrent peu à peu et réduisirent insensiblement à une existence nominale les liens qui reliaient les colonies à la métropole. Comme il arrive de presque toutes les grandes transformations de l'ordre politique, l'éman-

cipation était réellement dans les mœurs et préparée par le droit écrit avant qu'elle fût officiellement proclamée. C'est ainsi que l'on vit, au lendemain de la crise, les colonies anglaises, devenues le berceau de l'Union américaine, trouver dans leurs anciennes chartes, dans leurs lois anciennes, et dans leurs usages primitifs, le modèle de leur nouveau droit constitutionnel ou public, lorsqu'elles ne se contentaient pas de garder en vigueur, pour leur administration locale, le texte même de leurs vieilles chartes, à peine modifié, çà et là, par la suppression des quelques mots, qui auraient inutilement rappelé les prérogatives absolues de l'autorité royale ⁽¹⁾. Bientôt, sans doute, de nouveaux États furent incorporés au faisceau des États primitifs; mais l'émigration partie de ceux-ci avait peuplé ceux-là, et tout naturellement les constitutions des nouveaux États se formèrent à l'image de celles des anciens. Même l'affluence toujours croissante des émigrants irlandais ou allemands n'a rien changé à cette génération du droit constitutionnel des États-Unis. Où ils sont devenus un élément très important, voire prépondérant, de la population des États, ils n'ont pas encore voulu remuer et modifier jusqu'aux fondements une organisation qui, par ses règles essentielles, si vieilles qu'elles puissent être, demeure le gouvernement le plus démocratique dont l'humanité ait fait l'expérience dans les temps modernes. Ainsi, comme les colonies anglaises ont formé les premiers États de l'Union américaine, et ceux-ci les États plus récents, de même les

(1) La charte du Connecticut de 1662 et celle du Rhode-Island de 1663 demeurèrent de la sorte en vi-

gueur, la première jusqu'à 1818, et la seconde jusqu'à 1842.

principales institutions des États-Unis contemporains retrouvent leur origine dans les premières constitutions des États les plus anciens, et au delà, dans les chartes et les lois des colonies anglaises⁽¹⁾. Toute la suite du présent travail fournira le développement et la preuve de cette proposition, sur laquelle il est superflu d'insister ici davantage.

De la sorte, le premier livre de cet ouvrage se trouve ramené et réduit à l'étude du droit public ou constitutionnel des colonies anglaises, qui furent le berceau des États-Unis contemporains.

Ce premier livre sera divisé en trois parties : dans la première, on trouvera des notices historiques sur la fondation des colonies anglaises et la formation de leurs chartes ou de leurs principales lois ; dans la seconde, quelques-unes de ces chartes seront traduites, et, pour les besoins d'une comparaison qui pourra n'être pas sans intérêt, on y trouvera le texte original, ou la traduction, de divers monuments de droit composés, pour leurs établissements d'Amérique, par les nations rivales de l'Angleterre ; la troisième fournira l'analyse méthodique et minutieuse de ceux des monuments du droit public ou constitutionnel des colonies anglaises qui n'auront pas été traduits.

Le second livre sera, comme le premier, divisé en trois parties : la première traitera du droit constitutionnel ou public de la fédération ; la seconde, de celui des États ; et la troisième, de celui des Territoires. A son tour, chacune de ces parties sera subdivisée en trois sections : on trou-

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, IV-VI.

vera dans la première de celles-ci les renseignements historiques nécessaires ou utiles pour la complète intelligence des textes, dans la seconde la traduction des textes les plus importants, dans la troisième l'analyse minutieuse et méthodique des dispositions de tous les textes essentiels, qui n'auront pas été traduits, et spécialement pour ce qui concerne le droit de la fédération, un commentaire de la constitution fédérale de 1787 fera corps avec cette analyse⁽¹⁾.

L'exécution de ce plan a exigé, il nous sera permis de le dire, un travail considérable. Les anciennes chartes des colonies anglaises sont longues et nombreuses; plus nombreuses et plus longues encore, les constitutions modernes des divers États de l'Union américaine, qui, touchant aux sujets les plus variés, ont dépassé, en un siècle, le nombre de cent. Il n'y a pas d'ailleurs, croyons-nous, dans les deux énormes volumes de M. Poore, une seule ligne que nous n'ayons lue, méditée, et traduite, ou analysée, avec soin. D'autre part, hors de ces deux volumes, nos recherches se sont nécessairement étendues à de nombreuses lois, dans des recueils généralement officiels, dont nous avons dû consulter quelques-uns à la Bibliothèque nationale de Paris, et d'autres au British Museum de Londres. Dans des livres anciens et rares, il a fallu retrouver plusieurs de ces documents espagnols, français, hollandais et suédois, qui peuvent être utilement comparés aux vieilles chartes des colonies anglaises. Nous avons eu coutume, on le verra aisément, de puiser aux sources mêmes. Si parfois des travaux de seconde

⁽¹⁾ Voyez ci-dessus, pp. vi-viii.

main ont été mis à contribution, nous n'avons, du moins, usé que de ceux dont l'autorité passe pour incontestable. Sans doute nous ne nous flattons pas d'avoir, au milieu des difficultés d'une pareille tâche, réussi à éviter toutes les erreurs; mais on voudra bien peut-être nous tenir compte de nos efforts, et excuser les imperfections qu'une recherche sincère de la vérité, une attention soutenue et une patience constante, n'auraient pas suffi à prévenir.

LES CHARTES COLONIALES
ET
LES CONSTITUTIONS DES ÉTATS-UNIS
DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

LIVRE PREMIER.

LES CHARTES ET LES CONSTITUTIONS DES COLONIES ANGLAISES
DE L'AMÉRIQUE DU NORD AVANT L'ÉMANCIPATION (1496-1776).

PREMIÈRE PARTIE.

NOTICES HISTORIQUES SUR LES COLONIES ANGLAISES
QUI ONT FORMÉ LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

LES PREMIÈRES EXPLORATIONS DES ANGLAIS ET LES PREMIERS ESSAIS
DE COLONISATION ⁽¹⁾.

Après le Portugal et l'Espagne, l'Angleterre entreprit, dans les dernières années du ^{xv}^e siècle, des voyages de découverte, et, comme les nations rivales, elle prétendait devenir maîtresse des

⁽¹⁾ Comp. Stokes, *A view of the constitution of the british colonies*, édition de 1783, Londres, 1 vol. in-8°, p. 12 de l'introduction; Hazard, *Historical collections*, édition de 1792-1794, Philadelphie, 2 vol. in-4°, I, 9 et 10; Marshall, *History of the american colonies*, édition de 1824, Philadelphie, 1 vol. in-8°, 12-25; Story, *Commentaries on the constitution of the United States*, 4^e édition,

Boston, 1873, 2 vol. gr. in-8°, I, 5-6, 15-19; Bancroft, *History of the United States*, 10 vol. in-8°, Boston, 20^e édition, I, 10, 12, 76-78, 82-121; Murray, *The United States of America*, édition de 1844, Édinbourg, 3 vol. in-12, I, 29-30, 80-92; Sparks, *American biography*, édition de 1873, New-York, 10 vol. in-12, II, 205-207, 280, et IX, 96-134, 141-142, 158-162; Hough,

pays qu'elle découvrait ⁽¹⁾. Une commission de Henri VII, donnée sous le grand sceau, le 5 mars 1496, autorisa un habitant de Bristol, Vénitien d'origine ou de naissance, Jean Cabot et les trois fils de ce personnage, à parcourir, avec une flotte de cinq navires, les mers de l'Est, de l'Ouest ou du Nord, pour y chercher, afin d'en faire des pays vassaux de la couronne d'Angleterre, « les îles, les provinces, les régions que les chrétiens ne connaissaient pas encore ⁽²⁾. »

Le roi fournit un navire, des marchands de Bristol armèrent quatre barques, et, au printemps de l'année 1497, Cabot fit voile, accompagné de son second fils Sébastien. Améric Vespuce n'avait pas encore abordé au Nouveau Monde; Colomb n'y avait découvert que des îles, dans ses deux premiers voyages, et il n'avait pas commencé le troisième, qui devait le conduire au continent de l'Amérique du sud, lorsque, le 24 juin 1497, Jean Cabot et son fils découvrirent le continent de l'Amérique septentrionale. Ils l'aperçurent près du Labrador. Après avoir franchi, vers le midi, une distance de 300 lieues, ils débarquèrent et plantèrent dans le rivage, l'un auprès de l'autre, le drapeau anglais et la bannière de Saint-Marc.

Le 3 février 1498, une seconde commission de Henri VII autorisa Jean Cabot à continuer, en personne ou par des représentants, les voyages de découvertes, avec six navires, dont « aucun ne devait jaugeer plus de 200 tonneaux ⁽³⁾. » Pour les nouvelles ex-

American constitutions, édition de 1871, Albany, 2 vol. gr. in-8°, II, 421-423; Poore, *Charters and constitutions*, 2^e édition, Washington, 1878, 2 vol. gr. in-4°, II, 1888-1893; Washington Irving, *The life and voyages of Christopher Columbus*, édition de 1860, New-York, 3 vol. in-12, I, 155-156, 164-188, 193-206, 307-318, 399-404; II, 101-128; III,

334-345; Laboulaye, *Histoire des États-Unis*, 6^e édition, Paris, 1877, 3 vol. in-12, I, 61-68.

⁽¹⁾ Ci-dessus, *Introduction*, p. x-LXII.

⁽²⁾ Voy. la Commission, dans Hazard, *Historical collections*, I, 9-10.

⁽³⁾ Sparks, IX, 100-101; comp. Bancroft, I, 10-11.

péditions, le roi paraît avoir donné un navire ou deux et une somme considérable, tandis que des marchands de Londres complétaient de leurs deniers les fonds et l'armement nécessaires. Jean Cabot mourut sur ces entrefaites, et ce fut Sébastien qui conduisit le second voyage. Entrepris en 1498, celui-ci dura moins d'une année. Les trois cents hommes qui s'y associèrent devaient fonder une colonie; mais le débarquement eut lieu aux rivages peu hospitaliers du Labrador, où bientôt les colons refusèrent de demeurer. Ils reprirent la route de l'Angleterre, après avoir longé, sur mer, le littoral jusqu'à la baie de la Chesapeake, ou jusqu'à celle d'Albemarle, ou peut-être même jusqu'au cap Floride⁽¹⁾. C'était l'année même où Colomb abordait à la Terre-Ferme, avant les voyages, et plus probablement l'unique voyage, que fit Vespuce au Nouveau Monde⁽²⁾.

Ainsi ce furent des Vénitiens, au service de l'Angleterre, qui découvrirent l'Amérique du Nord; l'Angleterre put, la première des nations européennes, invoquer de longs voyages et un acte d'occupation, pour revendiquer tout le pays que bornent, au Nord, le Labrador, et, au midi, le golfe du Mexique; et les commissions de 1496 et de 1498 ouvrirent la longue série des documents officiels que le Gouvernement anglais consacra à ses colonies d'Amérique.

Après ces voyages de Jean et de Sébastien Cabot, l'Angleterre demeura près d'un siècle sans essayer de coloniser le vaste continent qu'ils avaient découvert. Peut-être Henri VII pensait devoir à sa religion de ne pas violer la bulle d'Alexandre VI, qui donnait ce continent à l'Espagne⁽³⁾. Surtout il eût craint d'offenser Ferdinand d'Aragon, dont il avait obtenu la fille⁽⁴⁾ pour son fils aîné

⁽¹⁾ Sparks, IX, 102-105.

⁽²⁾ Sparks, IX, 103; W. Irving, III, 334-345.

⁽³⁾ Voyez ci-dessus, *Introduc.* p. x-xi;

comparez Bancroft, *History of the United States*, I, 76.

⁽⁴⁾ Catherine d'Aragon, épouse, en secondes noces, de Henri VIII.

Arthur, et voulait conserver l'amitié afin de faire échec à la France ⁽¹⁾. Sous Henri VIII, les expéditions guerrières d'Europe, de nombreuses intrigues d'amour, l'établissement du schisme anglican, et, sous Édouard VI et Marie Tudor, les cabales de la Cour unies aux querelles de religion, détournaient aisément du Nouveau Monde l'attention du souverain ⁽²⁾. On vit même parfois la faveur royale refusée aux marins qui voulaient continuer les découvertes. Sébastien Cabot passa de longues années au service de l'Espagne, et si, au déclin de sa vie, il obtint d'Édouard VI une pension, il ne paraît pas, du moins, en avoir obtenu de nouvelles missions. Dans ses actes de 1541 et de 1548, le Parlement anglais ne s'occupa du Nouveau Monde que pour aider les pêcheurs qui, dès 1527, se rendaient nombreux, chaque année, aux côtes de Terre-Neuve ⁽³⁾. Le commerce de pelleterie, bientôt établi sur divers points des rivages de l'Océan, n'était qu'une entreprise privée, conduite par quelques individus sans dessein de conquête ni de grande colonisation. En un mot, l'Angleterre ne troublait ni même ne menaçait les projets et les efforts de la France et de l'Espagne ⁽⁴⁾.

Peu à peu, les découvertes des Espagnols et des Français, mieux connues, enflammèrent l'imagination des Anglais eux-mêmes. Les hardis aventuriers qui s'étaient, les premiers, avancés vers le cœur du nouveau continent, en disaient ou en écrivaient des merveilles : le climat y était d'une rare salubrité; le sol d'une fertilité étonnante; l'or, l'argent et tous les métaux précieux, d'une abondance extrême ⁽⁵⁾. Depuis quelques années, d'ailleurs, les géographes et les marins soutenaient que le pôle Nord devait être la voie la plus courte pour parvenir aux grandes Indes; plusieurs avaient déjà cherché le passage, et Henri VIII lui-même encouragé quelques-unes de ces expéditions ⁽⁶⁾. Le temps vint où la

⁽¹⁾ Banc. oft, I, 76.

⁽²⁾ Comp. Laboulaye, I, 61-62.

⁽³⁾ Bancroft, I, 76-78.

⁽⁴⁾ Voy. ci-dessus, *Introduc.*, p. x-xxv.

⁽⁵⁾ Sparks, II, 205.

⁽⁶⁾ Bancroft, I, 76-78.

faveur publique fut acquise à tout projet d'explorer les côtes du continent américain. Ceux-ci voyaient, au terme, la découverte de ce passage fameux, qui devait rendre plus faciles les relations commerciales de l'Angleterre et de l'Orient; d'autres, celle de mines, où ils puiseraient la richesse à pleines mains; plusieurs, la fondation, dans ces régions salubres et fertiles, d'États nouveaux que viendraient peupler, avec empressement, les victimes des discordes religieuses ou des guerres de l'Europe; en vérité, tous pensaient retirer quelque bénéfice de l'exécution de pareils projets. La reine Élisabeth, économe et prudente, n'était point disposée sans doute à prodiguer, pour l'entreprise, les ressources de son propre trésor; mais elle sut mettre à profit les dispositions de ses sujets. La paix extérieure aidant, de grands desseins furent formés, des associations organisées, que patronnaient les hommes les plus distingués de ce temps, des efforts considérables tentés. Les encouragements de la Cour ne firent pas défaut, et, sinon par des largesses pécuniaires, du moins par la promesse ou la concession d'avantages politiques, la reine donnait le plus libre essor à l'ambition de plusieurs voyageurs.

Sous le règne d'Élisabeth, la première expédition importante paraît avoir été entreprise vers 1576. Warwick en fut le patron, et un hardi navigateur, Martin Frobisher, le chef. Elle toucha aux côtes du Labrador et aux rivages de la baie, qui porta plus tard le nom d'Hudson. Les aventuriers cherchèrent vainement le passage du Nord-Ouest; mais ils rapportèrent des pierres dont l'examen fit croire qu'elles avaient été ramassées dans le voisinage de gisements d'or. Si une nouvelle expédition, aussitôt armée, à laquelle la reine fournit un navire, n'alla pas aussi loin que la précédente, ceux qui y prirent part ne crurent pas moins que leurs prédécesseurs avoir trouvé les indices certains de filons aurifères. A peine étaient-ils revenus, qu'en 1578 une autre flotte de plusieurs navires, qui devait presque tout son armement à Élisabeth, allait, sous

les ordres de Frobisher lui-même, au détroit d'Hudson, et ne parvenait à trouver ni les mines d'or ni le passage du Nord-Ouest.

L'insuccès de cette troisième expédition arrêta les largesses du trésor royal, non l'élan des entreprises privées. Dans la même année 1578, un véritable plan de colonisation fut formé. L'idée paraît en avoir appartenu à sir Humphrey Gilbert, auteur d'écrits judicieux sur la navigation, ancien membre du Parlement, militaire distingué et diplomate de quelque mérite. Des gens influents la patronnèrent. La reine n'hésita pas à signer des lettres patentes, qui donnaient à Gilbert et aux héritiers de ce personnage la propriété de toutes les terres qu'ils découvriraient en Amérique avec une autorité presque royale pour les gouverner ⁽¹⁾.

L'année même où Francis Drake, naviguant au service de l'Angleterre, atteignait, sur la côte américaine de l'Océan Pacifique, la latitude de la frontière méridionale de l'État actuel du New-Hampshire, Gilbert faisait voile pour coloniser les rivages américains de l'Atlantique, peut-être accompagné par son beau-frère, sir Walter Raleigh, poète de renom, homme de guerre éminent, politique sagace et généreux, l'un des gentilshommes les plus brillants, les plus hardis et les plus capables de la Cour, presque le rival du favori Essex « dont il poursuivait la ruine ⁽²⁾. » Cette expédition de 1579 paraît n'avoir même pas atteint le Nouveau Continent. Quelques années plus tard, Gilbert en organisa une nouvelle que Raleigh subventionna, sans la suivre; mais celle-ci atterrit aux rives froides et nues qui avoisinent le cap Breton; la rigueur du climat, l'insuffisance des ressources apportées d'Europe, et l'insubordination des colons rendirent bientôt le succès impossible; et, en 1583, au retour de cette expédition, devenue aussi inutile qu'elle avait été pénible, Gilbert perdit la vie dans une tempête.

⁽¹⁾ Marshall, 15; Story, I, 18; Bancroft, I, 88-89; Laboulaye, I, 63.

⁽²⁾ Bancroft, I, 108-109; Laboulaye, I, 63.

Raleigh recueillit, comme un pieux héritage, le dessein de Gilbert. L'insuccès et la fin tragique de son beau-frère, la connaissance des difficultés inséparables de nouvelles tentatives, loin de le décourager, enflammèrent son ardente imagination. Dès 1584, il obtenait de la reine, pour lui-même et pour ses ayants-cause, des lettres patentes analogues à celles que Gilbert avait précédemment reçues ⁽¹⁾, et du Parlement, dont il faisait partie, une loi qui les confirmait ⁽²⁾. Trois expéditions furent tentées sous ses auspices. Il paraît n'en avoir accompagné aucune; mais il choisit la région qu'elles devaient coloniser; et elles furent toutes conduites vers cette partie méridionale du continent où les Huguenots français s'étaient établis, quelques années auparavant, sous un ciel clément et sur un sol fertile ⁽³⁾.

La première eut lieu, l'année même dont les lettres patentes de Raleigh portent la date, en 1584. Elle se fit avec deux navires seulement. Ce ne fut qu'une exploration des îles de Wocoken et de Roanoke, et des côtes de la Caroline du Nord, qui forment les golfes de Pamlico et d'Albemarle. Les Indiens vendirent quelques pelleteries aux voyageurs. Ceux-ci, à leur retour, donnèrent du pays qu'ils avaient parcouru, la description la plus brillante, et la reine vierge Élisabeth le nomma Virginie, en souvenir du règne sous lequel les Anglais l'avaient visité pour la première fois ⁽⁴⁾.

La seconde expédition eut lieu l'année suivante, en 1585. Elle se composait de cent-huit émigrants, montant sept navires, dont le plus grand ne jaugeait pas plus de cent quarante tonneaux. Une colonie fut établie dans l'île de Roanoke, et quelques parties de la Caroline du Nord parcourues. La colonie ne dura point. Cultiver la terre était ce qui eût le plus importé, et ce que les colons vou-

⁽¹⁾ Marshall, 16; Story, I, 18; Bancroft, I, 91-92; Murray, I, 80; Laboulaye, I, 64.

⁽²⁾ Bancroft, I, 95.

⁽³⁾ Comp. ci-dessus, *Introduction*, p. xviii et xviii.

⁽⁴⁾ Marshall, 17; Story, I, 18; Bancroft, I, 92-95; Laboulaye, I, 64.

laient le moins faire. Toute leur ardeur se dépensait à chercher l'or et les pierres précieuses qu'ils ne parvenaient pas à trouver. Enfin, quelques maladresses indisposèrent les Indiens. L'hostilité de ces derniers et l'insuffisance des ressources déterminèrent, après une seule année, les aventuriers à abandonner leur entreprise.

Raleigh n'avait encore enrôlé que des hommes. Les émigrants s'étaient, d'ailleurs, montrés plus désireux de faire fortune rapide, pour en jouir dans leur propre pays, que de s'établir sans esprit de retour sur la terre étrangère. Lemoment parut venu de fonder une véritable colonie agricole formée de familles, et la troisième expédition fut composée d'émigrants des deux sexes. Raleigh donna une charte aux colons, et organisa le gouvernement municipal d'une ville, qui devait porter son nom. Les nouveaux colons, au nombre de quatre-vingt-neuf hommes et de dix-sept femmes, s'établirent, comme leurs prédécesseurs, dans l'île de Roanoke. Les Indiens se montrèrent hostiles. Derechef, la colonie ne sut ou ne put subvenir à ses propres besoins, et elle envoya son gouverneur chercher des secours en Angleterre. Raleigh avait déjà consacré 40,000 livres sterling à l'exécution de ses desseins. Plutôt que de les abandonner, il forma, pour les poursuivre, une association de marchands et d'aventuriers, à laquelle il accorda des droits considérables. Mais c'était le temps de l'Armada. Les premiers navires partis avec des subsides ne purent arriver à leur destination. Trois ans se passèrent avant que le gouverneur gagnât de nouveau la colonie. Quand il y parvint, en 1590, il trouva déserts les lieux où elle avait été fondée. Raleigh envoya des expéditions à la recherche des anciens colons, qui ne furent pas découverts. Peut-être étaient-ils allés se fondre dans une tribu indienne de la Caroline du Nord, celle des Hatteras, dont la physionomie a pu faire croire à un mélange de la race saxonne et de la race indigène ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Marshall, 19-23; Bancroft, I. 103-108; Murray, I, 85-87; comp. Sparks, II, 280.

Ainsi finirent en désastre les entreprises de Raleigh. On sait l'histoire des dernières années de la vie de ce personnage, bientôt réduit à la misère, tombé en disgrâce, emprisonné pendant douze ans, destiné à mourir injustement sur le billot, fidèle pourtant jusqu'à la mort à ses hardis projets de colonisation, occupé dans sa prison à les rendre populaires par la plume, et préparant de la sorte, autant qu'il l'avait fait par son argent, et par ses voyages ou ceux de ses lieutenants, l'avènement de la domination anglaise sur le continent américain.

Quelques années se passèrent, pendant lesquelles l'esprit d'aventure languit, affaibli par tant d'échecs, et les desseins de colonisation sommeillant, on ne vit entreprendre de nouvelles expéditions que pour les besoins d'un trafic intermittent. Au début du *xvii^e* siècle, la faveur publique revint au plan qu'elle paraissait avoir déserté depuis 1590. En 1602, un navigateur intrépide, Barthélemy Gosnold, parti de Falmouth, avec trente-deux hommes, sur un petit navire, venait d'achever un voyage où il avait atteint l'Amérique au 43^e degré de latitude nord, suivi les côtes, vers le midi, à la recherche de bons ports, découvert, chemin faisant, et nommé le cap Cod, les îles dites de Martha's Vineyard et d'Élisabeth, et séjourné dans celle-ci. Il renouvelait les descriptions les plus brillantes du Nouveau Monde : non seulement il avait trouvé une route plus courte pour s'y rendre, ou pensait l'avoir trouvée, mais encore il avait constaté que l'accès à des ports excellents était facile, le climat d'une grande salubrité, le sol d'une fécondité remarquable, tout ensemble abondant en fruits inconnus de l'Europe, et propre à recevoir les plantes européennes. Reprendre les desseins de colonisation lui parut chose opportune : il les reprit, et se chercha des associés.

Si les adhésions ne furent pas immédiatement nombreuses et définitives, du moins quelques personnes voulurent soumettre sans délai ses récits au contrôle de nouveaux voyages. D'une part, Ri-

chard Hakluyt, du chapitre de Westminster, écrivain d'une rare intelligence et d'une science remarquable, qui devait consacrer sa vie à aider de toutes manières, de sa parole, de sa plume, de ses deniers, de son infatigable confiance, les colons du Nouveau Monde. obtint de divers marchands de Bristol qu'ils équipassent deux petits navires de vingt-six et de cinquante tonneaux. De l'autre, le comte de Southampton, l'un des hommes les plus distingués de ce temps, et Lord Arundell de Wardour, firent entreprendre une exploration à leurs frais. En 1603, les navires des marchands de Bristol, sous les ordres de Martin Pring, atteignirent la côte du Maine, au 43° degré de latitude nord, vers la baie de Penobscot, et poussèrent jusqu'au 41° degré, en suivant la route que Gosnold avait parcourue. En 1605, le lieutenant du comte de Southampton et de Lord Wardour, Georges Weymouth, déjà connu pour avoir conduit une expédition au Labrador, à la recherche du passage du Nord-Ouest, longea le rivage du continent, depuis le 41° degré de latitude nord jusqu'à la baie de Penobscot, et remonta à quelque distance le fleuve, qui porte le même nom. Ces deux voyages confirmant les récits de Gosnold créèrent en Angleterre une sorte d'enthousiasme. On vit naître dans quelques esprits l'espoir de trouver les gisements d'or, si souvent déjà, et si vainement cherchés, et, dans un plus grand nombre, le désir de fonder de nouveaux États, sur un sol qui paraissait être d'une fertilité extraordinaire.

L'association projetée par Gosnold devait dès lors se constituer aisément. Gosnold lui-même, Wingfield, un grand marchand de l'ouest de l'Angleterre, Hunt, un ecclésiastique distingué, le capitaine Smith, audacieux aventurier, Gorges, l'influent et opulent gouverneur de Plymouth, le Lord chief-justice, Popham. Hakluyt, l'éminent historien, y entrèrent les premiers, et en furent les chefs. Ces hommes considérables y attirèrent un assez grand nombre de hauts personnages et de riches marchands.

Hakluyt paraît d'ailleurs avoir plus que tout autre contribué à la former.

Une charte, qui fit respecter la nouvelle association par les pouvoirs publics, fut sans retard demandée à Jacques I^{er}. Tous les projets vastes et difficiles séduisaient l'imagination aventureuse et inquiète de ce monarque. Celui de Gosnold, de Hakluyt et de leurs associés lui plut. La forme même sous laquelle l'exécution devait être tentée lui convenait, car il avait utilement employé de véritables compagnies pour l'amélioration de quelques parties presque sauvages de l'Angleterre et de l'Irlande. Il donna la charte, avec empressement, le 10 avril 1606 ⁽¹⁾.

Sur leur demande ⁽²⁾, l'acte divisait réellement les associés en deux conseils ou compagnies ⁽³⁾, l'une formée de gens de Londres et des environs, l'autre de gens de l'Ouest, particulièrement d'habitants de Bristol, d'Exeter et de Plymouth, l'une et l'autre de nobles, de chevaliers et de marchands ⁽⁴⁾; celle-là dite dans l'acte, première colonie de la Virginie, et celle-ci, deuxième; celle-là, plus connue bientôt sous le nom de compagnie de Londres, et celle-ci, sous celui de compagnie de Plymouth ⁽⁵⁾. Cette dernière devait fonder ses établissements entre le 34° et le 41° degrés de latitude nord; l'autre, entre le 38° et le 45° degrés ⁽⁶⁾. La première avait seule le droit de se fixer entre le 34° et le 38° degrés, ou, en autres termes, entre le cap Fear et la limite méridionale de l'État actuel du Maryland; la seconde, seule le droit de s'établir entre le 41° et le 45° degrés, ou, en autres termes, entre les limites septentrionales de la Longue-Île et du Vermont ⁽⁷⁾. La région que

⁽¹⁾ Voy. l'acte dans Poore, *Charters and constitutions*, II, 1893. Comp. Marshall, 25; Story, I, 19; Sparks, II, 407; Bancroft I, 190; Hough II, 493.

² L'acte dans Poore, *loc. cit.* II, 1888; comp. Marshall, 25.

⁽³⁾ L'acte dans Poore, II, 1888. Comp. Marshall, 25; Bancroft, I, 190.

⁽⁴⁾ L'acte dans Poore, II, 1888.

⁽⁵⁾ L'acte, *loc. cit.*, II, 1889-1899. *passim*; Marshall, 25; Hough, II, 491.

⁽⁶⁾ L'acte, *loc. cit.*, II, 1888-1889.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, 1888-1889.

bornent le 38° et le 41° degrés de latitude nord était ouverte aux entreprises des deux compagnies; mais, pour prévenir les conflits, la charte décidait que, dans la région commune, aucune ne pourrait s'établir à une distance des établissements de l'autre qui fût inférieure à cent milles ⁽¹⁾.

Quelques auteurs ont enseigné, ou paru croire que tout le sol devait être la propriété de la compagnie de Plymouth entre le 34° et le 38° degrés de latitude nord, de la compagnie de Londres entre le 41° et le 45° degrés, et dans la région intermédiaire, de la compagnie qui s'y serait établie la première, jusqu'à cent milles de distance des lieux où elle se serait d'abord fixée ⁽²⁾. L'historien Murray émet un autre avis : suivant lui, si, à la vérité, dans la région intermédiaire aucune des compagnies ne pouvait s'établir à moins de cent milles de distance du lieu où l'autre se serait d'abord fixée, cependant quelle que fût la région que les compagnies vinsent à choisir pour le siège de leurs établissements, aucune ne pouvait posséder plus de deux cents milles carrés; de ceux-ci cent devaient être comptés sur terre, et cent sur mer; le point du rivage de la mer le plus voisin du lieu librement choisi où la colonie aurait pris naissance, formait le centre du carré; et les îles comprises dans l'espace pris sur la mer faisaient partie de la concession ⁽³⁾. Le débat n'est pas dépourvu de tout intérêt. En acceptant la première doctrine, il faut admettre que Jacques I^{er} donnait irrévocablement, d'un trait de plume, aux compagnies de Plymouth et de Londres, la propriété du sol de presque tout le vaste pays qui subit la domination anglaise avant 1776 ⁽⁴⁾. Suivant la seconde doctrine, au contraire, le roi n'abandonnait qu'une faible étendue à chacune des deux compagnies, réservant implicitement à la Couronne le

⁽¹⁾ L'acte, *loc. cit.*, II, 1890. Comp. Marshall, 25; Story, I, 19; Bancroft, I, 120-121; Murray, I, 91; Hough, II, 421.

⁽²⁾ Comp. Story, I, 19.

⁽³⁾ Murray, I, 91-92.

⁽⁴⁾ Comp. Laboulaye, I, 67.

droit, dont elle usa, de disposer des terres en toute liberté hors du territoire cédé. C'est la dernière doctrine seule que le texte paraît autoriser ⁽¹⁾.

Quoi qu'il en soit, la fondation des compagnies de Londres et de Plymouth donna l'essor à l'œuvre de la colonisation, qui fut bientôt recommencée pour être continuée dès lors sans interruption. Peu à peu la métropole anglaise fondait sur le continent de l'Amérique septentrionale treize colonies distinctes et prospères, qu'elle nommait Virginie, Massachusetts, Connecticut, Maryland, Rhode-Island, Caroline du Nord, Caroline du Sud, New-York, New-Jersey, New-Hampshire, Pensylvanie, Delaware et Géorgie. Ainsi l'année 1606 fermait la série des essais infructueux de colonisation, et ouvrait l'ère des entreprises utiles et durables.

CHAPITRE II.

DE LA VIRGINIE ⁽²⁾.

La charte octroyée, en 1606, aux compagnies de Londres et de Plymouth, ne servit réellement qu'à la fondation d'une seule colonie. Celle-ci fut créée par la compagnie de Londres, et connue,

⁽¹⁾ L'acte, *loc. cit.*, II, 1889-1890.

⁽²⁾ Marshall, 26-47, 50-70, 131-133, 143, 156, 159-164, 277-350; Story, I, 18-26; Bancroft, I, 20^e édition, 121-160, 182-245; II, 20^e édition, 29-30, 68-70, 188-193, 200-211, 214-234, 242-254, 450; III, 18^e édition, 344-345, 396, 455; IV, 18^e édition, 38-106, 129-130, 133-136, 182; V, 15^e édition, 110-133, 171-175; Sparks, II, 177-317, 331-345, 384-387, 393-407; Murray, I, 92-143, 315-333; Hough, II, 421-424; Poore, II, 1888-1908; Seaman. *Com-*

mentaries on the constitutions and laws of the United-States, édition de 1863, Ann-Arbor, 1 vol. in-8°, 197; Washington-Irving, *Life of Washington*, édition de 1863, New-York, 5 vol. in-12, I, 94, 190-193, 256, 282, 323-324; Wirt, *Life of Patrick Henry*, 25^e édition, Philadelphie, 1873, 1 vol. in-12, 41-48; Mitchell, *An accompaniment to Mitchell's map of the world*, édition de 1840, Philadelphie, 1 vol. in-8°, 190; Malte-Brun, *Géographie universelle*, édition de 1851, Paris, 8 vol. in-8°, vol. V, 260; Laboulaye, I, 61-111.

dès l'origine, sous le nom de colonie de la Virginie. Ce même nom de Virginie, qui désigne encore l'un des principaux États de l'Union américaine, avait été appliqué plus spécialement d'abord à la partie du continent américain que visita la première expédition armée par Raleigh ⁽¹⁾; mais peu à peu il s'étendit soit à toute la vaste région dont les Anglais les premiers longèrent ou explorèrent les rivages depuis le Labrador jusqu'à la Floride, soit au moins à la région plus restreinte que limitent le 34° et le 45° degrés de latitude nord ⁽²⁾. Ce fut aussi peu à peu que, de nouvelles colonies s'élevant et recevant des noms distincts, il vint à désigner seulement la plus ancienne de toutes, qui devait le laisser à l'État de l'Union auquel elle donna plus tard naissance.

La charte du 10 avril 1606 est dite, dans le texte, du dixième jour d'avril de la quatrième année du règne de Jacques I^{er} sur l'Angleterre, la France et l'Irlande, et de la trente-neuvième année du règne de ce monarque sur l'Écosse ⁽³⁾. Elle est datée de Westminster, et porte le contresing de Lukin ⁽⁴⁾. Quatre personnes y sont nommées comme les chefs ou les principaux membres de la compagnie de Londres, Sir Thomas Gates, Sir Georges Somers, Richard Hakluyt, et Édouard-Marie Wingfield; et quatre, comme les chefs ou les principaux membres de la compagnie de Plymouth, Thomas Hanham, Raleigh Gilbert, Guillaume Parker et Georges Popham. Le texte étend d'ailleurs les privilèges établis par la charte à tous les individus que ces chefs ou principaux membres des deux compagnies associent ou associeraient à leurs efforts ⁽⁵⁾.

Toutes les dispositions de l'acte seront exposées plus loin ⁽⁶⁾ par le détail. Il suffira d'en indiquer brièvement ici les caractères essentiels qui lui donnent sa physionomie propre, et permettent d'ap-

⁽¹⁾ Story, I, 19.

⁽²⁾ L'acte dans Poore, II, 1890.

⁽³⁾ Voy. l'acte, *loc. cit.*, II, 1888 et 1893.

⁽⁴⁾ Voy. l'acte, *loc. cit.*, II, 1893.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, II, 1889.

⁽⁶⁾ Dans la troisième partie du livre I.

précier ce que fut son influence sur le développement de la colonie. Les pouvoirs du gouvernement étaient tout entiers aux mains soit du roi, soit des fonctionnaires ou des conseils qu'il nommait. Jacques I^{er} prétendait même s'octroyer le droit, dont il usa, de légiférer sans le concours du Parlement, pour les colonies projetées, qui devaient cependant recruter le plus grand nombre de leurs habitants parmi ceux du Royaume-Uni ⁽¹⁾. Les compagnies ne recevaient guère que la propriété absolue d'une certaine étendue de terre ⁽²⁾, la faculté exclusive d'y transporter des colons pris parmi les sujets du roi, et le droit exclusif d'y faire le commerce et d'y chercher l'or, l'argent et le cuivre ⁽³⁾. Aux simples colons qu'elles auraient enrôlés sans les admettre au rang de leurs membres, rien n'était promis sinon la conservation de la qualité, des libertés, des franchises, et des immunités de sujets de la métropole, qui, suivant la judicieuse remarque de l'historien Bancroft, pouvait servir après le retour en Angleterre, « mais n'offrait aucune barrière contre l'injustice coloniale ⁽⁴⁾. » En vérité, sur le sol des colonies projetées, ils étaient, pour les choses de l'ordre politique, à la merci du roi, tandis que, pour les autres, leur condition devait dépendre du bon plaisir ou des promesses des compagnies ⁽⁵⁾.

Aucune expédition n'était encore entreprise que déjà le roi Jacques I^{er}, en 1606 même, dotait de lois le Nouveau Monde. La légalité de cette action législative fut plus tard contestée ⁽⁶⁾. Quoi qu'il faille penser de la discussion, tout ce qu'il importe de faire observer ici, c'est que le code de 1606 déléguait, dans les colonies, la puissance législative et la puissance exécutive à des con-

⁽¹⁾ L'acte, *loc. cit.*, II, 1890.

⁽²⁾ *Ibid.*, II, 1891.

⁽³⁾ *Ibid.*, II, 1890-1891; comp. Laboulaye, I, 69-70.

⁽⁴⁾ Bancroft, I, 121-122.

⁽⁵⁾ L'acte, *loc. cit.*, II, 1891-1892.

Sur la charte, voyez d'ailleurs : Marshall, 26; Story, I, 19-20; Sparks, II, 208; Bancroft, I, 121-122; Murray, I, 92; Hough, II, 421; Laboulaye, I, 69-70.

⁽⁶⁾ Bancroft, I, 122; Murray, I, 92.

seils locaux, nommés par le roi, qui gardait sur eux la haute main, leur défendait de mettre à mort ou de démembrer ses sujets. exigeait la conformité entre leurs décisions et les lois du Royaume-Uni, et se réservait d'annuler les premières : l'autorité royale demeurait tout, et la liberté politique était absolument oubliée ou délibérément refusée ⁽¹⁾.

Ainsi la charte et les lois de 1606, comme les lettres patentes de 1578 et de 1583, n'assuraient rien aux colons sur le sol où ils allaient s'établir, et elles déniaient aux compagnies, dans l'ordre politique, les avantages que la reine Élisabeth avait octroyés à Gilbert et à Raleigh ⁽²⁾.

La fureur de tout réglementer tenait sans doute l'esprit agité et inquiet du roi. Aucune analogie n'existait d'ailleurs entre les compagnies dont Jacques I^{er} avait précédemment autorisé la création. et celles qui se fondaient pour la colonisation de la Virginie : l'objet des anciennes ne dépassait guère le défrichement de quelques parties incultes de l'Irlande et de l'Écosse, tandis que, fort loin de l'autorité à laquelle la puissance suprême était réservée. et aux prises avec des difficultés variables et constantes que cette autorité ne pouvait ni mesurer d'avance ni même connaître au moment opportun, les nouvelles devaient avoir tout à fonder, population, villes, villages, gouvernement, culture et commerce. Donner si peu de privilèges politiques aux compagnies nouvelles, c'était vraiment leur refuser le pouvoir indispensable ; et garantir si peu d'avantages aux colons, c'était rendre le recrutement de ceux-ci fort difficile ou le réduire à des éléments dangereux ⁽³⁾. Une compagnie pourtant, celle de Londres, soit quelle n'entrevît pas tous les périls contre lesquels elle aurait à lutter, soit qu'elle attendît de la pression des événements une réforme convenable de sa con-

⁽¹⁾ Marshall, 26-28 ; Story, I, 20 ; Sparks, II, 208 ; Bancroft, I, 122-123 ; Hough, II, 421.

⁽²⁾ Ci-dessus, chapitre I, p. 6-9.

⁽³⁾ Story, I, 20-21 ; Laboulaye, I, 73-74.

dition juridique, se montra disposée à tirer parti, sans retard, de la charte et des lois royales de 1606.

Tels furent les préliminaires de la fondation de la colonie, à l'exemple de laquelle les autres furent plus tard fondées.

L'année 1606 se passa à réunir les fonds et les colons nécessaires. Enfin les colons atteignirent le nombre de cent cinq, parmi lesquels il faut citer plusieurs personnages d'un rang élevé ou d'une grande renommée, notamment Georges Percy, frère du comte de Northumberland, Gosnold, Hunt, et surtout le capitaine Smith, hardi aventurier, que des aventures extraordinaires avaient rendu célèbre dans plusieurs des guerres dont l'Allemagne et la Turquie venaient d'être le théâtre ⁽¹⁾.

L'expédition partit, le 19 décembre 1606, sur trois navires, dont le plus grand ne jaugeait pas plus de cent tonneaux. Après un voyage où la bonne harmonie fut plus d'une fois rompue par la jalousie, l'envie et les conflits d'attributions, les émigrants débarquèrent, le 13 mai 1607, à un lieu qu'ils appelèrent Jamestown «bourg de Jacques,» sur les bords du fleuve James, à cinquante milles de l'embouchure. C'était presque au cœur d'une région sans cesse parcourue par de nombreux Indiens. Cinq mille hantaient plus habituellement le voisinage de Jamestown, en deçà d'une distance de soixante kilomètres; et vingt mille avaient leurs principales stations dans les limites de l'État actuel de la Virginie, où, entre les montagnes et la mer, on trouvait plus de quarante tribus dont trente, fédérées, comptant plus de huit mille membres, obéissaient à l'autorité d'un seul chef. Au milieu de ces hordes d'une amitié souvent douteuse, et d'une hostilité fréquemment certaine, les colons durent vivre d'abord, en commun, groupés à la manière de soldats. Par malheur, la propriété du sol fut elle-même déclarée commune : le produit de la récolte collective était

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, chapitre I, p. 10. Le capitaine Smith ne doit pas être confondu avec Sir Thomas Smith, dont il sera question ci-après, p. 24, 25 et 30.

mis dans un grenier public, et distribué, chaque semaine, suivant les besoins du moment. Ce système fit bientôt désertier le travail. Comment les colons auraient-ils donné tout leur labeur pour le profit de la communauté? Chacun eût à peine consenti à cultiver le champ dont la propriété exclusive lui aurait été cédée. Ces hommes auxquels le roi ne promettait nul avantage politique, et dont la condition privée dépendait du bon vouloir de la compagnie de Londres, s'étaient gardés, s'ils en avaient, d'emmener avec eux leurs femmes et leurs enfants. Le goût des aventures extraordinaires possédait la plupart, et rien ne les avait préparés à l'existence et aux travaux usuels de la campagne. Des noms des premiers colons établis à Jamestown, quatre-vingt-deux sont conservés, avec l'indication des états ou professions : on trouve dans la liste quarante-huit messieurs ou gentilshommes (*gentlemen*), quatre charpentiers, des artisans de diverses sortes, seulement douze laboureurs⁽¹⁾. Les nouveaux colons, comme leurs prédécesseurs, par-dessus tout désireux de rapporter vite en Angleterre des richesses facilement acquises, mirent leurs efforts à trouver des mines d'or qu'ils devaient chercher sans les découvrir. De la sorte, la colonie vint à dépendre de la mère patrie, et pour l'accroissement de ses membres, et même pour les provisions nécessaires. Celles qui avaient été apportées d'Angleterre, ou malaisément recueillies dans la Virginie, ne furent bientôt ni suffisantes ni assez bonnes : les maladies éclatèrent; avant l'automne, cinquante colons avaient succombé, parmi lesquels se trouva Gosnold, l'auteur du projet de colonisation⁽²⁾. A plusieurs reprises, sans doute, la compagnie envoya des provisions nouvelles avec des renforts d'hommes. Mais le recrutement des colons continuait d'être mauvais. C'est ainsi qu'arrivèrent, dans un convoi de cent vingt émigrants, trente-deux gentlemen, six tailleurs, deux apothicaires, deux orfèvres, deux joailliers, deux affineurs d'or, divers artisans, et tout au plus

(1) Sparks, II, 251; Bancroft, I, 124. — (2) Voy., chap. I, p. 9.

vingt-trois cultivateurs ⁽¹⁾. Encore n'étaient-ils pas tous de mœurs excellentes. On peut affirmer d'eux ce qu'un auteur a écrit des membres d'une expédition subséquente : ils paraissaient plus propres dix fois à gâter une nation qu'à la fonder, ou qu'à en soutenir l'existence ⁽²⁾. La même recherche de l'or subsista, et avec elle le péril le plus certain pour la colonie. En vérité, celle-ci, à peine fondée, n'eût pas échappé à une ruine prompte et complète, si l'un des colons, le capitaine Smith, n'avait consacré à la défendre toutes les ressources d'une grande intelligence, d'une activité extraordinaire et d'une énergie indomptable. Tantôt engagé dans des expéditions lointaines au milieu des tribus indiennes, tantôt mis de fait ou de droit à la tête du gouvernement, il recueillait toutes les informations utiles aux colons, se rendait tour à tour agréable ou terrible aux sauvages, et parvenait à plier peu à peu ses subordonnés à la loi nécessaire, pressante, du travail agricole. De la sorte il sauvait les restes des premières bandes envoyées par la compagnie de Londres, et peut-être la colonisation elle-même. Si, revenu dans son pays, il passa ses dernières années à écrire, sur cette partie du Nouveau Monde, des livres instructifs et utiles, jamais il ne la servit mieux qu'en conjurant un nouveau désastre, qui pouvait empêcher toute tentative nouvelle d'établissement colonial. Ce fut tout particulièrement sans doute à ce service qu'il dut d'être nommé plus tard le *Père de la Virginie* ⁽³⁾.

Le 23 mai 1609, la septième année de son règne sur l'Angleterre, la France et l'Irlande, Jacques I^{er}, roi d'Angleterre, d'Écosse, de France et d'Irlande, défenseur de la Foi, etc., accordait, de Westminster, sous le sceau de Lukin, une seconde charte à la compagnie de Londres ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Sparks, II, 251-252.

⁽²⁾ Stith cité par Sparks, II, 251-252.

⁽³⁾ Marshall, 36-39; Sparks, II, 210-255, 278-289, 293-317, 393-407;

Bancroft, I, 126-139; Murray, I, 105-107; Laboulaye, I, 75.

⁽⁴⁾ Voy. l'acte, dans Poore, II, 1893 et 1902.

Pendant que la colonie courait les plus grands dangers, heureusement conjurés par les efforts de Smith, la compagnie de Londres n'avait pas perdu courage. Il est douteux qu'elle vît toutes les causes d'insuccès contre lesquelles elle avait à lutter; mais elle pensait en connaître quelques-unes, et elle avait certainement prié le roi de lui donner, par une charte nouvelle, les moyens de parer à celles-ci. Tant de travaux, entrepris avec *tant de dépenses* et au péril d'un *si grand nombre de vies* pour coloniser *ce pays*, valaient bien la concession des avantages nécessaires au succès de l'œuvre commencée⁽¹⁾.

Quatre réformes principales furent portées dans la condition de la compagnie par l'acte de 1609, et doivent être indiquées ici; les autres seront exposées ailleurs.

La compagnie voulait augmenter le nombre de ses membres. Or la charte de 1606 permettait l'augmentation sans règle ni réserve; mais apparemment le droit de prendre des associés ne les faisait pas trouver assez vite; et la promesse d'inscrire dans un acte solennel émané du roi les noms des nouveaux adhérents fut un moyen d'obtenir des adhésions. Tandis que la charte de 1606 nommait, on le sait, quatre seulement des membres de la compagnie de Londres, les noms écrits dans le texte de la charte de 1609 couvrent plus de trois des grandes pages de l'ouvrage de M. Poore, où ils sont tracés sans interruption, les uns à la suite des autres, absolument à la manière de véritables phrases, en caractères assez fins et serrés⁽²⁾. Sur la liste figurent des gens de toutes les classes de la société depuis le haut seigneur jusqu'à l'artisan, de toutes les professions depuis celle des armes jusqu'à celle de cordonnier, et auprès des individus, les corps de tous les arts et de tous les métiers, depuis celui des musiciens ou celui des orfèvres jusqu'à ceux des aubergistes, des bouchers, des cuisiniers et des bar-

⁽¹⁾ L'acte, *loc. cit.*, II, 1893. — ⁽²⁾ *Ibid.*, II, 1893-1897.

biers⁽¹⁾. Cette première réforme, qui octroyait à un grand nombre des membres de la compagnie la qualité de membres nommés dans la charte, ne fut guère, on le voit, qu'une réforme de pure forme. Elle paraît avoir eu cependant une influence réelle sur le développement de la compagnie.

En second lieu, la charte de 1609, étendant singulièrement les limites que la charte précédente avait assignées à la première colonie de la Virginie, cédait à la compagnie de Londres la propriété de tout le sol du continent de l'Amérique du Nord, entre deux lignes parallèles conduites de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique, à deux cents milles de part et d'autre du cap Comfort, et entre ces lignes parallèles, ainsi distantes de quatre cents milles, la propriété de toutes les fies sises dans l'une ou l'autre mer en deçà de cent milles des côtes⁽²⁾.

En troisième lieu, à la différence de la charte précédente, celle de 1609 conféra expressément à la compagnie de Londres la personnalité civile⁽³⁾.

Enfin la nouvelle charte donnait à un conseil, que la compagnie devait choisir, tous les pouvoirs du gouvernement⁽⁴⁾.

L'autorité suprême ou la haute surveillance du roi était sans doute réservée au moins implicitement⁽⁵⁾. Peut-être même Jacques I^{er} entendait-il garder le droit d'accomplir tous les actes de gouvernement qui lui paraîtraient nécessaires⁽⁶⁾. Attribuer, en principe, le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, à un conseil que choisissait la compagnie, n'était pas moins une réforme de la plus grande importance. Sans doute encore le

⁽¹⁾ Le texte dit les chirurgiens-barbiers, *barber-chirurgeons*; *l. cit.*, II, 1897. — M. Hough a compté le nombre des individus et des corps d'arts et métiers nommés dans la charte. Son calcul, que nous n'avons pas jugé utile de refaire, donne, pour les individus, 669, et, pour

les corps d'arts ou de métiers, 56. — Voy. Hough, *loc. cit.*, II, 422.

⁽²⁾ L'acte, *loc. cit.*, II, 1897.

⁽³⁾ *Ibid.*, II, 1897-1898.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, II, 1893, 1899 et 1902.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, surtout, II, 1901.

⁽⁶⁾ Comp. Murray, I, 115.

roi, sous la charte de 1606, associait à l'exercice de sa puissance illimitée divers corps constitués, un conseil de la Virginie résidant en Angleterre et préposé à l'administration de toute la région du continent américain cédée aux deux compagnies, et des conseils établis en Amérique, l'un pour l'administration de la première colonie, l'autre pour celle de la seconde. Mais la participation de ces conseils divers était ce qu'il la voulait faire ; d'autre part il en nommait ou en faisait nommer les membres à son gré ⁽¹⁾. On voit à quel point la charte de 1609 modifiait ce système singulièrement personnel et absolu.

Trois remarques moins importantes que les précédentes ne seront pas, croyons-nous, dépourvues d'intérêt. La compagnie qui fonda la colonie de la Virginie était officiellement appelée, dans la charte de 1609, la compagnie de Londres ⁽²⁾. Le principal dignitaire, ou le chef de cette compagnie, portait le nom de trésorier ⁽³⁾. Enfin le roi devait faire, aux termes de la charte, et faisait, dans la charte même, la première nomination du nouveau conseil. Le trésorier fut Sir Thomas Smith. Les membres ordinaires du conseil, au nombre de cinquante-deux, ne comptaient dans leurs rangs que trois personnes qui n'appartinssent pas à la noblesse. Les noms de plusieurs des nobles conseillers étaient d'ailleurs fort connus déjà, ou destinés à le devenir : il faut citer particulièrement le comte de Southampton ⁽⁴⁾, le comte de Pembroke, Lord

⁽¹⁾ L'acte, *loc. cit.*, II, 1890. On peut voir, dans la charte, que chacun de ces conseils devait avoir un sceau, dont l'acte indique le dessin et l'exergue. Il peut être intéressant de faire connaître la nature de celle-ci : la première partie, identique pour les trois sceaux, était : *Sigillum Regis Magnæ Britannię, Franciæ et Hiberniæ* ; la seconde pour le sceau du conseil de la Virginie : *Pro concilio suo Virginiæ*, et pour les autres : *Pro*

concilio primæ colonię Virginiæ, ou *Pro concilio secundæ colonię Virginiæ*. — L'acte, *loc. cit.*, II, 1890.

⁽²⁾ Plus exactement la charte donne à la Compagnie la désignation officielle qui suit : « Le trésorier et la compagnie des aventuriers et planteurs de la cité de Londres pour la première colonie en Virginie. » — L'acte, *loc. cit.*, II, 1897.

⁽³⁾ Ci-dessus, note 2.

⁽⁴⁾ Voy. ci-dessus, p. 10.

Sheffield, Lord Stanhope, Sir Édouard Cecil ⁽¹⁾, Sir Olivier Cromwell ⁽²⁾, et Sir Thomas Gates ⁽³⁾.

En dernière analyse, de cet acte de 1609 on saura tout ce qu'il importait de retenir ici, si l'on observe encore que rien, dans ses termes, ne modifiait la condition des colons ordinaires ⁽⁴⁾.

Les descriptions favorables de la colonie, qui continuaient de se répandre, les nouveaux privilèges que la charte nouvelle accordait, le patronage des nouveaux membres qu'elle nommait, les uns venus de l'aristocratie nobiliaire, les autres pris dans les rangs des divers corps d'arts ou de métiers, accrurent singulièrement les forces de la compagnie : la faveur de la société élégante et celle du peuple furent également acquises à une recrudescence d'efforts. Même les titres fastueux dont la compagnie décora ses grands dignitaires purent n'être pas sans influence sur ce regain de popularité. Comme si un véritable empire eût été déjà créé dans le Nouveau Monde, on vit établir un capitaine général, homme de haute noblesse et de caractère distingué, Lord Delaware, un lieutenant général, Sir Thomas Gates, un amiral, Sir Georges Somers, un vice-amiral, le capitaine Newport, un grand maréchal, Sir Thomas Dale, et un connétable, Sir Francis Weinman. Tous pourtant habitaient l'Angleterre, et un seul, Newport, avait visité la Virginie ⁽⁵⁾.

Quoi qu'il en soit, les efforts redoublèrent aussitôt, et une expédition considérable fut immédiatement préparée, qui se composa de cinq cents personnes partant sur neuf navires.

⁽¹⁾ Sans doute de la famille de Robert Cecil, le rival de Raleigh. Comp. Bancroft, I, 136, et Laboulaye, I, 63.

⁽²⁾ Apparemment de la famille du protecteur. Ce dernier, comme on sait, naquit en 1599.

⁽³⁾ Ci-dessus, p. 14, et ci-après, p. 26-27. Sur le conseil, voy. l'acte, *loc. cit.*, II, 1894 et 1898.

⁽⁴⁾ Sur la charte, voy. encore Marshall, 40-42; Story, I, 20; Bancroft, I, 135-136; Murray, I, 105-106; Hough, II, 422. — Plus spécialement sur la condition des colons, comp. Story, I, 20.

⁽⁵⁾ Sparks, II, 335-336; Bancroft, I, 137; comp. Marshall, 42.

Quelques-uns des émigrants emmenaient leurs femmes et leurs enfants; derechef pourtant un nombre trop considérable étaient de triste engeance, impatients de toute autorité, et plus propres à tout détruire qu'à rien fonder ⁽¹⁾. Smith gouvernait, lorsque la nouvelle expédition atteignit la Virginie, après un ouragan où plusieurs de ceux qui avaient voulu la suivre paraissent avoir péri. A force d'énergie, il fit accepter aux colons nouveaux son utile autorité, et sut tourner à bien des éléments médiocres. Mais, au début de l'automne, une blessure qu'il avait reçue d'une explosion de poudre, l'obligea à regagner l'Angleterre. Il laissait la colonie dans une prospérité relative : on y voyait quatre cent quatre-vingt-dix colons, dont cent étaient des soldats instruits, trois navires, sept bateaux, vingt-quatre pièces de canon, trois cents mousquets et armes diverses, des munitions, des outils, des vêtements en abondance, une grande quantité d'animaux et de provisions.

Tant de soins furent mal récompensés. Smith revint sans honneurs, peut-être sans remerciements. La compagnie lui sut moins gré d'avoir sauvé la colonie de la ruine, qu'elle ne lui garda rancune de n'en avoir pas fait un État riche et puissant. Le développement des possessions espagnoles de l'Amérique du Sud la froissait. Puis elle n'avait pas perdu tout espoir de découvrir les fameuses mines d'or de la Virginie ⁽²⁾. A la croire, les Indiens les connaissaient à merveille, et, si Smith, plus crédule, avait toujours usé envers eux d'une politique plus douce et plus persuasive, ils les eussent montrées. C'était donc une offense irrémissible de n'avoir ni découvert ces mines ni même tenu leur existence pour certaine. Ainsi la compagnie, qui plus d'une fois avait rendu difficile l'administration de son utile serviteur, ne vit pas sans un certain plaisir qu'un accident l'eût contraint de déposer le pouvoir, jusqu'à ce

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 7-8, 18-19. — ⁽²⁾ Voy. ci-dessus, p. 4-8, 18-19.

que les événements eussent montré tout le prix des services dont la colonie venait d'être privée.

A peine Smith était-il parti que les Indiens reprirent les hostilités, les colons désertèrent le travail, la famine prévalut, et en six mois les habitants d'origine européenne se trouvèrent réduits de quatre cent quatre-vingt-dix à soixante. L'arrivée d'un convoi de provisions et de nouveaux colons empêcha seule le départ de ceux des anciens qui survivaient. Le capitaine général, lord Delaware ⁽¹⁾, chef du convoi, rétablit l'ordre et quelque confiance; mais son administration fut courte; la maladie le fit partir avant la fin de l'année 1610. Le grand maréchal, qui le remplaça, Sir Thomas Dale ⁽²⁾, militaire d'une expérience consommée et d'une grande énergie, laissait en Angleterre la compagnie inquiète des lenteurs de la colonisation. S'il trouva la colonie encore faible et languissante, d'une part les ressources naturelles du pays l'émerveillèrent, et de l'autre il pensait sans doute avoir la puissance d'obliger les colons à les utiliser: le trésorier de la compagnie, Sir Thomas Smith, avait composé, de sa seule autorité, toute une série d'instructions où le nouveau gouverneur pouvait trouver les moyens de gouvernement les plus violents, et la charte de 1609 elle-même paraissait autoriser l'usage immédiat de la loi martiale ⁽³⁾. Aussi Dale adressa-t-il à la compagnie les encouragements les plus vifs: « Laissez-moi, écrivait-il notamment, recommander à votre sollicitude la continuation et la grandeur de cette affaire. Vos bourses ne sauraient s'ouvrir, ni vos efforts être employés à une entreprise plus méritoire. Prenez quatre des meilleurs royaumes de la chrétienté, et mettez-les ensemble, ils ne pourront en aucune façon être comparés à ce pays pour la bonté et les avantages du sol ⁽⁴⁾. » Ce ne furent point des paroles perdues. Immédiatement la

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 23.

Bancroft, I, 142-143; Murray, I, 109.

⁽²⁾ *Ibid.*

⁽³⁾ Voy. l'acte, *loc. cit.*, II, 1901;

⁽⁴⁾ *New Life of Virginia; Massachu-*

compagnie prépara un nouveau convoi, que devait conduire Gates, le premier lieutenant général établi sous la charte de 1609, le premier personnage nommé dans celle de 1606, et l'un des membres du conseil désigné dans celle de 1609⁽¹⁾. Six navires, trois cents émigrants, et cent têtes de bétail composaient le convoi.

Gates n'avait pas fait voile qu'une nouvelle charte était accordée par le roi à la compagnie, le 23 mars 1611⁽²⁾. Les raisons, qui déterminèrent Jacques I^{er} à la donner, paraissent avoir été les suivantes. Au delà de deux cents milles des côtes, entre le 41° et le 30° degré de latitude nord, quelques îles avaient été découvertes, et d'autres semblaient devoir l'être, dont la possession et la colonisation importaient pour la sécurité de la Virginie et le développement de son commerce⁽³⁾. En second lieu, des membres de la compagnie négligeaient ou refusaient de fournir leur apport⁽⁴⁾. En troisième lieu, des colons engagés s'obstinaient à ne vouloir pas quitter l'Angleterre, ou désertaient la colonie sans autorisation⁽⁵⁾. D'autre part, ces colons, et quelques-uns que les autorités coloniales avaient chassés, manquaient de respect au conseil de la compagnie, quand celui-ci les citait à comparoir devant lui, ou commençaient à ré-

setts historical collection, VIII, 201; cité par Bancroft, I, 142; voy. d'ailleurs Bancroft, I, 142-143, et Murray, I, 109.

⁽¹⁾ L'acte de 1606, *loc. cit.*, II, 1889, et celui de 1609, *ibid.*, II, 1894 et 1898; aussi ci-dessus, p. 14 et 23.

⁽²⁾ Cette charte est dite de 1611-1612 dans l'ouvrage de M. Poore, et dans celui de M. Hough. Marshall la dit faite en mars 1612, et Story simplement en 1612. M. Bancroft la tient pour octroyée le 12 mars de cette dernière année. Voy. Poore, II, 1902; Hough, II, 422; Marshall, 47; Story, I, 20; Bancroft, I, 145. Cependant, le millé-

sime est déterminé par les dernières lignes du texte même de la charte, où l'on voit que Jacques I^{er} l'octroya, la neuvième année de son règne sur l'Angleterre, la France et l'Irlande, et la quarante-cinquième année de son règne sur l'Écosse. L'acte dans Poore, II, 1908. Comp. les actes de 1606 et de 1609, *loc. cit.*, II, 1888-1893, et 1893-1902, et voy. ci-dessus, p. 14 et 19.

⁽³⁾ L'acte, *loc. cit.*, II, 1902. Il s'agissait particulièrement des Bermudes. Marshall, 47; Bancroft, I, 145; Murray, I, 109; Hough, II, 422.

⁽⁴⁾ L'acte, *loc. cit.*, II, 1905.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, II, 1906.

pandre des bruits calomnieux et fâcheux sur la colonie et son gouvernement ⁽¹⁾. La compagnie se plaignait encore de n'être associée à l'administration de ses établissements que par l'intermédiaire d'un conseil dont la nomination seule dépendait de la majorité des associés ⁽²⁾. Enfin, les deniers de ces derniers ne suffisaient pas aux dépenses nécessaires ⁽³⁾.

Afin de réprimer la violation de contrats formels et la propagation de fausses nouvelles, la charte de 1611 édicta des mesures qui seront exposées ailleurs. Tout ce qu'il importe de retenir ici de ses dispositions, c'est qu'elle ne modifia point la condition politique des colons ordinaires ⁽⁴⁾; qu'elle donna à la compagnie la propriété du sol de toutes les îles sises entre le 41° et le 30° degré de latitude nord, en deçà de trois cents lieues des parties du continent déjà concédées aux associés ⁽⁵⁾; qu'elle confia le gouvernement de la colonie à la compagnie entière, désormais requise de tenir des réunions de ses membres, quatre fois l'an, à jours fixes, pour régler les affaires les plus importantes, et au moins une fois par semaine, pour expédier les affaires courantes ⁽⁶⁾; enfin, qu'elle autorisa la compagnie à ouvrir des loteries ⁽⁷⁾.

Gates arriva dans la colonie le 31 août 1611. Il prit aussitôt le gouvernement en main, et inaugura son administration par l'établissement du régime de la propriété privée. La compagnie allait demander à l'intérêt personnel une somme de travail que les efforts inouïs de quelques hommes de haute valeur n'avaient pu obtenir, si ce n'est par moments, de la persuasion ou de la force. « La sainteté de la propriété privée était reconnue dès lors la plus sûre garantie de l'ordre et de l'abondance ⁽⁸⁾. »

(1) L'acte, *loc. cit.*, II, 1907-1908.

(2) *Ibid.*, 1903-1904; Murray, I, 117.

(3) L'acte, *loc. cit.*, II, 1907-1908.

(4) *Ibid.*, 1902-1908, *passim*; Story, I, 20; Bancroft, I, 145.

(5) L'acte, *loc. cit.*, II, 1903-1904.

(6) L'acte, *loc. cit.*, II, 1904-1905.

(7) *Ibid.*, II, 1907-1908. — Voy. d'ailleurs sur l'acte : Marshall, 47; Bancroft, I, 145-146; Murray, I, 109, 110-117; Hough, II, 422.

(8) Bancroft, I, 145.

L'ordre et la prospérité ne tardèrent pas en effet à prévaloir. Mais, si rien ne contribua plus à les créer que la suppression de la communauté des biens, cependant d'autres causes ne furent pas étrangères à cette œuvre. L'accroissement des possessions et des pouvoirs des associés, et le renom de fertilité qu'avaient les îles dont l'acte de 1611 rendait la compagnie maîtresse, donnèrent à celle-ci une popularité nouvelle, qui touchait à l'enthousiasme. Les poètes les plus goûtés prédisaient le succès. Il parut certain. Les offrandes volontaires ne firent donc pas défaut. Puis, les loteries, jusqu'à ce temps presque inconnues des Anglais, vinrent encore augmenter les subsides. L'usage en devint fréquent. Après quelques années, sans doute, il perdit faveur. Un grand corps de l'État, la Chambre des communes, sinon la masse même du peuple, en vit les inconvénients et les abus, et en demanda l'interdiction, que le roi prononça au cours de l'an 1621. Mais ce genre de jeu avait déjà procuré à la compagnie 29,000 livres, singulièrement utiles, si bien que l'on crut pouvoir appeler les loteries « le véritable aliment dont la colonie s'était nourrie ⁽¹⁾. » D'autre part, le développement de la culture du tabac attira l'immigration, et fut pour tous les colons une source permanente de richesse.

La compagnie s'était vainement efforcée de trouver l'or et le fer, de planter la vigne, de produire la soie, de lutter avec les populations riveraines de la Baltique pour la production du savon, du verre, du goudron, lorsque l'Angleterre se mit à réclamer des envois considérables de tabac. Les aventuriers envoyés en Amérique par Raleigh avaient vu les Indiens fumer; ils les imitèrent; Raleigh fit de même; de nombreux personnages de la cour suivirent son exemple; et de la cour l'usage passa au peuple. Vainement Jacques I^{er} écrivit un pamphlet contre la plante « vile et nauséabonde qui tendait à corrompre le corps et l'esprit de l'homme ⁽²⁾. » Vainement

⁽¹⁾ Marshall, 47; Murray, I, 110. — ⁽²⁾ Marshall, 52; Murray, I, 114; Laboulaye, I, 76.

elle fut attaquée devant le Parlement. Vainement la compagnie elle-même interdisait, par une clause des concessions de terre, d'en faire le principal objet de la culture. Rien n'en put empêcher la vogue. Peu à peu la consommation devint grande, la demande pressante, l'ardeur des colons à la satisfaire très vive. Le tabac était planté jusque dans les rues de Jamestown, et plus d'une fois les colons pensèrent mourir de faim « faute d'avoir cultivé le grain nécessaire à leur subsistance ⁽¹⁾. » Ce fut surtout à compter de 1615 que la production se développa : dans la seule année 1619, 20,000 livres de feuilles furent exportées, dont la vente rendait à la colonie 3,000 livres sterling.

Dans la même année, 1619, l'administration de la compagnie et la condition des colons ordinaires subirent de grands changements, qui furent à coup sûr fort utiles à la colonisation. Depuis 1612, des réunions générales des associés étaient tenues chaque semaine. Souvent on y voyait jusqu'à deux ou trois cents personnes. La surveillance devint plus active, et l'investigation plus minutieuse ne laissait plus échapper les occasions de plainte. Peu à peu un parti d'opposition se forma, réclamant des réformes radicales pour redresser des griefs qu'il jugeait désastreux. Tandis que l'amitié la plus solide ne présidait pas toujours aux relations entre les Indiens et les colons, la compagnie avait déjà dépensé 80,000 livres sterling, peu de constructions s'étaient élevées, un vingtième à peine des colons transportés survivait, et la colonie ne comptait guère plus de six cents habitants de race blanche. Les progrès de l'entreprise, dès lors certains, quoique récents, ne satisfaisaient point l'opposition. Par-dessus tout elle se préoccupait de la difficulté du recrutement des colons ordinaires qu'elle attribuait à la rigueur de leur condition. Comme on sait, les chartes de 1606, de 1609 et de 1611, les avaient laissés à la merci de

(1) Laboulaye, I. 76.

la compagnie, et le trésorier Smith s'était avisé, en 1611, de les soumettre aux règlements les plus despotiques⁽¹⁾. Deux gouverneurs, Dale et Gates, le premier en 1611 et de 1614 à 1616, le second de 1611 à 1614, paraissent avoir négligé les instructions de Smith pour gouverner avec une douceur relative. Il n'en fut pas de même du capitaine Argall appelé au gouvernement en 1617, marin audacieux, habitué à exercer sur mer une autorité absolue, qui devint bientôt, peut-être malgré de bonnes intentions, le tyran et l'effroi des colons, dont les doléances furent vives. Or, à ce moment, en 1619, les opposants parvenaient à être la majorité dans la compagnie. Des décisions immédiates et importantes suivirent ce revirement. Smith dut céder sa place à Sir Edwin Sandys, personnage bien différent, nommé comme lui dans la charte de 1609⁽²⁾, et Argall la sienne au doux et populaire Sir Georges Yeardley, déjà connu favorablement des colons par un exercice intermédiaire et court des fonctions de gouverneur. Des descriptions favorables de la colonie furent faites, des offres séduisantes publiées. La remarquable fertilité du sol fut hautement vantée. Quiconque possédait des actions de la compagnie pour une valeur de 12 livres et 10 shillings, devait pouvoir réclamer 100 acres en Virginie, et par l'occupation de ce premier lot de terres acquérir droit à un second lot de même étendue, tandis que toute personne émigrant à ses propres frais recevrait 50 acres soumis, après sept ans de possession seulement, à une redevance insignifiante. Surtout Yeardley put, à son arrivée dans la colonie, annoncer que «les lois cruelles qui avaient si longtemps régi les anciens planteurs étaient désormais abrogées, et que les colons seraient gouvernés désormais selon les lois de liberté sous lesquelles les sujets de Sa Majesté vivaient en Angleterre⁽³⁾. » Il put même, sans être désavoué par la compagnie, ordonner

(1) Ci-dessus, p. 25. — (2) L'acte, *loc. cit.*, II, 1894. — (3) Bancroft, I, 153-154.

« qu'afin d'associer les planteurs à leur propre gouvernement, une assemblée générale serait tenue une fois l'an, à laquelle assisteraient le gouverneur et son conseil, avec deux bourgeois⁽¹⁾ de chaque plantation⁽²⁾, librement élus par les habitants, et que cette assemblée serait habile à faire et à établir pour le bien des planteurs toutes les lois et les ordonnances qu'elle estimerait bonnes et utiles⁽³⁾. » Le vendredi, 30 juillet 1619, la première réunion eut lieu⁽⁴⁾. C'est ainsi que la puissance législative fut communiquée aux colons de la Virginie, qui ne voulurent plus se la laisser enlever. Exaspérés par les violences d'Argall, ils l'avaient apparemment demandée à la compagnie. Celle-ci sans doute autorisa Yeardley à la concéder au besoin. Au moins est-il certain que la compagnie en toléra l'exercice, et que cette association des colons à leur propre gouvernement, si pleine pour eux de garanties et de promesses, dut contribuer singulièrement à l'augmentation rapide et toujours croissante du nombre des immigrants.

Dans la seule année 1619, où les réformes qui viennent d'être indiquées furent accomplies, douze navires, variant de 70 à 350 tonneaux, amenaient 1,260 colons nouveaux, le double du nombre des anciens qui survivaient. En 1620, 800 immigrants arrivaient, et tout ensemble, de 1619 à 1621, 1,500 têtes de bétail et 3,570 colons débarquaient dans la colonie. Ceux-ci n'étaient plus les aventuriers de la première heure, insubordonnés, dissolus, pares-

⁽¹⁾ Les représentants du peuple ont eu dès l'origine, et ont retenu, en Virginie, le nom de bourgeois « burgesses. » Bancroft, I, 154; comp. Washington Irving, *Life of Washington*, édition de 1863, I, 256-282.

⁽²⁾ La plantation paraît avoir été une petite agglomération d'établissements agricoles, une sorte de village.

⁽³⁾ Citation faite par Bancroft, I, 154.

Comp. Marshall, 54; Story, I, 21; Hough, II, 422.

⁽⁴⁾ Cette date est donnée par Bancroft. Marshall fixe la réunion au 19 juin 1619; Hough, au 30 juin de la même année; M. Laboulaye, comme Story, ne mentionne que l'année 1619. Voy. Bancroft, I, 154; Marshall, 54; Hough, II, 422; Story, I, 21; Laboulaye, I, 85-86.

seux, désireux avant tout de trouver aisément des monceaux de métaux précieux, et aussi pressés de quitter la colonie, quand la recherche des trésors n'aboutissait pas assez vite, qu'ils avaient été facilement prêts à s'y rendre. Désormais de nombreux cultivateurs se rendaient en Virginie, quelques-uns suivis de leurs familles, la plupart disposés à tenir ce pays pour le leur, à s'y établir sans esprit de retour, et à y faire souche. On vit même des femmes « d'éducation vertueuse, jeunes, belles, et bien recommandées⁽¹⁾, » venir, en véritables convois, s'associer aux dangers et aux labeurs de la colonisation : un premier convoi de 90 femmes atteignit la colonie en 1619, et un autre de 60, en 1621.

Dès 1620, le succès dépassait les espérances de la compagnie; de nouvelles réformes le firent bientôt plus grand encore et plus durable. A en croire l'historien Marshall, dans l'année 1620 même, la compagnie, qui avait eu jusqu'alors le monopole du commerce colonial, y aurait renoncé⁽²⁾. Surtout, le 24 juillet 1621⁽³⁾, elle donnait à la colonie une véritable constitution écrite, où, validant les actes de Yeardley, elle attribuait aux colons, dans un titre solennel et exprès, une part importante du gouvernement⁽⁴⁾. Les dispositions de cette constitution seront exposées ailleurs avec soin. Il suffira de dire ici que les pouvoirs étaient confiés à un gouverneur, assisté d'un conseil d'État, et à une assemblée législative; que la compagnie nommait le gouverneur et le conseil; que l'assemblée législative se composait du gouverneur, du conseil et des représentants électifs des colons; que les lois faites par cette assemblée n'étaient pas valides sans l'assenti-

⁽¹⁾ Bancroft, I, 157.

⁽²⁾ Marshall, 56.

⁽³⁾ Bancroft, I, 158. Le texte porte que la constitution avait pour objet de procurer « le confort et le bénéfice le plus grand du peuple, et de prévenir

l'injustice, les griefs et l'oppression. » Voy. l'acte dans Hazard, I, 131-133.

⁽⁴⁾ Marshall, 56-57; Story, I, 21; Bancroft, I, 158; Hough, II, 422; Laboulaye, I, 86.

ment de la compagnie, ni les ordonnances de la compagnie sans l'adhésion de l'assemblée ⁽¹⁾. Ce nouvel acte accélérant les progrès de la colonisation, dès 1622 les établissements s'étendaient jusqu'au Rappahannock et au Potomac, et, tandis que le gouverneur avait suffi précédemment à rendre la justice avec l'assistance de quelques hauts fonctionnaires siégeant à cet effet à Jamestown, des cours de justice durent être établies en divers autres lieux.

Ce fut vers 1622 que le succès parut, à bon droit, définitif. De nombreux colons avaient acquis des terres plus ou moins considérables. L'établissement du régime de la propriété privée les intéressait à cette culture du tabac, éminemment facile, lucrative, et sans rivale, dont ils avaient fait une heureuse expérience. Leur participation à l'œuvre législative les défendait des lois despotiques et arbitraires. Leur nombre était tel dès lors, que ce n'eût pas été, en ce temps, à une pareille distance de la métropole, une entreprise très facile de les dépouiller de leurs privilèges. Personne, d'ailleurs, n'avait grand intérêt à la tenter. La colonie pouvait donc souffrir des événements inséparables de l'existence de tout État, inégalité occasionnelle des récoltes, contagions, hostilités de voisins, luttes de partis; mais, dans son existence même, elle ne devait plus être sérieusement menacée: elle avait assez d'attraits pour retenir les gens qui l'habitaient, et pour attirer sans cesse de nouveaux immigrants.

La compagnie de Londres ne dura pas autant que son œuvre. Le roi, qui ne donnait d'abord, sous les chartes de 1609 et de 1611, qu'une attention distraite à la colonie, quand celle-ci ne prospérait point, se prit à vouloir la gouverner sans l'intermédiaire des associés, lorsque la prospérité en fut certaine. Ce n'était pas seulement qu'il eût une satisfaction de vanité à prendre l'administration directe d'un pays dont la tournure devenait celle d'un

⁽¹⁾ Marshall, 56-57; Story, I, 22; Bancroft, I, 158-159; Murray, I, 116-117; Hough, II, 422; Laboulaye, I, 86-87.

véritable État; il voulait encore, dans le gouvernement même de la métropole, détruire l'influence des associés que leur prospérité récente paraissait avoir enflés. Les convocations du parlement étaient rares, les réunions de la compagnie fréquentes⁽¹⁾. Le nombre des associés ne s'élevait pas à moins de mille, et l'on en voyait souvent deux cents au moins réunis. Parmi eux plusieurs membres influents du Parlement siégeaient, et l'opposition retrouvait une tribune où elle discutait, avec les actes de la compagnie, la politique générale. Comme ils se divisaient le Parlement lui-même, les amis et les ennemis de la prérogative royale se divisèrent bientôt les assemblées des associés. Le parti libéral finit par l'emporter. La majorité n'hésitait guère à condamner les actes de la couronne les plus indifférents à la compagnie; à plus forte raison voulut-elle défendre contre tout empiétement ce qu'elle tenait pour ses droits et ses privilèges; même elle vint presque à ne supporter patiemment aucune ingérence du roi dans les affaires de l'association. En trois occurrences surtout, Jacques I^{er} la trouva particulièrement indocile. En 1620 d'abord, et de nouveau en 1622, les suffrages se détournèrent des candidats qu'il présentait pour le haut emploi de trésorier. Vers le même temps, sans doute sous le coup de besoins pressants, il essaya vainement de se faire payer, au prix de 20,000 livres sterling, l'achat du monopole, et peut-être la suppression des taxes qui grevaient la vente du tabac. A leur tour, ces querelles, en quelque sorte intimes, et cette force de résistance ne présageaient pas une grande souplesse des sessions futures des chambres. Le roi ne tarda donc pas à ne voir dans la compagnie que « le séminaire d'un parlement séditieux⁽²⁾, » et il conçut le dessein de la supprimer.

⁽¹⁾ La charte de 1611, dans Poore, II, 1904-1905; comp. Laboulaye, I, 92.

⁽²⁾ Murray, I, 122. Cette appréciation fut, dit-on, donnée au roi par l'ambassa-

deur espagnol à la cour de Londres, Gondemar. *New description, Massachusetts historical collection*, cité par Bancroft, I, 186; comp. Laboulaye, I, 92.

Sur ces entrefaites, une catastrophe atteignit les colons, qui servit le dessein royal. En exécution d'un complot habilement préparé, les Indiens, dans la journée du 22 mai 1622, attaquèrent la colonie, et, avant que la défense pût être tentée, firent 347 victimes. Une heure suffit au massacre. Les colons survivants effrayés, se resserrant pour se mieux défendre, réduisirent leurs établissements de quatre-vingts à huit. La culture fut négligée. Dans les agglomérations trop denses, la famine et la contagion prévalurent. Peu à peu, plusieurs, découragés ou consternés, reprirent la route de l'Angleterre. En une année, la colonie vit le nombre de ses habitants décroître, par la maladie et la fuite, de 4,000 à 2,500.

L'émotion fut grande dans la métropole, l'opinion prompte à imputer le massacre à la négligence ou à l'imprudence de la compagnie, et le roi d'encourager, loin de la combattre, cette disposition des esprits. Soudain, le 9 mai 1623, il charge sept personnages de distinction, dont quelques-uns sont choisis parmi les membres du corps judiciaire, de faire une enquête sur tous les actes des associés. Les registres et les papiers sont saisis et examinés. Parmi les principaux témoins à charge comparait le capitaine Smith, qui n'hésite pas à soutenir que le succès de la colonisation eût été plus complet, si les gouverneurs avaient été moins souvent changés, les hauts emplois de l'association moins nombreux et moins lucratifs, l'administration confiée en Angleterre à un nombre d'individus moins considérable, le sentiment de l'intérêt personnel chez les associés moins développé. Smith pourtant n'incrimine guère que les actes dont lui-même a été jadis le témoin. Mais c'est l'intention intéressée du souverain que les époques soient confondues; et, au moment où la critique est due tout au plus à l'imprudence des autorités locales de la Virginie, la nouvelle majorité des associés, après avoir travaillé avec ardeur et sans relâche à la prospérité de la colonie, va payer les

fautes de la majorité précédente. Sur les conclusions conformes de la commission d'enquête, le roi propose à la compagnie de rendre la charte de 1611, à laquelle il offre de substituer une charte nouvelle où il se réserve la nomination des principaux fonctionnaires, et, en réalité, l'exercice effectif du pouvoir. Une première assemblée rejette la proposition par 112 suffrages contre 8; une seconde, moins nombreuse, tenue peu de jours plus tard, réitère le rejet par 70 voix contre 9. Aussitôt une ordonnance de *quo warranto* est émise, et une commission d'enquête envoyée jusqu'en Virginie ⁽¹⁾. Les enquêteurs semblent avoir refusé de montrer leurs commissions, et n'avoir pu, en cet état, obtenir que les registres de la colonie leur fussent communiqués. A coup sûr ils essayèrent vainement de faire que ses habitants demandassent eux-mêmes la révocation de la charte. Les colons ne voulaient se plaindre ni des actes récents des associés ni de la charte elle-même. Spécialement, si cette dernière ne leur conférait aucun privilège, elle n'avait pas empêché la compagnie de leur octroyer de grandes libertés ⁽²⁾. Ce qui importait par-dessus tout à l'assemblée coloniale, c'était simplement que ces libertés fussent maintenues. Mais aucun signe ne faisait pressentir que la compagnie se proposât de les retirer. Les députés se bornèrent donc à prier que les gouverneurs n'eussent pas une puissance absolue, et que l'usage fût conservé des assemblées représentatives, « car rien ne pouvait contribuer davantage au bonheur et à la prospérité publique ⁽³⁾. » Puis, à la faveur de la querelle qui divisait le roi et les gens de Londres, ils développèrent leurs privilèges par plusieurs lois importantes, dont la principale défendait au pouvoir exécutif de lever

(1) On sait que l'ordonnance de *quo warranto* est celle par laquelle une juridiction compétente, en vue de faire cesser une condition irrégulière ou illégale, enjoint de produire les titres ou raisons qu'a une personne ou un corps de per-

sonnes pour exercer une fonction ou accomplir un acte déterminé.

(2) Voy. ci-dessus, p. 32-33.

(3) Comp. Bancroft, I, 189; Laboulaye, I, 92-93.

des impôts dans la colonie, ou de faire emploi des deniers publics, sans l'assentiment des représentants du peuple ⁽¹⁾. Cependant la compagnie implorait vainement le secours de la chambre anglaise des Communes. Bientôt les enquêteurs, rentrés en Angleterre, adressaient leur rapport au roi. A les croire, la compagnie n'avait pas assez encouragé le commerce et la production coloniale; la colonie était-elle objet d'importance nationale, la prospérité n'en pouvait être assurée que par le retour aux dispositions de la charte de 1606; la réforme qui avait mis, sous une règle si démocratique, le pouvoir aux mains de tant de gens, ne serait jamais propre qu'à créer la lutte et le désordre. La cause était dès lors jugée : à la session de la Trinité, en juin 1624, les juges nommés par le roi, et amovibles à son gré, annulant la charte de 1611, avec toutes les lettres patentes octroyées à la compagnie, prononcèrent la dissolution de celle-ci.

Ainsi tomba la compagnie de Londres : elle avait dépensé 150,000 livres sterling, et transporté en Amérique, sans le secours du gouvernement de la métropole, plus de 9,000 colons; mais les exportations de la colonie ne dépassaient pas 20,000 livres par an, et la population venait d'être réduite à 1,800 personnes environ. En dépit des efforts énergiques tentés, des progrès réalisés depuis quelques années, et du caractère tout accidentel de la catastrophe récente, qui, pour un temps seulement, enrayait le succès, l'Angleterre parut estimer que la compagnie, déchirée par les discordes intestines, et gênée par l'opposition du roi, n'aurait pas eu, si elle avait subsisté, la force de maintenir et de développer son œuvre. L'espoir que l'on avait de voir une action, qui semblait désormais incertaine ou impuissante, utilement remplacée par le haut patronage de l'autorité royale, fit oublier à quel point les juges avaient méconnu la justice et le droit. La

⁽¹⁾ Marshall, 62-63; Bancroft, I, 190.

chute de la compagnie n'inspira donc à la métropole ni regrets ni sympathie. Dans la colonie même, elle fut considérée d'un regard presque indifférent : peu importait le changement du maître, pourvu que les droits des colons subsistassent, dont rien ne faisait craindre la violation. Plus tard, et de nos jours encore, elle a été envisagée d'une autre manière, et l'iniquité intrinsèque de la décision judiciaire, sous laquelle la compagnie de Londres succomba, sévèrement condamnée⁽¹⁾. Si d'ailleurs aucun écrivain moderne, à notre connaissance du moins, n'a souhaité que la compagnie eût été éternelle⁽²⁾, l'historien Murray, lui, n'hésite pas à conjecturer que le roi aurait bien servi l'intérêt de la colonie en laissant les associés continuer, pendant quelques années, leurs énergiques efforts⁽³⁾.

L'association dissoute, la colonie passait sous la haute direction du roi. Dès le mois de juillet 1624, une proclamation royale interdisant les réunions des associés, ordonnait qu'une commission composée, pour partie, de membres du conseil privé, s'assemblât chaque semaine, afin de délibérer sur les affaires de la colonie. Puis le roi confiait le pouvoir exécutif, dans la colonie, à un gouverneur assisté de douze conseillers, et se réservait le choix de tous. L'acte de nomination, ou, pour l'appeler de son nom technique, la commission royale⁽⁴⁾, qui instituait ce gouverneur et ce conseil, n'indiquait pas que l'usage des assemblées de représentants dût être conservé. De cette omission quelques auteurs ont trop promptement conclu que le roi le voulait abolir, pour investir le gouverneur et le conseil eux-mêmes d'une puissance générale

⁽¹⁾ Story, I, 22.

⁽²⁾ Murray, I, 124. Voy. les développements donnés par M. Laboulaye à cette idée qu'une compagnie de colonisation « est le pire des souverains ; car elle ne songe qu'à exploiter ses sujets. » Laboulaye, I, 93.

⁽³⁾ Murray, I, 124.

⁽⁴⁾ Tout acte émané du roi, qui confiait une mission à une personne ou à des personnes déterminées, portait le nom de commission. Plus particulièrement on nommait ainsi les actes du roi qui donnaient aux gouverneurs le pouvoir, ou des instructions pour l'exercice du pouvoir.

et absolue ⁽¹⁾. Les termes de l'acte repoussent cette interprétation : le seul droit conféré sur la colonie était celui de gouverner avec toutes les attributions et les prérogatives que le gouverneur et le conseil avaient pu avoir dans les cinq dernières années, la période même pendant laquelle le régime représentatif avait prévalu ⁽²⁾. Les intentions conciliantes du souverain se révélèrent d'ailleurs très nettement par le choix bientôt fait des principaux fonctionnaires. Le dernier gouverneur qu'avait nommé la compagnie, ami ardent de celle-ci, Sir Francis Wyatt, conserva sa charge, et ses conseillers furent choisis sans esprit de parti. Le roi cependant entendit se réserver le droit qui appartenait à la compagnie, sous la constitution de 1621, de légiférer pour la colonie, à l'égal des représentants des colons. Eût-il soumis au Parlement, ou, comme la compagnie aurait été tenue de le faire, à l'adhésion de l'assemblée coloniale, les lois composées en Angleterre ⁽³⁾? C'est une question insoluble. Il se hâta de commencer, mais une mort rapide l'empêcha d'achever toute une législation nouvelle qu'il destinait à la Virginie, et de laquelle on a pu dire que, si la vanité et l'imagination de l'auteur devaient en être satisfaites, les colons, eux, en auraient tiré peu de réels avantages ⁽⁴⁾.

La Virginie fut dès lors soumise à une forme de gouvernement dont la nature sera mieux définie plus loin ⁽⁵⁾. Il suffira de dire ici que les principaux attributs de la puissance exécutive appartenaient au roi ou à des fonctionnaires qui recevaient de lui leur mandat, et qu'une assemblée législative, dans laquelle le peuple avait des représentants, participait à l'administration de la colonie. C'était la condition de province royale. La Virginie la conserva presque sans interruption jusqu'à l'affranchissement des États-Unis. Elle eut

⁽¹⁾ Marshall, 63-64; Story, I, 23; Sparks, II, 387; Hough, II, 423.

⁽²⁾ Bancroft, I, 193; Murray, I, 124. Voy. l'acte dans Hazard, I, 192.

⁽³⁾ Voy. ci-dessus, p. 32-33.

⁽⁴⁾ Story, I, 23.

⁽⁵⁾ Voy. ci-après, partie III du livre I.

pourtant, pendant une courte période, une condition différente qu'elle n'avait pas désirée, et elle en demanda une également différente, qu'elle ne put jamais obtenir.

Les circonstances où se produisirent ces péripéties méritent d'être rapportées. Charles II ne refusait rien à ses courtisans. Une caricature de l'époque, faite en Hollande, les représentait vidant les poches de leur maître. En vérité, il les gratifiait non seulement d'argent, mais encore de pays entiers. S'il en avait eu le temps et le pouvoir, il leur aurait, dit-on, donné l'univers ⁽¹⁾. Or, vers 1663, Sir Guillaume Berkeley, alors gouverneur de la Virginie, Clarendon et six autres des principaux favoris et hommes d'État du jour, se faisaient octroyer un territoire immense dont une partie au moins était située dans les limites de la province, et dont la division aurait attribué à chacun des associés une région aussi étendue que la France. Cette donation paraît n'avoir pas eu d'effet, mais il n'en fut pas de même d'une concession de terres qu'obtinrent bientôt lord Culpepper, membre du conseil anglais des colonies, l'un des plus rusés et des plus avides parmi les courtisans, et le comte d'Arlington, seigneur élégant, prodigue, perdu de dettes, beau-père d'un bâtard de sang royal. Immédiatement après l'exécution de Charles I^{er}, le Northen-neck ou le pays situé entre le Rappahannock et le Potomac avait été donné à une compagnie de Cavaliers, qui se proposaient d'y créer un refuge de leurs partisans; le titre était demeuré un titre nu; le pays donné, sans occupation des donataires; et déjà Culpepper avait acheté, en 1669, les parts de tous. Le 25 février 1673, le Roi abandonnait, pour une durée de vingt et un ans, à Culpepper et à Arlington « tout le domaine de la terre et des eaux que l'on appelle Virginie ⁽²⁾. » C'était de fait la restauration d'une forme de gouvernement que la Virginie elle-même avait connue,

(1) Bancroft, II, 69-70. — (2) Marshall, 159; Bancroft, II, 209-210; Murray, I, 139; Hough, II, 423; Laboulaye, I, 106.

au temps des chartes de 1609 et de 1611, et que subirent, à diverses époques, plusieurs des colonies anglaises du Nouveau Monde, le gouvernement de la colonie par quelques individus, propriétaires de tout le sol. Pouvait-on hésiter à penser que les deux donataires exerceraient sur l'administration une influence immédiate et prépondérante? Même ne devait-on pas prévoir que, le droit succédant au fait, ils seraient bientôt, entre les colons et le roi, les intermédiaires officiels, officiellement investis des principaux attributs de la puissance exécutive, et éventuellement associés à la puissance législative. Déjà les colons jugeaient intolérable que la donation comprît, comme il arrivait çà et là, la pleine propriété de terres depuis longtemps possédées et défrichées par eux. Mais surtout quel usage serait fait de cette propriété du sol, si le gouvernement passait, avec elle, à deux hommes dont le caractère et les habitudes n'inspiraient aucune confiance? Les réclamations de la colonie ne se firent pas attendre. Une véritable ambassade les porta. Les colons voyaient leur liberté naturelle compromise; ils estimaient des garanties nécessaires pour les protéger contre la levée d'impôts arbitraires et leur assurer la jouissance de ce droit héréditaire des gens de race anglaise, de se donner leurs lois; ils payaient au roi plus qu'ils ne gardaient du produit de leur travail; ils voudraient être plus utiles encore au souverain et à la métropole; mais ils ne pouvaient supporter la domination de simples sujets comme eux; en vérité, l'heure était venue de les délivrer à jamais de la crainte de tout esclavage⁽¹⁾. La conclusion fut la demande d'une charte, qui donnât aux colons, organisés en association ou corporation revêtue de la personnalité civile, et le droit d'acheter de Culpepper et d'Arlington la propriété du sol, et sans doute une participation plus grande au gouvernement de la colonie, peut-être, sur la foi de la charte, l'indépendance presque complète du peuple dans l'administration locale,

⁽¹⁾ Marshall, 159; Bancroft, II, 210; Murray, I, 139; Laboulaye, I, 107-108.

cette forme même d'organisation, que, sous le nom de gouvernement de charte, quelques colonies conservèrent, comme on le verra, jusqu'à la déclaration d'indépendance ⁽¹⁾. Une année durant, les envoyés furent retenus en Angleterre et bercés de belles promesses, tandis qu'une puissante influence s'exerçait secrètement avec succès à rendre vaines toutes les démarches de l'ambassade. Au bout d'un an, des troubles fomentés dans la colonie offrirent un bon prétexte de refuser la charte promise ⁽²⁾. Puis toutes les craintes des colons se trouvèrent justifiées : dès 1675, Culpepper était nommé gouverneur à vie; en 1677, il prenait l'administration; la colonie subissait donc le gouvernement des propriétaires. Cette forme fut de courte durée. Culpepper gouverna avec rigueur, avidité et avarice. Les colons tourmentés, appauvris et exaspérés, réclamèrent de nouveau, en 1683, l'annulation du don. Arlington céda bientôt tous ses droits à son associé. Enfin, dans l'année 1685, quoique ce fût moins sans doute pour protéger les libertés des colons que pour procurer à la royauté tous les avantages d'un exercice plus direct et plus habile de la puissance exécutive, le roi découvrit quelque moyen judiciaire d'annuler le titre de Culpepper lui-même. La Virginie redevenait une province royale. Elle ne devait plus cesser de l'être avant 1776.

Sous l'administration directe du roi, instituée pour la première fois, comme on l'a vu, dès 1625, la colonie eut, pendant de longues années, peu de raisons de se plaindre des chefs du gouvernement anglais. Jacques I^{er} et Charles I^{er}, son fils, songèrent plus à tirer profit, en Angleterre, de la vente du tabac produit par elle, qu'à diminuer ses libertés locales. Par la négligence ou l'in-

⁽¹⁾ Voy. ci-après les notices sur les colonies du Connecticut, du Massachusetts, et du Rhode-Island; comp. partie III du livre I.

⁽²⁾ Marshall, 159; Bancroft, II, 211 et 233; Hough, II, 423; Laboulaye, I,

109. — Des lettres patentes, accordées le 10 octobre 1676, n'étaient guère qu'une affirmation de la puissance immédiate de la couronne sur la colonie, et n'octroyaient expressément aucune franchise politique. — Story, I, 23; Bancroft, II, 233.

différence de la Couronne, elles subsistèrent, et les colons furent à ce point reconnaissants qu'à la mort tragique de Charles I^{er} ils n'hésitèrent pas à reconnaître l'autorité de l'héritier légitime du trône. Bien que l'emploi de mesures de rigueur contre le commerce colonial et l'envoi d'un certain nombre de vaisseaux sur les côtes de la Virginie eussent été nécessaires pour faire accepter leur suprématie, le Long Parlement et Cromwell se montrèrent bientôt singulièrement indulgents. On les vit même tolérer que les représentants du peuple nommassent le gouverneur, de telle sorte qu'un lien de suzeraineté était seul maintenu, où une dépendance autrement étroite eût pu être revendiquée ⁽¹⁾. A Charles II, malgré les bons offices du Long Parlement et du Protecteur, le souvenir de son père et l'influence de nombreux réfugiés du parti des Cavaliers rallièrent les colons, aussitôt que sa restauration fut connue. C'est alors que, mal récompensés de leur fidélité, ils commencèrent à souffrir vivement des exactions commerciales de la métropole, et, en particulier, de l'application, sans cesse aggravée et combattue, du célèbre acte de navigation. Sous Jacques II et ses successeurs, la querelle alla toujours s'envenimant. Mais elle n'atteignit pas avant l'avènement de la maison de Hanovre, cet état d'acuité extraordinaire où, de part et d'autre, des violences furent commises, et toutes les règles du gouvernement mises en question, jusqu'à ce que la domination anglaise vint à y périr. Le rôle que la Virginie joua dans la lutte sera mieux exposé ailleurs ⁽²⁾. Il suffit de dire ici que rarement, avant cette dernière période, les privilèges auxquels les colons attachaient le plus de prix subirent des violations ouvertes. Le démembrement fait, en 1632, pour constituer la nouvelle colonie du Maryland, ne paraît pas avoir soulevé une bien longue opposition. L'administration de Culpepper ne fut qu'un accident de courte durée. Après de gouverneurs à

⁽¹⁾ Bancroft, I, 225-227; Murray, I, 132-133; Laboulaye, I, 96.

⁽²⁾ Voy. partie I du livre II. ci-après.

tort ou à raison impopulaires, comme Harvey, Effingham. et. à la fin de leur carrière seulement, Berkeley et Nicholson, on en vit qui surent acquérir, comme Yeardley, West, Wyatt, Andros, Nott et Spotswood, une réelle popularité. Surtout les colons gardèrent leur milice et leur assemblée législative.

La milice, formée des colons eux-mêmes, donnait à ces derniers une force considérable pour résister soit aux colonies des nations rivales de l'Angleterre, soit au gouvernement de la métropole. Si la Virginie n'usa pas des armes contre celui-ci avant la guerre de l'indépendance, les troupes étaient là, organisées par la loi⁽¹⁾, munies de cadres permanents, prêtes à recevoir dans leurs rangs tous les habitants valides, au besoin facilement appelées à l'activité, et admirablement renseignées sur toutes les ressources du pays. Cette organisation, puissante de bonne heure, dut mettre pendant longtemps, au moins par calcul, qu'ils se l'avouassent ou non, quelque frein aux prétentions des hommes d'État anglais. On a vu qu'au moment du départ de Smith, une population de 490 âmes à peine comptait 100 combattants armés, disciplinés et aguerris⁽²⁾. En 1671, la milice était de 8,000. En 1680, elle se composait de 8,568, dont 1,300 composaient une troupe de cavalerie. Si, en 1681, Culpepper évaluait même à 15,000, par une exagération presque certaine, le nombre des colons soumis au service militaire, cependant, comme l'obligation de servir atteignait tous les hommes valides d'un âge déterminé, la milice croissait constamment avec la population elle-même qui ne cessait de croître. Les personnages les plus influents, notamment les grands propriétaires, tenaient à honneur d'y occuper les premiers emplois⁽³⁾. Les occasions de combattre ne lui faisaient pas défaut.

⁽¹⁾ Voy. Hening, *Statutes of Virginia at large*, passim, et notamment I, 127, 174, 176, 191, 198, 218-219, 255, 401-402, 441, 525; II, 126, 238, 304, 339,

403; III, 17-22, 82-84, 99-100, 115, 119, 126; IV, 118-126.

⁽²⁾ Voy. ci-dessus p. 24.

⁽³⁾ Washington, par exemple, y eut,

Elle avait toujours à surveiller les Indiens et souvent à lutter contre eux ⁽¹⁾. Puis, plus d'une fois, elle prêta un secours important à la résistance vigoureuse que les colonies anglaises opposaient aux établissements rivaux, et particulièrement à ceux de la France ⁽²⁾, jusqu'au jour où elle prit une part active à la guerre même de l'émancipation. Longtemps la métropole en avait donc vu de bon œil les progrès et la puissance. C'était sa politique de tirer parti de l'Amérique à peu de frais de soldats et d'argent. Ses troupes étaient souvent, d'ailleurs, trop occupées en Europe, pour qu'il fût facile de les envoyer au Nouveau Monde. Rien ne lui semblait plus agréable ni plus avantageux que de laisser le colon défendre, au péril de sa vie, la domination anglaise contre les sauvages indigènes, les Espagnols, les Français, les Suédois et les Hollandais. Si cet arrangement n'était pas exempt de graves dangers, elle l'aperçut trop tard. Quand elle eut, pour le maintien de sa suprématie, à compter avec la milice, celle-ci pouvait accepter la lutte et la conduire au succès.

A coup sûr, comme elle garda sa milice, la Virginie retint ses assemblées législatives sous la domination directe des rois d'Angleterre. La proposition n'est pas contestable pour la période qui, commençant au début de l'administration de Berkeley, en 1642,

avant 1776, le grade de colonel. Voyez Washington Irving, *Life of Washington*, I, 94, 190-193.

⁽¹⁾ Hough, II, 423. Voy., à titre de simples exemples, sur les combats que la Virginie livra aux indigènes, de 1674 à 1676, vers 1688 et en 1763 : Marshall, 159; Bancroft, II, 215-217; V, 110-133.

⁽²⁾ Voy., à titre d'exemples, le récit de l'expédition de 1613, et celui de la guerre soutenue de 1754 à 1763, pour la possession de la vallée de l'Ohio : Marshall, 50-51, 277-350; Bancroft, I, 148-149;

IV, 41-106, 182-462; Murray, I, 319-330. Voy. encore, sur les principales luttes de la France et de l'Angleterre en Amérique, Murray, I, 315-319.

Il est remarquable que, dans l'hostilité contre la France, l'ardeur des colonies anglaises dépassa parfois celle de la métropole. Les colons allaient jusqu'à accuser le gouvernement anglais de vouloir maintenir la puissance du roi de France en Amérique, pour exercer sur eux une domination plus facile. Voy. Murray, I, 318-319.

ne prend fin qu'à la révolution de 1776. On vit alors les représentants du peuple associés par leur initiative, leur adhésion, ou leurs protestations, à tous les événements importants de l'histoire de la Virginie. Même pour la période qui s'étend de la mort de Jacques I^{er} à 1642⁽¹⁾, la controverse, quoi qu'en aient écrit plusieurs auteurs, d'ordinaire bien informés⁽²⁾, ne paraît pas aisément soutenable. Les commissions données par Charles I^{er} à Yeardley en 1626, et à Harvey en 1628 et 1636, ne diffèrent pas, dans leurs termes essentiels, de celle que Jacques I^{er} avait remise ou adressée à Wyatt en 1625⁽³⁾. En 1627, le roi lui-même prescrivit de tenir une session, dans laquelle devait être discutée l'offre qu'il faisait d'acheter toute la récolte de tabac⁽⁴⁾. De 1630 à 1642, on ne trouve que deux années, 1631 et 1638, qui n'aient laissé aucun monument législatif, tandis qu'à plusieurs reprises, notamment en 1630, 1632 et 1633, deux sessions furent tenues par an⁽⁵⁾. En 1635, les colons édictaient même ou révisaient un véritable code de lois⁽⁶⁾, comme ils firent encore plus tard, particulièrement en 1662⁽⁷⁾. Enfin un acte émané de la première assemblée que Berkeley convoqua, et les instructions mêmes que ce personnage apporta d'Angleterre, témoignent de la convocation usuelle d'assemblées législatives⁽⁸⁾.

Ainsi se perpétua, sans interruption notable, ce privilège ou ce droit de légiférer pour eux-mêmes, qui paraissait aux colons le plus important de tous les droits, et qui, plus que tout autre, contribua à la prospérité de la colonie sous la domination anglaise, avant de servir, de la manière la plus directe, à renverser cette domination.

(1) Sur la fin du règne de Jacques I^{er}, voy. ci-dessus p. 38-39.

(2) Marshall, 64-66; Story, I, 23; Sparks, II, 387. Hough paraît être du même avis que les auteurs précités. Voy. II, 422-423.

(3) Bancroft, I, 195-197 et 201.

— Comp. ci-dessus, pag. 38-39.

(4) Bancroft, I, 196-197.

(5) Bancroft, I, 199.

(6) *Ibid.*, I, 200.

(7) *Ibid.*, II, 200.

(8) Bancroft, I, 199.

Ce n'est pas à dire que l'existence des assemblées de la Virginie ne fut jamais menacée. Il arriva maintes fois qu'elles se mirent en lutte contre le gouvernement de la métropole. Si des subsides exagérés étaient réclamés, l'établissement demandé de quelque mode trop rigoureux de payer les impôts, des règlements de commerce trop durs envoyés par lui, l'application des lois faite par les gouverneurs d'une main trop lourde, un acte vexatoire quelconque accompli par eux, elles élevaient les réclamations les plus énergiques. Les gouverneurs se plaignaient souvent d'elles, et fréquemment les dissolvaient⁽¹⁾. Il n'est guère douteux que la métropole ne les ait souvent jugées importunes et n'ait eu quelque envie de les supprimer. A peine voit-on qu'à de rares sessions elles se soient montrées trop complaisantes ou trop dociles. D'ordinaire le moindre empiétement sur les droits des colons les trouvait prêtes et bientôt occupées à la résistance. Ce fut particulièrement dans cette période où la maison de Hanovre aggrava jusqu'à l'excès sa politique commerciale, que la lutte devint ardente entre elles et la métropole. Ici il faudrait trop citer. A chaque page de l'histoire de la colonie est la trace certaine de ces querelles constantes. Auparavant, sans doute, et de bonne heure, des partis avaient existé sur le sol même de la Virginie. Au moment de la mort de Charles I^{er}, quelques personnes y présentaient déjà des tendances démocratiques⁽²⁾. La faveur du Long Parlement et du Protecteur rendit plus puissant le parti, encore peu nombreux, qui se serait à merveille accommodé, et pour la métropole et pour la Virginie, d'un gouvernement républicain. Mais la majorité considérable que formaient les amis de la royauté recevait, au même temps, dans ses rangs les royalistes chassés d'Angleterre par la persécution. A la restauration de Charles II, cette majorité, jusqu'alors réservée et prudente, reprit la direction effective des

⁽¹⁾ Voy., à titre de simples exemples, Bancroft, II, 29-30; Washington Irving, *Life of Washington*, I, 323-324. — ⁽²⁾ Voy. Bancroft, I, 224.

affaires, et la rendit oppressive. Le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif molestèrent, à l'envi, la minorité que la métropole ne soutenait plus. La domination abusive d'une législature qui dura sans renouvellement près de dix-huit ans, et la révolte sanglante de Bacon furent les principaux incidents de cette ère de discorde intestine⁽¹⁾. Cependant peu à peu l'accalmie se fit, et, comme ils s'étaient unis jadis, les colons s'unirent de nouveau pour imposer au gouvernement anglais le respect de leurs privilèges et de leurs droits. L'union devint de jour en jour plus étroite et plus forte. Ce furent les rigueurs de la maison de Hanovre qui y mirent le sceau. Dès lors l'heure était passée d'essayer avec succès une diminution des libertés publiques. Les colons avaient une si longue habitude de participer à leur propre gouvernement; les théories et les délibérations politiques leur étaient si familières; si souvent ils avaient avec énergie protesté contre l'oppression, et combattu celle-ci par leurs lois; leur nombre était devenu si considérable, leurs établissements agricoles si importants, leur soumission à la métropole si peu différente de la simple déférence et du bon vouloir, et leur résolution si ferme de garder une condition voisine de l'indépendance !

C'est un sujet intéressant de suivre, dans ses progrès successifs, cet amour d'une véritable autonomie que toute nouvelle exaction de la maison de Hanovre rendait plus vif et plus énergique, en vérité, chez les habitants de tous les établissements de l'Amérique anglaise, qui s'affranchirent à la fin du xviii^e siècle. Il sera traité ailleurs⁽²⁾. Ici l'on ne trouvera qu'un petit nombre d'exemples empruntés à des périodes diverses de son histoire, qui suffiront à montrer avec quelle vigueur la Virginie, elle, laissait éclater ce sentiment. Elle en offrit les premières manifestations presque au

⁽¹⁾ Marshall, 131-132, 159-163; 138; Laboulaye, I, 96-97, 108-109.
 Bancroft, II, 188-193, 200-209, 214-234, 242-249; Murray, I, 134-
⁽²⁾ Voy. ci-après, partie I du livre II.

temps des chartes de 1609 et de 1611, et de la constitution de 1621 ⁽¹⁾. Dès 1622, la première assemblée convoquée par Berkeley proclamait la nécessité de la liberté commerciale, déclarant que cette liberté « est le sang et la vie de l'État, » et elle demandait le maintien de la législature coloniale, les gens qui connaissaient le pays paraissant « plus propres à prescrire les mesures utiles que ceux qui seraient assis au gouvernail en Angleterre ⁽²⁾. » Lorsque la flotte du Long Parlement, au cours de l'année 1652, eut raison de la résistance des colons, ce ne fut pas sans une transaction expresse, où la colonie stipula que « le peuple de la Virginie aurait les libertés des sujets libres de l'Angleterre; qu'il pourrait, comme jadis, confier ses affaires à sa propre assemblée législative; qu'il ne verrait pas sa fidélité mise en question pour le passé; et qu'il aurait les privilèges commerciaux dont jouissait la métropole ⁽³⁾. » Au commencement du XVIII^e siècle, le gouverneur Nicholson représentait ses subordonnés comme imbus de « notions et de principes républicains, qui devraient être corrigés et abaissés à temps ⁽⁴⁾. » Vers 1730, les membres de l'assemblée ne craignaient pas « de parler, sans respect, du gouvernement du roi, » et de l'aveu des royalistes eux-mêmes, la foule estimait « l'amitié pour le gouverneur incompatible avec l'intérêt du pays ⁽⁵⁾. » « La Virginie, jadis une province bien réglée, écrivait, vers 1748, l'évêque de Londres au conseil anglais des colonies, n'a rien tant à cœur que d'amoindrir l'influence de la couronne ⁽⁶⁾. » On peut voir, dans l'historien Bancroft, des appréciations curieuses sur le mouvement constant, plus fort chaque jour, qui, vers 1754, continuait d'entraîner cette province à l'indépendance locale ⁽⁷⁾. Enfin dans l'année 1763, à

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 29-31.

⁽²⁾ Bancroft, I, 204.

⁽³⁾ Bancroft, I, 223-224; Murray, I, 131-132; Hough, II, 423; Laboulaye, I, 95-96. Comp. Bancroft, I, 200-209, 227-242; Murray, I, 134-135.

⁽⁴⁾ Murray, I, 142; Laboulaye, I,

110-111.

⁽⁵⁾ Bancroft, III, 396.

⁽⁶⁾ Bancroft, IV, 39.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, IV, 133-136.

la veille de la lutte suprême qui fit l'émancipation, plaidant un procès qu'il gagna, où la partie adverse invoquait le veto opposé par le roi à un acte récent de l'assemblée coloniale, un jeune avocat destiné à devenir célèbre, Patrick Henry, ne craignait pas de s'écrier : « Un roi qui annule ou désavoue des lois d'une nature aussi salubre, de père de son peuple dégénère en tyran, et perd tout droit à l'obéissance. » Puis, il conjurait le jury de donner au demandeur, et aux gens portés à imiter ce dernier, une leçon, qui leur enlevât l'audace « de contester la validité de lois revêtues du seul caractère authentique, propre à donner force au droit pour le gouvernement de cette colonie, l'adhésion des représentants légitimes de celle-ci, unis au conseil et au gouverneur ⁽¹⁾. »

Cependant, malgré les actes tyranniques ou arbitraires que le gouvernement de la métropole se permit parfois contre elle, et en dépit des divisions intestines qui parfois la désolèrent, la Virginie ne cessa de voir sa population s'accroître, d'étendre ses établissements, même de développer son agriculture et son commerce. Dans la seule année 1627, 1,000 émigrants arrivèrent. Au début de la guerre civile, dont l'exécution de Charles I^{er} fut le plus tragique incident, les colons étaient près de 20,000. Ils furent 30,000 avant la restauration des Stuarts. Leur nombre, après avoir atteint 40,000 en 1671, dépassa 50,000 en 1688, 60,000 en 1703, sans doute de beaucoup 100,000 en 1749. Il atteignit, en 1755, 168,000 pour les blancs seuls, 116,000 pour les noirs, et dut s'élever fort au-dessus, avant la déclaration d'indépendance. Dès 1649, les établissements agricoles couvraient un espace de 100 milles ⁽²⁾ sur les bords du fleuve James, et s'étendaient, pour la plupart, à 200 yards ⁽³⁾ du fleuve ⁽⁴⁾. En 1732, tout le pays était

(1) Bancroft, V, 171-175. Wirt, *Life of Patrick Henry*, éd. de 1873 (25*), 41-48.

(2) Le mille anglais vaut 1 kilomètre 60 mètres.

(3) Le yard anglais vaut 91 centimètres.

(4) Murray, I, 128. L'un des ouvrages cités par cet auteur est : *Le voyage d'un*

habité, entre les fleuves James et Potomac, jusqu'au monts Alléghany. En 1744, la colonie n'hésitait pas à acquérir des Indiens des Six Nations, à l'ouest et au nord-ouest de ces monts, toutes les terres sur lesquelles ils prétendaient avoir droit, à vrai dire, une région d'une étendue indéfinie ⁽¹⁾.

Les luttes politiques dont la métropole était le théâtre sanglant, en particulier celles où Charles I^{er} et Montmouth perdirent la vie, contribuèrent singulièrement, à coup sûr, à cette augmentation constante du nombre des colons et à l'extension du territoire de la colonie. Mais rien n'y servit autant que la facilité relative avec laquelle les terres, après la dissolution de la compagnie de Londres, furent données ou vendues, l'admirable fécondité du sol pour la culture du tabac, et l'accroissement ininterrompu, en Europe, du nombre des fumeurs et des priseurs. Dès 1649, la colonie produisait du blé en abondance; le tabac y était et y demeura cependant la culture prépondérante, continuant toujours d'y occuper presque tous les colons, malgré les essais que le gouvernement de la métropole fit, à diverses reprises, d'y développer la recherche du fer, la production des mûriers, des vers à soie, et de la soie elle-même. La Virginie et sa voisine, la colonie du Maryland, fournissaient, ou peu s'en fallait, tout le tabac que demandait la consommation de l'Europe. De 1744 à 1746, elles en envoyèrent à la métropole 40 millions de livres, dont 30 furent réexportés. De 1766 à 1769, les envois qu'elles en firent, atteignaient une valeur annuelle et moyenne de 768,000 livres sterling, tandis que celle de tout le tabac venu de l'Amérique du Nord ne dépassait pas 782,000 ⁽²⁾. Dans les deux colonies, la précieuse plante

Français exilé pour sa religion, 62-65. —

Au même temps, on voyait, paraît-il, dans la colonie, 20,000 têtes de bétail, 3,000 moutons, 5,000 chèvres, une quantité innombrable de porcs et de vo-

lailles, 200 chevaux et juments de race excellente. — *Ibid.*, I, 128.

¹⁾ Bancroft, III, 455.

²⁾ Murray, I, 332-333.

était la monnaie légale qui servait à payer les dettes privées, les amendes, les frais de justice, les impôts, les traitements des fonctionnaires ⁽¹⁾. Si parfois l'excès de la production créa des crises par la baisse immodérée des prix, et si l'application presque générale des habitants à un seul mode de culture les obligeait à faire venir de la métropole un nombre trop grand d'objets de consommation, cependant le tabac fut presque toujours la source de richesses considérables. La Virginie laissait le commerce proprement dit aux mains des représentants de maisons anglaises, et elle n'avait ni dettes, ni banques, ni papier monnaie ⁽²⁾.

Telle est, réduite à ses traits essentiels, l'histoire de la Virginie. Aucun des détails qui viennent d'être rapportés, ne doit sembler indigne d'attention, car cette première colonie fut véritablement le modèle sur lequel les autres se formèrent ⁽³⁾. Elles virent, par son exemple, combien d'efforts la colonisation pouvait exiger pour devenir efficace, les dangers qu'offrait la recherche de l'or, l'utilité que présentaient le régime de la propriété privée et l'exploitation des richesses naturelles du sol, les services indispensables que rendrait une milice habilement organisée, le prix qu'il convenait d'attacher aux libertés publiques, et, en particulier, à l'usage des assemblées de représentants du peuple, enfin la prospérité durable, qui devait, après peu d'années, couronner l'activité de tout un peuple de colons, ordonnée avec sagesse, et maintenue avec persévérance, sous un gouvernement bien adapté aux vœux et aux besoins du pays. Ainsi, avant de leur fournir, à l'heure du péril commun, dans la guerre de l'indépendance, quelques-uns

⁽¹⁾ Bancroft, III, 396; Wirt, *loc. cit.*, 41-48; Laboulaye, I, 77-78.

⁽²⁾ Murray, I, 332; Bancroft, III, 396. De 1766 à 1769 notamment, les exportations de la Virginie et du Maryland paraissent avoir atteint, en moyenne, chaque

année, la valeur de 1,040,000 livres sterling, tandis que leurs importations ne dépassaient pas 865,000. Murray, I, 333, extrait de l'*American traveller*, Londres, in-4°, 1769.

⁽³⁾ Story, I, 21.

de leurs défenseurs les plus habiles⁽¹⁾, la Virginie avait révélé aux autres colonies la plupart des institutions, des coutumes et des lois, où elles trouvèrent la force et l'abondance.

CHAPITRE III.

COLONIE DU MASSACHUSETTS-BAY ⁽²⁾.

En 1618, la compagnie de Plymouth ⁽³⁾ vivait encore sous le régime de la charte de 1606, depuis longtemps remplacée, pour la compagnie de Londres, par les chartes différentes de 1609 et de 1611 ⁽⁴⁾. Elle n'avait fondé aucun établissement durable. De courts voyages où ses agents exploraient quelques points du littoral de l'Amérique du Nord, et achetaient des pelleteries aux indigènes; divers accidents qui, à plusieurs reprises, empêchèrent de petits groupes de colons d'aborder au Nouveau Monde; l'existence éphémère, sur les rivages du Maine, d'une agglomération d'Européens, dont le séjour ne dépassa pas une année; tels étaient les seuls événements qui eussent signalé sa carrière. Le découragement, et, sans doute, la pauvreté relative de ses membres, tous habitants de la province, paraissaient l'avoir détournée plus

⁽¹⁾ Notamment Washington, Patrick Henry, Jefferson, Madison, Monroe.

⁽²⁾ Comp. Hazard, I, 434-436; Marshall, 68-112, 117-121, 127-130, 137-151, 162, 168-177, 186-188, 191-205, 207, 217-232, 252-253, 261-279, 315, 349, 358, 362, 370-380, 387-397, 401-402, 434; Story, I, 27-49; Bancroft, I, 267, 330-338, 343-353, 354-361, 364-368, 382-392, 408-418, 428-469; II, 51, 69-70, 75-93, 98-114, 120-127, 425-432, 445-449; III, 81-100, 217, 391-392, 465-466; IV, 39-40, 128-129, 148-

149, 241, 319, 415-416, 447-449, 456-460; V, 195-206, 225, 279, 308-314; VI, 13^e édit., 38, 119-125, 165, 202, 241-242, 429-430, 616; VII, 6^e édit., 101, 184-185, 701; Murray, I, 177-262, 316-333; Sparks, II, 354-366; Hough, I, 505, 611-615; Poore, I, 774-788, 921-956; II, 1888-1908; Mitchell, 162; de Tocqueville, I, 38-53; Laboulaye, I, 112-161, 183, 188, 192-209.

⁽³⁾ Voy. ci-dessus, p. 11-13.

⁽⁴⁾ Voy. ci-dessus, p. 11-27, surtout 11-12, 14-15, 19-23, 26-27.

d'une fois de tout projet de colonisation. Cependant, vers 1614, le capitaine Smith avait fait l'exploration, dressé une carte, donné des descriptions favorables de cette partie de la côte américaine que bornent le fleuve Penobscot et le cap Cod, et nommé Nouvelle-Angleterre, en signe d'admiration, la région qu'il avait parcourue. Ce fut lui qui, au prix de mille fatigues, après des vicissitudes singulières, par une propagande active, poursuivie avec une infatigable patience, rendit l'espoir et leurs anciens desseins aux membres de la compagnie de Plymouth. Il semblait appelé à diriger leurs entreprises; la compagnie lui conférait le titre viager d'amiral de la Nouvelle-Angleterre; mais une divergence d'idées religieuses devait l'empêcher de se joindre aux colons

C'était en 1618. La compagnie de Plymouth voulut avoir les mêmes privilèges que la compagnie de Londres. Elle réclama la concession d'une nouvelle charte, avec de pressantes sollicitations. Il paraît que, dès la première heure, Jacques I^{er} fut porté à céder. Où la crainte d'indisposer les associés de Londres, déjà, selon lui, trop indépendants et indociles, ne l'eût pas arrêté⁽¹⁾, une considération plus grave le fit tergiverser. La compagnie de Londres avait le monopole du commerce d'une partie considérable du continent américain⁽²⁾; la compagnie de Plymouth désirait l'obtenir pour une région d'égale étendue. Or ceux-là ne manquaient pas, en Angleterre, qui soutenaient que l'intérêt de la nation exigeait la suppression même de tout monopole commercial. Cependant les gens de Plymouth eurent le talent de gagner à leur cause, même d'associer à leur compagnie, quelques-uns des hommes les plus influents de l'époque, et, après deux années d'hésitation, le roi octroyait la charte.

L'acte est du 3 novembre 1620. Les motifs en sont remarquables : « Les gens de Plymouth ont, au prix de travaux extraor-

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 33-34.
Comp. Bancroft, I, 273; Hough, I, 611.

⁽²⁾ Voy. chartes de 1606, 1609, 1611,

dans Poore, II, 1888-1908, *passim*.
Comparez ci-dessus, p. 15, 21, 24, 26-27.

dinaires et de lourds sacrifices, cherché le lieu d'une colonisation utile. Ils ont fondé des établissements entre le 40° et le 48° degrés de latitude nord. Ils se sont assurés qu'avant eux aucun prince ou État chrétien n'occupait réellement ces parages. Réduite par d'horribles massacres, chassée par la peste, la population indigène a abandonné tout ce pays, sur lequel dès lors personne n'a droit. C'est au roi d'Angleterre que, dans sa munificence, le Tout-Puissant révèle cet abandon, avant de le laisser connaître à d'autres princes, attestant de la sorte son intention de livrer aux Anglais ces vastes et belles contrées. De son côté, le roi veut lever toute difficulté, et accroissant les privilèges de la compagnie de Plymouth, encourager une œuvre, qui tend à former une société régulière, et à développer la prospérité de l'Angleterre ⁽¹⁾. »

Ces motifs ne donneront pas tous une haute estime de la sincérité ou des lumières des gens auprès desquels Jacques I^{er} s'était renseigné ⁽²⁾; ils firent cependant créer, d'un trait de plume, au profit de quelques individus, une des associations les plus puissantes dont les annales du monde civilisé aient conservé le souvenir. Au bourg de Plymouth, dans le comté de Devon, sous le nom de « conseil pour coloniser, régir, ordonner et gouverner la Nouvelle-Angleterre, en Amérique, » était formée une corporation politique de quarante personnes ⁽³⁾. De ses membres, huit seulement appartenaient à la roture; encore de ces derniers l'un exerçait les fonctions de doyen d'Exeter, un autre celles de conservateur des actes de la cité de Londres, et trois portaient les noms fort connus

⁽¹⁾ L'acte, dans Poore, I, 922 et 931. Le roi s'y donne, avec d'autres titres, ceux de roi de France et de défenseur de la Foi, qui paraissent avoir été de style dans toutes les patentes ou chartes de colonisation qu'accordèrent les Stuarts et les princes de la famille de Hanovre: à titre d'exemples, voy. encore chartes

du Maryland de 1632, du Connecticut de 1662, du Massachusetts-Bay de 1629 et de 1691, de la Géorgie de 1732, dans Poore, I, 252, 369, 809, 932, 942.

⁽²⁾ Voy. ci-dessus, *Introduction*, p. xiii-xxvii, passim; surtout xii-xiii, xvii-xx, xxiii-xxiv, xxx-xxxiii, xxxv-xxxvi.

⁽³⁾ L'acte, *loc. cit.*, I, 923.

de Drake, Gilbert et Argall⁽¹⁾. Parmi les nobles, on trouve le duc de Lennox, lord intendant, et le comte de Pembroke, lord chambellan de la maison du roi, le grand amiral, marquis de Buckingham, le comte Henry de Southampton et lord Zouch, membres du conseil privé, le marquis d'Hamilton, les comtes de Bathe, de Salisbury et de Warwick. Même des simples chevaliers ou barons, quatre s'appelaient Gorges, Seymour, Popham et Gates⁽²⁾. Les membres du conseil choisissaient leur président⁽³⁾; leur nombre ne pouvait dépasser quarante⁽⁴⁾; les membres défunts étaient remplacés par cooptation⁽⁵⁾. Investi d'un pouvoir presque souverain, ce conseil obtenait du roi le droit de se choisir des sceaux⁽⁶⁾, et, avec la personnalité civile⁽⁷⁾, il recevait la propriété absolue du sol⁽⁸⁾, le droit exclusif d'autoriser la résidence⁽⁹⁾, le monopole du commerce⁽¹⁰⁾, le droit exclusif de pêche⁽¹¹⁾, le pouvoir législatif⁽¹²⁾, le pouvoir exécutif⁽¹³⁾, et le pouvoir ou l'autorité judiciaire⁽¹⁴⁾, dans toute la région que bornent à l'est l'océan Atlantique, à l'ouest la mer Pacifique, au nord et au sud le 48° et le 40° degrés de latitude nord⁽¹⁵⁾. Spécialement une seule réserve limitait l'attribution du pouvoir législatif : les lois faites par le conseil ne devaient pas être contraires aux lois et aux statuts de la métropole⁽¹⁶⁾. D'autre part, dans l'exercice du pouvoir exécutif, le gouverneur, nommé par le conseil, avait l'autorisation d'appliquer la loi martiale en cas de révolte, d'émeute, d'insurrection, comme les lieutenants du roi sur le territoire de la métropole⁽¹⁷⁾. Sans doute, la charte

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 6, 14, 30.

⁽²⁾ L'acte, *loc. cit.*, I, 923, et ci-dessus, p. 10, 14, 23, 26-27, 30.

⁽³⁾ *Ibid.*, *loc. cit.*, I, 924.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, I, 923.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, I, 923-924.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, I, 924-925.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, I, 923-924.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, I, 922, 925, 926, 927, 928, *passim*.

⁽⁹⁾ L'acte, *loc. cit.*, I, 927-928.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, I, 925-928, *passim*.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, I, 926.

⁽¹²⁾ *Ibid.*, I, 925.

⁽¹³⁾ *Ibid.*, I, 925.

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, I, 925.

⁽¹⁵⁾ *Ibid.*, I, 922.

⁽¹⁶⁾ *Ibid.*, I, 925.

⁽¹⁷⁾ *Ibid.*, I, 925.

recommandait de distribuer des terres aux simples colons, eu égard aux services rendus, aux exploits accomplis, aux dangers courus ⁽¹⁾. Elle conservait encore, pour eux et leur postérité, aux sujets du roi qui se rendraient à la colonie, le droit aux franchises et aux immunités des libres citoyens du Royaume ⁽²⁾. Mais elle se préoccupait davantage et de prévenir ou de réprimer la violation des contrats d'engagement, surtout l'insubordination ou la fuite des gens engagés, l'oubli de la déférence due au conseil, la divulgation mensongère de bruits nuisibles à la colonie ⁽³⁾, et d'interdire l'accès de la Nouvelle-Angleterre aux personnes soupçonnées de partager « la superstition de l'Église de Rome ⁽⁴⁾. » A vrai dire, elle laissait les colons ordinaires soumis, en Amérique, à une puissance arbitraire ⁽⁵⁾.

De si vastes possessions, qui englobaient, dans un espace de beaucoup supérieur à 1 million de milles carrés, la moitié du territoire actuel des États-Unis, et pouvaient contenir plus de 200 millions d'habitants ⁽⁶⁾, ne reçurent pas un colon du conseil de Plymouth. Déjà la compagnie de Londres, absolument transformée, donnait de grandes libertés aux immigrants ⁽⁷⁾. Cependant l'autre, presque uniquement composée de seigneurs, dont la plupart ne devaient guère se soucier de quitter leurs châteaux et leurs hauts emplois, se faisait octroyer une charte nouvelle où rien n'était pour attirer à la Nouvelle-Angleterre ces immigrants auxquels la Virginie offrait les promesses les plus séduisantes ⁽⁸⁾. En vérité, on serait disposé à croire que bientôt les desseins de colo-

⁽¹⁾ L'acte, *loc. cit.*, I, 927.

⁽²⁾ *Ibid.*, I, 930.

⁽³⁾ *Ibid.*, I, 929. Comp. ci-dessus, p. 26-27.

⁽⁴⁾ L'acte, *loc. cit.*, I, 928. C'est ainsi que l'acte qualifie une religion qui avait été, plusieurs siècles durant, celle du royaume.

⁽⁵⁾ Comp. sur la charte, Marshall, 83 84; Story, I, 34; Bancroft, I, 272-273; Murray, I, 180-181; Hough, I, 611; Laboulaye, 143-144.

⁽⁶⁾ Voy. ci-dessus, p. 56.

⁽⁷⁾ Voy. ci-dessus, p. 29-31.

⁽⁸⁾ Voy. ci-dessus p. 27-32.

nisation lui parurent indignes d'attention, auprès de l'entreprise, qui semblait plus aisée, de battre monnaie au moyen de ses forêts maritimes et de ses pêcheries singulièrement fréquentées. A coup sûr, des grands pouvoirs qu'elle avait obtenus, elle n'exerça que deux, sans succès d'ailleurs, le monopole du commerce et le droit exclusif de pêche. Ce fut la principale cause de sa perte.

Les pêcheurs anglais se rendaient nombreux, chaque année, aux côtes de la Nouvelle-Angleterre. D'autres sujets du roi y allaient chercher les bois de construction, qui y abondaient. L'émoi fut grand à la Chambre des communes, quand on apprit que la fortune de tant de personnes dépendrait du bon plaisir d'une association de quarante gens de qualité. « Il était intolérable que des citoyens du royaume fussent soumis à un pareil régime⁽¹⁾. » La lutte éclata aussitôt, âpre et pressante. Les représentants du peuple contestèrent d'abord la légalité de la charte. Puis, dans la session de 1624, ils votèrent une loi qui autorisait tous les nationaux à fréquenter les pêcheries et à exploiter les forêts américaines du conseil de Plymouth. Mais, le roi refusant de l'approuver, la querelle fut renouvelée pour durer jusqu'au jour où la charte cessa d'être invoquée. Le peuple lui-même eut raison de celle-ci. Tandis qu'à la Chambre des communes les réclamations succédaient aux réclamations, les pêcheurs et les marchands de bois continuaient obstinément leurs expéditions. En vain le conseil de Plymouth se plaignait. Vainement il chargeait divers agents de défendre ses droits. En vain il obtenait du roi des proclamations et des arrêtés favorables. Rien n'aurait pu mettre fin aux empiètements, sinon une force armée que le conseil n'avait pas, et que le roi sans doute ne voulait pas employer. Trente-cinq navires anglais allèrent aux pêcheries en 1622, et quarante-cinq en 1623. Bientôt le conseil estima ses prétentions chimériques. Comme il ne désirait

⁽¹⁾ Marshall, 84; Bancroft, I, 324.

ou ne pouvait coloniser à ses propres frais, il se prit à vendre quelques parties de ses vastes domaines aux gens de bonne volonté qui, à leurs risques et périls, s'y étaient déjà fixés, ou projetaient de s'y installer. Ces ventes mêmes ne le satisfirent point. Quelques-uns des associés se retirèrent de la compagnie. Les autres, au mépris des droits qu'elle avait concédés, formèrent des lots de tout le pays que bornent l'Acadie et le fleuve Hudson, et les mirent au sort entre eux, pour essayer d'en tirer individuellement parti; puis, avec l'espoir de voir confirmée par le roi cette distribution qui leur partageait la propriété du sol et les pouvoirs du gouvernement, ils rendirent la charte à la couronne en 1635. Ainsi se dissolvait d'elle-même la puissante compagnie, après avoir été, trente années durant, investie de pouvoirs considérables dont elle ne sut pas user, après avoir formé de grands projets qu'elle n'eut pas la persévérance de mener à terme, et après avoir commencé quelques travaux dont aucun ne fut couronné d'un succès durable.

Quelques années avant cette dissolution, la seconde colonie anglaise de l'Amérique du Nord s'était élevée, sans le secours effectif du roi, sinon par les soins, du moins sur le territoire même et avec l'autorisation des gens de Plymouth.

On sait que la réforme engendra promptement en Angleterre plusieurs sectes, qui rivalisaient d'intolérance, poussant celle-ci, quand elles le pouvaient, jusqu'à la persécution la plus vive. Tolérer l'erreur leur paraissait être la subordination du christianisme à de simples intérêts temporels; et les persécutés condamnaient moins la persécution que l'erreur des persécuteurs. La secte que les vexations de l'église anglicane officielle, longtemps omnipotente, atteignirent d'abord, fut celle des puritains, ennemis soit de la hiérarchie ecclésiastique, soit de la pompe du culte, et plus encore que ne l'étaient les autres protestants, amis de la liberté de la pensée et de la parole en matière religieuse, même, par voie de

conséquence, disaient leurs adversaires, en matière politique. Un groupe peu nombreux, fondé en 1580, et nommé le groupe des Brownistes, du nom de Brown, son fondateur, formulait la doctrine de la secte avec une énergie toute particulière, et en faisait l'application la plus rigoureuse. Il sembla mériter une violence exceptionnelle dans la répression, si bien qu'après plusieurs années de souffrances, les premiers de tous les dissidents, la plupart de ses membres résolurent, vers 1608, de chercher un refuge hors de leur pays. On les voit s'installer successivement à Amsterdam et à Leyde, puis, vers 1617, pour conserver plus facilement leur langue et leur nationalité, former le projet d'établir une colonie sur le sol de l'Amérique, où ils pensent recouvrer la protection de la métropole, en contribuant à étendre les possessions anglaises. Ils cherchent, « avec la gloire de Dieu et le progrès de la Foi chrétienne, l'honneur du roi et du pays ⁽¹⁾. » Le lieu choisi est le territoire de la compagnie de Londres. Des négociations s'engagent avec celle-ci. Elle accorde, en 1614, une large concession de terres. Mais le roi Jacques, sollicité de garantir aux émigrants la liberté religieuse, refuse toute promesse formelle, et se borne à laisser espérer la tolérance du gouvernement. Peu rassurés sans doute, les Brownistes projettent alors de s'établir sur les bords de l'Hudson ⁽²⁾. Des secours sont demandés à la compagnie hollandaise des Indes occidentales, dont les membres ne les veulent octroyer que si les États généraux promettent de défendre, envers et contre tous, les établissements projetés. Les États craignent de s'engager à ce point ⁽³⁾. Enfin ce sont des marchands de Londres qui fournissent des subsides, aux termes d'un traité d'association, où une clause, singulièrement imprudente, même pour cette époque, stipule une communauté temporaire des biens et des profits ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Voy. la convention du 11 novembre 1610, dans Poore, I, 931.

⁽²⁾ Comp. *Introduction*, p. xxx-xxxv.

⁽³⁾ Comp. *Introduction*, p. xx-xxxiii.

⁽⁴⁾ Voy. ci-dessus, p. 17-18, 27-28,

33.

C'est ainsi que les émigrants puritains, les pèlerins, pour les appeler comme faisaient leurs contemporains, vont pouvoir entreprendre l'exécution de leur dessein.

Le 6 septembre 1620, deux mois avant la promulgation de la seconde charte de la compagnie de Plymouth, l'expédition composée de quarante et un hommes et de leurs familles, en tout, de cent personnes, quitta, pour les bords de l'Hudson, le port de Plymouth même, dans lequel elle avait relâché. Le mauvais temps, ou peut-être la ruse du capitaine du navire, Hollandais de naissance, désireux d'épargner toute rivalité à ses compatriotes qui colonisaient la région voisine de l'Hudson⁽¹⁾, fit atterrir les pèlerins sur les côtes du Massachusetts, près du cap Cod. Là, le 11 novembre 1620, au moment de débarquer, les quarante et un chefs de famille signèrent une convention, demeurée célèbre. Aux termes de cet acte fort court, qui appartient réellement au droit public des colonies anglaises d'Amérique, les pèlerins se formaient, pour les besoins de leur gouvernement, en un corps ou une corporation politique dont les membres promettaient obéissance aux lois équitables que la corporation édicterait, et aux fonctionnaires qu'elle établirait, en vue du bien général de la colonie⁽²⁾.

On a fort discuté sur la nature de cette convention. L'illustre Story lui-même paraît y avoir vu un véritable contrat social⁽³⁾. C'était beaucoup moins. Les pèlerins ne se proposaient pas de créer une société qu'ils avaient apportée toute formée par la nature. Ils organisaient un gouvernement⁽⁴⁾; mais, en l'organisant, ils donnaient le premier exemple que l'Amérique du Nord ait eu sur son territoire, d'une constitution faite de toutes pièces par tous les hommes qui devaient d'abord lui obéir. L'acte du 11 novembre 1620 fut, au moins en Amérique, suivant les expressions de l'his-

(1) Voy. ci-dessus, *Introduction*, p. xxx-xxxiii.

²⁾ L'acte, dans Poore, I, 931; Marshall,

80; Bancroft, I, 309; Hough, I, 611.

(3) Story, I, 29.

(4) Laboulaye, I, 133-136.

torien Bancroft, « la naissance de la liberté constitutionnelle populaire ⁽¹⁾. »

Que pouvait être, et que fut le gouvernement aussitôt mis en exercice, sinon une pure démocratie ? Les pèlerins n'avaient parmi eux ni chef guerrier, ni grand seigneur. La naissance, la persécution, les souffrances et la pauvreté les rendaient égaux. Ils promettaient obéissance aux lois qu'eux-mêmes auraient composées, et aux fonctionnaires qu'ils auraient nommés. Tous se mirent à délibérer sur les affaires de la colonie, participèrent à la composition des lois, et créèrent un gouverneur électif, auquel ils fournirent, dans ses fonctions, l'assistance, d'abord d'un second ou lieutenant, puis, d'un conseil qui se composa successivement de cinq et de sept membres.

Ce n'est pas au lieu où les pèlerins débarquèrent que ce gouvernement fut d'abord appliqué. Après quelques explorations, les immigrants s'établirent, le 11 décembre 1620, sur la côte occidentale de la baie du cap Cod, presque en face de l'extrémité du cap. Ils donnèrent à l'agglomération qu'ils y formèrent, le nom de Nouveau-Plymouth, en souvenir du port d'Angleterre où ils avaient relâché. Quelques groupes de colons détachés de cette agglomération, et d'autres petites troupes de Brownistes, venues de la métropole après la première, fondèrent bientôt, çà et là, de nouveaux établissements. Le premier bourg leur servit de capitale, et le nom même de colonie du Nouveau-Plymouth désigna, avec la capitale, les agglomérations secondaires qui dépendaient de celle-ci. A toutes s'étendit le système d'administration qu'avait créé la convention de 1620. Il demeura sans aucune modification jusqu'au jour où le nombre et la dissémination des habitants firent remplacer par une assemblée représentative les comices du peuple entier. Puis, ainsi modifié, les colons composant leurs lois par

(1) Bancroft, 1, 310.

leurs mandataires électifs, et continuant d'élire leurs fonctionnaires, il dura sans désordre, autant que la colonie eut une existence distincte.

Cette grande indépendance reçut l'approbation d'un corps constitué, qui n'avait pas qualité pour l'approuver. Les pèlerins ne tardèrent pas à apercevoir qu'ils étaient dans les limites du territoire de la compagnie de Plymouth. A leur demande, par des actes de 1621, 1623, 1626 et 1629, celle-ci leur concéda toutes les terres sur lesquelles ils avaient déjà pris demeure, ou conçu le dessein de s'établir. En général, les actes de concession furent rédigés au nom de quelques-uns des colons, ou de leurs amis de la métropole. On y lisait pourtant que les associés des ayants droit nommés pourraient se prévaloir des privilèges de ces derniers. Or, à vrai dire, dans la colonie du Nouveau-Plymouth, tous les colons avaient la qualité d'associés. Au fond, c'étaient eux qui demandaient, et de simples agents qui obtenaient les concessions de terres. Un représentant infidèle, déjà nommé dans un acte de concession du 1^{er} juin 1621, obtint, en 1623, une nouvelle patente, de laquelle il prétendit user pour revendiquer la colonie entière; mais sa prétention ne fut qu'un accident sans portée : des tempêtes qui, par deux fois, l'empêchèrent d'aborder au continent américain, le découragèrent de telle sorte qu'au prix de 500 livres il revendit son titre au conseil de Plymouth. A supposer, d'ailleurs, que disputer au corps même des colons le bénéfice des actes de concession eût été auparavant une démarche justifiable, la contestation cessa d'être permise en 1640. Le 2 mars de cette année, Bradford, l'un des signataires de la convention de 1620, et le seul personnage nommé dans l'acte de 1629, céda à la colonie, dont il était alors le gouverneur, tous les privilèges qui dérivait de cet acte. Généralement encore, les patentes de concession faisaient une simple attribution de la propriété du sol. Il n'en fut pas ainsi de l'acte de 1629. De ce dernier les colons recevaient, par une cession défini-

tiye, avec trois comtés de l'État actuel du Massachusetts, Plymouth, Bristol et Barnstable, et une certaine étendue de terres sur les bords du fleuve Kennebec, tous les pouvoirs nécessaires pour le gouvernement de la colonie. C'était la confirmation, au moins implicite, de la convention du 11 novembre 1620. Rien de plus légitime que cette translation de la propriété du sol : la charte donnée, en 1620, au conseil de Plymouth, la permettait⁽¹⁾. Rien de plus irrégulier que cette délégation irrévocable de la puissance politique : la charte de 1620 confiait le gouvernement de la Nouvelle-Angleterre aux seuls associés de Plymouth⁽²⁾. Ceux-ci pouvaient, à la vérité, le mettre aux mains de leurs propres agents ou représentants, par un mandat essentiellement destiné à prendre fin, si le titre des mandants venait lui-même à être annulé; mais ils ne considéraient pas les pèlerins comme leurs agents, et ils allaient bientôt rendre leur propre titre au roi⁽³⁾. Avant cette reddition, à plus forte raison après, le roi seul eût pu autoriser le système politique sous lequel vivait la colonie du Nouveau-Plymouth. A plusieurs reprises, sollicité d'octroyer une charte qui le confirmât pleinement, il ne consentit jamais à la donner.

De la condition où la Virginie se trouvait alors, à celle des pèlerins, la différence était grande, puisque les colons de la Virginie n'avaient point de part à la puissance exécutive⁽⁴⁾. Doit-on juger étonnant que le souverain ne fût guère pressé de garantir aux pèlerins des privilèges dont quelques-uns n'appartenaient même pas à cet autre corps de colons d'une orthodoxie certaine et de tendances politiques moins suspectes? On aurait plus de motifs de trouver étrange sa tolérance pour une condition à laquelle il refusait toute approbation officielle. Au moins jusqu'à 1684, la couronne ne se permit vraiment qu'une seule entreprise sur l'indépendance de la colonie puritaine; encore fut-ce une simple

(1) Voy. ci-dessus, p. 56, et note 8.

(3) Voy. ci-dessus p. 54, 59-61.

(2) Voy. ci-dessus, p. 56-57, et les notes.

(4) Voy. ci-dessus, p. 15, 23, 27, 29-33.

démarche sans effet. Vers 1665, Charles II faisait prier les habitants de renoncer à l'usage de nommer eux-mêmes leur gouverneur : ils présenteraient trois candidats, parmi lesquels le roi choisirait. En retour de ce sacrifice, une charte était offerte, qui devait valider leurs autres coutumes. Après mûre réflexion, non sans protester de leur fidélité, ni sans remercier le roi, ils demandèrent de demeurer ce qu'ils étaient ; et la négociation ne fut pas renouvelée.

En particulier, sous Charles II, si les pèlerins furent ménagés, ils ne le furent pas pour avoir, de leur plein gré, proclamé, comme ils le firent, le roi à sa restauration. D'autres colonies, qui ne firent pas autrement, furent autrement traitées⁽¹⁾. Une autre raison paraît seule pouvoir expliquer cette indifférence, ou cette négligence du gouvernement anglais, à laquelle les libertés du Nouveau-Plymouth durent de subsister si longtemps : la colonie ne semblait mériter, par le nombre de ses habitants, ni des querelles judiciaires ni des actes de violence. Suffisante au temps de Charles II, cette raison l'aurait été sous le Long Parlement et le Protectorat, à supposer que les idées religieuses et les tendances politiques des pèlerins n'eussent pas eu alors la faveur du pouvoir. Elle l'aurait été bien davantage sous Charles I^{er}. Lentement et péniblement s'étaient développés les bourgs de la colonie. La rigueur exceptionnelle de certains hivers, le déplorable régime de la propriété commune, mal à propos continué quelques années durant, les différends avec les marchands associés de Londres, qui furent malaisément désintéressés, la diffusion relativement peu considérable de la doctrine des Brownistes, rendirent les débuts fort douloureux. Même, aux grandes épreuves de la première heure les essais de colonisation n'eussent pas survécu, s'ils n'avaient été l'œuvre de gens décidés à tout souffrir pour la liberté de leur religion. Puis, lorsque deux

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 40-44.

ou trois convois eurent amené tout ce qui restait, sans doute, de Brownistes en Angleterre, l'accroissement du nombre des colons ne vint guère que du développement normal de la population, qu'entravèrent parfois de nouvelles souffrances. Les colons étaient plus de 100 en 1620. Leur nombre diminua de moitié avant la fin de 1621. A peine égal à 184 vers 1624, à 300 vers 1630, il atteignit pourtant 7,000 vers 1675. Mais, quoiqu'on les vit organisés en petite armée, souvent prête ou occupée à guerroyer, les pèlerins formaient encore un peuple si peu considérable que la couronne parut le juger indigne d'attention.

Le nombre des colons ne donnait pas la mesure de l'importance politique de la colonie. Ce mince État, où dès l'origine prévalut une pure démocratie, eut une puissante influence. Ce n'était pas assez que les bourgs créés par les émigrants, qui sortaient de la première agglomération, participassent à nommer les fonctionnaires communs et à faire les lois générales de la colonie, ni même qu'appliquant au gouvernement local les principes du gouvernement central, les habitants, dans chaque subdivision organisée du territoire, élussent les fonctionnaires et fissent les règlements du lieu. On verra que des colonies, importantes et distinctes, s'élevèrent bientôt sur le sol de la Nouvelle-Angleterre auprès des établissements du Nouveau-Plymouth. Toutes façonnèrent leurs principales institutions à l'image des coutumes de ceux-ci. Une analogie certaine de doctrines religieuses, et peut-être de tendances politiques, antérieure même à la colonisation⁽¹⁾, rendit sans doute cette imitation plus facile et plus attrayante aux puritains qui peuplèrent le reste de la Nouvelle-Angleterre, qu'elle ne l'eût été à d'autres gens. Mais le plus vif encouragement dut être encore le spectacle de ce gouvernement populaire, déjà établi, dont les sujets avaient su ne pas porter jusqu'à la licence l'usage de la liberté la plus grande. Il est vrai, d'ailleurs, que les nouveaux venus appor-

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 59-60.

taient avec eux, comme les pèlerins, ces croyances sérieuses et ces mœurs sévères qui sont « les conditions essentielles de la liberté et de la démocratie ⁽¹⁾. » Cependant l'austérité toute spéciale et le caractère particulièrement religieux des pèlerins semblent leur avoir inspiré une constante émulation. Ainsi, tandis que la colonie du Nouveau-Plymouth fournissait aux colonies les plus voisines leur forme de gouvernement, elle contribuait à conserver, parmi leurs habitants, cette religion profonde et cette sévérité de mœurs, sans lesquelles « le gouvernement populaire, dénaturé par les passions mauvaises, s'abîme enfin dans l'anarchie ⁽²⁾. »

De la sorte vécut jusqu'à 1684 la colonie du Nouveau-Plymouth, libre, sinon très prospère, sous l'autorité de fonctionnaires qu'elle nommait, et de lois qu'elle composait. Le temps vint alors où la maison des Stuarts, touchant à son déclin, ne voulut plus supporter l'indépendance des autres colonies, plus jeunes, mais singulièrement plus puissantes, de la Nouvelle-Angleterre. Charles II et Jacques II les soumirent, on le verra ⁽³⁾, à une administration arbitraire, par un sort commun auquel, eux-mêmes, les enfants des pèlerins n'échappèrent point. Sans doute, comme leurs voisins, ceux-ci secouèrent le joug, dès que le renversement de Jacques II fut connu. Le 22 avril 1689, ils jetèrent en prison le représentant du gouverneur royal, et renouvelèrent, d'un accord unanime, le pacte de 1620. Mais leur autonomie touchait à sa fin : une charte de 1691 confondit leurs établissements avec plusieurs autres, sous un gouvernement commun, qui dura jusqu'à l'émancipation des États-Unis. Cette transformation sera expliquée, et l'histoire du gouvernement nouveau résumée plus loin ⁽⁴⁾.

Au début du XVII^e siècle, la persécution, jusque-là plus dure

⁽¹⁾ Laboulaye I, 142; comp. de Tocqueville, I, 41-53, et ci-après, p. 69-70.

⁽²⁾ Laboulaye, I, 142.

⁽³⁾ Ci-après, p. 79-80.

⁽⁴⁾ Ci-après, p. 88-94.

contre les Brownistes, devint assez vive contre les puritains ordinaires, pour déterminer ces derniers à chercher, en grand nombre, un refuge au Nouveau Monde : mieux valait se fier à la bonté d'un sol encore inculte, et à la protection de la Providence, que d'endurer la tyrannie certaine des lois anglaises et les sévérités de la hiérarchie anglicane⁽¹⁾. Ce fut surtout dans le sud-ouest de l'Angleterre qu'ils résolurent de désertir leur pays, principalement dans la Nouvelle-Angleterre qu'ils se transportèrent, et particulièrement de 1629 à 1640 qu'ils affluèrent en Amérique. Déjà, vers 1622, quelques-uns avaient fondé de petites agglomérations de colons sur divers points de l'État actuel du Massachusetts. Vers 1628, un nombre considérable, ceux-ci de Londres, ceux-là du Lincolnshire et d'autres parties de l'ouest du Royaume-Uni, formèrent une compagnie où ne manquaient ni le zèle religieux, ni l'activité, ni les ressources de l'éducation et de la fortune. L'objet en était d'aider, au delà des mers, à maintenir et à développer les colonies puritaines. En souvenir du lieu où elle prit naissance, l'association fut appelée compagnie de Dorchester. Sans retard elle se mit à l'œuvre : avec l'aide du comte de Warwick et de Sir Ferdinand Gorges⁽²⁾, au nom de six de ses membres, Sir Henry Roswell, Sir John Young, Thomas Southcott, Jean Humphrey, Jean Endicott et Simon Wethcomb, au profit de tous les associés des six personnages nommés dans l'acte, elle obtint du conseil de Plymouth⁽³⁾, le 19 mars 1628, la cession de toutes les terres du Nouveau Monde comprises entre deux lignes conduites de l'Océan Atlantique à la mer Pacifique, l'une à trois milles au nord de l'extrémité septentrionale du fleuve Merrimack, l'autre à trois au sud de l'extrémité méridionale du fleuve Charles et de la baie dite de Massachusetts⁽⁴⁾.

Aussitôt l'immigration se portant nombreuse et continue à cet

⁽¹⁾ Bancroft, I, 338-339.

⁽³⁾ Voy. ci-dessus, p. 11, 54-59.

⁽²⁾ Voy. ci-dessus, p. 10, 56.

⁽⁴⁾ L'acte, dans Poore, I, 932-934.

immense territoire, dont les limites embrassaient, avec d'autres vastes régions, l'État actuel du Massachusetts et des parties étendues des États du Connecticut, du Maine, du New-Hampshire et du Rhode-Island, les immigrants fondaient et développaient promptement sur le sol même de l'État actuel du Massachusetts, non loin du Nouveau-Plymouth, une colonie importante, qui eut seule, jusqu'à 1691, le nom de colonie du Massachusetts-Bay. On vit s'y rendre quelques personnes dès 1628, 300 hommes accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants en 1629, près de 1,500 immigrants en 1630, 90 en 1631, près de 250 en 1632, en 1633 vingt navires couverts de puritains, en 1634 un nombre considérable de colons, 3,000 en 1635, le même nombre dans le seul été de 1638. Avant le Long Parlement, deux cent quatre-vingt-dix-huit navires y avaient conduit 21,200 âmes et divers effets d'une valeur au moins égale à 200,000 livres sterling, 200,000 livres sterling étaient dépensées, trente ou quarante églises construites, cinquante bourgs et villages établis. Quand la persécution cessa en Angleterre, l'immigration s'arrêta⁽¹⁾; mais, sans être augmentée par celle-ci, la population du Massachusetts-Bay pouvait croître rapidement désormais. Vers 1675, la colonie comptait près de 22,000 habitants de race blanche. Des premiers bourgs fondés, Salem, Watertown, Charlestown, Roxbury, Lynn, Boston, ce dernier acquit bientôt sur les autres, par le chiffre même de sa population, une prépondérance marquée. Il devint de bonne heure la capitale du pays. Un commerce actif de poissons, de fourrures, de bois de construction, et les travaux soutenus de l'agriculture, donnèrent de véritables richesses aux colons. Sans doute une si rapide prospérité ne fut pas exempte de souffrances. Mais, au temps des épreuves les plus dures, surtout à l'arrivée des premiers puritains, la force et la consolation naquirent des sentiments où déjà les

(1) Voy. ci-dessus, p. 59-61, 67-68.

Brownistes avaient trouvé une patience infatigable⁽¹⁾. Pourquoi faut-il que l'ardeur des croyances religieuses, parfois égarée, soit allée jusqu'à créer la persécution parmi ces gens qui, en fuyant leur patrie, avaient fui la persécution même? Les querelles de religion, qui firent plus d'une victime en 1629, de 1631 à 1637, et de 1656 à 1659, affligèrent le Massachusetts de quelques-uns des chapitres les plus sombres de son histoire.

Cependant, dans l'ordre politique proprement dit, la colonie vivait sous un régime de grande liberté. Dès l'origine, les habitants élisaient leurs fonctionnaires. Ils ne permettaient à personne l'exercice des fonctions publiques à titre héréditaire, à titre viager, ni même pendant une longue durée. Ils avaient leurs milices que la loi organisait, et qui guerroyaient souvent contre les Indiens, les Hollandais et les Français⁽²⁾. Surtout, en toute matière, ils faisaient eux-mêmes leur propre législation. L'œuvre législative confiée, jusqu'à 1634, à des comices du peuple tout entier, le fut dès lors, la population devenant trop nombreuse, à une assemblée représentative recrutée par voie d'élection populaire. Elle ne cessa pas d'être accomplie avec une remarquable indépendance. A plusieurs reprises, particulièrement en 1635, 1640, 1648 et 1668, les représentants discutèrent, ou même votèrent de véritables codes. Ce n'est pas le lieu de rechercher tous les principes de droit public dont ils imaginèrent des applications variées et des formules intéressantes. Mais on ne saurait passer sous silence un acte d'une importance toute spéciale, qui, au cours de l'année 1641, transforma en lois expresses plusieurs des plus anciennes coutumes du pays. Grande y est la variété des sujets. Auprès de dispositions diverses qui réglaient notamment la liberté religieuse, le pouvoir

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 59-61, 65-66.

⁽²⁾ Voyez, à titre d'exemples, sur diverses expéditions faites ou projetées par la colonie en 1635, 1636, 1653, 1664,

1675, 1676, 1693, Marshall, 93-94, 104-107, 127, 145-146; Bancroft, II, 78, 98-110; Murray, I, 230, 239-240, 243-244.

du jury, la répression des crimes, l'organisation de la famille, la tutelle des incapables, la condition des terres et des successions, on y trouve l'indication précise des principes essentiels du système politique auquel les colons obéissaient. Ainsi le droit de réunion et de pétition devait être respecté; tous les fonctionnaires communs, gouverneur, lieutenant-gouverneur, trésorier, conseil des assistants, commandants des forces de terre et de mer, étaient élus, chaque année, par le peuple, et payés des deniers du trésor commun; les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, eux-mêmes, recevaient annuellement leurs mandats de l'élection; chaque bourg élisait ses représentants à l'assemblée législative, et les rémunérait de ses propres deniers; le mandat législatif ne devait pas dépasser une année, afin que la colonie eût « la liberté annuelle » d'adopter, sur toutes choses, le parti le plus favorable à l'intérêt général. D'autre part, à charge de ne pas transgresser les lois communes, les habitants de tout bourg étaient autorisés à pourvoir à l'administration locale au moyen de règlements, dont la violation rendait passible d'une amende au plus égale à 10 shillings, et ils confiaient le pouvoir exécutif à un corps de magistrats locaux, annuellement éligibles⁽¹⁾. C'est là « l'image la plus fidèle des principes, du caractère et de l'esprit de ce peuple, et la meilleure preuve de sa vigueur et de son autonomie⁽²⁾. » Il est aisé de voir que les colons du Massachusetts-Bay avaient emprunté les éléments essentiels de leur état politique à leurs voisins du Nouveau-Plymouth⁽³⁾.

Cet état ne subit aucune réforme considérable jusqu'aux dernières années de la dynastie des Stuarts. Ce ne fut pas, comme on verra, sans querelles ni sans menaces que le métropole le toléra si longtemps.

Par l'acte du 19 mars 1628, le conseil de Plymouth avait transféré tous les droits qui lui appartenaient, dans la région qu'il aban-

⁽¹⁾ Comp. Bancroft, I, 417-418. — ⁽²⁾ Bancroft, I, 418. — ⁽³⁾ Voy. ci-dessus, p. 62, 65, 66-67.

donnait, à la compagnie de Dorchester. De ces droits, les uns, qui ne touchaient qu'à la propriété du sol, étaient cessibles; les autres ne l'étaient pas, qui concernaient le gouvernement ⁽¹⁾. Mais une charte royale, bientôt octroyée de Westminster, le 4 mars 1629, sous le contreseing de Wolseley ⁽²⁾, confirma l'abandon des droits sur le sol ⁽³⁾, et régla l'administration de la région cédée ⁽⁴⁾.

La charte rappelle les principales clauses de l'acte de 1628 ⁽⁵⁾. Avec les noms des six cessionnaires primitifs ⁽⁶⁾, elle donne ceux de vingt associés nouveaux, dont un seul, simple chevalier, appartenait à la noblesse ⁽⁷⁾. C'est au profit égal de tous, de leurs héritiers et ayants cause, et des autres associés qui se joindraient à eux, que ses dispositions étaient rédigées ⁽⁸⁾. Sous le nom de « gouverneur et compagnie de Massachusetts-Bay, dans la Nouvelle-Angleterre, » tous formaient une corporation « politique, » revêtue de la personnalité civile ⁽⁹⁾. La compagnie pouvait se choisir des sceaux ⁽¹⁰⁾. Elle recrutait elle-même ses propres membres ⁽¹¹⁾. Elle était investie de tous les pouvoirs du gouvernement ⁽¹²⁾. En particulier, d'une part, elle faisait les lois de la colonie, à charge de ne pas violer celles de la métropole ⁽¹³⁾; de l'autre, elle déléguaient annuellement la puissance exécutive à un gouverneur, un lieutenant du gouverneur, un conseil de dix-huit assistants, qu'après la première nomination faite par le roi pour un an, elle choisissait parmi ses membres ⁽¹⁴⁾, et à des fonctionnaires subalternes qu'elle nommait à son gré ⁽¹⁵⁾. Le gouverneur et les assistants devaient se réunir au moins une fois par mois ⁽¹⁶⁾, et les membres de la com-

⁽¹⁾ Ci-dessus, p. 62-64.

⁽²⁾ L'acte, dans Poore, I, 942.

⁽³⁾ *Ibid.*, I, 932-942, *passim*.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, I, 932-942, *passim*.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, I, 932-933.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, I, 933.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, I, 933-934.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, I, 933-934, 936-937.

⁽⁹⁾ L'acte, dans Poore, I, 936.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, I, 936.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, I, 936-937.

⁽¹²⁾ *Ibid.*, I, 940-941.

⁽¹³⁾ *Ibid.*, I, 937 et 940.

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, I, 936-937.

⁽¹⁵⁾ *Ibid.*, I, 937.

⁽¹⁶⁾ *Ibid.*, I, 937.

pagnie tenir, chaque année, au moins quatre assemblées générales ⁽¹⁾. Des colons ordinaires rien n'est dit, si ce n'est qu'ils conservaient les libertés et les immunités des sujets libres du roi habitant les dominations de la couronne ⁽²⁾, et que certains serments leur pouvaient être déferés, qui excluait de l'immigration les catholiques ⁽³⁾, voire les dissidents puritains eux-mêmes ⁽⁴⁾. Tous les sujets anglais conservaient d'ailleurs, dans les eaux et sur les rivages de la Nouvelle-Angleterre, suivant les usages établis, le droit de pêche et ses accessoires nécessaires ⁽⁵⁾.

Telles sont les dispositions essentielles de la charte de 1629. A ne considérer que la lettre, on imaginerait difficilement un système plus libéral pour la compagnie et plus arbitraire pour les simples colons ⁽⁶⁾. L'esprit et les circonstances corrigèrent la rigueur apparente de la lettre. D'abord, le gouverneur et le conseil n'étaient qu'autorisés à déferer les serments, qui auraient gêné l'immigration des puritains; ils ne les déférèrent point ⁽⁷⁾. En second lieu, si presque tous les droits et les privilèges appartenaient à la compagnie, les membres de celle-ci, puritains zélés, ne demandaient qu'à l'ouvrir à leurs coreligionnaires persécutés, au profit desquels ils l'avaient formée. Enfin, le transfert, bientôt accompli, du siège social et politique de la compagnie aux bords de la baie du Massachusetts, permit d'associer effectivement à tous les actes de la corporation tous les colons qu'elle faisait venir de la métropole.

A peine la charte de 1629 avait-elle été octroyée, que de nombreux immigrants s'offrirent. Plusieurs, gens riches et influents, dont le concours devait être d'une haute importance, n'hésitèrent pas à réclamer que le gouvernement de la colonie fût transporté

(1) L'acte, dans Poore, I, 937.

(2) *Ibid.*, I, 940.

(3) *Ibid.*, I, 940.

(4) *Ibid.*, I, 940.

(5) *Ibid.*, I, 941-942.

(6) Sur la charte, voy. Marshall, 85-86; Story, I, 36; Bancroft, I, 341-345; Murray, I, 193 et 200; Hough, I, 612; Laboulaye, I, 145-148.

(7) Comp. ci-dessus, note 3.

dans la colonie même. Comment gouverner, de la métropole, avec sagesse et utilité ⁽¹⁾? N'était-ce pas un exemple probant que celui de la Virginie, où le succès demeura incertain jusqu'à ce que les colons eux-mêmes eussent été appelés au moins à légiférer pour leurs propres établissements ⁽²⁾. Le 28 juillet 1629, à une réunion générale de la compagnie, le gouverneur en personne, Mathieu Cradock, proposa le transfert. Le 26 août, à Cambridge, douze personnages considérables, dont, à coup sûr, au moins deux appartenaient au premier conseil, se jurèrent, « devant Dieu, » d'aller vivre dans la Nouvelle-Angleterre, si, avant la fin de septembre, la charte et l'administration y étaient installées. Le 28, une réunion générale fut de nouveau saisie de la proposition de Cradock, et le lendemain, après de sérieux débats, la compagnie l'adopta. L'exécution suivant de près l'adoption, on vit aussitôt s'organiser, sur les bords de la baie du Massachusetts, ce régime démocratique, dont les traits caractéristiques sont déjà connus ⁽³⁾.

La translation du siège de la compagnie eut ainsi les plus graves conséquences. Elle devait nécessairement les produire. Il est remarquable que le roi ne paraît pas les avoir toutes prévues dès la première heure. Deux motifs l'avaient déterminé, sans doute, à octroyer la charte de 1629 : le désir de faire coloniser, à la hâte, par ses sujets, même hérétiques, une région importante que les Français prétendaient rattacher à la Nouvelle-France ⁽⁴⁾, et l'envie de se débarrasser de sectaires dont le nombre et les doctrines le gênaient. Mais ce ne pouvait être son intention, quand les gouverneurs royaux administraient déjà la Virginie ⁽⁵⁾, de créer une sorte de république où les habitants, plus indépendants que ne l'avaient jamais été ceux de la Virginie elle-même ⁽⁶⁾, allaient

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 49.

⁽⁵⁾ Voy. ci-dessus, p. 38-40.

⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 29-33.

⁽⁶⁾ Comp. ci-dessus, p. 15, 23, 27,

⁽³⁾ Ci-dessus, p. 62-67.

29-33.

⁽⁴⁾ Bancroft, I, 342.

tous participer à l'exercice de tous les pouvoirs du gouvernement. Pourtant il ne s'opposa point à la translation. Même il n'en contesta pas la légalité, que divers membres de la compagnie n'estimaient point certaine ⁽¹⁾. Bien plus, comme des personnages de la métropole, moins patients, et quelques colons, ces derniers peut-être de cette race de mécontents incorrigibles qui est toujours partout, demandaient une enquête sur la conduite de la compagnie, voire des poursuites contre les associés, il souffrit que, le 19 janvier 1632, le conseil privé, rejetant la requête, déclarât maintenir les libertés dont la colonie jouissait, et promît celles dont elle pourrait avoir besoin. Espérait-il que les colons se lasseraient du régime démocratique établi sans retard? La chose est incertaine. Mais, quels qu'eussent été jusque-là ses motifs de tolérance, il changea brusquement d'avis et de conduite en 1634, pour commencer contre la colonie du Massachusetts-Bay une dispute de prérogatives, qui, avec des péripéties diverses et des périodes d'accalmie, se continua, presque toujours vive et pressante, jusqu'aux dernières années de la dynastie des Stuarts. Le gouvernement de la métropole voulait ramener à lui l'autorité, fût-ce en annulant la charte de 1629; les colons entendaient conserver celle-ci, et faire l'usage le plus large des libertés qu'elle leur accordait.

Rien de plus curieux que cette lutte, dont quelques incidents au moins doivent être rapportés. En 1634, une enquête est ordonnée sur certains actes de la compagnie, et la production de la charte demandée. En 1635, le roi essaye d'entraver l'immigration, et, en 1637, il l'interdit. En 1635 même, une ordonnance de *quo-warranto* est émise contre les associés: quelques-uns comparaissent

⁽¹⁾ Marshall, 85; Story, I, 37-38; Bancroft, I, 352-353; Laboulaye, I, 151-152. — A vrai dire, aucune disposition de la charte et aucun principe du droit public anglais ne condamnaient l'acte de la compagnie; la couronne elle-

même devait bientôt établir, hors de la métropole, le siège du gouvernement d'autres colonies. Comp. Bancroft, *loc. cit.*, et voyez, ci-après, les notices sur le Connecticut et le Rhode-Island.

devant la justice, et sont déclarés individuellement déchus des bénéfices que la charte leur confère. En 1638, le roi enjoint aux colons de faire abandon de cette dernière, menaçant, s'ils résistent à son injonction, de les soumettre à une autorité arbitraire. Même sous le Long Parlement, l'existence de l'acte est un instant menacée. Plus tard, Charles II veut d'abord en modifier quelques clauses; puis il l'abroge. Cependant, la résistance énergique des colons, souvent aidée par des circonstances favorables, avait prolongé jusqu'à 1684 le maintien des libertés publiques. En 1634, les colons, sans protester, se dispensaient d'obéir aux sommations du roi. En 1635, la compagnie ne se faisait pas représenter collectivement devant la justice; la plupart de ses membres demeuraient hors de cause; et des événements indépendants de sa volonté suspendaient la querelle judiciaire. En 1635 et 1637, les immigrants éludaient ou violaient les ordonnances royales. Surtout après 1638, la lutte que Charles I^{er} soutenait contre le Parlement le détournait souvent de celle qu'il avait entreprise contre les gens du Massachusetts. En 1646, le Long Parlement, ramené, sans peine, d'une attitude menaçante, à traiter avec faveur des hommes dont la religion et les tendances politiques ne lui déplaisaient point, laissait à la colonie une indépendance presque absolue. Cromwell y protégea le commerce, l'industrie, la liberté religieuse et l'autonomie. Lorsqu'en 1664, Charles II, dont l'avènement n'avait excité aucun enthousiasme parmi les puritains du Nouveau Monde, envoya auprès d'eux une commission chargée d'ouvrir une enquête sur les actes de leurs pouvoirs constitués, et de prescrire les réformes nécessaires, les enquêteurs eurent à lutter, dans le Massachusetts, contre une hostilité résolue, qui ne cessa de dénier toute autorité à la commission, et rendit les opérations de l'enquête impossibles ou illusoires. Ainsi, jamais la charte ne semblait un instant menacée d'annulation ou d'empiétement, que les colons n'adressassent aussitôt à la métropole les protestations

les plus vives, ou ne proclamassent leurs droits avec la plus grande énergie ⁽¹⁾.

En 1684, l'acte de 1629, si longuement défendu, fut abrogé. Quelques années durant, les démêlés de la politique européenne avaient absorbé l'attention de Charles II. Il voulut, vers le déclin de sa carrière, faire sentir enfin tout le poids de son autorité à cette colonie du Massachusetts, qui ne relevait guère de la métropole que par une dépendance nominale. En 1662, demander que les lois locales, qui portaient atteinte à ses prérogatives, fussent abrogées, que les colons lui prêtassent serment de fidélité, que la justice fût rendue au nom du roi, que les francs-tenanciers de certains biens déterminés eussent seuls la qualité d'électeur, et que le culte de la religion anglicane pût être célébré, lui avait paru une revendication assez énergique. Les colons pourtant s'étaient avisés de la trouver insupportable. Désormais il les voulait réduire à sa merci. De 1676 à 1682, des négociations irritantes, souvent interrompues, et divers procédés d'intimidation tendirent à obtenir que la colonie abandonnât d'elle-même ses privilèges. Mais elle traitait volontiers les représentants du souverain presque en ennemis de la chose publique, et, aux agents qu'elle envoyait à la métropole, elle prescrivait de ne sacrifier aucune de ses libertés. C'était l'époque où Charles II prenait horreur des immunités de toutes les corporations politiques. Les unes après les autres, les villes anglaises, quand elles ne les rendaient pas de bonne grâce, voyaient leurs chartes annulées par la justice. Même la cité de Londres essayait vainement de résister. Comment le roi aurait-il hésité plus longtemps à frapper le Massachusetts de mesures décisives? Au mois de juin 1683, une ordonnance de *quo-warranto est*

(1) Voyez, à titre d'exemples, les déclarations faites par eux, sous forme de suppliche ou autrement, en 1638, 1646, 1661, 1664. Hazard, I, 434-436; Ban-

croft, I, 413, 441-442; II, 73-74, 78-81; Murray, I, 202; Laboulaye, I, 199-200, 201-203, 205, 206-207. Comp. Marshall, 139-140.

rendue contre la compagnie, et la colonie prévenue que, si, avant la continuation des poursuites judiciaires, elle se soumet, sans réserve, au bon plaisir de la couronne, sa condition subira les seules modifications qui seront nécessaires pour l'établissement d'un gouvernement de province royale. Le gouverneur et le conseil des assistants, convaincus que la résistance sera inutile, voudraient ne pas la tenter. Les représentants du peuple, au contraire, tenant que la soumission ne servira pas mieux l'intérêt général, décident de ne pas céder : le procès fera au moins gagner du temps ; la condescendance n'a sauvé aucune des corporations de la métropole ; en vérité, le roi est déjà résolu à détruire les dispositions essentielles de la charte ; la religion même de la Nouvelle-Angleterre vient à péril ; les ministres du culte, après une journée de prières solennelles, ont conseillé la résistance ; libre aux ennemis de la colonie de se rendre odieux en privant un pauvre peuple de ses libertés ; si les colons souffrent persécution, ce sera pour la justice aux yeux de la postérité, et, au grand jour, ils auront la gloire des martyrs. Le procès suivit donc son cours. La procédure fut vivement conduite. Le 18 juin 1684, un an et six jours après l'annulation de la charte de Londres, la charte du Massachusetts était provisoirement annulée par la haute cour de chancellerie. Cette première décision de justice fut confirmée au début de la session suivante de la Saint-Michel, et la copie du jugement définitif reçue à Boston, le 2 juillet 1685 ⁽¹⁾.

C'est ainsi que tomba la charte sur laquelle reposaient les libertés de la colonie. « Il n'y avait plus de barrière entre le peuple du Massachusetts et la volonté arbitraire de la cour d'Angleterre. La religion était-elle en danger ? La propriété territoriale était-elle en sûreté ? Un système restrictif paralyserait-il les entreprises commerciales ? La Nouvelle-Angleterre était-elle destinée à connaître

⁽¹⁾ Comp. charte de 1691, dans Poore, I, 946.

le despotisme par sa propre expérience? La colonie se couvrit de sombres pressentiments ⁽¹⁾. »

La mort de Charles II et l'avènement de Jacques II au trône permirent que les colons, presque oubliés ou négligés, retinssent, de fait, la plupart de leurs anciens privilèges jusqu'au mois de décembre 1686. Aucun caractère de la tyrannie ne devait manquer au système de gouvernement qui leur fut alors imposé. Le gouverneur nommé par le roi choisissait le conseil des assistants. D'accord avec le conseil, il composait les lois, et levait les impôts. Il commandait la milice. La presse était à la merci de l'autorité, l'instruction publique gênée ou mal soutenue, l'Église anglicane favorisée. Les antiques réunions de tous les habitants furent interdites dans les bourgs, comme des actes de sédition ou d'émeute, si elles avaient un autre objet que la nomination des fonctionnaires locaux, le seul privilège qui demeurât respecté. On vit certains frais de justice deux fois décuplés, même la validation des acquisitions de terre, faites sous l'ancienne charte, mise en question, et la liberté de partir subordonnée au bon plaisir du gouverneur ⁽²⁾.

Un pareil système ne pouvait prévaloir chez un peuple pareil, à cette distance de la métropole ⁽³⁾. Les colons devaient nécessairement passer bientôt des protestations aux actes. La révolution qui renversa Jacques II ne fit guère qu'avancer parmi eux l'heure d'une insurrection triomphante. Le 4 avril 1689 la nouvelle de l'expédition du prince d'Orange s'ébruitait à Boston. Le 18 le peuple de la ville saisit, emprisonna le gouverneur, les soldats et les amis de ce personnage, et rétablit les anciens fonctionnaires. Le même jour, il recommandait « son entreprise à Celui qui entend le cri des opprimés, et il conseillait à tous ses voisins, pour les-

⁽¹⁾ Bancroft, II, 127.

⁽²⁾ Le gouverneur chargé de mettre ce régime en vigueur était ce même Andros, qui sut, à une autre époque, se

rendre populaire en Virginie. — Comp. ci-dessus, p. 44.

⁽³⁾ Comp. ci-dessus, p. 33, 42-53.

quels il s'aventurait ainsi, de joindre aux siennes leurs prières et leur légitime action pour la défense du pays⁽¹⁾. » Aussitôt les habitants des cinquante-quatre bourgs tenaient leurs comices. Dans quarante bourgs au moins, avant que l'avènement de Guillaume et de Marie fût connu, ils votaient le rétablissement de l'ancienne charte. Puis des députés étaient élus sans retard, et, le 22 mai, l'assemblée législative de la colonie se réunissait de nouveau.

Soit qu'ils craignissent de voir la foule affecter bientôt une trop grande indépendance, soit qu'ils redoutassent d'offenser les nouveaux souverains de la métropole, proclamés dans la colonie le 29 mai 1689, les anciens magistrats rétablis ne voulurent point se prévaloir, sans réserves, des dispositions de la charte de 1629. C'était d'abord leur dessein de se borner à exercer, de fait, les pouvoirs nécessaires du gouvernement, en attendant les instructions de la couronne. Si plus tard, sur les objurgations des représentants du peuple, ils se décidèrent à tenir la charte pour restaurée, ils ne le firent qu'en réservant l'avenir, et déjà ils avaient écrit au roi qu'ils n'assumaient point le plein exercice d'un gouvernement de charte. Leur autorité paraît cependant n'avoir pas cessé d'être respectée. D'un commun accord, magistrats et subordonnés tournèrent leurs efforts à obtenir de la couronne la confirmation des anciens privilèges. Les négociations durèrent plus de deux ans. A un premier Parlement, où la majorité affirmait que l'annulation de ces privilèges de la Nouvelle-Angleterre était un grief, succéda une législature plus favorable aux tories, et le roi, « plus libéral par situation que par caractère⁽²⁾, » manifesta clairement l'intention d'imposer à la colonie ou une charte nouvelle, ou la condition d'une province royale. Ce fut la charte qu'il imposa. Un projet émané de Sir Georges Treby, l'un des grands jurisconsultes whigs de l'époque, ne faisait pas suffisamment large, au gré

⁽¹⁾ Bancroft, II, 445-446. — ⁽²⁾ Murray, I, 238.

du conseil privé, la part de l'autorité royale. Le roi et le chancelier Somers, moins généreux pour les gens du Massachusetts que ne l'avaient été Charles II et Clarendon⁽¹⁾, adhérèrent à un autre texte, où la colonie jugea que l'autorité de la couronne était portée jusqu'à l'excès. La nouvelle charte devait durer pourtant, mais elle mit fin à l'existence distincte de l'ancienne colonie du Massachusetts-Bay. Si le nom demeura, il servit à désigner désormais plusieurs des colonies primitives, fondues en une seule, sous un gouvernement unique, dont l'histoire sera résumée plus loin⁽²⁾.

Dans les limites de l'État actuel du Maine, quelques petits groupes de colons anglais paraissent s'être formés vers 1626, où Jean et Sébastien Cabot, Pring, Weymouth, Smith et d'autres n'avaient fait que passer⁽³⁾. Leur développement fut très lent. Soit que divers personnages, entre lesquels le conseil de Plymouth divisa, de bonne heure, la partie de la côte qui s'étend du fleuve Piscataqua au fleuve Penobscot, prétendissent tirer des redevances exagérées de leurs terres, soit que le voisinage des possessions françaises semblât une menace permanente, soit que l'abondance du gibier et du poisson détournât les immigrants des travaux plus utiles de l'agriculture, l'une des principales agglomérations, le bourg de Saco, ne comptait encore, en 1636, que cent cinquante habitants. Si la population blanche s'accrut plus rapidement dès lors, cependant, vers 1675, elle ne devait pas dépasser de beaucoup cinq ou six mille âmes. Plusieurs années durant, les colons se régirent suivant leur bon plaisir, les propriétaires du pays ne faisant même pas l'essai de leur imposer un système de gouvernement. A supposer que ces derniers, simples particuliers, eussent reçu le droit⁽⁴⁾, et possédassent la force de commander à des gens qu'ils n'avaient ni appelés d'Angleterre, ni liés par des

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 76-77. — ⁽²⁾ Voy. ci-après, p. 88-94. — ⁽³⁾ Ci-dessus, p. 2-10, 19. — ⁽⁴⁾ Voy. ci-dessus, p. 64 et notes 1 et 2.

promesses, ils jugeaient sans doute préférable de se borner à tâcher de battre monnaie, au moyen de la vente et de la location des terres⁽¹⁾. Le roi, lui, ne prenait pas souci, pour lui-même, de si minces agglomérations⁽²⁾. Enfin, plusieurs des colons étaient apparemment venus de la colonie voisine du Massachusetts-Bay, où déjà, vers 1635, l'immigration affluait⁽³⁾. Tout porte donc à penser que le régime démocratique, sous lequel vivaient les établissements du Nouveau-Plymouth et du Massachusetts, prévalut, dès l'origine, parmi les habitants du Maine. Au moins semble-t-il certain que l'un des grands propriétaires créés par le conseil anglais de Plymouth se résolvant, en 1636, à tenter de gouverner son domaine qui était vaste, y trouva le peuple habitué, comme dans la Virginie, la colonie du Nouveau-Plymouth et celle du Massachusetts-Bay, à délibérer sur les intérêts communs, et à composer les lois ou les règlements nécessaires. En vérité, une liberté considérable paraît avoir subsisté partout, dans le Maine, jusqu'à 1686. Ce ne fut pas sans quelques vicissitudes qu'il importe de faire connaître.

Des lettres royaux de 1621, confirmées par de nouvelles lettres de 1625, et par un acte du conseil de Plymouth, donnèrent à un seigneur, ami de Jacques I^{er}, Sir Guillaume Alexandre, comte de Sterling, toute cette partie septentrionale de l'État actuel du Maine, que bornent les fleuves Sainte-Croix et Kennebec. Sterling reçut des privilèges considérables; mais il ne fonda ni ne régita le moindre établissement en Amérique : il se contenta de vendre, pour le Nouveau Monde, des titres de noblesse. Soit qu'il l'eût rendue à la couronne, soit qu'il l'eût cédée au duc d'York, frère de Charles II, et roi plus tard, sous le nom de Jacques II, la même partie de l'État du Maine passa définitivement, en 1664, au pouvoir de ce dernier. La translation fut accomplie ou ratifiée par une charte royale, du 12 mars 1664, revêtue

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 57-58. — ⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 65-66. — ⁽³⁾ Comp. ci-dessus, p. 68-69.

du contreseing de Howard⁽¹⁾. Avec la propriété absolue du sol, tous les pouvoirs du gouvernement étaient attribués : au « très cher frère du roi »⁽²⁾. En personne, ou par ses représentants, il pouvait composer les lois, à charge de ne pas violer celles de la métropole; il exerçait la puissance exécutive; il avait le droit d'appliquer la loi martiale, en cas de révolte, d'émeute et d'insurrection, comme les lieutenants du roi sur le territoire anglais; il possédait le monopole du commerce, et seul, le droit d'autoriser la résidence⁽³⁾. Une nouvelle charte octroyée de Westminster, le 29 juin 1674, sous le contreseing de Pigott, confirma la première⁽⁴⁾. L'une et l'autre paraissent être demeurées sans application entre les fleuves Sainte-Croix et Kennebec. Avec cette fraction de l'État du Maine, elles donnaient au duc d'York des territoires singulièrement plus vastes, plus habités, plus utilement colonisés. Ce fut à gouverner ceux-ci qu'il tourna de préférence son attention, quand les affaires d'Europe la laissaient inactive. Les rares habitants qui s'étaient établis dans la partie septentrionale du Maine continuèrent donc apparemment de se gouverner, à leur gré, jusqu'à 1691. Alors une charte émanée de Guillaume d'Orange et de Marie, les engloba dans la nouvelle colonie du Massachusetts-Bay⁽⁵⁾.

La partie méridionale de l'État actuel du Maine, que bornent les fleuves Kennebec et Piscataqua, semble avoir été la plus peuplée de bonne heure. Elle eut une fortune un peu différente de celle qui échut à la partie septentrionale. En 1635, un acte du conseil de Plymouth, probablement rédigé au mépris de concessions antérieures⁽⁶⁾, elles-mêmes à peine mises à profit par les gens qui les avaient obtenues, la donna à Sir Ferdinand Gorges, l'un des membres de ce conseil⁽⁷⁾. Gorges la voulut gouverner aussitôt,

(1) L'acte, dans Poore, I, 783 et 785.

(2) *Ibid.*, I, 783-784.

(3) *Ibid.*, I, 784-785.

(4) *Ibid.*, I, 786-788.

(5) Comp. ci-dessus, p. 67, 81, et ci-après, 88-94.

(6) Comp. ci-dessus, p. 58-59.

(7) Voy. ci-dessus, p. 56.

et y envoya, pour l'administrer, un de ses neveux. On croit que ce dernier se borna à présider une assemblée représentative, ou des comices des colons⁽¹⁾; et l'on peut penser que l'administration de la colonie n'offrait guère d'avantages au gouverneur : sur le point de partir, après deux années de séjour, il proposait en vain ses pouvoirs à six puritains du Massachusetts et du Connecticut, deux des colonies voisines. Il partit sans successeur, et derechef, de 1638 à 1640, les colons s'administrèrent à leur fantaisie. Le 3 avril 1639 pourtant, une charte royale, faite à Westminster⁽²⁾, avait confirmé la donation que Ferdinand Gorges tenait du conseil de Plymouth⁽³⁾, nommé comté ou province du Maine la région qu'il avait reçue⁽⁴⁾, et déterminé les pouvoirs qu'il était régulièrement autorisé à exercer. Le propriétaire conservait la propriété absolue du sol⁽⁵⁾. Sous la surveillance et la haute autorité du conseil anglais des colonies, en personne ou par les fonctionnaires que lui-même nommait, il exerçait la puissance exécutive⁽⁶⁾; il rendait la justice⁽⁷⁾; à charge de ne pas violer celles de la métropole, il faisait les lois avec le concours de représentants des francs tenanciers⁽⁸⁾, ou, si l'assemblée ne pouvait être commodément réunie, il composait, sans l'assistance des délégués du peuple, pour la conservation de la paix et du bon ordre, des ordonnances qui ne devaient porter atteinte ni à la vie, ni aux membres, ni aux biens des sujets⁽⁹⁾. Tout particulièrement il avait le droit de créer des bourgs, des villes, des comtés⁽¹⁰⁾, même une organisation féodale du territoire⁽¹¹⁾. Plus spécialement, dans l'exercice de la puissance exécutive, il levait les troupes, les orga-

(1) Comp. ci-dessus, p. 81-83.

(2) L'acte, dans Poore, I, 783.

(3) *Ibid.*, I, 774-775, et la note de la page 774.

(4) *Ibid.*, I, 775.

(5) *Ibid.*, I, 775-777.

(6) L'acte, dans Poore, I, 777 et 780.

(7) *Ibid.*, I, 777 et 780.

(8) *Ibid.*, I, 776-777.

(9) *Ibid.*, I, 777-778.

(10) *Ibid.*, I, 779.

(11) *Ibid.*, I, 780.

nisait, en pouvait déléguer la direction⁽¹⁾, et, au cas de révolte, d'émeute, d'insurrection, il appliquait la loi martiale, comme les lieutenants du roi⁽²⁾ sur le territoire anglais. D'autre part, il était seul habile à permettre le trafic et la résidence⁽³⁾, et pouvait notamment déterminer les ports qui seraient ouverts au commerce, et en subordonner l'usage au paiement de taxes⁽⁴⁾. Tous les sujets anglais gardaient, sur les côtes de la colonie, suivant les coutumes établies, le droit de pêche et ses accessoires⁽⁵⁾. Aux colons ordinaires, d'ailleurs, l'acte promettait la conservation des privilèges et des immunités des sujets libres de la Grande-Bretagne, habitant les dominations de la couronne⁽⁶⁾. Telles sont les principales dispositions de la charte royale de 1639, un peu moins arbitraire que celles qui allaient être octroyées au duc d'York, en 1664 et 1674⁽⁷⁾.

Le nouveau seigneur que le roi créait ainsi passait pour un homme pieux et bienveillant. Ami et contemporain de Raleigh, il avait travaillé, pendant vingt ans, à la colonisation de l'Amérique, n'y consacrant pas moins de 20,000 livres de son patrimoine⁽⁸⁾. La prospérité de sa province lui tenait fort à cœur. Mais, si doux qu'il pût être, c'était un vieux soldat, plus enclin à user, avec modération, d'une puissance presque absolue, qu'à donner au peuple de grandes libertés, comme des droits reconnus. Il rêvait de soumettre ses sujets à une féodalité organisée sur le modèle des formes politiques du temps du roi Alfred. S'il ne supprima point l'assemblée législative des colons, on le vit instituer les emplois fastueux de maréchal, de trésorier du revenu public, de chancelier, de connétable, donner des maires, des conseils, diverses cours de justice, toute une armée de fonctionnaires inférieurs à des bourgs,

(1) L'acte, dans Poore, I, 778-779.

(2) *Ibid.*, I, 778.

(3) *Ibid.*, I, 781-782.

(4) *Ibid.*, I, 779.

(5) L'acte, dans Poore, I, 779.

(6) *Ibid.*, I, 782.

(7) Voy. ci-dessus, p. 82-83.

(8) Comp. p. 10-11, 56.

dont les plus considérables comptaient à peine trois cents habitants, et composer des ordonnances pour assurer une extrême énergie à la puissance exécutive. Cependant ses lieutenants ne semblent avoir eu qu'une autorité nominale. Bientôt la propriété d'une partie considérable du sol fut elle-même disputée par un membre du Long Parlement, Rigby, qui prétendait l'avoir dûment achetée. Les agents des deux adversaires furent quelques années en querelles; puis, de guerre lasse, tous reprirent le chemin de la métropole. Gorges venait de mourir. Ses héritiers parurent ne pas se soucier d'administrer la province. Au mois de juillet 1649, les habitants des principales agglomérations décidèrent, à l'unanimité, de former de nouveau un gouvernement tout démocratique, indépendant de celui de toute autre colonie.

Tant d'indépendance déplut à la colonie voisine du Massachusetts-Bay, qui s'avisa de prétendre, en 1652, que sa charte de 1629, antérieure aux actes dont Gorges et Rigby s'étaient prévalus, la faisait réellement propriétaire du Maine. Sans retard, ici par les menaces, là par la force, elle soumit, les uns après les autres, tous les bourgs à sa juridiction. Le pays conquis devint un simple comté du Massachusetts. Mais la propriété privée y fut respectée, la liberté religieuse laissée aux fidèles de l'église anglicane, le droit de cité étendu à tous les habitants, le peuple invité à participer à l'élection des fonctionnaires, et à envoyer des députés aux assemblées législatives, qui se tenaient à Boston. Un pareil régime devait apaiser quelque peu le mécontentement des annexés. En 1656, un certain nombre d'entre eux n'hésitaient pas à protester contre des projets de séparation. Pourtant la plupart demeurèrent hostiles au nouvel état des choses. De leur côté, les héritiers de Gorges, se ravisant, avaient prié vainement Cromwell, dans cette même année 1656, de protéger leurs droits. Comme ils renouelaient leurs plaintes à la restauration de Charles II, la majorité des habitants se mit à solliciter, à défaut de l'autonomie, la condition

de province royale, et les commissaires qui visitaient la Nouvelle-Angleterre ⁽¹⁾ s'empressèrent de leur nommer des fonctionnaires. La réforme ne dura point. Les commissaires partis, le gouvernement du Massachusetts, avec l'appui d'une minorité résolue des colons, rétablit son autorité sur tous; puis il sut prolonger neuf ans encore le différend, dont un petit-fils de Gorges, désormais seul héritier de ce dernier, demandait sans cesse au roi la solution. En 1677, une décision du conseil privé fit triompher ce prétendant. On apprit alors que le roi voulait acheter les droits du gagnant, et former, du Maine et de régions voisines, une principauté pour son fils naturel, le duc de Monmouth. Encore une fois intervint l'ancienne colonie suzeraine. Un marchand de Boston, simple mandataire sans doute, se rendit acquéreur, le 13 mars 1677, au prix de 1,250 livres sterling. Le 6 mai suivant, elle se subrogeait à lui. Le mécontentement fut vif parmi les habitants, qui n'entendaient dépendre que d'eux-mêmes ou du roi ⁽²⁾. Il le fut d'autant plus, qu'à la translation de propriété succéda une forme inattendue d'administration. La colonie du Massachusetts-Bay, s'estimant substituée aux droits que créait la charte de 1639 ⁽³⁾, traita le Maine en province vassale : si elle y toléra, aux termes de cette charte, l'usage d'une assemblée représentative, elle prétendit y nommer le gouverneur et le conseil du gouverneur. La force seule put imposer ce système nouveau. Plus tard, la suprématie s'exerçant avec modération et justice, l'opposition dut se calmer peu à peu. Au moins est-il certain que, sans de graves désordres, le Maine demeura soumis à l'autorité du Massachusetts, jusqu'à 1691, après avoir subi, quelques mois durant, comme la colonie suzeraine elle-même, le despotisme des agents de Jacques II ⁽⁴⁾.

En 1691, le 7 octobre, une charte donnée, de Westminster, par

(1) Comp. ci-dessus, p. 76-78.

(2) Voy. ci-dessus, p. 84-85.

(3) Comp. ci-dessus, p. 86-87.

(4) Comp. ci-dessus, p. 67, 79-80.

le roi Guillaume et la reine Marie, et contresignée par Pigott ⁽¹⁾, fondit en un seul corps politique, sous le nom de « province du Massachusetts-Bay dans la Nouvelle-Angleterre ⁽²⁾, » la colonie du Nouveau-Plymouth, l'ancienne colonie du Massachusetts-Bay, la province du Maine, et la partie septentrionale de l'État actuel de ce dernier nom ⁽³⁾. Le roi devait choisir désormais le gouverneur, chef du pouvoir exécutif, un lieutenant-gouverneur, et un secrétaire général de la province ⁽⁴⁾. Auprès du gouverneur, était institué un conseil d'assistants, composé de vingt-huit membres ⁽⁵⁾, dont au moins dix-huit allaient représenter l'ancienne colonie du Massachusetts, quatre celle du Nouveau-Plymouth, trois la partie méridionale, et un la partie septentrionale de l'État actuel du Maine ⁽⁶⁾. Une assemblée législative, formée du gouverneur, du lieutenant-gouverneur, des assistants, et des députés des francs tenanciers des bourgs, élisait annuellement le conseil des assistants ⁽⁷⁾. A charge de respecter les lois de la métropole, l'assemblée législative, réunie au moins une fois par an, faisait les lois et les ordonnances. Elle levait les impôts nécessaires pour le gouvernement du pays ⁽⁸⁾, créait la plupart des cours de justice, en réglait l'organisation, et choisissait les fonctionnaires civils dont la nomination n'était pas réservée au gouverneur ⁽⁹⁾. Les décisions de l'assemblée étaient sans valeur, si le gouverneur ne les approuvait par écrit, et le roi, en conseil privé, les pouvait annuler, pendant trois ans après leur adoption ⁽¹⁰⁾. Le gouverneur avait le droit de proroger et de dissoudre l'assemblée ⁽¹¹⁾. Il commandait la milice et en nommait les

⁽¹⁾ L'acte, dans Poore, I, 942 et 954.

⁽²⁾ *Ibid.*, I, 947.

⁽³⁾ *Ibid.*, I, 947. — La nouvelle province comprenait d'autres vastes régions, qui ne font pas partie des États-Unis, et qui, pour la plupart, n'étaient guère habitées alors que par les Indiens. *Ibid.*, I, 947; comp. Bancroft, III, 81.

⁽⁴⁾ L'acte, dans Poore, I, 948.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, I, 948.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, I, 949.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, I, 948-949.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, I, 951-952.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, I, 951.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, I, 952.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, I, 949.

officiers ⁽¹⁾. Il était autorisé à appliquer la loi martiale, dans les cas de guerre, d'invasion, d'émeute effective ⁽²⁾. A l'exception des juges d'amirauté, que le roi ou l'amirauté anglaise devait nommer annuellement, il choisissait encore, avec l'assistance du conseil, les juges et tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire ⁽³⁾. Suivant les formes et pour les affaires que la charte définissait, les décisions de justice pouvaient être portées, par appel, au conseil privé du roi ⁽⁴⁾. Aux habitants de la province, sujets du roi, était promise la conservation de tous les privilèges et immunités des sujets libres du royaume ⁽⁵⁾. A tous, sauf aux « Papistes, » était garantie la liberté de conscience et du culte ⁽⁶⁾. La charte confirmait la validité des concessions antérieures de terres ⁽⁷⁾. Enfin elle maintenait à tous les sujets du roi, sur les côtes de la province, le droit de pêche, suivant les coutumes établies ⁽⁸⁾.

Tels sont les caractères essentiels du régime que la métropole établit, en 1691, pour la nouvelle province du Massachusetts-Bay. Sous ce régime, cette province grandit singulièrement et prospéra. De 1728 à 1748, la population doublant, vingt-cinq bourgs nouveaux furent créés. La seule ville de Boston semble avoir compté 20,000 habitants en 1748. Vers 1755, la population de la province entière dépassait sans doute 220,000 âmes. Elle atteignait 227,000, en 1765, et près de 400,000, en 1776. Avec le nombre des habitants le commerce de la colonie croissait et prenait une importance considérable.

Tant s'en fallait pourtant que la charte de 1691 eût été joyeusement accueillie. Seule, peut-être, la partie méridionale de l'État actuel du Maine se réjouit de réformes qui la dégagèrent de la

⁽¹⁾ L'acte, dans Poore, I, 953.

⁽²⁾ *Ibid.*, I, 953.

⁽³⁾ *Ibid.*, I, 949 et 954.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, I, 951.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, I, 950.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, I, 950.

⁽⁷⁾ L'acte, dans Poore, I, 948.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, I, 954. Voy. d'ailleurs, sur la charte : Marshall, 186-188 ; Story, I, 41-42 ; Bancroft, III, 80-81 ; Murray, I, 238-239 ; Hough, I, 614.

domination d'une simple colonie⁽¹⁾. Ailleurs, des libertés étaient enlevées au peuple, qu'il ne pouvait perdre avec indifférence : en particulier, la nomination de son gouverneur et de ses juges lui échappait, et ni son assemblée législative ne devait faire les lois sans une lourde surveillance, ni ses juges rendre la justice sans appel. Cependant aucune sédition n'éclata. L'attitude ne fut même nulle part, au premier abord, celle d'une opposition déclarée, systématique et intraitable. Soit que les habitants attendissent du roi une application douce et modérée de règles qui ne plaisaient point, soit que le souvenir du despotisme de Jacques II leur fît trouver supportable une condition, où le peuple retenait, du moins, des droits considérables, assez nettement définis⁽²⁾, soit qu'ils se flattassent de tenir en échec l'autorité royale, voire d'empiéter sur elle, par un exercice résolu de ces droits, soit que leur attention fût distraite par des querelles de religion, ils ne se livrèrent pas à de vives récriminations, quand le nouveau gouvernement commença son œuvre. Mais la tranquillité fut courte. Bientôt, ils entreprirent et ne cessèrent plus de pousser jusqu'à l'extrême limite l'usage de leurs immunités. Alors, en vérité, commençait, entre le roi, ses représentants, les gouverneurs, et le peuple, une longue dispute qui dura jusqu'à l'émancipation des États-Unis, le peuple n'y négligeant aucun moyen de développer sa propre puissance. On vit l'assemblée législative proclamer les libertés des colons, par des déclarations analogues aux dispositions les plus libérales de la grande charte. Elle affirmait, dans le plus énergique langage, qu'elle seule était habile à lever les impôts. Elle déniait aux gouverneurs, pendant des années entières, le droit de l'empêcher soit de s'ajourner à son gré, soit d'élire souverainement son président. Elle refusait obstinément, malgré les prières ou les menaces de la couronne, d'allouer une rémunération invariable à ces agents du roi, qui n'ob-

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 86-87. — ⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 79-80.

tenaient rien d'elle, sinon des présents, ou une allocation annuelle et tout arbitraire. Une nouvelle charte fut nécessaire pour vider quelques-uns des principaux différends que celle de 1691 n'avait pas prévus. La charte nouvelle, donnée de Westminster, sous le contre-seing de Cocks, le 26 août 1726, la douzième année du règne de Georges I^{er} ⁽¹⁾, décida que les représentants du peuple ne pourraient ni s'ajourner à plus de deux jours, sans le consentement du gouverneur ⁽²⁾, ni garder un président dont l'élection n'aurait pas obtenu l'approbation de ce même fonctionnaire ⁽³⁾, ni contester désormais à ce dernier la faculté de les ajourner, de les proroger, et de les dissoudre ⁽⁴⁾. Encore n'est-il pas certain que la colonie eût aisément accepté ces décisions, si elle n'avait craint de voir le débat porté devant les chambres anglaises, et celles-ci réclamer l'abrogation de l'acte de 1691 lui-même. En revanche, de guerre lasse, la couronne céda dans la querelle, qui avait pour objet la rémunération des gouverneurs. Au surplus, à peine un sujet de discorde avait-il disparu, qu'un autre naissait. Au cours de la lutte, les gouverneurs accumulaient requêtes sur requêtes, menaces sur menaces. Plusieurs, presque affolés, conseillaient à la métropole les mesures les plus propres à exaspérer la province, comme l'annulation de toute charte, la suprématie absolue du Parlement anglais ou du roi, l'établissement d'un ordre de noblesse, la suppression ou une réglementation sévère du droit de réunion. Les représentants du peuple répliquaient par des discours ou des mémoires longuement motivés, et consultaient volontiers les électeurs réunis dans les comices des bourgs. Les ajournements du corps législatif succédaient aux ajournements, les dissolutions aux dissolutions. Le peuple irrité s'empressait de réélire les mêmes mandataires. Enfin il arrivait qu'à l'impatience des gouverneurs répondait l'in-

⁽¹⁾ L'acte, dans Poore, I, 954 et 956.

⁽²⁾ *Ibid.*, I, 956.

⁽³⁾ *Ibid.*, I, 955-956.

⁽⁴⁾ L'acte, dans Poore, I, 956. Sur la charte, voy. Marshall, 221-222; Murray, I, 253; Hough, I, 614.

tolérance exaspérée des députés, dont l'ardeur ne s'arrêtait plus en deçà de l'usurpation des prérogatives les moins contestables du pouvoir exécutif⁽¹⁾.

Pendant ce temps, la province portait au développement le plus complet cette organisation démocratique des bourgs, de laquelle les colonies anciennes du Nouveau-Plymouth et du Massachusetts-Bay avaient donné les premiers exemples⁽²⁾. Chaque bourg possédait une administration distincte. Ses habitants élisait annuellement leurs fonctionnaires. Ils tenaient, à leur gré, des réunions plénières où ils nommaient et munissaient d'instructions leurs représentants à l'assemblée législative de la province, discutaient tous les sujets d'intérêt public, traçaient les règles du gouvernement local, levaient et appropriaient les sommes nécessaires pour soutenir le clergé et les écoles, entretenir les routes, secourir les pauvres, et subvenir aux autres dépenses de la commune. Même l'importante cité de Boston n'avait pas une condition différente. On y trouvait un cens électoral, mais la quotité établie ne suffisait pas à modifier le caractère des institutions municipales. Jamais une municipalité aussi considérable n'avait été « si voisine d'une pure démocratie⁽³⁾; » et des lieux d'une égale population, aucun, dans le monde entier, ne paraissait plus « ordonné, ni mieux gouverné⁽⁴⁾. » D'autre part, la milice de la province formait une institution permanente, dont les lois provinciales déterminaient les principales règles⁽⁵⁾. Tout citoyen, à une certaine période de sa vie, soumis au service militaire, se voyait obligé d'être prêt sans cesse à le fournir. Les occasions ne manquaient pas, où la milice acquerrait l'expérience du combat. Parfois, le sixième, même le tiers des hommes valides était occupé à guerroyer, et la colonie n'avait pas

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 47-50, 89-90.

⁽⁴⁾ Bancroft, VI, 241.

⁽²⁾ Voy. ci-dessus, p. 62, 66-67, 70-71.

⁽⁵⁾ Voy. notamment lois diverses de 1693, 1699, 1700, 1712, 1730, 1763.

⁽³⁾ Bancroft, VI, 241.

un village dont quelques habitants ne fussent aux champs de bataille. Au début de la guerre de l'indépendance, le Massachusetts-Bay ne comptait pas moins de 120,000 citoyens, entre seize et soixante ans, munis d'armes, pour la plupart, et habitués aux travaux de l'armée. Comme dans la Virginie, les circonstances avaient conduit la métropole elle-même à favoriser le développement de la milice ⁽¹⁾. Ce n'était pas assez, d'ailleurs, qu'elle pût, aux termes de la charte de 1691, nommer les officiers ⁽²⁾, pour qu'elle fût assurée d'avoir les soldats à sa discrétion. Avec l'appui des autorités électives des bourgs, voire de l'assemblée législative, ces derniers eussent sans doute refusé leur concours, si le gouverneur n'avait souvent consenti à choisir leurs chefs selon leurs préférences. Eût-il voulu chercher les chefs hors de la colonie et du corps des colons, le gouverneur ne les eût pas trouvés. De fait les troupes différaient donc peu de ce qu'elles eussent été, si le choix des officiers eût appartenu directement aux colons. Enfin, l'instruction publique était développée à ce point que l'on rencontrait peu de colons qui ne sussent lire et écrire; la presse avait de nombreux organes; les livres et les brochures abondaient.

Est-il besoin de dire qu'en cet état ce n'était pas l'assemblée législative seule qui luttait pour la défense des libertés publiques? Ça et là, le peuple opposait soit la force ouverte, soit celle de l'inertie, à l'application des mesures qu'il jugeait attentatoires à ses privilèges. Plus souvent, comme l'assemblée législative elle-même, les réunions des habitants, dans les bourgs, proclamaient les droits du peuple, déniaient la légitimité de certaines prétentions de la couronne, entraient en lutte contre les gouverneurs, prenaient et exécutaient des décisions importantes, afin de sauvegarder les règles les plus anciennes de leur organisation politique. Sans cesse la presse et les livres répandaient dans la foule le récit des discus-

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 44-45. — ⁽²⁾ L'acte, dans Poore, I, 953. Comp. ci-dessus, p. 89.

sions passionnées dont cette assemblée et ces réunions étaient tour à tour le théâtre; ils révélaient les exactions dont certains lieux venaient à souffrir; et ils rendaient populaires les dissertations que des patriotes ardents et instruits écrivaient volontiers sur les questions irritantes du moment. Mêlée et confondue constamment dans le peuple qui la formait, la milice ne pouvait prendre partie contre lui : la milice était le peuple.

Ainsi vécut la province du Massachusetts-Bay, sous les chartes de 1691 et de 1726, toujours occupée, non seulement à retenir ce que ces actes lui avaient laissé, mais encore à récupérer ce qu'ils lui avaient enlevé de ses libertés politiques, et combattant, en vérité, pour obtenir un régime où ses habitants ne relevassent guère de la métropole que par une dépendance nominale. Un pareil régime l'eût trouvée capable de le recevoir sans désordre. C'était celui dont elle avait joui, tranquille et prospère, sous la charte de 1629. On a vu, d'ailleurs, qu'elle en gardait cet usage des assemblées législatives, ces coutumes municipales d'un caractère si démocratique, et cette organisation puissante des milices, qui l'associaient à l'exercice de la plupart des fonctions du gouvernement, et lui permettaient de surveiller l'exercice des autres avec un soin jaloux, constant, fort instructif pour son peuple. A l'heure où éclata la crise suprême dans laquelle elle devint indépendante, elle pouvait encore assurément, comme elle fit, viser moins à l'indépendance absolue qu'à la restauration de la vieille charte de 1629; mais elle était prête à se gouverner souverainement.

CHAPITRE IV.

COLONIE DU NEW-HAMPSHIRE ⁽¹⁾.

La colonie du New-Hampshire, dans l'ordre du temps, la troisième des grandes colonies que l'Angleterre fonda sur le territoire des États-Unis, eut, à divers égards, une fortune peu différente de celle du Nouveau-Plymouth, de l'ancienne colonie du Massachusetts-Bay, et de la province du Maine. De rares pêcheurs, et quelques laboureurs, venus tout droit de la métropole, en furent les premiers habitants de race européenne. On y vit arriver plus tard, des colonies voisines, un certain nombre de puritains, et plus encore, des protestants d'autres sectes que ces colonies traitaient avec défaveur, ou qu'elles persécutaient ouvertement. Les essais de colonisation paraissent avoir commencé vers 1624. Successivement s'élevèrent les bourgs de Portsmouth, de Concord, d'Exeter et de Dover, qui sont parmi les plus anciens de la Nouvelle-Angleterre. Les débuts furent, comme ailleurs, pénibles, et la population longtemps peu considérable. En 1638, la côte n'était guère qu'une vaste solitude, semée, çà et là, de quelques huttes. En 1653, trente ans après sa fondation, le bourg de Portsmouth, bientôt le plus important de la colonie, ne comptait que cinquante ou soixante familles. En 1675, pourtant, le nombre des habitants de race européenne s'élevait à 4,000. Il atteignit 6,000 en 1688, 10,000 en 1701, 12,000 en 1730, 30,000 en 1749, 50,000 en 1754, 52,700 en 1767, 83,200 en 1775.

⁽¹⁾ Marshall, 109-112, 169, 177; Story, I, 49-52; Bancroft, I, 328-330, 382, 418; II, 82, 86, 92-93, 112-120, 450; III, 82-83; IV, 128, 148-149, 207, 298; Murray, I, 187, 260-

262; Sparks, I, 15, 17, 24, 26, 31, 44-45, 56, 60, 64; Hough, II, 1-2; Poore, II, 1270-1279; Seaman, 201; Mitchell, 158; Laboulaye, I, 187-191.

Dans les limites de l'État actuel du New-Hampshire, là même où fut établie la colonie de ce nom, le conseil de Plymouth, entre 1620 et 1623, avait octroyé de grandes concessions de terres à divers personnages, notamment à Jean Mason, l'un de ses membres et son secrétaire. A ce dernier, deux actes nouveaux, l'un du 7 novembre 1629 ⁽¹⁾, l'autre du 23 avril 1635 ⁽²⁾, tous deux émanés du même conseil, cédèrent, en vérité, la colonie entière. L'un et l'autre attribuaient au cessionnaire et à ses ayants cause la propriété du sol ⁽³⁾ et tous les pouvoirs des cédants ⁽⁴⁾. Dans le premier acte, une seule réserve limitait la cession du droit au sol, et une seule, celle du droit au gouvernement : si le propriétaire aliénait des terres, au profit d'étrangers, sans la permission du conseil de Plymouth, ou si, pour l'administration du gouvernement, il ne se conformait pas, autant qu'il le pouvait, aux lois et aux coutumes de la métropole, les biens indûment aliénés devaient faire retour, dans la première hypothèse, au conseil, qui, dans la seconde, aurait la faculté de prescrire, à la requête des colons, toutes les réformes nécessaires ⁽⁵⁾. Spécialement, le second acte conférait au propriétaire le droit de rendre la justice, en toute matière, suivant les lois anglaises ⁽⁶⁾. Aux termes mêmes du premier, Mason se proposait, avec l'assentiment des cédants, de nommer la colonie New-Hampshire ⁽⁷⁾, en souvenir du comté d'Angleterre où il résidait.

On sait que la validité des clauses les plus importantes de ces actes de 1629 et de 1635 dépendait de la volonté du roi ⁽⁸⁾. Le nouveau propriétaire, attaché, comme Gorges, aux doctrines de l'église anglicane officielle, et, comme lui, l'un des plus fermes amis du

⁽¹⁾ L'acte, dans Poore, II, 1270.

1271, et l'acte de 1635, *ibid.*, II, 1274.

⁽²⁾ *Ibid.*, II, 1273.

⁽³⁾ L'acte de 1629, dans Poore, II, 1271-1273, *passim*, et l'acte de 1635, *ibid.*, II, 1273.

⁽⁵⁾ L'acte, *ibid.*, II, 1272.

⁽⁶⁾ L'acte, *ibid.*, II, 1274.

⁽⁷⁾ L'acte, *ibid.*, II, 1271.

⁽⁴⁾ L'acte de 1629, dans Poore, II,

⁽⁸⁾ Voy. ci-dessus, p. 64 et notes 1 et 2.

trône, avait cessé de vivre, lorsqu'en 1639 fut octroyée la charte royale du Maine ⁽¹⁾. Ses héritiers ne reçurent pas une charte analogue, et peut-être ne la demandèrent point. La faveur de Charles I^{er} ne leur eût pas manqué assurément, mais tirer quelque revenu de leur domaine, sans entreprendre d'y imposer un système de gouvernement leur parut une tâche suffisante. ⁽²⁾ Ils laissèrent la colonie s'administrer à son gré. Mason lui-même n'avait pas fait autrement. Enfin le roi tolérait cette indépendance ⁽³⁾. De la sorte, les petits groupes de colons de la colonie nouvelle se donnèrent, en se créant, et retinrent, sans difficulté, une organisation démocratique, semblable à celle qui prévalait chez leurs voisins, jadis leurs concitoyens, du Nouveau-Plymouth, de l'ancienne colonie du Massachusetts et de la province du Maine ⁽⁴⁾.

Cette condition dura jusqu'à 1642. Dès 1639, les gens du Massachusetts-Bay et les héritiers de Mason, s'opposant leurs chartes respectives de 1629 et de 1635, se disputaient, dans le New-Hampshire, la propriété du sol ⁽⁵⁾. Il n'y avait guère que les colons établis au bourg de Portsmouth qui eussent obtenu des cessions régulières de Mason ou de ses ayants cause. Mais, si ailleurs l'occupation s'était accomplie sans titre, les tenanciers n'y prétendaient pas moins conserver les terres que leur labeur avait défrichées. La colonie du Massachusetts-Bay qui voulait surtout accroître sa puissance politique, sembla plus disposée peut être à respecter des actes irréguliers d'occupation, que les autres propriétaires présomptifs, simples particuliers, qui surtout se proposaient d'augmenter leurs revenus. A coup sûr, son secours était précieux pour réprimer l'hostilité des Indiens, déjà plus d'une fois menaçante ou rudement éprouvée. Le 14 avril 1642, la colonie du New-Hampshire demanda ou accepta facilement de s'unir, sous une

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 83-85.

⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 57-58, 81-82.

⁽³⁾ Comp. ci-dessus, p. 33, 65, 82.

⁽⁴⁾ Comp. ci-dessus, p. 62, 66-67,

70-71, 81-82.

⁽⁵⁾ Comp. ci-dessus, p. 86-87.

administration commune, à sa voisine plus puissante. Il semble que les habitants ne virent pas mettre en question la propriété des terres, et que, malgré la différence des doctrines religieuses, ils eurent tous les privilèges des habitants du Massachusetts.

Ce nouvel état dura près de quarante années, pendant lesquelles le New-Hampshire prospéra. Comme les héritiers de Gorges, ceux de Mason revendiquèrent leurs droits, à la restauration de Charles II ⁽¹⁾. Le roi se montra favorable à la revendication. Les commissaires envoyés dans la Nouvelle-Angleterre, vers 1665, tentèrent d'accomplir ou, au moins, de préparer une organisation qui annulât le pacte de 1642. Mais les colons du Massachusetts-Bay donnaient à leurs voisins le conseil, volontiers suivi, de ne céder à aucune injonction des commissaires, et les deux colonies, unissant leurs efforts, parvenaient à traîner en longueur le différend. Vers 1675, Robert Mason, petit-fils, et désormais seul héritier de Jean Mason, renouvelant avec instances ses réclamations, les habitants du New-Hampshire s'empressèrent de répliquer, dans leurs réunions de bourgs ⁽²⁾, que leur condition présente leur assurait pleine satisfaction. Cependant, en 1677, une décision du conseil privé termina le débat en la bouleversant : le gouvernement de la colonie n'avait été cédé par un titre régulier ni à elle-même, ni à aucune des colonies voisines, ni à Jean Mason, et il demeurerait aux mains du roi ; les terres que nul n'occupait encore appartenaient à l'héritier de Mason ; sauf appel au roi, les cours de justice du pays diraient à qui les autres devaient appartenir ⁽³⁾. On sait que Charles II se proposait de constituer une principauté pour le duc de Monmouth. Il voulait y joindre le New-Hampshire. On sait aussi que la principauté ne fut pas formée ⁽⁴⁾. Le 18 septembre 1679, une instruction ou commission royale, datée de Westminster, sous

⁽¹⁾ Comparez ci-dessus, p. 86-87.

⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 66, 74 et

⁽³⁾ Comp. commission de 1679, dans

Poore, II, 1275 et 1278.

⁽⁴⁾ Voy. ci-dessus, p. 87.

le contreseing de Barker ⁽¹⁾, fit du New-Hampshire une province royale. Elle définit tout ensemble les règles qui devaient désormais présider à l'exercice des pouvoirs publics, et celles qui serviraient à déterminer les droits respectifs de Robert Mason et des colons sur le sol. D'une part, au prix d'une redevance que fixait l'acte, les possesseurs de terres devenaient propriétaires; ou, si le prix paraissait inacceptable aux parties, le gouverneur et le conseil essayaient de les mettre d'accord, et, faute de réussir, transmettaient la cause au roi ⁽²⁾. D'autre part, le gouvernement était divisé entre le roi, un gouverneur assisté d'un conseil de neuf membres, et une assemblée des représentants des colons. Le roi nommait le gouverneur, ou, pour employer les termes de l'acte, le président, et le conseil ⁽³⁾. L'assemblée représentative composait les lois ⁽⁴⁾, mais le roi se réservait le droit de la supprimer, s'il jugeait qu'elle ne pouvait être maintenue sans inconvénient ⁽⁵⁾. Pour la validité des lois l'approbation du président et du conseil était nécessaire ⁽⁶⁾, et le roi restait toujours maître de les abroger ⁽⁷⁾. La nomination des fonctionnaires civils et des officiers de la milice émanait du président et du conseil ⁽⁸⁾. Le président et le conseil formaient une cour de justice de compétence universelle, sauf appel au roi en conseil privé, dans les cas et selon les règles que la commission définissait ⁽⁹⁾. La justice, autant qu'il serait possible, devait être rendue conformément aux lois anglaises ⁽¹⁰⁾. Le roi choisissait les sceaux ⁽¹¹⁾. La liberté du

⁽¹⁾ L'acte, dans Poore, II, 1279 (note).

⁽²⁾ *Ibid.*, II, 1278.

⁽³⁾ *Ibid.*, II, 1275 et 1278.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, II, 1277.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, II, 1278. Les termes de la réserve, singulièrement caractéristiques, sont ceux qui suivent : « And We do hereby declare, that We, our heirs and successors, shall and will observe and continue this method of grace and favor toward our loving subjects, in convening them in

their Assembly, in such manner and forms as is herein before mentioned and provided, unless, by inconvenience arising from thence, We, our heirs or successors, shall see cause to alter the same. »

⁽⁶⁾ L'acte, dans Poore, II, 1277-1278.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, II, 1277-1278.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, II, 1275-1276.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, II, 1276.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, II, 1276.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, II, 1276.

culte était promise à tous les protestants, et une protection toute spéciale garantie à l'église anglicane ⁽¹⁾.

Telles sont les dispositions essentielles de la commission de 1679. La colonie du New-Hampshire conserva la condition de province royale ⁽²⁾, presque sans interruption, et sans modification profonde, jusqu'à 1776. En 1689, à la faveur de la chute de Jacques II, elle se donna un gouvernement, comme jadis, démocratique et indépendant. De nouveau, en 1690, elle se joignait, de son plein gré, aux établissements du Massachusetts-Bay. Mais, en 1691, la charte qui unit sous une administration commune plusieurs des anciennes colonies de la Nouvelle-Angleterre, la laissa hors des limites de la province nouvelle du Massachusetts, colonie de charte; et elle dut obéir de nouveau, sous des règles distinctes, à des gouverneurs que nommait le roi. Les instructions ou commissions qui fixaient les pouvoirs de ceux-ci ne modifièrent que sur deux points importants les principes formulés par l'acte de 1679 : le gouverneur et le conseil devinrent bientôt une juridiction d'appel uniquement compétente pour revoir les décisions des cours inférieures; puis, des clauses expresses ordonnèrent que les lois émanées des représentants des colons fussent toujours, s'il était possible, semblables à celles de la métropole ⁽³⁾. Il convient d'ajouter que, si la colonie conserva toujours son assemblée propre, il lui arriva parfois d'être soumise, avec les colons du Massachusetts, sous ses règles propres d'administration, aux ordres d'un seul gouverneur.

Ce ne fut ni sans souffrance ni sans opposition que les colons subirent la condition que leur fit l'acte de 1679. Si le roi disait cette commission destinée à faire que « les droits, les libertés et les propriétés fussent respectées, la justice impartialement et dû-

⁽¹⁾ L'acte, dans Poore, II, 1277. — Sur la commission de 1679, comparez Story, I, 50; Bancroft, II, 115;

Hough, II, 1; Poore, II, 1270 à la note.

⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 39.

⁽³⁾ Story, I, 50; Hough, II, 1.

ment rendue, une administration paisible et régulière assurée au pays⁽¹⁾, » ils n'estimaient pas, eux, que ces avantages dépendissent d'une réforme pareille. Depuis longtemps ils les possédaient⁽²⁾. Le nouveau régime leur paraissait plus près d'en compromettre l'existence que d'en garantir la continuation. Ils ne dissimulèrent ni leurs regrets ni leurs craintes. Même le président et le conseil, que le roi choisit d'abord parmi les colons, acceptèrent leur mandat avec répugnance, tremblant de rendre trop facile une transformation politique dont les conséquences semblaient redoutables. L'événement ne tarda pas à montrer que ces craintes n'étaient pas chimériques. En vain, pour conjurer des mesures arbitraires, l'Assemblée des représentants du peuple décidait-elle, par une loi, dans l'année 1680, qu'aucun acte, aucun impôt, aucune loi ou ordonnance ne serait validée, qui n'émanerait pas de l'Assemblée, et n'aurait pas reçu l'approbation du peuple. Non seulement Robert Mason d'abord et, plus tard, un sieur Allen, de Londres, auquel il vendit ses droits vers 1690, multiplièrent les procès pour obtenir la possession ou le prix des terres que les colons occupaient sans titre, mais encore le roi annulait quelques-unes des lois de la colonie, que les colons jugeaient les plus importantes. Surtout, indépendamment de celui qui, à la fin du règne de Jacques II, tint sous sa puissance toute la Nouvelle-Angleterre⁽³⁾, les gouverneurs exercèrent plus d'une fois une réelle tyrannie. On en vit que Mason ou Allen avait désignés au choix du roi, tenter d'arracher à l'Assemblée des crédits presque illimités, la dissoudre, acte jusqu'alors sans précédent dans la Nouvelle-Angleterre, faire les lois et lever les impôts avec le seul aveu du conseil, prohiber l'exercice des cultes établis, essayer d'imposer les rites de l'église anglicane officielle, trier habilement le jury dans les procès qui intéressaient le propriétaire, enfin incarcérer volontiers les gens

(1) L'acte, dans Poore, II, 1275. — (2) Voy. ci-dessus, p. 96-98. — (3) Comp. ci-dessus, p. 67, 79, 87.

dont ils trouvaient les plaintes trop vives. Cependant les plaintes ne tarissaient point; l'Assemblée, quand elle siégeait, ne se laissait pas intimider; les contribuables refusaient de payer les taxes qui leur semblaient irrégulièrement requises; des associations se formaient pour en empêcher la perception; le peuple malmenait les percepteurs; le culte anglican n'avait aucune faveur; la milice ne voulait pas se prêter à l'exécution des ordres des gouverneurs; et lorsque, dans les procès, le propriétaire obtenait gain de cause, il ne parvenait pas à se mettre en possession.

Vers 1699, la métropole cessa de tolérer les entreprises abusives dont les colons se montraient si irrités, et, vers 1715, les héritiers d'Allen, estimant désormais leurs prétentions illusoires, les abandonnèrent. Il ne paraît pas que de graves dissensions aient de nouveau tourmenté la province avant les dernières années du régime colonial. Conservant les idées, les institutions, les coutumes que ses premiers habitants lui avaient apportées des colonies voisines, et qu'avait fortifiées sa longue alliance avec la colonie du Massachusetts-Bay, elle put se faire, par des lois toujours analogues à celles de son ancienne alliée, une condition si conforme à ses goûts, qu'elle ne la modifia guère, même au temps de la déclaration d'indépendance ⁽¹⁾. En vérité, soit que la maison de Hanovre, quand sa domination devint violente, préférât s'attaquer à des colonies plus considérables, pour avoir un triomphe plus décisif, soit que le dessein fût de diviser pour mieux régner, l'autorité des gouverneurs royaux, si lourde ailleurs, se rendait alors légère dans le New-Hampshire. La douceur elle-même ne servit qu'à l'affermissement des libertés publiques. Elle ne détacha pas le peuple

⁽¹⁾ Story, I, 51-52; Hough, II, 2. Voy. aussi, notamment sur le caractère des institutions de la colonie, et en particulier, sur l'organisation des bourgs, Bancroft, IV, 148-149; Laboulaye, I, 187 et 191. Spécialement sur la milice

et les forces armées, voy. Bancroft, IV, 148-149, 207, 296; Sparks, I, 15, 17, 24, 26, 31, 44-45, 56, 60, 64; et les lois de la colonie, des 4^e et 5^e années du règne de Georges I^{er}, et de la 27^e du règne de Georges II.

de celles-ci. L'ancien esprit demeura. Les dernières exactions, qui ouvrirent la guerre de l'indépendance, trouvèrent la colonie peu docile, et, sinon opposée à toute transaction équitable, du moins encore, comme jadis, incapable de fournir « des précédents utiles aux amis de l'arbitraire ⁽¹⁾. »

CHAPITRE V.

COLONIE DU CONNECTICUT ⁽²⁾.

La vallée du Connecticut, où l'Angleterre fonda la quatrième de ses grandes colonies sur le territoire des États-Unis, était, disait-on, d'une fertilité merveilleuse. De bonne heure elle fut l'objet d'ardentes convoitises. En 1630, le conseil de Plymouth ⁽³⁾ la céda à son propre président, Robert, comte de Warwick. Le 19 mars 1631, Warwick l'abandonna à divers personnages, dont quelques-uns fort connus portaient les noms de Say-et-Seale ⁽⁴⁾, de Rich ⁽⁵⁾ et de Saltonstall ⁽⁶⁾. Enfin un nouvel acte du même conseil de Plymouth, au mépris des concessions antérieures, la transférait, en avril 1635, au marquis d'Hamilton. Warwick et le marquis d'Hamilton paraissent n'avoir rien fait pour la colonisation de leur domaine. A la restauration de Charles II, lorsque deux établissements y avaient acquis déjà, sans leur secours, une certaine importance, les héritiers du marquis virent même leur titre réputé nul. Le vicomte Say-et-Seale et ses associés firent élever un fort,

⁽¹⁾ Bancroft, II, 120.

⁽²⁾ Comp. Story, I, 55-60; Bancroft, I, 395-404, 424-425; II, 51-61, 66, 80-84, 92-93, 282-283, 403-404, 430-431, 448-450; III, 66-71, 370, 380-382; IV, 39, 128, 148-158, 207-232, 298-313; V, 316-321, 360; VI, 14, 111-116; VII, 46, 73, 315, 321; Murray, I, 255-257; Hough, I, 151-156; Poore, I, 248-258; Seaman,

197-198; Mitchell, 167; de Tocqueville, I, 48-49; Laboulaye, I, 173-187.

⁽³⁾ Comp. ci-dessus, p. 11-13, 54-57, 68.

⁽⁴⁾ Voy. Poore, II, 1594.

⁽⁵⁾ Voy. charte de la Nouvelle-Angleterre, de 1620, dans Poore, I, 923.

⁽⁶⁾ Voy. charte du Massachusetts, de 1629, dans Poore, I, 933.

vers 1635, à l'embouchure du fleuve Connecticut, et, en 1644, au prix de 7,000 livres sterling, après neuf années d'une occupation qui peut-être ne fut ni ininterrompue ni étendue au delà des limites du fort, ils vendirent la vallée à des colons qu'ils n'avaient ni envoyés, ni appelés, ni troublés.

Les premiers habitants de race européenne qu'eut la colonie lui vinrent presque tous des établissements du Nouveau-Plymouth et du Massachusetts-Bay. La plupart étaient de vrais puritains. Les uns fondèrent, entre 1633 et 1636, vers le centre de l'État actuel du Connecticut, quelques bourgs presque voisins, dont les principaux, qui existent encore, reçurent alors, et n'ont cessé de porter les noms de Hartford, Windsor et Wethersfield. Les autres créèrent, en 1638, au midi, sur la côte septentrionale du golfe de la Longue-Île, le bourg de New-Haven. Tout autour de ces premières agglomérations, de nouvelles se formèrent promptement, où les colons affluaient, attirés et par la fécondité du sol et par les faciles avantages du commerce des fourrures, auquel les indigènes, à une grande distance à la ronde, se prêtaient volontiers. A Hartford même, les Hollandais de Manhattan avaient précédé, de quelques années, les puritains de race anglaise. Ils y avaient construit un fort, d'où ils prétendaient commander à la vallée tout entière. Vaine prétention. « C'eût été un péché, disaient les Anglais, de laisser inculte un pays si fertile. Une hutte et quelques soldats errants pouvaient-ils fermer tout un pays à l'immigration? Le roi d'Angleterre n'avait-il pas toujours revendiqué ce pays et ne l'avait-il pas donné à ses sujets ⁽¹⁾. » Sans toucher au fort, ceux-ci peuplèrent toute la vallée. Le temps vint bientôt où, loin de pouvoir maintenir à Hartford un petit nombre de soldats, les Hollandais eurent à défendre leur colonie de la Nouvelle-Hollande elle-même contre les empiétements constants de la population anglaise, toujours croissante, du Connecticut.

(1) Bancroft, II, 283; Murray, I, 255.

. Les immigrants puritains établirent deux colonies distinctes, dans les limites de l'État actuel du Connecticut. L'une, qui paraît n'avoir pas dépassé l'étendue du comté actuel de New-Haven, avait pour capitale le bourg de ce nom. L'autre, que l'on appelait proprement la colonie du Connecticut, embrassait tout le reste de l'État. Celle-ci comprenait les bourgs de Windsor, Hartford et Wethersfield, et avait, pour capitale, Hartford ⁽¹⁾. Les habitants de toutes deux semblent avoir cru d'abord qu'ils étaient sur le territoire et sous la juridiction de la colonie du Massachusetts-Bay. Ils s'administrèrent à la manière de ses bourgs. Peut-être même envoyèrent-ils des députés à son assemblée représentative. Dans la colonie du Connecticut, le pouvoir exécutif suprême appartenait réellement à huit fonctionnaires nommés par cette assemblée. Mais, en 1639, reconnaissant leur erreur ⁽²⁾, les colons se donnèrent des gouvernements indépendants et distincts.

Dans la colonie du Connecticut, la constitution fut l'œuvre des citoyens, ou des représentants des citoyens des trois bourgs de Windsor, Hartford et Wethersfield, sinon les seuls, à coup sûr les plus considérables de la colonie. Dans la colonie de New-Haven, sept personnages, provisoirement investis d'une puissance absolue, reçurent du peuple, le 4 juin, comme les *pilliers* de l'organisation projetée, le mandat d'organiser le gouvernement. La colonie du Connecticut adopta sa constitution, le 14 janvier; la colonie de New-Haven, la sienne, au mois d'août ⁽³⁾. A New-Haven, les colons avaient déclaré, avant de nommer les *pilliers*, que les Écritures devaient former la règle suprême de l'État, et la vertu et la paix les objets de l'ordre civil ⁽⁴⁾. Ailleurs, ils faisaient précéder la loi constitutionnelle d'un préambule intéressant, où l'on voit qu'ils se proposaient d'instituer « un gouvernement convenable et bien

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 104.

⁽²⁾ Voyez ci-dessus, aux pages 56, 71-73.

⁽³⁾ L'acte, dans Poore, I, 249. Comp. Bancroft, I, 402-404.

⁽⁴⁾ Bancroft, I, 403-404.

ordonné, pour maintenir la paix et l'union selon Dieu ⁽¹⁾. » De part et d'autre, sous l'égide du sentiment religieux, et, comme disaient les colons, de la parole divine, était établie une véritable démocratie : le peuple élisait chaque année ses fonctionnaires ⁽²⁾ ; il composait ses lois par une assemblée représentative ⁽³⁾ ; il rendait la justice, par elle, ou par les cours qu'elle créait ⁽⁴⁾. Deux différences de quelque intérêt distinguaient seules l'organisation politique de la colonie du centre de celle de la colonie du midi ⁽⁵⁾ : au centre, la constitution décidait expressément que l'assemblée législative ne pouvait être dissoute sans l'aveu de la majorité des représentants ⁽⁶⁾, et elle ne subordonnait pas la jouissance des droits politiques à l'orthodoxie puritaine du citoyen ⁽⁷⁾. Sous ce régime de grande liberté qu'adoptèrent les bourgs, fondés ou développés après 1639, les uns se rattachant plus étroitement aux trois établissements considérables du centre, et les autres à celui de New-Haven, les deux colonies demeurèrent sans interruption jusqu'à 1662.

Soit que leur importance fût méconnue ⁽⁸⁾, soit qu'à certaines époques la métropole eût pour leurs principes de gouvernement une réelle sympathie ⁽⁹⁾, qu'à d'autres temps, les démêlés de la politique européenne absorbassent son attention ⁽¹⁰⁾, et que l'annexion du Maine satisfît l'ambition de la plus puissante des colonies voi-

⁽¹⁾ L'acte, dans Poore, I, 249.

⁽²⁾ Constitution du Connecticut, dans Poore, I, 249-250; Story, I, 56; Bancroft, I, 403-404; Hough, I, 151-152; Laboulaye, I, 175.

⁽³⁾ L'acte précité dans Poore, I, 250-251; Story, I, 56; Hough, I, 56.

⁽⁴⁾ Poore, *loc. cit.*, I, 251; Story, I, 56; Hough, I, 152.

⁽⁵⁾ Voy. ci-dessus, p. 104-105.

⁽⁶⁾ L'acte, dans Poore, I, 251.

⁽⁷⁾ L'acte, *loc. cit.*, 249-250; Story, I, 56; Hough, I, 152. Voy. encore, sur ces constitutions du Connecticut et de New-Haven, Story, I, 55-56; Bancroft, I, 397, 402-403; Hough, I, 151-152; de Tocqueville, I, 48; Laboulaye, I, 174-176.

⁽⁸⁾ Comp. ci-dessus, p. 65, 82.

⁽⁹⁾ Comp. ci-dessus, p. 47, 65, 76.

⁽¹⁰⁾ Comp. ci-dessus, p. 4, 33, 42-43, 51, 65, 83.

sines ⁽¹⁾, les petits États, pour ainsi dire, républicains, de la vallée du Connecticut ne furent même pas molestés par Charles I^{er}, le Long Parlement, le Protecteur et la colonie du Massachusetts-Bay. Tous deux proclamèrent Charles II dès 1660. Puis le plus important dut se prendre à redouter qu'une prompte réaction contre les libertés populaires ne suivît la restauration de la monarchie, et qu'entre toutes, celles-là ne fussent surtout menacées, qui n'avaient jamais eu l'approbation expresse du roi. La colonie du Connecticut crut prudent de demander une charte. Elle chargea de l'obtenir un de ses notables habitants, d'une famille fort connue, d'une intelligence remarquable, d'une grande science, d'un caractère élevé et d'une haute vertu, qui a laissé un nom honoré dans les annales du Nouveau Monde, Winthrop le Jeune. Elle n'eut pas de peine à gagner le concours de lord Say-et-Seale, l'un des premiers cessionnaires de la vallée, habitué à observer d'un regard toujours attentif et bienveillant les progrès des colons, presbytérien lui-même ou ami des presbytériens, maître d'un puissant crédit, quand le roi, à peine rétabli, essayait de se concilier ces derniers ⁽²⁾. Enfin, par lord Say, elle acquit l'aide du comte de Manchester, chambellan de la maison du roi, gentilhomme obligeant et généreux, universellement aimé.

On ne peut guère admettre que Charles II ignorât l'importance déjà grande de la colonie : avec les labeurs accomplis, les dangers courus et les dépenses faites, la pétition de dix-neuf des principaux colons, confiée à Winthrop, indiquait les développements remarquables et récents que le commerce y avait reçus, et l'accroissement considérable qu'y avaient pris les dominations du royaume ⁽³⁾. Le roi, par une méprise fort invraisemblable, aurait-il tenu les dix-neuf pétitionnaires et leurs associés pour une simple société commerciale, de nombre restreint, bientôt condamnée à ne

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 86-87.

⁽²⁾ Voy. la charte de 1662 dans Poore,

⁽³⁾ Comp. ci-dessus, p. 103, et ci-après, 112.

I, 252.

pouvoir plus régenter, sans le secours de la métropole, le nombre toujours croissant des simples colons ⁽¹⁾? Plus probablement se défiait-il peu de l'esprit de ces gens du Connecticut, qui n'avaient pas eu jusqu'alors l'occasion d'offenser la métropole ⁽²⁾? Mieux encore, voulait-il susciter une rivale à la colonie plus puissante du Massachusetts-Bay, dont les actes et les tendances lui inspiraient une confiance modérée ⁽³⁾? Jugeait-il qu'un régime très libéral serait seul, dans ce pays, le gouvernement tout ensemble religieux, pacifique, bien ordonné, qui, par le spectacle de la vie vertueuse et de la tranquillité des sujets, « unique et principale fin de cette plantation ⁽⁴⁾, porterait les indigènes à connaître la foi chrétienne et à obéir au seul vrai Dieu, sauveur de l'humanité? » Tout simplement céda-t-il à l'influence de l'agent et des protecteurs des pétitionnaires? Quels qu'aient été les motifs décisifs de sa condescendance, Charles II, à Westminster, le 23 avril 1662, sous le contresieging de Howard ⁽⁵⁾, octroyait, pour la vallée du Connecticut, une charte propre à maintenir et à développer « une pure démocratie, ou la règle du peuple ⁽⁶⁾. »

Sous le nom de « gouverneur et compagnie de la colonie anglaise du Connecticut, dans la Nouvelle-Angleterre ⁽⁷⁾, » les pétitionnaires et les autres personnes qui faisaient déjà, ou viendraient à faire partie de la compagnie ou société du Connecticut, devaient former une personne civile ⁽⁸⁾, propriétaire du sol ⁽⁹⁾, autorisée à choisir ses sceaux ⁽¹⁰⁾, habile à exercer la puissance législative par l'assemblée soit de tous ses membres, soit des représentants de ses

⁽¹⁾ Comparez ci-dessus, dans les pages 14-15, 19-23, 26-28, 29-33, 35-38, 40-42, 48-53, 56-57, 61-63, 66-67, 70-73, 75-78, 81-82, 86, 103-106.

⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 33-37, 40-44, 47-49, 75-78.

⁽³⁾ Ci-dessus, p. 75-76.

⁽⁴⁾ La charte de 1662 dans Poore, I, 255.

⁽⁵⁾ L'acte, dans Poore, I, 257.

⁽⁶⁾ Chalmers cité par Story, I, 57.

⁽⁷⁾ L'acte dans Poore, I, 252.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, I, 252.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, I, 257.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, I, 253.

membres⁽¹⁾, la puissance exécutive par un gouverneur, un lieutenant-gouverneur, douze assistants et les autres fonctionnaires nécessaires que ses membres nommeraient à leur gré⁽²⁾, la puissance judiciaire par les cours que créerait l'assemblée collective ou l'assemblée représentative⁽³⁾. Une seule réserve limitait la puissance législative : il fallait que les lois de la colonie ne fussent pas contraires à celles de la métropole ; mais le roi ne s'attribuait point le droit de les examiner, pour en subordonner l'exécution à son bon plaisir⁽⁴⁾. La compagnie recevait la faculté de lever des troupes, et d'appliquer, en cas de besoin, la loi martiale⁽⁵⁾. Le gouverneur pouvait déférer aux colons, par l'entremise de deux assistants ou d'un plus grand nombre, des serments qui excluait de la colonie au moins les catholiques⁽⁶⁾. Aux colons et à leur postérité la charte promettait, suivant une formule usuelle⁽⁷⁾, la conservation des immunités et des privilèges des sujets du roi habitant les dominations de la couronne. Elle garantissait à tous les sujets du royaume, dans les eaux et sur les côtes de la colonie, selon les coutumes établies, le droit de pêche et les accessoires de ce droit⁽⁸⁾. Enfin, dépassant de beaucoup les limites des anciennes colonies du Connecticut et de New-Haven, le domaine qu'était appelée à gouverner la compagnie, qui réellement se composait de tout un peuple, avait pour bornes, à l'est, l'océan Atlantique, à l'ouest, la mer Pacifique, au nord et au sud, deux lignes, sans doute parallèles, dont l'une longeait la frontière méridionale de la colonie du Massachusetts-Bay, et l'autre commençait à la côte du golfe de la Longue-Île, probablement à la hauteur de l'extrémité septentrionale de cette île, à coup sûr, à quelque point situé au-dessous du bourg de New-Haven⁽⁹⁾.

(1) L'acte, dans Poore, I, 253 et 255.

(2) *Ibid.*, I, 253-254.

(3) *Ibid.*, I, 255.

(4) *Ibid.*, I, 255.

(5) *Ibid.*, I, 256.

(6) L'acte, dans Poore, I, 255.

(7) Voy. ci-dessus, p. 15, 24, 27, 57, 73, 85, 89.

(8) L'acte dans Poore, I, 256.

(9) *Ibid.*, I, 256-257. Sur la charte de

Si la charte confirmait les antiques libertés des deux colonies du Connecticut, elle soumettait la vallée entière à un gouvernement unique⁽¹⁾. La colonie de New-Haven, de population moins nombreuse que l'ancienne colonie du Connecticut, s'accommodait mal de perdre son existence distincte. Mais la sage modération du gouverneur Winthrop⁽²⁾ apaisa le différend. Deux actes, du 13 décembre 1664 et du 20 avril 1665, auxquels les deux colonies adhèrent, rendirent l'union définitive. Ainsi confondues, elles jouirent, jusqu'à 1687, d'une tranquillité et d'une prospérité ininterrompues. Même les commissaires envoyés par le roi dans la Nouvelle-Angleterre, vers 1665, ne firent, dans la vallée du Connecticut, que mettre le sceau, par leurs bons offices, à la concorde des habitants. Ils protégèrent le territoire contre les prétentions ou les empiétements de la colonie de New-York, et rendirent hommage à la docilité du peuple, avec une complaisance à laquelle n'était pas sans doute étranger leur ressentiment contre la colonie du Massachusetts-Bay⁽³⁾. Plus tard, en 1675, se prévalant des termes d'une charte qui avait été octroyée au duc d'York, l'année précédente, le gouverneur de la colonie de New-York essaya vainement d'obtenir que les bourgs sis à l'ouest du fleuve Connecticut reconnussent l'autorité du duc, son maître. On ne dit pas pourtant qu'il essaya d'imposer celle-ci par la force. Mais ce fut le même personnage qui, en 1686, du même maître, devenu Jacques II, recevait la mission de soumettre toute la Nouvelle-Angleterre à un gouvernement absolu. Trois ordonnances de *quo warranto*⁽⁴⁾ furent émises pour obtenir la reddition de la charte de 1662. Les colons protestaient de leur fidélité et suppliaient le roi de leur laisser leur condition présente, ou, si elle était changée.

1662, voy. encore Story, I, 56-57; Bancroft, II, 54; Murray, I, 256; Hough, I, 152-153; Laboulaye, I, 183-185.

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 103-105.

⁽²⁾ Voy. ci-dessus, p. 107.

⁽³⁾ Voy. ci-dessus, p. 76-77.

⁽⁴⁾ Voy. ci-dessus, p. 36, note P.

de se borner à les confondre, avec le reste de la Nouvelle-Angleterre, sous une autorité commune; diverses personnes le pressaient d'abolir la charte; Jacques II se disait satisfait de l'obéissance offerte. Cependant, à l'automne de l'année 1687, accompagné de son conseil et d'une garde armée, le gouverneur royal de la Nouvelle-Angleterre se rendit au lieu où siégeait l'assemblée de la colonie, et la somma de lui livrer la charte. La tradition rapporte qu'auprès d'une table qui portait l'acte, une longue discussion s'engagea, pendant laquelle, la nuit survenant, soudain les lumières furent éteintes, et, à la faveur de l'obscurité, un patriote résolu alla brusquement le cacher dans un vieux chêne. « A cette époque on attachait une importance extrême aux chartes, comme s'il y avait dans les parchemins, dans le sceau qui les consacrait, on ne sait quelle vertu mystérieuse qui subsistait encore après la révocation de l'acte ⁽¹⁾. » Au moins, à coup sûr, c'était l'opinion reçue, en Angleterre, qu'une charte subsistait, tant que la justice ne l'avait pas abrogée, si l'original ou la copie régulière valant original n'avait pas été librement rendue à la couronne. A défaut de la charte elle-même, le représentant du roi se fit livrer les registres de l'assemblée qui donnaient témoignage des antiques libertés du pays, et il y inscrivit de sa main le mot « Finis. » Ce fut le premier acte d'une autorité arbitraire que les colons du Connecticut subirent, comme ceux des colonies voisines, durant quelques mois.

En 1689, sitôt qu'il connut la révolte du Massachusetts, le peuple du Connecticut renversa les fonctionnaires nommés par Jacques II; il alla reprendre décolorée, mais non effacée, dans le vieux chêne qui demeura longtemps l'objet d'une tendre vénération, la charte de 1662, et la déclara rétablie; il restitua leurs charges aux anciens fonctionnaires; enfin il réunit une assemblée législative, et restaura par celle-ci, le 9 mai, tout l'ancien système

¹⁾ Laboulaye, I, 185-186. Comp. Bancroft, II, 80

de gouvernement. Le 26 mai, la nouvelle de l'avènement de Guillaume et de Marie était accueillie avec joie. Le 13 juin, dans une adresse au roi Guillaume, les colons célébrant, par des comparaisons quelque peu hyperboliques, ce dernier, comme Josué, et sa victoire, comme le miracle du Jourdain, affirmaient que leur soumission à l'autorité des représentants de Jacques II avait été une soumission involontaire à un pouvoir arbitraire, et annonçaient la restauration de l'ancien gouvernement accomplie sur l'ordre de la majorité des habitants. Bientôt un agent, qu'ils envoyèrent à Londres, sollicita l'approbation du roi pour ce rétablissement des libertés publiques. La sympathie des presbytériens, alors puissants, était acquise à la cause du solliciteur; les corporations anglaises, dissoutes avant la révolution, venaient d'être reformées; les plus éminents juristes des conseils de la couronne, Ward, Somers, Treby, estimaient qu'une annulation ou une reddition de charte, dont aucun acte judiciaire ne faisait foi, n'avait aucune valeur⁽¹⁾; le roi n'aurait osé poursuivre l'instance qu'ouvriraient les trois ordonnances de *quo warranto* de 1687; et, en 1690, la colonie, mieux servie par une soumission opportune que ne l'avaient été par une résistance inflexible les habitants du Massachusetts-Bay, se trouvait encore investie de tous ses anciens privilèges⁽²⁾.

Ainsi était restaurée dans le Connecticut une pure démocratie⁽³⁾. Le peuple, source de tout pouvoir, composant les lois, les exécutant, rendant la justice par ses mandataires, une dépendance purement nominale rattachait la colonie à la métropole. A plusieurs reprises, sans doute, le gouvernement anglais voulut rendre la subordination plus étroite. En 1692, le roi tentait de confier le commandement de la milice au gouverneur royal de la colonie de New-York; mais l'assemblée législative consultait le peuple; les colons, s'adressant au roi lui-même, représentaient qu'une violation

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 111. — ⁽²⁾ Ci-dessus, p. 77-78, 80-81, 110-111. —

⁽³⁾ Voy. ci-dessus, p. 108.

de la charte allait être commise, et que donner autorité sur la milice au gouverneur d'une autre colonie serait mettre à la merci de ce fonctionnaire leurs personnes, leurs intérêts et leurs libertés; le gouverneur de New-York essayait vainement d'exercer son autorité; puis, le roi céda le 19 avril 1694. Quelquefois, notamment en 1701, 1705, 1720 et 1768, des personnages influents conseillèrent au roi d'annuler toutes les chartes des colonies américaines. Même, en 1701 et 1720, des projets de loi conformes à ce conseil furent soumis aux chambres anglaises. Tantôt les vives réclamations des colonies, tantôt les démêlés de la politique européenne firent échouer le dessein. Les procès-verbaux de la chambre des lords constatent que, dans une de ces occurrences, le 8 mai 1701, le Connecticut présenta publiquement des observations à la barre de cette chambre : Les libertés des colons, disaient les agents de ceux-ci, venaient d'un contrat; elles étaient le prix de services rendus; la destruction de tant de chartes serait celle de toute confiance dans les promesses royales, et un précédent dangereux pour toutes les corporations d'Angleterre formées par des chartes. Sans doute encore, vers la fin de la domination anglaise, la colonie eut à souffrir des exactions fiscales de la maison de Hanovre. Elle essaya de les repousser, et crut devoir, afin d'en triompher, s'associer aux actes de résistance commune qui amenèrent l'émancipation. Mais toutes ses libertés avaient échappé jusqu'alors à tout empiétement. La plupart subsistèrent presque sans discussion jusqu'à 1776.

Dans l'œuvre législative les représentants du peuple prenaient volontiers modèle sur les lois de la colonie du Massachusetts-Bay, berceau des établissements puritains de la vallée du Connecticut. Ils y faisaient, des droits de leurs concitoyens, de solennelles déclarations qu'un État absolument libre n'eût pas désavouées ⁽¹⁾. Cette œuvre s'accomplissait, avec une entière indépen-

(1) Comp. constitution de 1776, paragraphes 2-4, dans Poore, I, 258.

dance, pour l'affermissement et le développement d'institutions très démocratiques. Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire tenaient leur mandat de l'assemblée représentative, et celle-ci, quoiqu'elle eût coutume de les maintenir en charge, autant que leur conduite demeurait respectable, pouvait les changer chaque année. Le jury avait compétence au civil comme au criminel. La milice, comme ailleurs, formée, disciplinée, aguerrie de bonne heure, continuait d'être commandée par des chefs que nommait, suivant leur rang, le peuple ou l'assemblée représentative. Les bourgs étaient organisés comme dans le Massachusetts, et, comme dans cette colonie voisine, l'instruction publique, soigneusement encouragée. L'agriculture jouissait de grande faveur. L'industrie était suffisamment développée. La production dépassant les besoins de la consommation, les colons ne faisaient presque aucune importation, tandis qu'ils exportaient du bétail. Enfin une administration économe présidait aux finances⁽¹⁾.

Sous ce régime, et avec ces institutions, la population s'était promptement accrue, comptant 14,000 âmes en 1675, de 17,000 à 20,000 en 1688, 30,000 en 1701, 100,000 en 1749, 133,000 en 1754, 197,856 en 1774. Du reste, comme dans les autres colonies de la Nouvelle-Angleterre, « la sévérité des mœurs, la régularité des habitudes, la rigidité de la morale religieuse ne laissaient à la liberté qu'un champ des plus limités, et, en la modérant, la rendaient bienfaisante et sans danger⁽²⁾. » La paix eût été complète, si la majorité n'avait parfois essayé d'imposer ses dogmes et son culte à tous. Si bienfaisant, en

⁽¹⁾ Bancroft, I, 395-402; II, 55-61; IV, 39, 148-158, 207-232, 298-313; Murray, I, 255-256; Hough, I, 153; de Tocqueville, I, 48-49; Laboulaye, I, 174. — En 1680, la milice comptait déjà 2,500 combattants : Murray, *loc. cit.* — Vers 1713, les dépenses an-

nuelles du gouvernement ne dépassaient pas encore 800 livres sterling, et le principal juge ne recevait que 10 shillings par journée de service effectif : Bancroft, II, 59.

⁽²⁾ Laboulaye, I, 180. Comp. Bancroft, II, 55-61.

effet, et si peu dangereux paraissait aux colons le régime politique auquel ils étaient soumis, qu'ils disaient solennellement, sous les rois d'Angleterre, lui devoir des jours d'Alcyons⁽¹⁾. Devenus indépendants, en 1776, ils maintinrent leur charte de 1662, où ils se contentaient d'annuler les dispositions qui rappelaient l'autorité du roi, jadis nominale, désormais anéantie⁽²⁾. Ainsi cette charte est demeurée jusqu'à 1818 la loi suprême du pays. Le siècle qui en suivit la promulgation, a pu même sembler à un éminent historien la période la plus heureuse de l'histoire du Connecticut. « Le temps, poursuivant sa route, ne reproduit jamais une pièce ancienne, mais développe de nouvelles scènes dans le grand drame de l'existence humaine, scènes de plus de gloire, de plus de richesse, de plus d'action, non de plus de tranquillité ni de plus de vertu⁽³⁾. »

CHAPITRE VI.

COLONIE DU MARYLAND⁽⁴⁾.

Vers la fin du règne de Jacques I^{er}, parmi les seigneurs de la cour, on voyait un personnage, qui, après avoir eu la faveur de Robert Cecil, le ministre d'Élisabeth et de Jacques I^{er} lui-même, siégé au Parlement, exercé les fonctions de membre du conseil privé et celles de secrétaire d'État, obtenu une pairie d'Irlande sous le titre de baron de Baltimore, pris une part active aux controverses religieuses de ce temps, s'était fait catholique et dévoué à la cause de ses nouveaux coreligionnaires. Il avait dû sacrifier tout emploi offi-

⁽¹⁾ Bancroft, II, 61, 430-431.

⁽²⁾ Constitution de 1776, paragraphe 1, dans Poore, I, 257-258.

⁽³⁾ Bancroft, II, 61.

⁽⁴⁾ Comp. Marshall, 69-75, 279; Story, I, 69-73; Bancroft, I, 197-201, 236-258, 264-265, 272-273; II, 68, 234-245, 255-256; III, 30-34; IV,

129-130, 137-139, 175, 375-377, 441-442; V, 346; VII, 49-50, 66, 74, 142-143, 207, 334; VIII, 2^e édition, 75-78, 244; Murray, I, 144-175; Hough, I, 547-550; Poore, I, 811-817; Seaman, 6, 202-203; Mitchell, 185; Laboulaye, I, 257-277.

ciel, mais il n'avait perdu ni l'estime ni les bonnes grâces de la cour, dont les chefs n'oubliaient pas ses services, et peut-être en prévision de quelques ménagements attendus de la curie romaine, ménageaient parfois les gens demeurés fidèles ou même convertis à l'ancienne religion du pays. De nouvelles persécutions étaient pourtant toujours menaçantes. Georges Calvert, premier baron de Baltimore, avait, sous la charte de 1609, appartenu à la compagnie de Londres, et après la dissolution de celle-ci, au conseil chargé d'administrer la Virginie⁽¹⁾. Plus tard, quand il abandonna le protestantisme, la pensée lui vint d'employer son expérience et son crédit à fonder, en Amérique, des colonies nouvelles, où les catholiques trouveraient, au besoin, le refuge que trouvaient ailleurs les dissidents protestants. Il projeta d'abord de créer des établissements agricoles à Terre-Neuve. La nature du sol, le voisinage des possessions françaises et le développement des pêcheries lui semblèrent bientôt peu propices à ses desseins. Dans la Virginie, où il se rendit ensuite, sa religion le fit accueillir comme un ennemi de la chose publique. Enfin il visita, au delà du Potomac, les bords de la baie de la Chesapeake, dont la fertilité put lui paraître merveilleuse. Là les Indiens se prêtaient volontiers aux relations commerciales. Une compagnie, distincte de celle de Londres, s'était même formée, en vertu d'une licence du roi, pour y trafiquer avec eux. La compagnie de Londres et plus tard la province de la Virginie y avaient maintes fois envoyé des agents à la découverte. La province de la Virginie convoitait, après la compagnie de Londres, d'y établir sa domination, et peut-être y possédait-elle, vers 1633, un petit établissement à l'embouchure du fleuve Susquehannah. D'autre part, les Français, les Hollandais et les Suédois semblaient prêts de vouloir s'y installer. Cependant cette région avait fait retour à la couronne par l'an-

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, chap. II, p. 19-21, 38-39.

nulation des chartes de la compagnie de Londres. Georges Calvert en demanda la cession à Charles I^{er} récemment monté sur le trône, et l'obtint. Lui-même passe pour avoir préparé la charte de cession, mais il mourut le 16 avril 1632, avant l'apposition du grand sceau, et ce fut son fils, Cæcilius Calvert, second baron de Baltimore, qui reçut la charte, le 20 juin de la même année⁽¹⁾.

Aux termes de l'acte, le territoire cédé devait porter le nom de Maryland, apparemment en l'honneur de la reine Henriette-Marie, fille de Henri IV de France, et épouse de Charles I^{er}, que Georges Calvert paraît avoir intéressée à ses projets⁽²⁾. Il comprenait, outre l'État actuel, qui porte encore ce nom, quelques parties des États de la Pensylvanie et du Delaware⁽³⁾. Après de longs différends soulevés par les colonies du Delaware, de la Pensylvanie et de la Virginie, des actes de 1658, 1668, 1685, 1732, 1750, 1760, 1769, le ramenèrent aux limites actuelles du Maryland. Ce fut sur le sol de ce dernier État, aux bords de la rivière Sainte-Marie, à quatre lieues du confluent de cette rivière et du Potomac, que le premier établissement considérable et permanent de la nouvelle colonie s'éleva en 1634. Environ deux cents émigrants, venus sous les ordres de Léonard Calvert, frère du lord propriétaire, presque tous catholiques, la plupart riches et de rang élevé, l'habitèrent d'abord. Les Indiens d'alentour se montraient presque toujours bienveillants. La colonie de la Virginie était voisine, où les ressources nécessaires pouvaient, au besoin, être obtenues. Le lord propriétaire et ses amis de la métropole prodiguaient l'argent. Loin d'imposer le système de la propriété commune, ils promettaient, à bas prix, les concessions de terres. Les émigrants attendaient de la culture du tabac une fortune rapide. Tandis que partout ailleurs sévissait la persécution reli-

(1) L'acte, dans Poore, I, 811 et 817.

(2) « Terram Mariæ Anglicæ Maryland nominamus et sic in futuro nomi-

nari volumus. » L'acte dans Poore, I, 812.

(3) L'acte, dans Poore, I, 811.

gieuse, dans le Maryland la tolérance était promise à tous. Aussi, à peine la première troupe de colons avait-elle débarqué, que la colonie prospérait et se développait. On y vit affluer des persécutés d'un grand nombre de pays, des colonies puritaines et des colonies anglicanes d'Amérique, peut-être du Piémont, à coup sûr de France, d'Allemagne, de Bohême, de Hollande, de Suède, de Finlande. Les catholiques, les puritains, les baptistes, les presbytériens, les luthériens allemands, les quakers, s'y rendaient également. La population blanche comptait 12,000 âmes en 1660, 16,000 en 1676, 25,000 en 1701, plus de 30,000 en 1710, 36,000 en 1733, 85,000 en 1749, 104,000 en 1754. Les produits du sol étaient les mêmes que dans la Virginie, et le Maryland faisait souvent à cette dernière une redoutable concurrence.

Jusqu'à 1776, ce fut la charte de 1632 qui, tantôt de fait, tantôt de nom, régissait la colonie. Une sorte de monarchie avait été fondée pour Cæcilius Calvert et les successeurs de ce personnage. Avec la propriété absolue du sol ⁽¹⁾, la puissance exécutive et la puissance judiciaire appartenaient au lord propriétaire ⁽²⁾. Il nommait tous les fonctionnaires ⁽³⁾, créait les cours de justice ⁽⁴⁾, levait et organisait les troupes ⁽⁵⁾, avait l'autorisation d'appliquer la loi martiale en cas d'émeute, de sédition, de tumulte ⁽⁶⁾. Il pouvait conférer des titres de noblesse, différents de ceux que le roi octroyait dans la métropole ⁽⁷⁾, imposer au territoire l'organisation féodale ⁽⁸⁾, établir ou indiquer des ports dans lesquels toutes les marchandises seraient chargées ou déchargées, donner à ces ports la condition et y prélever les redevances qu'il jugerait convenables ⁽⁹⁾. Il avait même du roi la promesse que, dans son domaine,

(1) L'acte, dans Poore, I, 811-812.

(2) *Ibid.*, I, 813.

(3) *Ibid.*, I, 813-814.

(4) *Ibid.*, I, 813 et 816.

(5) *Ibid.*, I, 814.

(6) L'acte, dans Poore, I, 814-815.

(7) *Ibid.*, I, 814.

(8) *Ibid.*, I, 814-816, *passim*.

(9) *Ibid.*, I, 815.

aucun impôt, aucune taxe, aucune contribution ne serait levée par la métropole ⁽¹⁾. Le pouvoir législatif proprement dit était le seul qu'il n'exerçât point sans partage. Encore les dispositions qui divisaient ce pouvoir n'excluaient-elles pas toute ambiguïté. A une époque où l'autonomie existait dans les autres colonies anglaises du Nouveau Monde, ç'avait été apparemment la pensée du roi que les colons fussent appelés à participer à la composition de toutes les lois importantes et permanentes du Maryland ⁽²⁾. Cependant, pour les cas urgents, qui ne permettaient pas la réunion soit du peuple tout entier, soit des députés du peuple, le lord propriétaire était investi du droit de faire des ordonnances, dont la valeur ne le devait céder en rien à celle des lois régulières, ni la sanction dépendre d'autre chose que du bon plaisir de l'auteur ⁽³⁾. Sur l'urgence, ce dernier se pouvait prononcer souverainement; et le texte ne subordonnait à aucune ratification du peuple l'exécution définitive et continue des ordonnances ⁽⁴⁾. En vérité, deux réserves limitaient seules le droit du lord propriétaire : l'une commandait que les ordonnances, comme les lois proprement dites ⁽⁵⁾, ne fussent jamais contraires, et même, s'il était possible, fussent toujours semblables aux lois et aux statuts de la métropole, et l'autre, qui distinguait des lois les ordonnances, que celles-ci ne portassent atteinte ni à la vie, ni aux membres, ni aux biens des sujets ⁽⁶⁾. D'autre part, sans doute, la charte voulait que les lois proprement dites émanassent du lord propriétaire, et des colons, ou d'une assemblée représentative des colons; mais elle semblait donner au lord propriétaire le droit d'initiative et celui de régler l'organisation de l'assemblée ⁽⁷⁾. Aux colons l'acte

(1) L'acte, dans Poore, I, 816.

(2) Comp. ci-dessus, p. 30-31, 61-62, 70, 72-73, 81-82, 96-97. Voy. encore 105-107.

(3) L'acte dans Poore, I, 813.

(4) L'acte, dans Poore, I, 813.

(5) *Ibid.*, I, 813.

(6) *Ibid.*, I, 813.

(7) *Ibid.*, I, 812-813.

n'accordait guère, avec une précision certaine, d'ailleurs suivant les formules usuelles, que la conservation, pour leurs personnes et leur postérité, des droits, des privilèges et des immunités des sujets libres du roi habitant les dominations de la couronne ⁽¹⁾, et ainsi qu'il le donnait à tous les sujets du roi, le droit de pêcher, selon les coutumes reçues, dans les eaux et sur les côtes de la colonie, et les accessoires de ce droit ⁽²⁾. Même la tolérance religieuse, qui exista, n'était pas expressément promise : le texte ne la permettait qu'implicitement, et, comme si pallier cette autorisation implicite eût été nécessaire, il conférerait au lord propriétaire la faculté de fonder des églises et des chapelles conformément à la loi ecclésiastique d'Angleterre ⁽³⁾.

L'usage que les lords propriétaires de la colonie firent de la charte de 1662, a fourni matière à peu de controverses. L'opinion commune est que leur autorité fut généralement douce et modérée. Assurément des plaintes se produisirent parfois. A en croire quelques déclarations de contemporains, non seulement des fonctionnaires qu'ils nommaient tous, les lords propriétaires faisaient des instruments d'obéissance servile, mais encore ils rejetaient ou annulaient volontiers les lois de la colonie que les colons jugeaient les meilleures et les plus importantes, et ils ne cessaient d'imposer leur volonté arbitraire, allant parfois jusqu'à saisir, sans mandat de justice, les biens de propriété privée. Nous n'avons trouvé pourtant aucune preuve certaine de l'exactitude de ces allégations. Si le chef de la famille de Baltimore habitait rarement le Maryland, souvent il y fut représenté par de proches parents, qui ne devaient point s'appliquer, de propos délibéré, à le rendre

⁽¹⁾ L'acte, dans Poore, I, 813-814.

⁽²⁾ *Ibid.*, I, 815.

⁽³⁾ L'acte, *loc. cit.*, I, 812. Comp. Murray, I, 115; Laboulaye, I, 263. Voy. d'ailleurs sur la charte : Story, I,

69-70; Marshall, 69-70; Bancroft, I, 241-244; II, 234-235; IV, 137-139; Murray, I, 145-146, 156; Hough, I, 547; Laboulaye, I, 260-264.

impopulaire. Le premier gouverneur, Léonard Calvert, était frère de Cæcilius. Vers 1660, un autre frère de ce dernier administrait la colonie. Lorsque Cæcilius lui-même mourut en 1675, son fils qui succéda au titre, venait de la gouverner pendant plus de quatorze ans. Plus tard, de 1716 à 1732, elle est de nouveau sous l'administration d'un gouverneur du nom de Calvert. On ne voit, ni que, dans la vente et la location du sol, les lords propriétaires aient eu coutume d'exiger des prix exorbitants, ni qu'ils aient prélevé, sur les donations entre vifs ou à cause de mort, des droits de mutation excessifs, ni qu'ils se soient efforcés d'imposer aux colons ou d'en obtenir une sorte de liste civile, dont la quotité eût été trop onéreuse. Si l'on excepte ceux de quelques personnes, qui furent, avec l'assentiment du peuple et l'approbation du roi ou de son conseil, dépouillées de terres et de privilèges commerciaux qu'elles pensaient avoir dûment acquis avant la charte de 1632, ils respectèrent les droits privés. S'ils firent des ordonnances, celles-ci sans doute furent peu nombreuses, ne tendirent le plus souvent qu'à assurer l'exécution des lois proprement dites, et n'eurent pas le caractère de règles tyranniques. De bonne heure les colons, contestant que les représentants du peuple pussent être privés du droit d'initiative, le retinrent sans partage. En 1638, la population parut trop nombreuse pour que l'usage demeurât de tenir des comices du peuple tout entier, une assemblée représentative fut créée, et Cæcilius Calvert fut autorisé à convier ses amis personnels aux réunions de l'assemblée avec toutes les prérogatives des représentants du peuple eux-mêmes. Mais on ne sait s'il fit jamais, et, à coup sûr, il ne fit pas longtemps de cette faculté un usage immodéré : dès 1650, deux chambres investies de pouvoirs égaux étaient formées, dont l'une se composait des seuls représentants du peuple. Si les lords propriétaires avaient le droit d'apposer leur veto aux lois, rien ne prouve qu'ils l'exercèrent souvent mal à propos. L'assemblée paraît s'être réunie à termes périodiques et

fréquents. Elle semble avoir eu sur le gouvernement une influence considérable par des lois nombreuses, où se manifesta maintes fois une grande indépendance d'allures. Pour ne citer que deux exemples, dès 1650 les représentants du peuple proclamèrent que, sans l'aveu de l'assemblée, aucune taxe ne serait dûment levée, et ils décidèrent que la loi martiale ne serait pas appliquée hors des camps et des lieux de garnison. A vrai dire, dans un temps où les colonies voisines luttaient, avec quelle vigueur, on se le rappelle, contre l'autorité de la métropole elle-même, comment quelques hommes, qui ne disposaient ni d'une forte armée, ni de sommes énormes, auraient-ils imposé à tout le peuple des colons du Maryland un système de gouvernement arbitraire ⁽¹⁾ ? Pour ce pays et cette époque, les accusations de tyrannie permanente sont donc contraires à toute vraisemblance. En regard de griefs rarement exprimés et sans doute fort exagérés, il serait d'ailleurs aisé de mettre des actes solennels où l'assemblée représentative, attribuant aux lords propriétaires la paix et la prospérité du pays, recommandait leur sollicitude et leurs bienfaits au respect des générations futures ⁽²⁾.

S'il est certain qu'à plusieurs reprises des révoltes ensanglantèrent le Maryland, et que, pendant quelques années, la domination des lords propriétaires fut de fait interrompue, il faut rechercher, on le voit, hors d'une oppression invraisemblable et réellement impossible, les causes de ces accidents.

Vers 1645, le gouvernement tomba, et resta plus d'un an, aux mains de rebelles armés. De 1652 à 1658, des fonctionnaires choisis par Cæcilius Calvert, et d'autres nommés par des agents de la métropole, conduisaient à de véritables combats les troupes de leurs partisans respectifs, et se ravissaient tour à tour le pouvoir. En 1660, l'assemblée représentative des colons prétendait

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 30-31, 36-38, 41-42, 47-50, 52-53, 66-67, 74-80, 86-94, 100-103, 110-112.

⁽²⁾ Comp. Bancroft, I, 258; II, 238; Laboulaye, I, 267-268.

ne relever que de ses commettants et du roi. Entre 1683 et 1688, l'un après l'autre, Charles II, et Jacques II se proposèrent de faire de la colonie une province royale. Elle le devint sous Guillaume et Marie, en 1691, et le demeura jusqu'en 1715.

La révolution de 1645 paraît avoir eu pour causes l'irritation et les menées de ces quelques personnages, actifs et habiles, qui prétendaient vainement avoir acquis, avant 1632, des droits sur le Maryland ⁽¹⁾. En 1660, l'assemblée des représentants du peuple se souvenait que Cæcilius Calvert avait reconnu sans difficulté l'autorité du Long Parlement, et encouru de la sorte la colère de Charles II. Sans doute l'occasion lui parut bonne d'échapper, avec l'aveu du nouveau roi, à toute autre domination qu'une suprématie purement nominale de la métropole; mais les colons, eux, acceptèrent volontiers que le lord propriétaire, rentré dans les bonnes grâces de la cour, reprît son pouvoir ⁽²⁾. Charles II et Jacques II voulaient poursuivre l'annulation judiciaire de la charte de 1632, quand la mort atteignit l'un, et la déchéance l'autre. On sait qu'ils avaient dessein de réduire sous la domination arbitraire de la couronne toutes les colonies anglaises de l'Amérique ⁽³⁾. A l'avènement de Guillaume et de Marie, les protestants de la colonie donnèrent à tort le lord propriétaire pour un ennemi de la maison d'Orange, et leurs propres personnes pour menacées jusque dans leur existence. Négligeant de recourir à l'annulation judiciaire de la charte que recommandait le conseil privé, le roi ne tarda pas à assumer l'administration du Maryland. C'est ainsi que la colonie devenait de fait, sinon de droit, une province royale.

Cette transformation ne fut qu'un nouvel épisode d'une ancienne et longue querelle de partis religieux promptement devenus des partis politiques. Même les dissensions qui désolèrent le Maryland

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 121.

⁽³⁾ Comp. ci-dessus, p. 33-42, 67,

⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 40-44, 47-48, 65-66, 76-77, 86-87, 106-108.

77-80, 87, 100-102, 110-112.

de 1652 à 1658, ne furent guère que des incidents de cette querelle. On vit celle-ci habilement exploitée alors par l'un des auteurs des troubles de 1645, que la faveur du Long Parlement entourait depuis peu, et que le gouvernement anglais avait chargé d'un mandat officiel où une clause, au moins ambiguë, fournissait un prétexte d'attaquer l'autorité du lord propriétaire. Durant plusieurs années après 1632, les catholiques avaient été la majorité, et le corps des fonctionnaires recruté parmi eux. Si le lord propriétaire voulait cette préférence, à coup sûr la majorité des colons la voulait tout autant. Cependant la tolérance était grande parmi eux pour ce temps, puisqu'une minorité dite hérétique, au lieu que ses membres fussent dépouillés de leurs biens, traqués, torturés, mis à mort ou chassés, lui devait de jouir, dans l'ordre du droit civil, de la même condition que la majorité orthodoxe⁽¹⁾. Les autorités catholiques invitaient à l'immigration les protestants, leur promettaient des concessions de terres, et ne traitaient avec une certaine rigueur que les seuls quakers, parce que ces derniers refusaient des serments et le service militaire, auxquels se prêtaient toutes les autres sectes. Les protestants vinrent donc nombreux. Bientôt ils prétendirent à l'exercice des fonctions publiques. Le lord propriétaire et les catholiques résistèrent, n'hésitant pas à adopter, vers 1649, une loi qui paraissait faire du catholicisme une véritable religion d'État. Mais, à mesure que la minorité croissait, la lutte devenait plus vive. Enfin les fidèles des deux religions rivales se disputèrent, sous mille prétextes, parmi des péripéties diverses, même par les armes, la prépondérance dans l'assemblée représentative, et la possession des fonctions publiques. De 1650 à 1691, cette lutte de véritables partis fut presque toute l'histoire du Maryland. En vérité, ce fut sans doute pour hâter leur propre domination dans les conseils du gouvernement et pour obtenir la haute main dans l'exercice de ses pouvoirs, que les protestants demandèrent, à la

(1) Ci-dessus, p. 57, 59-60, 67-68, 70, 73, 90, 95, 99-100, 109.

fin du xvii^e siècle, la cessation de l'autorité d'un maître catholique. Le roi lui-même semble ne l'avoir pas accordée pour autre chose. Déjà ils étaient presque la majorité. Peu à peu l'affluence des colons venus des colonies voisines où la masse était protestante, les fit le grand nombre, et diverses lois affermirent la puissance de la majorité nouvelle. Sur ces entrefaites, l'héritier des anciens lords du pays abandonna le catholicisme. Ni le peuple ni le roi dès lors ne lui contestèrent ses droits. En 1715, la famille de Baltimore reprit donc les pouvoirs que lui conférait la charte de 1632. Elle les conserva jusqu'en 1776. Les gouverneurs royaux avaient administré, de 1692 à 1715, suivant les idées du parti protestant. Après 1715 les lords restaurés ne firent pas autrement.

On ne vit pas plus, après 1692, qu'on ne l'avait vu auparavant. une puissance arbitraire opprimer indistinctement tous les colons. L'esprit d'indépendance de ces derniers différait peu de celui qui prévalait dans d'autres colonies. Ils trouvaient volontiers surannées certaines attributions des lords propriétaires, et affirmèrent plus d'une fois la volonté d'empêcher toute violation des libertés que le peuple jugeait nécessaires. Pourtant, jusqu'à la fin, ils donnèrent bon témoignage de la modération qui présidait d'ordinaire à l'administration de la colonie. Même, en 1776, ils hésitèrent non seulement à se détacher de la métropole, mais encore à renverser l'autorité des héritiers de Calvert. Ainsi durait, à la veille de l'émancipation des États-Unis, la charte du Maryland de 1632.

CHAPITRE VII.

COLONIE DU RHODE-ISLAND ⁽¹⁾.

Deux personnages, célèbres dans les annales du Nouveau Monde, persécutés, puis chassés par les colons du Massachusetts, pour avoir

(1) Comp. Marshall, 99-101, 115-116, Bancroft, I, 361-362, 368-380, 388-133-134, 174, 196; Story, I, 61-68; 393, 422-430; II, 51, 61-68, 92-93.

soutenu, l'un, que la liberté absolue de la pensée et du culte devait être respectée, si elle ne portait pas atteinte à la paix publique. et l'autre, que la foi sans les œuvres suffit au salut, fondèrent, avec un petit nombre de prosélytes, la colonie du Rhode-Island. Le premier, Roger Williams, créa, en 1636, le bourg de Providence, dans la partie continentale de l'État actuel du Rhode-Island; le second, une femme, Anne Hutchinson, s'établit, en 1638, sur la plus grande des îles de cet État. Autour des premiers colons, de part et d'autre également partisans de la liberté de conscience, vinrent bientôt se ranger de nombreux fugitifs, qu'avaient molestés ou chassés les autres colonies, et particulièrement les colonies puritaines. Des baptistes, des épiscopaliens, des quakers, des moraviens, des juifs, des adeptes d'autres religions encore, ou d'autres sectes, s'y trouvèrent réunis et y vécurent paisiblement : « Quiconque aurait perdu sa foi, disait un fameux puritain du temps, serait assuré de la retrouver dans quelque village du Rhode-Island. » La population d'origine européenne y comptait près de 2,500 âmes en 1663, près de 4,000 en 1675, 10,000 en 1701, 17,953 en 1730. Elle dépassa 30,000 en 1748, 35,000 en 1754, et atteignit presque 60,000 en 1774.

L'ancienne colonie du Rhode-Island n'excéda pas les limites de l'État actuel, qui porte encore ce nom. A vrai dire, ce nom ne fut pas celui de la colonie. On appela celle-ci d'abord la colonie des Plantations de Providence, et plus tard la colonie des Plantations de Providence et de Rhode-Island ⁽¹⁾. Les Plantations de Providence étaient, à cette dernière époque, les établissements de la partie continentale de l'État actuel, sans doute presque tous fon-

448; III, 68-69; IV, 128-129, 148-158, 319; V, 217-218, 328-329; VI, 43; VII, 42, 65-66, 316-317, 325; VIII, 355-356; Sparks, IV, 158-160; Murray, I, 205-209, 257-260, 268; Hough, II, 245-247; Poore, II, 1594-1603;

Seaman, 6, 81, 199-201; Mitchell, 165; De Tocqueville, I, 48; Laboulaye, I, 161-173.

⁽¹⁾ Comp. Patente de 1644 dans Poore, II, 1595, et charte de 1663, *ibid.*, II, 1597.

dés par des colons détachés du vieux bourg de Providence; le nom de Rhode-Island désignait seulement l'île, dont Anne Hutchinson et ses compagnons avaient fait leur demeure. Dans les Plantations comme dans l'île, dès la première heure, prévalut une pure démocratie. Tous les colons réunis décidaient de toutes les affaires importantes, et même de toutes les affaires indistinctement. Ils exerçaient collectivement tous les pouvoirs dans les Plantations, où aucune magistrature individuelle paraît n'avoir existé au premier moment, tandis que dans l'île la puissance exécutive appartenait à un chef connu sous le nom de juge, à l'imitation des usages des Hébreux, et secondé par trois assistants. Si, comme il est probable, les Plantations ne tardèrent pas à avoir quelques fonctionnaires publics, ceux-ci furent, à coup sûr, des fonctionnaires électifs, tenant leur mandat du peuple. D'autre part, le texte d'une loi émanée des colons de l'île, en 1641, contient le mot même de démocratie, et donne la définition du gouvernement populaire qu'ils avaient établi : « à savoir, c'est le pouvoir du corps des planteurs, régulièrement assemblé, ou de la majorité des membres de ce corps, de faire et d'établir de justes lois, qui les régissent, et de choisir, parmi eux, des mandataires, qui veillent à l'exécution fidèle de ces lois ⁽¹⁾. »

La colonie du Nouveau-Plymouth revendiquait, pour une partie de son territoire, les établissements nouveaux de la baie de Narragansett, et leurs habitants pour ses sujets. Afin d'échapper à ses empiétements, surtout à une véritable annexion, les Plantations et l'île contractèrent une alliance, peut-être se soumirent à un gouvernement commun ⁽²⁾, puis demandèrent à la métropole une charte commune. Le 2 novembre 1643, une ordonnance des deux chambres du Parlement anglais avait organisé, dans la métropole même, un conseil des colonies d'Amérique préposé à la haute administration de ces colonies avec des prérogatives con-

⁽¹⁾ Bancroft, I, 393. — ⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 63-64, 86-87, 97-98.

sidérables, presque indéfinies, qu'il pouvait déléguer à son gré⁽¹⁾. Sous le nom de gouverneur en chef et lord grand amiral des colonies d'Amérique, le comte de Warwick présidait ce conseil. Cinq membres de la Chambre des pairs, le comte de Pembroke, le comte de Manchester, le vicomte Say-et-Seale, lord Wharton, lord Rolle, et douze membres de la chambre des Communes le formaient, parmi lesquels il faut citer Olivier Cromwell, le Protecteur, et Sir Henry Vane, l'homme d'État bien connu⁽²⁾. Ce fut à ce conseil que s'adressèrent les colons. Ils représentèrent qu'entre eux et la puissante tribu des Indiens Narragansett étaient nouées des relations propres à assurer, Dieu aidant, la prospérité de l'Amérique entière; ils avaient acheté aux Indiens un sol fertile, des lieux riches en bois de construction et en autres objets de trafic; le succès de la colonisation semblait certain; ils sollicitaient simplement les pouvoirs nécessaires pour gouverner ces lieux de manière à y faire prévaloir la justice et la paix⁽³⁾. Vane venait d'administrer, comme gouverneur élu, la colonie du Massachusetts-Bay; sa faveur était acquise cependant à la liberté de conscience, et son amitié aux compagnons de Roger Williams et d'Anne Hutchinson, qui durent à son influence le succès de leurs démarches⁽⁴⁾. Le 14 mars 1644, « la dix-neuvième année » du règne de Charles I^{er}⁽⁵⁾, le conseil anglais érigea en corps politique, sous le nom « d'Incorporation des Plantations de Providence dans la baie de Narragansett, dans la Nouvelle-Angleterre », les habitants des trois bourgs de Providence, Portsmouth et Newport⁽⁶⁾, les bourgs de beaucoup les plus considérables, sinon les seuls des Plantations proprement dites et de l'Île : la colonie devait avoir son

(1) Voy. la patente des Plantations de Providence, de 1644, dans Poore, II, 1594.

(2) Patente précitée, *loc. cit.*, II, 1594.

(3) L'acte précité, *ibid.*, II, 1594-1595.

(4) Comp. ci-dessus, p. 70, 75-76.

(5) La patente précitée, dans Poore, II, 1595.

(6) *Ibid.*, II, 1594-1595.

sceau, et les colons recevaient le droit d'organiser, suivant leur bon plaisir, tous les pouvoirs publics, à charge seulement de respecter les lois anglaises, autant que le permettraient « la nature et la constitution » du pays⁽¹⁾.

L'acte si libéral du 14 mars 1644 ne porte que onze signatures, y compris celle de Warwick. Parmi les noms des signataires on ne trouve pas celui de Cromwell⁽²⁾. Quoique l'ordonnance des deux chambres anglaises, du 2 novembre 1643, paraisse n'avoir pas exigé, pour la validité des ordonnances du conseil, la ratification du Parlement, peut-être le Parlement confirma-t-il par une résolution expresse l'acte précité. A coup sûr, les dispositions en furent observées presque sans difficulté jusqu'à 1663. En 1651, le 3 avril, la métropole nomma aux diverses îles de l'État actuel du Rhode-Island un gouverneur à vie. C'était violer l'acte de 1644, démembrer la colonie, exposer de nouveau la partie continentale aux empiètements des agglomérations de colons voisines. Des plaintes promptes et véhémentes obtinrent, le 2 octobre 1652, l'annulation de l'acte de 1651, et la confirmation de celui de 1644. Le gouvernement demeura ce que les habitants des Plantations et de l'Île l'avaient fait sous l'empire de ce dernier. Le pouvoir législatif appartenait à une assemblée dite cour de commissaires, élue par les habitants des bourgs, et à des comices du peuple tout entier, appelés à confirmer toutes les lois d'intérêt général; le pouvoir exécutif, et le pouvoir suprême pour l'administration de la justice, à un président et à quatre assistants également électifs; dans chaque bourg, l'administration locale et la connaissance des différends les moins graves, à un conseil électif de six personnes. Les sombres prophètes ne manquaient pas sans doute, du moins en Angleterre, qui auguraient mal de ce régime, où tous les hommes étaient ré-

⁽¹⁾ L'acte précité, *loc. cit.*, II, 1595. Voyez sur cet acte, Story, I, 61; Marshall, 115; Bancroft, I, 393, 422, 425.

Murray I, 259; Sparks, IV, 158-160.

⁽²⁾ L'acte précité, *loc. cit.*, II, 1595.

putés égaux, pouvaient aspirer à tous les emplois, et tenant, au son du tambour et au cri du héraut, des réunions du peuple entier, tantôt sous les arbres d'une forêt, tantôt sur le rivage de la mer, y discutaient volontiers toutes les affaires de la communauté. Mais, si les controverses furent vives parmi les colons, cependant elles n'empêchèrent pas le pouvoir d'être le plus souvent confié à des hommes de bien, ni un esprit de tolérance, de sagesse, et de vraie liberté, de présider à l'œuvre législative. Aussi, par un document public, dès 1647, la colonie disait-elle à ses détracteurs : « Notre *popularité* ne se montrera pas, comme quelques-uns le supposent, une anarchie, et, de la sorte, une tyrannie commune; car nous sommes extrêmement désireux d'assurer à tout homme la sécurité, dans sa personne, son nom et son bien ⁽¹⁾. »

Les Plantations et l'Île proclamèrent Charles II, à sa restauration, et ne tardèrent pas à lui demander la confirmation solennelle « de leurs justes droits et de leurs privilèges ⁽²⁾. » Pour tous les habitants libres de la colonie, un agent éminent et zélé, qui veillait, depuis plusieurs années, en Angleterre, à la défense des intérêts des colons, Jean Clarke, présenta au roi une pétition, dont les principales parties méritent d'être analysées. « Les colons poursuivaient leur dessein sérieux, austère, religieux, de s'édifier les uns les autres, suivant leurs convictions, dans les croyances et les œuvres du christianisme, et de convertir à ces croyances et à ces œuvres les pauvres indigènes. Non seulement, avec la permission et les encouragements des ancêtres du roi, ils avaient quitté l'Angleterre, mais encore, parce que leurs opinions, différentes dans les choses de la religion, paraissaient insupportables et menaçaient de la discorde et d'autres maux, dans les lieux d'Amérique où ils avaient d'abord pris demeure, ils avaient abandonné ce séjour digne d'envie à tous autres égards, et s'étaient, au prix de labeurs,

⁽¹⁾ Bancroft, I, 426-427, — ⁽²⁾ Bancroft, II, 61-62.

de voyages, de dangers et de charges excessives, transportés parmi les Indiens indigènes, les princes et les peuples les plus puissants de ce pays. La bonne Providence de Dieu aidant, de laquelle les Plantations tiraient leur nom, là, à force de labeurs et d'efforts, ils n'avaient pas seulement été conservés à merveille; ils avaient crû et prospéré; ils avaient acquis des Indiens, et possédaient toujours des terres, des îles, des rivières, des ports et des routes, tout un pays commode pour la colonisation, la construction des navires, le commerce du bois et d'autres objets, et singulièrement propre tant à enrichir par le trafic les colonies du Sud, qu'à développer le négoce du royaume; même, augmentant considérablement ainsi les possessions anglaises, ils avaient persuadé, dans les relations amicales de bon voisinage, au grand corps des Indiens Narragansett de soumettre, de plein gré, son peuple et ses terres à la domination du roi. De la sorte, si Dieu bénissait leurs efforts, ils auraient fourni, pour l'avenir, à toute l'Amérique un élément de prospérité certaine. En retour, ils demandaient la permission, et ils tenaient fort à cœur de montrer, par une expérience vivante, que, même parmi des sujets anglais, l'État civil le plus florissant peut être, le mieux du monde, établi et maintenu avec une pleine liberté en matière de religion, voire qu'une piété sincère, justement fondée sur les principes de l'Évangile, donne au souverain la meilleure et la plus forte sécurité, en mettant au cœur de l'homme le sentiment le plus vif de la vraie fidélité⁽¹⁾. » Peut-être firent-ils observer qu'à cette distance de la métropole la liberté de conscience serait sans grand danger⁽²⁾. Ils sollicitaient d'ailleurs, avec la confirmation de celle-ci, le maintien de leur liberté politique⁽³⁾.

⁽¹⁾ La charte des Plantations de Providence et du Rhode-Island, de 1663, dans Poore, II, 1596. Comp. patente précitée de 1644, dans Poore, II, 1594-1595. Voy. aussi ci-dessus, p. 125-128.

²⁾ La charte précitée de 1663, *loc. cit.*, II, 1596.

⁽³⁾ Bancroft, II, 61-62; Hough, II, 246.

Fut-ce la gratitude qui détermina Charles II à céder à la requête des colons? Fut-ce l'influence de Clarke, peut-être aidée du secours des personnages considérables que Winthrop le jeune avait intéressés, l'année précédente, à la cause du Connecticut⁽¹⁾? Fut-ce la pensée qu'il serait malséant de refuser aux colons des Plantations et de l'Île les privilèges dont le Connecticut avait récemment obtenu la concession⁽²⁾? Fut-ce encore le désir de faire échec aux gens du Massachusetts-Bay⁽³⁾, ou le dessein d'assurer la conversion des Indiens⁽⁴⁾? La chose est incertaine. Les conjectures que l'on a pu former pour la colonie du Connecticut⁽⁵⁾, sont permises pour les établissements des Plantations et de l'Île, qui reçurent de Charles II, « la quinzième année de son règne⁽⁶⁾, » le 8 juillet 1663, à Westminster, sous le contreseing de Howard⁽⁷⁾, une charte semblable presque de tout point à la charte octroyée aux gens de cette colonie voisine, l'année précédente⁽⁸⁾. L'organisation du corps politique des colons sous le nom de « gouverneur et compagnie de la colonie anglaise du Rhode-Island et des Plantations de Providence, dans la Nouvelle-Angleterre, en Amérique⁽⁹⁾, » la propriété du sol⁽¹⁰⁾, le sceau⁽¹¹⁾, le pouvoir exécutif⁽¹²⁾, la puissance législative et le caractère des lois⁽¹³⁾, la puissance judiciaire⁽¹⁴⁾, l'armée et la loi martiale⁽¹⁵⁾, la conservation aux colons des droits et privilèges des sujets anglais nés sur le territoire de la métropole et habitant les dominations de la couronne⁽¹⁶⁾, le droit de pêche⁽¹⁷⁾, sont, dans la charte que Clarke

(1) Voy. ci-dessus, p. 107.

(2) Ci-dessus, p. 107-109.

(3) Ci-dessus, p. 75-77.

(4) La charte précitée de 1663, dans Poore, II, 1599.

(5) Ci-dessus, p. 107-108.

(6) La charte précitée, dans Poore, II, 1603.

(7) *Ibid.*

(8) Voy. ci-dessus, p. 108-109.

(9) La charte, dans Poore, II, 1597.

(10) *Ibid.*, II, 1602-1603.

(11) *Ibid.*, II, 1597.

(12) *Ibid.*, II, 1597, 1598, 1599, *passim*.

(13) *Ibid.*, II, 1598.

(14) *Ibid.*, II, 1598-1599.

(15) *Ibid.*, II, 1600-1601.

(16) *Ibid.*, II, 1602.

(17) *Ibid.*, II, 1601.

obtint, l'objet de dispositions analogues à celles de la charte qu'avait précédemment obtenue Winthrop. On ne trouve guère que quatre différences qui distinguent ces chartes l'une de l'autre. Dans celle de 1663, les limites de la colonie unique de l'Île et des Plantations, nécessairement dissemblables des limites du Connecticut, étaient déterminées sensiblement comme le sont encore, de nos jours, celles de l'État du Rhode-Island ⁽¹⁾. Tandis que la charte de 1662 paraît autoriser une assemblée collective des colons du Connecticut à légiférer, la charte de 1663 semble attribuer exclusivement le droit de législation à une assemblée représentative des colons de la colonie unique de l'Île et des Plantations ⁽²⁾. D'autre part, la charte de 1663 défendait expressément aux colonies voisines de molester ces derniers, et permettait, en cas de différend entre colonies, l'appel au roi dans le conseil privé ⁽³⁾. Enfin et surtout, la charte de 1663 garantissait, par une clause expresse et solennelle, la liberté de conscience ⁽⁴⁾.

Ainsi Charles II, à peine monté sur le trône, établissait, on le voit, dans la colonie du Rhode-Island, une pure démocratie ⁽⁵⁾. La charte fut reçue en grande pompe, avec joie, par les colons prompts à voter les plus vifs remerciements au roi, au premier ministre, Clarendon, et au fidèle agent, Clarke. Ses dispositions demeurèrent observées sans difficulté ni discussion jusqu'à 1685. La liberté de conscience continuait de fleurir. L'assemblée législative édictait, pour confirmer ou développer les libertés publiques, des lois nombreuses ⁽⁶⁾. Elle y décidait notamment, à l'exemple d'autres colonies, que nul ne pouvait être emprisonné ni privé de son

⁽¹⁾ La charte de 1663, dans Poore, II, 1602-1603.

⁽²⁾ Charte de 1662, *ibid.*, II, 253; charte de 1663, *ibid.*, II, 1598.

⁽³⁾ *Ibid.*, II, 1601, 1603.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, II, 1596-1597. Sur cette charte de 1663, voy. Marshall, 133-

134; Story, I, 62-64; Bancroft, II, 61-63; Murray, I, 259; Hough, II, 246; Laboulaye, I, 170-172.

⁽⁵⁾ Comp. ci-dessus, p. 108-112.

⁽⁶⁾ *Records of the colony of Rhode-Island and Providence Plantations...* 10 volumes, grand in-8°.

bien, si ce n'était en vertu soit du jugement de ses pairs, soit de la loi du sol, et que nulle taxe ne serait dûment levée ni perçue sans l'assentiment de l'assemblée. Les Planteurs élistaient les membres de celle-ci. Les fonctionnaires publics tenaient leur mandat ou d'elle, ou du peuple lui-même ⁽¹⁾. Mais au mois de juillet 1685, aussi désireux de réduire à merci les gens du Rhode-Island qu'il l'était de soumettre à sa discrétion les autres colonies d'Amérique, le roi fit émettre une ordonnance de *quo warranto* contre la charte de 1663 ⁽²⁾. Comme les colons du Connecticut, ceux du Rhode-Island décidèrent de ne pas soutenir le procès ⁽³⁾. La résistance judiciaire n'avait sauvé ni la charte du Massachusetts ⁽⁴⁾ ni celles de diverses corporations anglaises ⁽⁵⁾. Ils crurent mieux faire d'en appeler à la conscience du roi, le suppliant de leur laisser « les privilèges et les libertés octroyés par Charles II, de mémoire bénie ⁽⁶⁾. » Le gouverneur royal de la Nouvelle-Angleterre ne tarda pas à se présenter, et demanda la remise de la charte; le gouverneur élu de la colonie, de solliciter des délais jusqu'à des temps plus favorables. Il ne paraît pas absolument certain que la charte ait été livrée au gouverneur royal; il l'est que ce dernier, brisant le sceau du Rhode-Island, déclara l'ancien gouvernement dissous et confia l'administration à une commission qui ne devait pas de comptes au peuple. La commission semble avoir gouverné avec modération. En particulier, elle paraît n'avoir levé que des impôts légers. Néanmoins, à peine la révolution anglaise de 1688 était-elle connue que, le 1^{er} mai 1689, au jour ordinaire des élections, les colons assemblés proclamaient leur gratitude envers « la bonne providence de Dieu, qui avait merveilleusement soutenu leurs prédécesseurs et eux-mêmes dans des difficultés et

⁽¹⁾ Comp. p. 105-112.

⁽⁴⁾ Comp. ci-dessus, p. 75-78, 110-

⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 35-37, 75-78, 112.

⁽⁵⁾ Comp. ci-dessus, p. 75-78.

⁽³⁾ Comp. ci-dessus, p. 110-112.

⁽⁶⁾ Bancroft, II, 429.

des épreuves plus qu'ordinaires. » Puis ils déclaraient tenir pour leur devoir de ressaisir « leurs anciens gracieux privilèges contenus dans leur charte, » et ils renommaient leurs anciens fonctionnaires ⁽¹⁾.

L'annulation de la charte de 1663 n'avait jamais été prononcée en justice. A supposer que l'acte eût été rendu par les colons, aucune constatation judiciaire n'avait été faite de la reddition. La colonie du Rhode-Island, comme la colonie du Connecticut, vit donc ses antiques libertés confirmées par le maintien de sa charte, sous la maison d'Orange. Comme celui du Connecticut encore, à plusieurs reprises, son régime démocratique subit des menaces ⁽²⁾. Il subsista pourtant jusqu'à 1776, soutenu par des coutumes et un esprit qui ne différaient pas de ceux des autres colonies dites de la Nouvelle-Angleterre, le Massachusetts, le Connecticut, le New-Hampshire ⁽³⁾. Ce n'est même pas assez de dire qu'il dura autant que la domination anglaise. La charte de 1663 établissant un système « que peu de gens, outre les habitants du Rhode-Island eux-mêmes, jugeaient praticable, demeura en vigueur jusqu'à devenir la plus vieille charte constitutionnelle du monde. Elle survécut aux principes de Clarendon et à la politique de Charles II. Au moment où elle fut reçue, le nombre des habitants du Rhode-Island s'élevait probablement à 2,500. En cent soixante-dix ans, ce nombre fut quatre fois décuplé. Ce gouvernement, qui paraissait avoir à peine assez de prise sur le pouvoir du peuple pour durer même parmi des bergers et des fermiers, protégea une population serrée et les richesses d'un commerce fort étendu. Nulle part au monde, la vie, la liberté et la propriété

⁽¹⁾ Bancroft, II, 448.

⁽²⁾ Voy. ci-dessus, p. 110-112.

⁽³⁾ Ci-dessus, 61-63, 66-67, 70-71, 75-82, 84, 86, 88-94, 96-97, 100-103, 104-106, 108-112. Comp. Ban-

croft, IV, 148-158, 319; V, 217-218, 328-329; VI, 43; VII, 42, 65-66, 316-317, 325; VIII, 355-356. Joignez Story, I, 65; Marshall, 196; Hough, II, 247.

n'étaient plus en sûreté que dans le Rhode-Island⁽¹⁾. » La charte de 1663 ne fut pas abrogée avant 1842. Le Rhode-Island est « le dernier État de l'Union qui ait modifié sa constitution, et dans le fait qu'y pouvait-on changer ? Il y avait deux siècles que Roger Williams lui avait donné pour base le suffrage universel et la séparation absolue de l'Église et de l'État; la philosophie et la politique n'ont pas encore été plus loin⁽²⁾. »

CHAPITRE VIII.

COLONIE DE LA CAROLINE DU NORD⁽³⁾.

La France, l'Espagne, l'Angleterre, avaient fait des explorations, et rêvé de créer des colonies importantes dans la région que bornent au nord le 36° degré de latitude nord, et au midi le cap Floride. Durant de longues années chacune de ces grandes puissances prétendit en être seule maîtresse. Au moins entre le 31° et le 36° degrés de latitude nord, ce fut l'Angleterre qui l'emporta. Après les essais infructueux de colonisation auxquels se livrèrent Gilbert et Raleigh⁽⁴⁾, de petites troupes de colons apparurent vers 1609, 1622, 1642, 1652 et 1656, sur divers points de l'État actuel de la Caroline du Nord, principalement dans la partie septentrionale de cet État. La plupart venaient sans doute de la Virginie, en crainte de persécutions religieuses. Des établissements permanents ne paraissent avoir été fondés par aucune. L'agglomération durable de colons, venus encore de la Virginie, qui fut le berceau de la colonie, puis de l'État de la

⁽¹⁾ Bancroft, II, 64.

⁽²⁾ Laboulaye, I, 173.

⁽³⁾ Comp. Marshall, 152-155, 246-247, 279, 395-396; Story, I, 89-96; Bancroft, II, 128-164; III, 18-24, 31; IV, 38, 128-129, 133-134; V, 223; VI, 34-38, 183-191, 380-384; VII, 54-55.

73, 282-283, 390-399; VIII, 92-98, 289-290, 352-353; Murray, I, 298-304, 309-310, 333; Hough, II, 103-106; Poore, II, 1379-1408; Seaman, 6, 203; Mitchell, 194; Laboulaye, I, 328-382.

⁽⁴⁾ Voy. ci-dessus, p. 6-9.

Caroline du Nord, s'établit, vers 1662, aux bords du golfe dit d'Albemarle.

Dès 1630, le roi Charles I^{er} avait donné à Sir Robert Heath, procureur général de la couronne, la région comprise entre la 31^e et la 36^e parallèles de latitude. Le pays concédé portait déjà le nom de Caroline que lui avaient laissé les Huguenots français, en l'honneur de Charles IX ⁽¹⁾. En 1663, les ayants cause de Robert Heath virent cette première donation annulée pour inexécution des charges. La même année, « la quinzième du règne de Charles II, le 24 mars ⁽²⁾, » une charte royale octroya la même région à huit personnages considérables, des amis du roi, le grand chancelier comte de Clarendon, le célèbre Monk, duc d'Albemarle, grand écuyer et capitaine général des forces du royaume, le chancelier de l'Échiquier, lord Ashley, le chevalier et baron, vice-chambellan de la maison du roi, Sir Georges Carteret, les lords Craven et Berkley, le chevalier, Sir Guillaume Berkley, et le chevalier et baron, Sir Colleton ⁽³⁾. Deux ans plus tard, une seconde charte, du 30 juin 1665, étendit le domaine de ces personnages au nord jusqu'au 36^e degré 30', et au midi, jusqu'au 29^e degré de latitude nord ⁽⁴⁾.

Les deux chartes englobaient ainsi dans ce domaine, entre l'Océan Atlantique à l'Est et la mer Pacifique à l'Ouest, le territoire des États actuels de la Caroline du Nord, de la Caroline du Sud, de la Géorgie, du Tennessee, de l'Alabama, du Mississippi, de la Louisiane, de l'Arkansas, d'une grande partie des États de la Floride et du Missouri, de presque tout l'État du Texas et d'une partie notable de la République mexicaine. A cet immense espace elles assignaient de nouveau le nom de Caroline ⁽⁵⁾. Les principales dispositions de l'une et de l'autre, définissant les pouvoirs des

⁽¹⁾ Ci-dessus, *Introduction*, p. xviii; Bancroft, I, 62; II, 128-131.

⁽²⁾ La charte de 1663, dans Poore, II, 1390.

⁽³⁾ L'acte dans Poore, II, 1382 et 1383.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, II, 1390.

⁽⁵⁾ Charte de 1663, *loc. cit.*, II, 1384, et charte de 1665, *ibid.*, II, 1396.

propriétaires, traitaient de la propriété du sol⁽¹⁾, de la puissance législative⁽²⁾, de la puissance exécutive⁽³⁾, de la puissance judiciaire⁽⁴⁾, de l'armée et de la loi martiale⁽⁵⁾, des titres de noblesse⁽⁶⁾, de l'organisation féodale des terres⁽⁷⁾, des ports de chargement et de déchargement⁽⁸⁾, de la conservation aux colons des droits et privilèges des sujets anglais⁽⁹⁾, en termes presque littéralement copiés sur ceux de la charte que Cæcilius Calvert avait reçue, pour le Maryland, trente ans auparavant, du roi Charles I^{er} ⁽¹⁰⁾.

Le groupe de colons des bords du golfe d'Albemarle s'était établi au nord du 36° degré de latitude nord, et ne se trouvait pas compris dans les limites du domaine formé par la charte de 1663. Cependant l'un des huit propriétaires, que les autres chargèrent du soin de recruter des immigrants à tout prix, Sir Berkley, alors gouverneur de la Virginie, voulut tenir le lieu de cette agglomération pour une partie de la Caroline. Lui-même paraît y avoir conduit, de la province royale à l'administration de laquelle il présidait, une nouvelle troupe de colons, et y établit un gouvernement distinct de celui de cette province. En l'établissant, il n'eut garde de faire autre chose que suivre le vœu des immigrants : s'il leur nomma un gouverneur, il choisit celui-ci parmi eux, et le prit singulièrement populaire; il organisa une assemblée législative;

⁽¹⁾ Charte de 1663, *ibid.*, II, 1383, 1387; charte de 1665, *ibid.*, II, 1390-1391.

⁽²⁾ Charte de 1663, *ibid.*, II, 1384-1385; charte de 1665, *ibid.*, II, 1391-1392.

⁽³⁾ Charte de 1663, *ibid.*, II, 1384; charte de 1665, *ibid.*, II, 1392.

⁽⁴⁾ Voy. la note précédente.

⁽⁵⁾ Charte de 1663, *loc. cit.*, II, 1388-1389; charte de 1665, *ibid.*, II, 1395-1396.

⁽⁶⁾ Charte de 1663, *ibid.*, II, 1387; charte de 1665, *ibid.*, II, 1395.

⁽⁷⁾ Charte de 1663, *ibid.*, II, 1388; charte de 1665, *ibid.*, II, 1396.

⁽⁸⁾ Charte de 1663, *ibid.*, II, 1386-1387; charte de 1665, *ibid.*, II, 1394.

⁽⁹⁾ Charte de 1663, *ibid.*, II, 1385; charte de 1665, *ibid.*, II, 1393.

⁽¹⁰⁾ Voy. ci-dessus, p. 118-120. Sur les chartes de 1663 et de 1665, voyez aussi Marshall, 152-153; Story, I, 89-91; Bancroft, II, 146-150; Murray, I, 299; Hough, II, 103-104; Laboulaye, I, 332-335. Joignez Bancroft, II, 128-130, 137-138; Seaman, 203.

puis il abandonna à eux-mêmes, jouissant de la liberté de conscience et d'une tenure facile du sol, libres réellement de se régir à leur fantaisie, gouverneur, assemblée et colons. La charte de 1665, englobant l'agglomération dans les limites du domaine des huit seigneurs précités, la laissa de fait sous le même régime politique. Le gouverneur administrait, assisté d'un conseil de douze membres, dont six étaient nommés par les lords propriétaires, et six par l'assemblée législative. Celle-ci se composait du gouverneur, du conseil, et de douze représentants élus par le peuple. Jusqu'alors les maîtres de la colonie n'abusaient donc point de leurs vastes pouvoirs. Déjà, sans doute en l'honneur de Monk, le golfe auprès duquel la colonie s'était formée d'abord, et la colonie, ou, comme on disait, le comté, portaient le nom d'Albemarle; mais aussi des rangs des habitants de l'agglomération primitive déjà peut-être se détachaient de petits groupes, qui étendaient sur divers points de l'État actuel de la Caroline du Nord, avec les bornes du comté, les principes de gouvernement auxquels il obéissait.

Cependant les seigneurs ou lords propriétaires, de crainte qu'ils n'eussent trop sacrifié leurs propres intérêts, et établi une véritable « confusion, » en tolérant « une nombreuse démocratie, » se proposèrent bientôt de soumettre désormais leurs sujets aux règles d'un système essentiellement aristocratique⁽¹⁾. Peu d'années après 1665, ils chargeaient Ashley Cooper, comte de Shaftesbury, le célèbre homme d'État, et Jean Locke, le philosophe non moins célèbre, d'élaborer le projet de constitution. Celui-ci, composé par Locke, revu et un peu corrigé par Shaftesbury⁽²⁾, approuvé en 1669, le 1^{er} mars, par les lords propriétaires, semble avoir été promulgué sous le titre de constitutions fondamentales⁽³⁾. Le système nouveau pouvait être en pleine harmonie avec toute la

⁽¹⁾ Constitutions fondamentales de 1669, préambule, dans Poore, II, 1396-1397.

⁽²⁾ Poore, II, 1397, à la note.

⁽³⁾ L'acte dans Poore, II, 1397, 1408. Comp. Hough, II, 104.

philosophie politique de Locke, et plaire de tout point à Shaftesbury; il devait paraître odieux aux colons qui avaient apporté dans la Caroline une égalité complète et une liberté presque absolue⁽¹⁾. Non seulement toute la puissance exécutive et, en dernier ressort, la puissance judiciaire, appartenaient aux huit lords propriétaires⁽²⁾, avec le droit de nommer les juges inférieurs où la justice n'émanait pas de seigneurs féodaux subordonnés⁽³⁾, mais encore un cinquième de tout le sol demeurait la propriété perpétuelle de ces hauts personnages, et un cinquième, celle d'une noblesse héréditaire soigneusement constituée⁽⁴⁾. Une partie de la population se trouvait réduite au servage de la glèbe⁽⁵⁾. L'initiative législative était attribuée à un grand conseil composé des lords propriétaires et de conseillers ordinaires, dont la plupart tenaient leur mandat des lords propriétaires eux-mêmes et de la noblesse héréditaire⁽⁶⁾. Les mêmes lords et cette noblesse siégeaient de droit dans le « Parlement, » l'assemblée législative proprement dite⁽⁷⁾. Nul ne pouvait représenter le peuple dans cette assemblée, ni concourir à l'élection des représentants, sans posséder une certaine étendue de terres de franche-tenure⁽⁸⁾. Les lords propriétaires se réservaient la faculté d'opposer leur veto à toutes les décisions du Parlement, qui devenaient même de nul effet, si elles ne recevaient d'eux une approbation expresse⁽⁹⁾.

Tant s'en fallait que ces dispositions fussent tout le corps des constitutions fondamentales⁽¹⁰⁾. Elles suffisaient à caractériser

(1) Voy. ci-dessus, p. 29-33, 38-50, 136-137.

(2) L'acte, dans Poore, II, 1401, 1402, 1403, *passim*.

(3) *Ibid.*, II, 1399, 1400, 1403, 1404.

(4) *Ibid.*, II, 1398, 1399, 1400, 1401, 1403.

(5) *Ibid.*, II, 1400.

(6) *Ibid.*, II, 1400-1401, 1403.

(7) L'acte, dans Poore, II, 1404.

(8) *Ibid.*, II, 1404.

(9) *Ibid.*, II, 1401, 1405. Sur ces constitutions voy. Marshall, 154-155; Story, I, 91-93; Bancroft, II, 146-151; Murray, I, 300; Hough, II, 104; La-boulaye, I, 336-364.

(10) L'acte, dans Poore, II, 1397-1408,

l'œuvre et à la rendre inacceptable. « Peut-être ne trouverait-on pas, dans les annales du monde, un exemple plus salubre de l'extrême folie de tous les efforts qui tendent à établir des formes de gouvernement sur la pure théorie, et du danger de légiférer, sans avoir égard aux habitudes, aux mœurs, aux sentiments et aux idées des gens que les lois doivent régir⁽¹⁾. » Entre ces idées, ces sentiments, ces mœurs, ces habitudes, et le système nouveau, le contraste était, en vérité, ridicule⁽²⁾. Il l'était encore entre ce système et les règles de gouvernement, qui prévalaient dans les colonies voisines, ou, d'une manière plus générale, dans toutes les colonies anglaises d'Amérique⁽³⁾. Le système lui-même devait d'autant moins être respecté, que les lords propriétaires n'avaient pas la force d'exiger une obéissance absolue⁽⁴⁾. Aussitôt commença une longue dispute, qui dura, presque ininterrompue, jusqu'à 1729. Elle faillit se terminer, au début du règne de Jacques II, par une poursuite judiciaire que le roi ordonna pour faire annuler la charte de 1665. Les lords propriétaires, offrant de rendre cet acte en échange du remboursement de leurs dépenses, surent traîner le différend en longueur, tant que leur adversaire fut sur le trône. Eux-mêmes, de guerre lasse, abrogèrent les constitutions fondamentales, au mois d'avril 1693. Quelques années plus tard, au mois d'avril 1698, ils prétendirent les remettre en vigueur, avec divers amendements qui n'avaient pas effacé les dispositions les plus sujettes à critique. La lutte recommença de plus belle. Enfin, au cours de l'année 1729, suivant un arrangement auquel le parlement anglais adhéra, la couronne recouvra des lords propriétaires découragés, au prix de 22,000 livres sterling, tous les pouvoirs que les chartes de 1663 et de 1665 avaient cédés pour

⁽¹⁾ Story, I, 93.

86, 88-93, 96-97, 104-106, 108-109,

⁽²⁾ Voy. ci-dessus, p. 29-33, 38-50.

112.

⁽³⁾ Voy. ci-dessus, p. 29-33, 38-50.

⁽⁴⁾ Comp. ci-dessus, p. 58-59.

61-63, 66-67, 70-71, 79-80, 81-82.

l'administration de la Caroline, et à l'exception de la part de lord Carteret, les droits qu'elles avaient octroyés pour la propriété du sol. Sans avoir la faculté de la gouverner, Carteret demeurerait simple propriétaire d'une partie considérable de la Caroline, et la couronne substituait à l'autorité des anciens maîtres de la colonie le régime politique d'une province royale⁽¹⁾. C'est à ce moment que la colonie paraît avoir perdu le nom de comté d'Albemarle, pour prendre celui de Caroline du Nord.

Dans la longue lutte que les colons soutenaient contre les lords propriétaires, de 1669 à 1729, on avait vu se succéder les péripéties les plus diverses. Les lords propriétaires, n'abandonnant presque jamais la volonté d'imposer les constitutions fondamentales, procédaient tantôt avec vigueur, tantôt avec modération. Parfois ils nommaient des gouverneurs qui savaient acquérir la faveur du peuple. Parfois, au contraire, ils employaient des fonctionnaires honnis, ils toléraient trop aisément la concussion ou paraissaient la tolérer, ils prétendaient obtenir le paiement de taxes excessives, et ils joignaient à la querelle politique une querelle religieuse, en essayant de faire observer les rites de l'Église anglicane. De leur côté, les colons, pour la plupart, ne cessaient de revendiquer la liberté de conscience et le droit d'avoir une assemblée législative, qui se composât principalement de représentants du peuple; ils repoussaient les impôts arbitraires ou excessifs; tantôt ils saisissaient et emprisonnaient les fonctionnaires que les lords propriétaires avaient nommés, tantôt ils élevaient, en face du gouverneur, du conseil, de l'assemblée, que les amis de ces lords défendaient. un autre gouverneur, un autre conseil, une autre assemblée, sortis du seul scrutin populaire; en vérité, ils ne demeuraient guère paisibles que s'ils jouissaient, sous des gouverneurs trop rarement modérés et aimés,

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 39-40.

de la liberté de se régir eux-mêmes, suivant leur bon plaisir. Lorsque la colonie devint une province royale, et que les dispositions détestées des constitutions fondamentales furent lettre morte, on ne vit pas pourtant régner une tranquillité permanente. Rien, sinon une dépendance purement nominale, n'aurait pu satisfaire les colons de la Caroline du Nord, « les plus indépendants parmi les indépendants ⁽¹⁾. » Faute de les trouver souples, l'administration royale les disait volontiers sauvages et barbares. Aucun empiètement sur les droits qu'ils prétendaient avoir, même aucune menace, ne les trouvaient lents à résister. Leur assemblée législative, à laquelle seule ils reconnaissaient le pouvoir de les grever d'impôts, protégeait ou développait sans crainte les libertés publiques. Aux prétentions de gouverneurs parfois concussionnaires, arbitraires, tyranniques, le peuple lui-même opposait des réclamations absolument contraires et inconciliables, la résolution de ne pas laisser dresser le rôle de certaines redevances, le refus de tout subside, voire parfois, au moins en certains lieux, des révoltes armées, longues et sanglantes. Est-il besoin de dire qu'animée de pareilles dispositions, la province lutta résolument contre ces exactions, spécialement fiscales, de la maison de Hanovre, qui poussèrent à la guerre et à l'émancipation toutes les colonies du territoire actuel des États-Unis ⁽²⁾ ?

Malgré tant d'épreuves douloureuses et fréquentes, la colonie de la Caroline du Nord grandit et prospéra. La fertilité du sol, l'abondance des terres offertes à des redevances le plus souvent modérées, le régime de la liberté religieuse, y attirèrent, avec les immigrants nombreux que la quantité déjà considérable des habitants ou la persécution écartait d'autres colonies plus peuplées ou moins tolérantes, nombre de gens que, même au milieu du XVIII^e siècle, après la tentative de Charles-Édouard, les discordes

⁽¹⁾ Bancroft II, 164-166.

283; VIII, 92-98, 289-290, 352-

⁽²⁾ Bancroft, VII, 54-55, 73, 282-

353.

politiques chassaient encore d'Angleterre. La population blanche, qui comptait à peine 4,000 âmes vers 1680, et moins de 6,000 en 1701, devait dépasser 45,000 en 1749. Après avoir atteint 70,000 en 1754, elle s'éleva sans doute au delà de 80,000, vers 1763. Les limites de la province s'étendirent d'ailleurs à l'ouest jusqu'au fleuve Mississippi, englobant, avec l'État actuel de la Caroline du Nord, l'État ou presque tout l'État actuel du Tennessee.

CHAPITRE IX.

COLONIE DE LA CAROLINE DU SUD ⁽¹⁾.

Après le vain essai de colonisation que firent, en 1562, des huguenots français, sous les auspices de Coligny, un siècle s'écoula avant la fondation d'une nouvelle colonie sur le territoire de l'État actuel de la Caroline du Sud ⁽²⁾. Vers 1660, une petite troupe de gens venus de la Nouvelle-Angleterre s'établit près du cap Fear, non loin de la rive méridionale du fleuve qui porte le même nom. Ces colons se trouvaient apparemment dans les limites qui furent plus tard celles de la colonie de la Caroline du Sud, et, à coup sûr, dans celles du domaine qu'érigèrent les chartes de 1663 et de 1665 ⁽³⁾. Ils avaient des associés dans la métropole. A peine la charte de 1663 était-elle promulguée que, par leurs agents, ils revendiquaient, devant les lords propriétaires, la propriété des terres où ils vivaient, et le droit de se gouverner eux-mêmes. Une transaction intervint : la liberté religieuse était promise; les pou-

⁽¹⁾ Marshall, 152-159, 204, 238-247, 279, 346; Story, I, 89-96; Bancroft, II, 131-132, 136-137, 166-187; III, 14, 19-20, 201-211, 320-331; IV, 38, 129-132, 175; V, 150, 293-294, 333, 358-359; VI, 14, 42-43, 235, 317-318, 385-386, 400-411, 447-448, 471; VII, 50, 52, 73, 81, 251, 336-

337, 376-377; VIII, 84-92, 137, 345-346, 352-353; Murray, I, 299-308, 333; Hough, II, 103-106, 172; Poore, II, 1379-1408; Seaman, 6, 203; Mitchell, 197; Laboulaye, I, 328-382.

⁽²⁾ Voyez ci-dessus, dans l'*Introduction*, p. XVIII, XXIII.

⁽³⁾ Voy. ci-dessus, p. 136-137.

voirs du gouvernement furent partagés entre un gouverneur assisté d'un conseil et une assemblée représentative; les lords propriétaires devaient nommer le gouverneur et le conseil sur la présentation des colons, et l'assemblée représentative légiférer avec une indépendance qui aurait pour seule limite le veto dont les lords propriétaires se réservaient le libre usage. Cependant cette première colonie paraît n'avoir guère duré au delà de 1667. La tradition est que des Indiens ennemis la dispersèrent alors.

Vers 1664, auprès de ces gens de la Nouvelle-Angleterre, des planteurs de la Barbade fondèrent une autre colonie. Ceux-ci acquirent des Indiens une grande étendue de terres, et voulaient porter leur juridiction à une distance considérable, au sud de la rive méridionale du fleuve du Cap Fear. A cette seconde colonie les immigrants vinrent assez nombreux, principalement, au début, de la Barbade même. Dès 1666, la population blanche y comptait huit cents âmes, et y ouvrait un commerce lucratif de bois. L'œuvre de la colonisation, dès lors utilement commencée, ne cessa plus de se développer. C'est ainsi que l'établissement des planteurs de la Barbade fut le berceau de la colonie de la Caroline du Sud, ou, comme on disait, du comté de Clarendon. En 1670, et à diverses reprises, plus tard, les lords propriétaires envoyèrent des habitants au voisinage du lieu, qui est devenu la cité de Charleston. Cette ville elle-même commençait à surgir vers 1680. Peu à peu, du voisinage du cap Fear et de celui de Charleston les colons se répandirent, au loin, sur divers points de l'État auquel le nom de Caroline du Sud est demeuré. La culture singulièrement rémunératrice du riz y attira de nouveaux immigrants. Des gens qui fuyaient la persécution religieuse ou les procédés arbitraires de gouvernement s'y rendirent encore des bords de l'Hudson, de la Hollande, de diverses parties du Royaume-Uni, et, après la révocation de l'édit de Nantes, même de la France. La population paraît s'être accrue surtout dans la moitié méridionale de l'État actuel de la

Caroline du Sud. Peut-être vit-on se transporter au-dessous du fleuve Santee presque tous les habitants sortis de la Barbade, qui s'étaient d'abord établis près du cap Fear. Quoi qu'il en soit, tandis que le commerce de la colonie acquérait une réelle importance, le nombre des habitants blancs atteignait 7,000 en 1701, 30,000 en 1749; il dépassait 40,000 en 1765, et s'élevait presque à 45,000 en 1769.

Les gens venus de la Barbade paraissent s'être gouvernés, pendant un certain temps, suivant leur bon plaisir, comme faisaient ailleurs les gens du comté d'Albemarle⁽¹⁾. Tout au plus, les lords propriétaires de la Caroline leur nommaient un gouverneur. Dans le voisinage de Charleston, vers 1670, les immigrants se donnèrent un gouvernement fondé sur les principes d'une liberté aussi large, ou peu s'en fallait : la nomination du gouverneur et de cinq membres d'un conseil d'assistants devait émaner des lords propriétaires; cinq autres membres, élus par le peuple, complétaient le conseil; sans l'assentiment de ce dernier, le gouverneur ne pouvait accomplir aucun acte du pouvoir exécutif; le gouverneur, le conseil, et vingt représentants du peuple formaient l'assemblée législative. Il semble que dès lors, sous cette forme même de gouvernement, une administration unique régit jusqu'à 1729 tous les colons de la Caroline du Sud. On sait que la plupart habitaient le midi de l'État actuel, à une distance assez grande du cap Fear⁽²⁾. La distance, beaucoup plus considérable encore, qui séparait cette partie méridionale du comté de Clarendon, la plus peuplée, de la partie septentrionale, la plus peuplée, du comté d'Albemarle⁽³⁾, n'aurait guère permis que les deux comtés fussent confondus sous une administration commune.

La division des pouvoirs entre un gouverneur nommé par les lords propriétaires, un conseil dont tous les membres, ou quelques-

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 138-139. — ⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 145. — ⁽³⁾ Comp. ci-dessus, p. 136-139.

uns, tenaient leur mandat des mêmes personnages, et une assemblée dont les membres étaient, pour la plupart, élus par le peuple, paraissait aux habitants du comté de Clarendon le seul système que le comté pût accepter, en dehors de l'indépendance absolue, sans se soumettre au régime des constitutions fondamentales. Or appliquer celles-ci parmi eux eût été plus difficile que de changer « d'un mot, des arbres en cathédrales ou en châteaux ⁽¹⁾. » Mais les lords propriétaires ne l'entendaient pas ainsi. Ce fut leur désir constant que le comté de Clarendon, comme le comté d'Albemarle, subît l'acte de 1669. Dès 1671 une lutte analogue à celle qui sévissait dans les limites de l'État actuel de la Caroline du Nord s'engagea donc dans celles de l'État de la Caroline du Sud. On y vit à peu près les mêmes péripéties ⁽²⁾. La vivacité plus grande de la résistance des colons de la Caroline du Sud et le succès plus prompt de leur opposition y mirent seuls quelque différence. En 1706, menacés d'être astreints à l'observation des rites de la religion anglicane, ils n'hésitèrent pas à invoquer le secours de la chambre anglaise des pairs; cette chambre recommanda leur pétition à l'attention de la reine; puis les lords du bureau du commerce et des colonies décidèrent que la charte de 1665, violée par les lords propriétaires, devait être judiciairement annulée. Si la couronne ne suivit pas cet avis, celui-ci n'avait pas moins infligé un nouvel et grave échec à l'autorité seigneuriale, déjà fort affaiblie. En 1719, les colons allaient plus loin. A plusieurs reprises, les troupes de la colonie avaient dû lutter contre les Français, les Espagnols, les Indiens, sans être aidées par les hauts seigneurs du domaine qu'elles défendaient ou accroissaient ⁽³⁾. Ces derniers s'obstinaient à désapprouver quelques-unes des mesures financières que l'assemblée avait

⁽¹⁾ Bancroft, II, 168. Comp. ci-dessus, p. 140-141.

⁽²⁾ Voy. ci-dessus, p. 140-143.

⁽³⁾ Marshall, 158-159, 238-239, 244; Bancroft, III, 209-211, 320-326, 329-330; Murray, I, 305-307.

adoptées, et à rejeter d'autres lois qu'elle jugeait utiles et importantes. En particulier, le peuple ne pouvait obtenir qu'ils permissent de procéder aux élections dans les diverses paroisses, au lieu de les faire toutes dans la seule cité de Charleston. Au cours de l'année 1719, celles de l'assemblée législative ne donnèrent le succès à aucun des candidats que soutenaient les agents du gouvernement. Aussitôt le peuple forma des associations pour la défense de ses « droits » et de ses « privilèges ⁽¹⁾. » Les élus, d'abord, en des réunions sans caractère officiel, et le 28 novembre, en séance régulière, résolurent de n'avoir plus égard aux ordres ni aux fonctionnaires des lords propriétaires. Le gouverneur refusant de garder, « au nom du roi, les rênes du gouvernement ⁽²⁾, » l'assemblée nouvelle nomma un nouveau gouverneur. La milice, à laquelle l'ancien gouverneur eut vainement recours, et le peuple tout entier, prirent parti pour la nouvelle administration. La puissance politique des anciens maîtres de la colonie se trouvait réellement abolie par les colons. La métropole elle-même approuva cette révolution. Le roi voyageait en Hanovre, mais il avait laissé ses pouvoirs aux mains d'un conseil de Régence, dont les membres, fort disposés à étendre la prérogative royale, conseillèrent volontiers, comme avait fait le conseil du commerce, en 1706, et par les mêmes motifs, l'abrogation de la charte de 1665 ⁽³⁾. Des mesures furent prises afin d'assurer l'abrogation, et la colonie fut provisoirement érigée en province royale. Ce régime provisoire dura jusqu'à l'année 1729. Les lords propriétaires désespéraient sans doute de triompher dans la lutte judiciaire, qui s'était engagée entre eux et la couronne, et ils se lassèrent des querelles politiques dont la Caroline du Nord demeurait le théâtre; ils abandonnèrent alors leur titre ⁽⁴⁾. La colonie paraît avoir été confondue, pendant trois années, avec le

⁽¹⁾ Bancroft, III, 329.

⁽³⁾ Ci-dessus, p. 147.

⁽²⁾ *Ibid.*, III, 329.

⁽⁴⁾ *Comp. ci-dessus*, p. 59, 87.

comté d'Albemarle, sous les ordres d'un seul gouverneur royal. Enfin, en 1732, avec le nom définitif de Caroline du Sud, elle devint une province royale distincte, recevant sensiblement les limites, qui sont encore, de nos jours, celles de l'État actuel du même nom.

La condition de la Caroline du Sud, sous les gouverneurs royaux, ne différa guère de celle des autres provinces coloniales du roi. Il paraît cependant que l'autorité royale y était exercée avec une certaine modération, les terres concédées aux colons à de basses redevances, les lois fiscales de la métropole parfois mitigées pour développer les modes d'agriculture, qui faisaient la richesse du pays. Mais, si légère que pût être la dépendance, volontiers encore le peuple la trouvait trop lourde. Il n'avait pas assez de résister, avec énergie, à tout acte abusif du pouvoir exécutif; lui-même se montrait prompt à empiéter sur les attributions de ce pouvoir, et tendait à absorber sans partage tous les droits du gouvernement. « Ici prévalent les principes de nivellement, écrivait dès 1748, de toute l'Amérique, et, en particulier, de la Caroline du Sud, un gouverneur de cette province; l'édifice du gouvernement civil est bouleversé; un gouverneur, pour être idolâtré, doit violer son mandat; le peuple a toute l'administration dans les mains; l'élection des membres de l'assemblée se fait au scrutin secret; non seulement les postes civils, mais tous les emplois ecclésiastiques sont à la disposition du peuple, ou dépendent de ses votes; pour maintenir la dépendance de l'Amérique en général, la constitution doit être refaite⁽¹⁾. » Si celle-ci fut refaite autrement que ce fonctionnaire ne le souhaitait, une nouvelle organisation des colonies annulant la dépendance au lieu de la rendre plus étroite, la province royale de la Caroline du Sud ne contribua pas médiocrement à cette réforme⁽²⁾.

⁽¹⁾ Bancroft, IV, 38. Comp. IV, 175.

359; VI, 14, 42-43, 235, 317-318, 385-

⁽²⁾ Bancroft, V, 293-294, 333, 358-

386, 410-411, 447-448, 471; VII, 50,

CHAPITRE X.

COLONIE DE NEW-YORK ⁽¹⁾.

La colonie de New-York eut pour fondateurs des Hollandais. Ceux-ci créèrent leurs principaux établissements dans les limites mêmes de l'État actuel de New-York, et, sous le nom de Nouvelle-Amsterdam, le plus considérable de tous, sur l'île que la ville de New-York couvre presque tout entière de nos jours ⁽²⁾. Les Nouveaux-Pays-Bas, dont la colonie de New-York faisait partie, furent, on le sait, conquis par les Anglais en 1664, recouvrés, pendant quelques mois, par la Hollande en 1673, et définitivement rendus, en 1674, aux Anglais, qui les conservèrent jusqu'à 1776 ⁽³⁾. Les Hollandais y avaient admis le régime de la liberté de conscience; les Anglais l'y conservèrent. Aussi vit-on s'installer sur le territoire même de l'État actuel de New-York, soit au temps de la domination anglaise, soit auparavant, un assez grand nombre d'immigrants que la persécution religieuse chassait des Pays-Bas, de l'Allemagne du Nord, de la Bohême, des bords du Rhin, des montagnes du Piémont, du territoire français, du Royaume-Uni, des colonies puritaines de l'Amérique du Nord. Les Hollandais

52, 73, 81, 251, 336-337, 376-377; VIII, 84-92, 137, 345-346, 352-353.

⁽¹⁾ Comp. Marshall, 136-137, 143-147, 178-181, 188-189, 205-208, 279, 389-391; Story, I, 59, 74-78; Bancroft, II, 54-62, 70, 280-282, 301-315, 320-325, 403-415, 431, 450; III, 56-64, 221, 370, 457; IV, 35-36, 52-53, 102-105, 128-129, 144-148, 298-313, 319, 329-338, 440-441; V, 85-86, 197-198, 214-217, 280-284, 330-332, 354-358; VI, 14-

15, 43-44, 308-316, 331-332, 384-385, 527; VII, 40-43, 46-47, 76-83, 207-216, 283-285, 328-331, 358-360; VIII, 33-34, 215, 438-441; Murray, I, 258-259, 285-294, 333; Hough, II, 57-61; Poore, I, 783-788; Seaman, 201-202; Mitchell, 172; Laboulaye, I, 277-300.

⁽²⁾ Voyez ci-dessus, dans l'*Introduction*, p. xxxii.

⁽³⁾ Voyez ci-dessus, dans l'*Introduction*, p. xxxiv-xxxv.

étaient d'abord les habitants de beaucoup les plus nombreux de la colonie. Plus tard les Français et les Anglais y devinrent des éléments si importants du peuple qu'à certaines époques les actes officiels durent être publiés concurremment dans les trois langues. Peu à peu cependant une prépondérance certaine appartient aux Anglais, autant peut-être à cause de l'augmentation supérieure et toujours croissante de leur nombre qu'à cause de l'annexion de la colonie aux dominations anglaises ⁽¹⁾. La prospérité matérielle, déjà grande en 1656, paraît n'avoir plus dès lors cessé de se développer. La population blanche comptait 10,000 âmes, au moment de la conquête, en 1664; elle atteignit près de 20,000 en 1678, 30,000 en 1701, 50,395 en 1731, 100,000 en 1749, et sans doute, ou peu s'en fallait, 150,000 vers 1771.

La colonie de New-York formait une partie considérable d'une vaste région que des chartes royales du 12 mars 1664 et du 29 juin 1674 donnèrent au duc d'York, frère du roi Charles II ⁽²⁾. L'une et l'autre, ces chartes concédaient au duc tout le pays situé entre le fleuve Sainte-Croix et le fleuve Kennebec, et tout celui que bornent, à l'est, le fleuve Connecticut, et, à l'ouest, le fleuve Delaware. Dans l'histoire sommaire de la colonie du Massachusetts on a vu quels pouvoirs elles conféraient ⁽³⁾. On sait que la première fut octroyée avant la conquête des Nouveaux-Pays-Bas ⁽⁴⁾. La seconde, simple reproduction de la première, semble avoir été demandée au roi, en 1674, pour empêcher que les récents succès des Hollandais ne fissent douter de la validité des droits du duc ⁽⁵⁾.

Sous le régime de la charte de 1664, au moment même de la conquête, les agents du duc propriétaire garantirent aux habitants de la colonie le respect de la propriété et de la religion, le main-

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, *Introduct.*, p. xxxiv-xxxv.

⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 82-83.

⁽³⁾ Voy. ci-dessus, p. 83.

⁽⁴⁾ Ci-dessus, *Introduction*, p. xxxiv, et ci-dessus, p. 82-83.

⁽⁵⁾ Ci-dessus *Introduction*, p. xxxiv-xxxv. Comp. ci-dessus, p. 82-83.

tion des coutumes privées et des institutions municipales, et ils promirent la création d'une assemblée représentative. La condition des colonies voisines n'était pas inconnue aux gens de New-York. Il semblait à ces derniers que la conquête devait ajouter à la protection déjà acquise de la propriété privée toutes « les libertés anglaises ⁽¹⁾. » Celles-ci avaient longtemps excité d'ardentes convoitises, sous la domination hollandaise, qui aurait voulu faire prévaloir un système de gouvernement absolu, peu convenable pour ce pays, à cette époque ⁽²⁾. Avant 1664, la compagnie hollandaise des Indes-Occidentales détenait tous les pouvoirs. Elle les exerçait par l'entremise de fonctionnaires qu'elle nommait, et de patrons, sorte de seigneurs féodaux, qui présidaient à une organisation féodale du territoire. Tant s'en fallait que ce système fût d'une application facile. Parfois les colons refusaient de payer certains impôts. Parfois ils constituaient de petits corps de représentants du peuple, qui forçaient le gouverneur à composer. Parfois ils l'obligeaient à créer, sur leur présentation, un comité consultatif appelé à lui signaler, au besoin, leurs vœux. Les protestations succédaient aux protestations contre les actes jugés arbitraires des autorités publiques. Entre 1650 et 1652, une ambassade de colons allait réclamer, jusque dans la métropole, sans les obtenir, de plus grandes libertés. Plus tard, des associations clandestines se formèrent, destinées à combattre l'oppression. La résistance et les plaintes n'avaient guère produit d'autre résultat durable que la création dans certains bourgs, particulièrement à la Nouvelle-Amsterdam, de bourgmestres et de conseils municipaux proposés à l'administration locale, et nommés par le gouverneur sur des listes émanées du peuple, lorsque, au cours de l'année 1653, des représentants élus par tous les bourgs et tous les villages tinrent deux réunions, où ils revendiquèrent hautement le droit de faire les

⁽¹⁾ Comp. Bancroft, II, 315. — ⁽²⁾ Ci-dessus, chap. II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, passim.

lois et de choisir les fonctionnaires. Le gouverneur et la compagnie refusant de céder, l'insuccès d'une revendication aussi solennelle porta à une ardeur extrême l'irritation des colons. Même il les conduisit à désirer l'avènement de la domination anglaise. Aussi, après une période de discorde constante, à la veille des hostilités de 1664, le gouverneur sollicitait-il vainement l'appui d'une assemblée représentative convoquée trop tard ⁽¹⁾.

Après l'annexion, les événements ne répondirent pas à l'attente de la colonie. Si, en l'honneur du duc-proprétaire, le nom du pays fut changé pour devenir New-York, le régime politique demeura la négation de la liberté. Le pouvoir exécutif, et, en dernier ressort, le pouvoir judiciaire, appartenaient à un gouverneur et à un conseil docile, nommés par le duc; le pouvoir législatif, au gouverneur et à une cour dite d'assises, composée de juges, qui recevaient du gouverneur un mandat essentiellement révocable. Une fois seulement une assemblée régulière de représentants du peuple fut tenue. Elle devait déterminer les limites de certains bourgs, et, peut-être, établir la répartition de l'impôt. Si elle composa quelques lois, la cour d'assises les modifia. Le premier gouverneur, afin de faire argent de la délivrance de nouveaux titres, alla jusqu'à mettre en question la validité des anciennes concessions de terres. Le second n'hésitait pas à déclarer que la manière de garder le peuple dans l'ordre était d'user de sévérité et de lever des taxes, qui ne laissassent la liberté de penser à rien, sinon à les payer. Comme au temps de la domination hollandaise, la résistance fut vive ⁽²⁾. « Les républicains factieux ⁽³⁾ » abondaient. Les actes arbitraires des gouverneurs étaient amèrement critiqués, et quelques personnes trop promptes à défendre le duc, accusées de servilité inconsidérée. Ici les bourgs affirmaient qu'ils ne payeraient point l'impôt, tant qu'ils ne jouiraient

⁽¹⁾ Comparez ci-dessus, *Introduction*, p. xxxiv.

⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 152.

⁽³⁾ Comp. Bancroft, II, 320.

pas des privilèges des colonies « de la Nouvelle-Angleterre⁽¹⁾. » Là, ils en refusaient sans réserve le payement, parce que leurs habitants n'avaient pas les libertés des Anglais. Ailleurs ils disaient hautement que se passer du concours du peuple pour le lever constituait une violation insupportable des lois anglaises. Tous désiraient, à coup sûr, et plusieurs ne tardaient pas à demander que les lois locales émanassent d'assemblées chaque année réunies, où le peuple aurait ses représentants. Vainement les gouverneurs faisaient brûler, en public, ces pétitions des bourgs, « scandaleuses, illégales et séditieuses, qui détournaient les gens pacifiques de l'obéissance et du devoir⁽²⁾. » L'obéissance et le devoir continuèrent d'être négligés. Même, une nouvelle guerre venant à éclater entre la Hollande et l'Angleterre, les colons, indifférents aux vicissitudes de la lutte, ne défendirent pas plus la domination anglaise qu'ils n'avaient défendu jadis celle des Hollandais⁽³⁾.

En 1674, après quelques mois d'interruption, l'autorité du duc d'York fut rétablie. De nouveau elle s'exerça comme elle s'était exercée de 1664 à 1673. Tandis que le gouverneur nommé par le duc levait l'impôt sans l'aveu du peuple et confondait dans ses mains presque tous les pouvoirs du gouvernement, le peuple accumulait pétitions sur pétitions pour revendiquer la jouissance de toutes les libertés auxquelles il estimait que des citoyens anglais avaient droit. Quoique les impôts fussent peu considérables, et sans doute peu violentes les lois à la composition desquelles les sujets du duc ne participaient point⁽⁴⁾, ceux-ci criaient à la tyrannie, plus préoccupés des principes que de l'application. Leur nombre toujours croissant leur assurait désormais une force imposante. Le nouveau gouverneur, personnellement d'humeur conciliante, fatigué, ému, effrayé peut-être de tant de réclamations, conseillait à son maître de céder;

(1) Comp. Bancroft, II, 321.

(2) *Ibid.*, II, 321.

(3) Bancroft, II, 320-322; Mur-

ray, I, 288. Comp. ci-dessus, p. 153, note. I.

(4) Comp. ci-dessus, p. 153.

mais ce dernier résistait, nullement disposé à déguiser la défiance que lui inspiraient les assemblées représentatives : « Je ne peux m'empêcher de soupçonner, écrivait-il, qu'elles seraient de dangereuse conséquence. Rien n'est plus connu que la tendance de corps pareils à usurper de nombreux privilèges, qui viennent, lorsqu'on les tolère, à détruire, ou à troubler très souvent la paix du gouvernement. Je n'en vois pas d'ailleurs l'utilité. Les griefs qui doivent être redressés le seront, à coup sûr, aux sessions trimestrielles ⁽¹⁾, ou par les voies légales et ordinaires, ou finalement par des appels à ma propre personne. Cependant je serai prêt à considérer toute proposition que vous m'aurez envoyée ⁽²⁾. » Il ne céda qu'au moment où la résistance devint presque impossible. Vers 1683, le jury acquittait les contribuables qui refusaient l'impôt. Une forte armée eût seule triomphé d'une résistance presque unanime, et les juristes anglais les plus habiles doutaient que le droit anglais autorisât les actes du duc. Enfin, le 17 octobre de cette même année, une assemblée représentative put être régulièrement tenue, où les représentants du peuple s'empressèrent de définir, avec solennité, les principales libertés dont ils entendaient jouir : le pouvoir législatif suprême appartiendrait au gouverneur, au conseil et aux représentants du peuple, réunis; seul le corps législatif de la colonie aurait qualité pour lever l'impôt; le citoyen serait jugé, au criminel, par un jury de ses pairs; le gouvernement ne pourrait loger les marins ni les soldats chez les particuliers, contre le gré de ces derniers; la loi martiale n'existerait pas; nulle personne, faisant profession de croire « en Dieu par Jésus-Christ, » ne se verrait troublée ni tenue de rendre compte pour des divergences d'opinion en matière religieuse ⁽³⁾. C'était, du même

⁽¹⁾ C'étaient des sessions de justice. Comp, ci-après, part. III, les développements relatifs à l'organisation judiciaire. — Voy. aussi Blackstone, *Com-*

mentaries, édition de 1787, IV, 271-273.

⁽²⁾ Bancroft, II, 406.

⁽³⁾ Bancroft, II, 414.

coup, l'historien Bancroft l'a justement observé, atteindre la Virginie et le Massachusetts dans les autres libertés, et les dépasser dans la liberté religieuse ⁽¹⁾. Après avoir promis de respecter cette nouvelle condition, le duc, bientôt roi sous le nom de Jacques II, se hâta de soumettre, avec les autres colonies, celle de New-York à un régime purement arbitraire, que le peuple n'eût pas longtemps supporté, si la révolution anglaise de 1688 n'avait mis fin à l'oppression ⁽²⁾.

La colonie de New-York était devenue une province royale à l'avènement de Jacques II; elle le demeura, sous Guillaume et Marie et leurs divers successeurs, jusqu'à 1776. L'existence des assemblées législatives passa hors de question; l'étendue de leurs droits fournit seule lieu désormais à des discussions d'ailleurs constantes. Si les gouverneurs royaux furent, dans cette province, ce qu'ils furent dans la plupart des autres, ceux-ci relativement doux, modérés, populaires, ceux-là autoritaires, violents, honnis, nulle part peut-être l'opinion publique ne se montra plus ardente à défendre les prérogatives des représentants du peuple et celles du peuple lui-même. De bonne heure, deux partis se disputèrent la prépondérance, au sein du corps représentatif, et divisèrent les colons, les uns partisans d'une liberté presque illimitée, les autres plus attachés au système d'une autorité tempérée de la métropole, les premiers fort disposés à disputer tout pouvoir au gouvernement anglais, les derniers prêts à souffrir de dures épreuves plutôt que de secouer complètement la domination de la métropole, ceux-là plus attentifs aux améliorations que leur condition pouvait recevoir, ceux-ci moins oublieux de celles qu'elle avait déjà reçues. Chacun de ces partis fit encore sentir son influence dans la crise suprême, qui précéda l'émancipation ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Bancroft, II, 414. Comp. ci-dessus chap. II et III, passim.

⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 67, 79-80, 110-111, 134-135.

⁽³⁾ Marshall, 389-391; Bancroft, V, 197-198, 214-217, 280-284, 330-332, 354-358; VI, 14-15, 43-44, 308-316, 331-332, 384-385, 527;

Mais le pouvoir exécutif ne sut obtenir d'aucun les complaisances où le peuple aurait vu des menaces d'un véritable asservissement. Ils ne voulaient pas laisser dire que l'assemblée législative existait par une faveur du roi : c'était le droit du peuple de composer ses propres lois et de lever ses propres impôts. Ils refusaient avec persistance d'allouer au pouvoir exécutif des subsides permanents, ne consentaient le plus souvent à voter le budget que pour les dépenses d'une année, et réclamaient toujours une surveillance sévère de la gestion des finances de l'État. Ils revendiquaient, comme leur droit, le pouvoir de nommer les juges, et celui de fixer et de payer la rémunération de ces fonctionnaires. Les dissolutions répétées de l'assemblée ne fléchissaient pas sa résistance. Elles ne rendaient la lutte que plus acerbée. Si, d'ailleurs, les deux partis qui divisaient le peuple, combattaient, avec une égale énergie, les actes qu'ils tenaient pour des empiétements sur les libertés nécessaires, le parti libéral, lui, à l'heure de ses succès, eût volontiers assumé toute la puissance exécutive. En vérité, nulle part la lutte entre le gouverneur royal et l'assemblée n'était aussi violente ni aussi invétérée. De ces autorités rivales on peut citer de curieux propos, singulièrement significatifs. Les gouverneurs donnaient les représentants du peuple pour gonflés des privilèges des Anglais et de la grande charte; ils les disaient d'un mauvais vouloir obstiné, prêts à rejeter toujours les vœux du conseil, et à saisir la puissance suprême; ils les accusaient de réduire le chef du gouvernement à une extrême pauvreté, auprès de laquelle « la condition de Sancho-Pança eût été enviable⁽¹⁾. » De son côté, l'assemblée représentait volontiers les gouverneurs comme des personnages absolument étrangers aux gens qu'ils venaient gouverner, rarement dévoués aux intérêts du peuple, sinon pour les faire servir à leur propre fortune, et sans cesse enclins à tourner à leur enrichisse-

VII, 40-43, 46-47, 76-81, 83, 207-216, 283-285, 328-331, 358-360; VIII, 33-34, 215, 438-441. — ⁽¹⁾ Bancroft, III, 64.

ment personnel l'exercice d'une charge de durée fort incertaine. Outre diverses expéditions guerrières, où ses troupes furent engagées ⁽¹⁾, la province de New-York eut, on le voit, plus d'une occasion de souffrances. La lutte suprême dans laquelle la plupart de ses habitants défendirent la cause commune des anciennes colonies anglaises d'Amérique, dénoua, pour cette province, une crise locale d'une gravité toute particulière.

CHAPITRE XI.

COLONIE DU NEW-JERSEY ⁽²⁾.

Des Suédois et quelques Danois furent les fondateurs de la colonie du New-Jersey. Les établissements qu'ils créèrent sur le territoire de l'État qui porte encore ce même nom, passèrent sous la domination hollandaise en 1655 ⁽³⁾. Ils firent partie dès lors des Nouveaux-Pays-Bas, avec lesquels ils devinrent une première fois en 1664, et par une annexion définitive, en 1674, une colonie anglaise ⁽⁴⁾. Les Suédois y avaient sans doute admis, les Hollandais y maintinrent assurément, s'ils ne l'y inaugurèrent eux-mêmes, et les Anglais y respectèrent le régime de la liberté de conscience. L'accès du pays était facile, le sol fertile, les Indiens du voisinage, que les Hollandais de New-York venaient de combattre pendant de longues années, affaiblis. On vit donc arriver dans la colonie, bientôt après 1655, auprès des colons d'origine hollandaise

⁽¹⁾ Voy. notamment Marshall, 189-196; Bancroft, III, 221, 457; IV, 298-313, 319, 329-338.

⁽²⁾ Comp. Marshall, 179-180, 204-206, 236, 279, 305; Story, I, 10, 74-75, 79-83; Bancroft, II, 313-319, 325, 355-361, 408-413, 431, 449-450; III, 46-50; IV, 40-41, 128-129, 142, 319; VII, 50, 83, 200-211, 332;

VIII, 71-72, 245, 442-443; Murray, I, 295-297; Hough, II, 31-35, 57-59, 215; Poore, I, 783-788; II, 1310, 1384; Seaman, 201-202; Mitchell, 177; Laboulaye, I, 301-304; Malte-Brun, V, 156.

⁽³⁾ Comp. *Introduction*, p. XXXV-XXXVII.

⁽⁴⁾ Comp. *Introduction*, p. XXXIV-XXXVII.

émigrés d'autres lieux des Nouveaux-Pays-Bas, un grand nombre de quakers que persécutaient le Royaume-Uni et les colonies puritaines d'Amérique, des presbytériens que l'Écosse malmenait, et même certains puritains que molestait la Nouvelle-Angleterre. Où vivaient auparavant de rares fermiers suédois, fort éloignés les uns des autres, la population d'origine européenne compta vers 1688, 10,000 âmes, 15,000 vers 1701, 60,000 vers 1749, et 73,000 vers 1754.

L'ancienne colonie, dont les limites ne différaient guère de celles de l'État actuel du New-Jersey, était une partie de la vaste région que les chartes royales de 1664 et de 1674 donnèrent au duc d'York ⁽¹⁾. Deux mois avant la conquête des Nouveaux-Pays-Bas, le duc la céda, le 24 juin 1664, à Lord Berkley et à Sir Georges Carteret, deux des huit lords propriétaires de la Caroline. Ce fut à ce moment qu'elle reçut le nom de New-Jersey, *Nova Cæsarea*, en souvenir de la vaillance de Carteret, gouverneur de Jersey pendant la guerre civile, et le dernier des officiers du roi, qui eût amené le pavillon royal devant les troupes du Parlement. Le 10 février 1665, les nouveaux propriétaires, sous le titre de « concessions et convention des lords propriétaires de la province de Nova Cæsarea ou New-Jersey, pour et avec tous les aventuriers et chacun de ces derniers, et tous ceux qui s'y établiront ou y planteront ⁽²⁾, » publièrent une véritable constitution. Les pouvoirs du gouvernement devaient appartenir à un gouverneur, un conseil et une assemblée législative ; les propriétaires choisiraient le gouverneur, celui-ci le conseil, et les colons les membres de l'assemblée ; le gouverneur et le conseil nommeraient les fonctionnaires et veilleraient à l'exécution des lois ; l'assemblée composerait ces dernières, que les propriétaires pourraient désapprouver ; aucun impôt ne serait levé sans l'assentiment de l'assemblée ; la liberté de conscience serait respectée, tant qu'elle n'engendrerait pas la

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 82-83. — ⁽²⁾ Comp. Hough, II, 31.

licence ou le désordre. Les colons reçurent, avec reconnaissance, comme la « grande charte de leurs libertés⁽¹⁾ » cette constitution libérale. Ils s'habituerent à l'estimer sacrée et irrévocable. Mais ils entendaient plutôt limiter par ses dispositions les droits des lords propriétaires que la liberté du peuple. Dès 1672, sous prétexte qu'ils avaient acquis leurs terres des Indiens, maîtres originaires du sol, ils n'hésitaient pas à enlever sa charge à un gouverneur dont le seul tort paraît avoir été de réclamer, au nom de Berkley et de Carteret, le paiement de redevances convenues. On ne voit pas pourtant qu'au moins à l'origine, le peuple ait exigé des réunions fréquentes de l'assemblée législative : deux sessions furent seules tenues entre 1664 et 1674, la première en 1668 et la seconde en 1672 ; encore celle-ci n'eut-elle pas le caractère d'une session absolument régulière.

En 1674, après le traité de Westminster, les lords propriétaires recouvrèrent leur domaine que les Hollandais venaient de réoccuper pendant quelques mois⁽²⁾. L'un d'eux, Berkley, redoutant de recommencer des conflits avec des gens si peu disposés à fournir leurs redevances foncières, et déjà fort enclins à se gouverner sans contrôle, vendit sa part indivise, le 18 mars 1674, au prix de 1,000 livres sterling, à un quaker, Édouard Byllinge. L'acheteur gêné dut consentir bientôt à une vente nouvelle. Les acquéreurs définitifs furent encore des quakers, parmi lesquels se trouvait probablement le célèbre Guillaume Penn. Ceux-ci n'avaient pas assez de la moitié d'une région indivise ; ils voulaient un territoire distinct, où ils pussent établir un gouvernement de leur choix. Carteret se prêta à leur dessein : la colonie du New-Jersey fut divisée en deux parties sensiblement égales par une ligne conduite de Little Egg Harbor à un point situé sur le fleuve Delaware, à la hauteur du 41° degré de latitude nord. La division dura

(1) Comp. Hough, II, 31. — (2) Comp. ci-dessus, *Introduction*, p. xxxiv-xxxv.

jusqu'à 1702, l'une des parties portant le nom de New-Jersey oriental, et l'autre celui de New-Jersey occidental. Les quakers recurent la seconde.

Le 3 mars 1677, sous le titre de « concessions et conventions », les propriétaires quakers du New-Jersey occidental publièrent une constitution plus libérale encore que les concessions de 1665. Le pouvoir législatif allait appartenir à une assemblée de représentants du peuple, le pouvoir exécutif à dix commissaires nommés par l'assemblée législative, le pouvoir judiciaire au jury assisté de juges nommés, les uns par cette assemblée, les autres par le peuple. Les lois de la colonie, autant qu'il serait possible, devaient être conformes aux lois « primitives, anciennes et fondamentales » de l'Angleterre. Chaque membre de l'assemblée recevrait une rémunération quotidienne d'un shilling, de manière à paraître « le serviteur du peuple ». Les électeurs donneraient leurs instructions aux députés, qui s'engageraient par écrit à les suivre. Sous cette constitution la colonie eût vécu, sans interruption, tranquille et prospère, si le gouverneur qui administrait, au nom duc d'York, la colonie de New-York, n'avait prétendu, dépassant peut-être le désir du duc, son maître, gouverner aussi les établissements voisins, et lever sur eux des impôts. La thèse de ce fonctionnaire zélé semble avoir été que les quakers avaient reçu la propriété du sol, sans les pouvoirs du gouvernement. Les autres répondirent qu'ils tenaient ces pouvoirs d'un titre exprès, et que, sans la puissance de garantir au peuple une administration facile, libérale, indépendante, la liberté de conscience et la possession inviolable des droits et des privilèges civils, jamais ils ne fussent venus à un pays désert et sauvage. Le duc voulut bien soumettre le différend à une commission d'arbitrage, qui le trancha au profit des quakers. Après trois ans de controverses et quelques actes d'autorité du gouverneur de la colonie de New-York, le New-Jersey occidental recouvra ainsi la paix, en 1680. Aucun événement de haute importance

ne modifia plus tard, avant 1688, le sort des colons, sinon la substitution d'un gouverneur nommé par les propriétaires aux dix commissaires nommés par l'assemblée législative.

Dans le New-Jersey oriental, Carteret confirma, après le traité de Westminster, la liberté de conscience et le régime représentatif. Jusqu'à 1681, l'assemblée fut régulièrement convoquée, et les entreprises du gouverneur de New-York troublèrent seules la tranquillité de la colonie. En 1680, le duc d'York, désavouant les actes de son agent, renonça à toute prétention sur le domaine de Carteret. En 1681, une lutte très vive s'engageait entre le gouverneur et le conseil, d'une part, et, de l'autre, les représentants du peuple qui voulaient dénier absolument au propriétaire le pouvoir de modifier les « concessions ». L'assemblée se laissa dissoudre plutôt que de plier. A ce moment, la colonie passa aux mains de nouveaux propriétaires. Le cessionnaire primitif était mort en 1679. Le 1^{er} et le 2 février 1682, les administrateurs de sa succession vendirent tout son domaine, au prix de 3,400 livres sterling, à une association de douze quakers formée sous les auspices de Guillaume Penn. A leur tour, le 14 mars 1683, les douze propriétaires nouveaux cédèrent par vente la moitié de leurs droits à douze nouveaux associés quakers. Vingt-quatre propriétaires quakers remplacèrent ainsi Carteret. Le duc d'York acquiesçant à l'arrangement, les colons paraissent avoir joui d'une paix profonde jusqu'à 1686, sous un gouvernement sans doute peu différent de celui qui régissait le New-Jersey occidental.

Le duc, devenu roi, ne tarda pas à s'attaquer aux libertés des deux colonies du New-Jersey. Sous prétexte de violations des actes dits de navigation, il fit émettre contre les propriétaires de toutes deux, en avril 1686, une ordonnance de *quo warranto* : « De pareils abus ne pouvaient être plus longtemps tolérés, dans un pays qui devrait dépendre plus directement de Sa Majesté ⁽¹⁾. » Les pro-

⁽¹⁾ Bancroft, II, 413.

priétaires crurent inutile de tenter une vive résistance. Ils offrirent, dès 1688, de renoncer au gouvernement de leurs domaines. Déjà ceux-ci subissaient l'autorité du gouverneur royal de la Nouvelle-Angleterre. Cependant la Révolution qui renversa le trône de Jacques II éclata avant que la renonciation eût été consommée. Tous les droits étaient donc conservés. Mais partout un grand nombre d'habitants se montrèrent disposés à soutenir que le peuple seul possédait toutes les prérogatives de la puissance politique. La vieille querelle des propriétaires et des colons sur les rentes foncières, que la modération et les atermoiements des premiers avaient seuls apaisée de temps en temps, fut renouvelée, d'ailleurs, avec une ardeur extrême, dans les deux parties du New-Jersey. Douze années durant, l'agitation sévit partout presque sans trêve. Les lords anglais du bureau du commerce et des colonies ne tardèrent pas à insister sur cette doctrine, peu nouvelle, que les propriétaires de colonies y pouvaient vendre ou céder le sol, non le gouvernement⁽¹⁾. Ils prétendirent, en conséquence, ne considérer le New-Jersey que comme une province royale. Le parlement parut devoir régler, en dernier ressort, la condition de ce pays « où jamais n'avait été établi un gouvernement régulier⁽²⁾ ». Enfin, au cours de l'année 1702, peu enclins à lutter contre la couronne, fatigués de combattre les revendications des colons qui voulaient désormais s'administrer sans contrôle, et désespérant d'obtenir par leur seule autorité le paiement des redevances foncières, les propriétaires abandonnèrent à la couronne leurs pouvoirs politiques. Les deux colonies du New-Jersey, aussitôt fondues en une seule, formèrent une province royale. Pendant quelques années un seul gouverneur administra les deux provinces de New-York et du New-Jersey, chacune ayant son assemblée législative. Puis, au plus tard vers 1735, un gouverneur spécial fut donné

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 62-64, 71-72. — ⁽²⁾ Bancroft, III, 47-48.

à la seconde, et elle devint, pour le demeurer jusqu'à 1776, absolument distincte des colonies voisines.

La transformation en province royale diminua les libertés publiques⁽¹⁾. A peine est-il nécessaire de dire que les colons souffrirent impatiemment cette diminution⁽²⁾. Si leurs troupes contribuaient parfois à combattre au dehors les ennemis de la domination anglaise⁽³⁾, les habitants ne négligeaient, dans la colonie même, nulle occasion d'affaiblir ou de restreindre l'autorité des gouverneurs royaux. On y vit des querelles analogues à celles dont la colonie de New-York était le théâtre plus actif⁽⁴⁾. Certain gouverneur s'avouait incapable de faire accepter aux représentants du peuple aucune mesure propre « à supprimer le méchant esprit de rébellion⁽⁵⁾ ». Le même personnage, fonctionnaire des plus modérés et des plus prudents, disait encore volontiers : « J'ai à diriger ma barque entre Charybde et Scylla, pour plaire aux ministres du roi, en Angleterre, et, ici, à un peuple susceptible⁽⁶⁾. » En vérité, l'assemblée législative et ses électeurs ne cessaient de s'appliquer à recouvrer et conserver tous les droits et les privilèges garantis au peuple par les anciennes « concessions », et à repousser toute violation de la liberté la plus large. Est-il besoin d'ajouter que le concours des forces du New-Jersey ne fit point défaut à la défense commune des colonies, dans la crise suprême que suscitèrent les exactions, surtout fiscales, de la maison de Hanovre⁽⁷⁾?

(1) Voy. ci-dessus, notamment, p. 39, 97-103.

(2) Voy. ci-dessus, p. 159-163.

(3) Comp. Marshall, 204, 305; Bancroft, IV, 319.

(4) Comp. ci-dessus, p. 156-158.

(5) Bancroft, IV, 40-41.

(6) Bancroft, IV, 142.

(7) Bancroft, VII, 50, 83, 200-211, 332; VIII, 71-72, 245, 442-443; Laboulaye, I, 304.

CHAPITRE XII.

COLONIE DE LA PENNSYLVANIE ⁽¹⁾.

Les plus anciens colons qu'eut la colonie de la Pensylvanie, furent des Suédois qui, de 1638 à 1645, s'établirent en divers lieux, dans les limites de l'État actuel de la Pensylvanie, peu différentes de celles de l'ancienne colonie. C'est même à quelques milles à peine au-dessous de la présente cité de Philadelphie que ces premiers colons paraissent avoir fondé leurs principaux établissements. On a vu que, vers 1655, les Hollandais du Nouveau Monde subjuguèrent leurs voisins, les Suédois, et que les uns et les autres passèrent bientôt sous la domination anglaise⁽²⁾. Quoique le domaine formé par Charles II pour son frère, le duc d'York, ne comprît pas la Pensylvanie, les gouverneurs de New-York exercèrent, de fait, leur autorité sur elle pendant un petit nombre d'années⁽³⁾. Vers 1680, Guillaume Penn, le célèbre quaker, que ses entreprises dans la colonie du New-Jersey⁽⁴⁾ mettaient en relation avec les colonies voisines, convoita, afin d'y créer un nouveau refuge de ses coreligionnaires et de tous les sectaires persécutés, les terres sises à l'ouest et dans le voisinage du fleuve Delaware. Son père, l'amiral Penn, avait rendu à l'Angleterre des services signalés : la conquête de la Jamaïque était due à ce personnage,

⁽¹⁾ Comp. Marshall, 180-185, 279; Story, I, 83-86; Bancroft, II, 287-288, 361-367, 380-400, 407; III, 34-35, 37-46, 394-395, 456-457; IV, 128-129, 139-141, 224-231, 253, 373-375, 442; V, 218-221, 328; VI, 470-471, 488; VII, 43-47, 82-83, 140-142, 200-211, 332-333, 377-379; VIII, 72-75, 114-115, 137-140, 325-

329, 354-355, 368-369, 385-390, 443-446; Murray, I, 265-278; Hough, II, 215-220; Poore, II, 1509-1540; Seaman, 204; Mitchell, 180; Laboulaye, I, 304-327.

⁽²⁾ Comp. *Introduction*, p. XXXIV-XXXV, XXXVI-XXXVIII.

⁽³⁾ Comp. ci-dessus, p. 82-83.

⁽⁴⁾ Voy. ci-dessus, p. 160, 162.

et peut-être la brillante victoire où la flotte anglaise du duc d'York écrasait, en 1665, la flotte hollandaise de Van-Opdam ⁽¹⁾. Divers événements lui avaient constitué contre la couronne une créance de 16,000 livres. Il était mort l'ami du roi Charles II, et du frère du roi, le duc d'York, plus tard Jacques II. Guillaume Penn, soutenu, auprès des chefs de l'État, par des personnages importants de la cour, North, Halifax, Sunderland, invoqua, pour parvenir à ses fins, les mérites et la créance de son père. Les deniers manquaient au Trésor de la couronne. La Pensylvanie comptait encore si peu d'habitants de race européenne, que le roi put l'estimer presque inoccupée et déserte ⁽²⁾. Les ressources en étaient incon-
nues, l'avenir incertain. Le pétitionnaire n'offrait-il pas d'y étendre la domination royale, et d'y convertir les Indiens, par une conduite douce et équitable, à l'amour de la société civile et de la religion chrétienne ⁽³⁾? Donner au fils les terres qu'il demandait, parut un moyen commode et tout naturel de reconnaître les services et de payer la créance du père ⁽⁴⁾. Ce fut ainsi qu'une charte royale, octroyée de Westminster, le 4 mars 1681, la trente-troisième année du règne de Charles II ⁽⁵⁾, fit Guillaume Penn propriétaire d'un domaine considérable, dont les bornes étaient sensiblement, au sud, le 40° degré de latitude nord, au nord le 43°, à l'est le fleuve Delaware et la méridienne passant par la source de ce fleuve, et, à l'ouest, une méridienne distante de 5 degrés de longitude de la frontière orientale ⁽⁶⁾. Une proclamation royale du 20 avril 1681 annonça que la cession devait être considérée comme un acte définitivement accompli.

Penn lui-même avait préparé la charte de 1681. North, le lord grand juge, le procureur général de la couronne et l'évêque

(1) Voir *Charte royale de 1681*, pour la Pensylvanie, dans Poore, II, 1509.

(2) *Ibid.*, II, 1509.

(3) *Ibid.*, II, 1509.

(4) Comp. *Charte précitée*, loc. cit. II, 1509.

(5) *Ibid.*, II, 1515.

(6) *Ibid.*, II, 1509-1510.

de Londres, revisèrent le projet présenté par lui. La charte demeura libérale, eu égard aux idées de ce temps, et, dans la plupart de ses dispositions, analogue à celle que le roi Charles I^{er} avait octroyée à Cæcilius Calvert, pour la colonie du Maryland, en 1632 ⁽¹⁾. La propriété du sol ⁽²⁾, le pouvoir législatif ⁽³⁾, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire ⁽⁴⁾, le caractère des lois et des ordonnances ⁽⁵⁾, l'organisation des ports de chargement ou de déchargement ⁽⁶⁾, la condition de l'armée ⁽⁷⁾, le régime féodal des terres ⁽⁸⁾, étaient autant de matières auxquelles les deux chartes consacraient des règles presque identiques ⁽⁹⁾. Si l'on observe que celle de 1681 elle-même donnait au domaine de Penn le nom de Pensylvanie «*Pensilvania* ⁽¹⁰⁾», que le roi se réservait de juger en appel toutes les décisions de justice rendues dans la colonie ⁽¹¹⁾, et que les lois, voire sans doute les ordonnances, destinées à la colonie, devaient être soumises au roi en conseil privé ⁽¹²⁾, on saura tout ce qu'il importe de retenir ici des dispositions du premier monument important du droit public ou constitutionnel de la Pensylvanie ⁽¹³⁾.

Les rois d'Angleterre n'octroyèrent pas d'autres chartes proprement dites à Guillaume Penn ni à ses descendants. Jacques II détrôné, Guillaume qui passait, à juste titre, pour avoir été l'ami du dernier roi, et pour en avoir reçu des marques constantes de grande faveur, devint nécessairement suspect aux nouveaux souverains, Guillaume d'Orange et la reine Marie. A leur avènement, la Pensylvanie ne s'était pas associée à la joie commune des éta-

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 118-120.

⁽²⁾ *Charte royale de 1681*, dans Poore, II, 1510, 1514.

⁽³⁾ *Ibid.*, II, 1510.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, II, 1511.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, II, 1511.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, II, 1513.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, II, 1514.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, II, 1514-1515.

⁽⁹⁾ *Charte royale de 1681*, dans Poore, II, 1510, 1514-1515.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, II, 1510.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, II, 1511.

⁽¹²⁾ *Ibid.*, II, 1511-1512.

⁽¹³⁾ Sur la *charte royale de 1681*, voir Marshall, 181-182; Story, I, 83-84; Bancroft, II, 362-363; Murray, I, 266; Hough, II, 215; Laboulaye, I, 306-307.

blissements anglais de l'Amérique du Nord. Le roi Jacques II y avait toujours traité les colons avec douceur, leur laissant une grande liberté, même au temps où, vers la fin de son règne, il faisait sentir ailleurs tout le poids du gouvernement le plus arbitraire ⁽¹⁾. Aussi, après la révolution de 1688, les colons reconnaissants avaient-ils même persisté, jusqu'au mois de septembre 1689, à la considérer comme non avenue. Ce fut un nouveau grief contre Penn. A plusieurs reprises, la couronne permit ou ordonna d'entreprendre contre lui des poursuites, qui, faute de preuves suffisantes de trahison ou de rébellion, se terminaient toujours par des acquittements. Le prévenu, souvent incarcéré, n'était coupable que de gratitude. Cependant, après quelque hésitation, la charte de 1681 fut abrogée, et, en avril 1692, la quatrième année du règne de Guillaume et de Marie, la Pensylvanie fut mise sous l'autorité de Fletcher, gouverneur de la colonie de New-York. Mais ce nouvel état ne dura point. Le propriétaire dépossédé conservait de puissants amis, parmi lesquels la cour voyait Locke et Rochester. Ses acquittements et ses protecteurs eurent sans doute raison de la défiance du roi Guillaume. Des lettres-patentes de 1694 mirent fin à la disgrâce; l'ancienne charte fut rétablie ⁽²⁾. La couronne n'en suspendit plus l'action, et n'en modifia pas expressément les dispositions. Celles-ci, modifiées au gré des colons et de la famille des propriétaires, présidèrent, pendant plus de quatre-vingts ans encore, au gouvernement de la colonie, dont les descendants et héritiers de Penn restèrent les chefs jusqu'à la révolution américaine de 1776.

Plusieurs fois, Guillaume Penn débattit, en Angleterre, avec les principaux colons, des conventions importantes, ou, se rendant de la métropole auprès de ses subordonnés, afin de surveiller l'administration, et d'amender, au besoin, les principes qui la ré-

⁽¹⁾ Voy. ci-dessus, p. 67, 79-80, 87,
110-112, 134-135.

⁽²⁾ Voy. constitution de la Pensylvanie
de 1696, dans Poore, II, 1531-1532.

gissaient, il parcourait son domaine, y tenait des assemblées des colons, voire des indigènes, et s'enquérail des vœux et des besoins de tous. Tantôt il discutait les réformes que demandaient les habitants, et, de concert avec eux, il opérait celles qu'il jugeait utiles et possibles. Tantôt les colons eux-mêmes, de leur propre autorité, adoptaient des mesures importantes, auxquelles il estimait bon de ne pas refuser son aveu exprès ou tacite. Ces conférences et ces pactes, formels ou non, donnèrent naissance à plusieurs monuments considérables de droit public. Une convention fut conclue entre Penn et quinze des principaux colons, le 11 juillet 1681⁽¹⁾, pour régler les conditions de l'établissement des premiers immigrants; Penn octroya une charte à la colonie, le 25 avril 1682⁽²⁾; un corps de lois du 5 mai 1682 compléta la charte du 25 avril de cette même année⁽³⁾; Penn octroya une nouvelle charte, le 2 avril 1683⁽⁴⁾; les colons firent une constitution en 1696⁽⁵⁾; enfin une dernière charte fut obtenue du propriétaire, le 28 octobre 1701⁽⁶⁾.

La convention du 11 juillet 1681 porte les signatures des quinze principaux colons qui y adhérèrent⁽⁷⁾. La charte du 25 avril et le corps de lois du 5 mai 1682, après avoir été débattus, dans la métropole, entre le propriétaire et quelques colons, reçurent, dans la colonie, l'approbation du peuple ou des principaux du peuple⁽⁸⁾. La charte du 2 avril 1683 est revêtue des signatures de Penn, de quatorze membres «présents» d'une sorte de conseil d'État ou de conseil colonial de gouvernement, de quarante-trois membres «présents» d'une assemblée représentative

(1) Poore, II, 1516-1518.

(2) Poore, II, 1523.

(3) Poore, II, 1527.

(4) Poore, II, 1530-1531. Comp. Story, I, 86; Hough, II, 216; Poore, II, 1527.

(5) Poore, II, 1532.

(6) Poore, II, 1537, 1539.

(7) L'acte, dans Poore, II, 1516.

(8) L'acte, dans Poore, II, 1523, 1524.

de la colonie, et de quatre habitants « présents » de Philadelphie ⁽¹⁾. Il ne paraît pas avoir été interdit aux colons d'observer la constitution qu'eux-mêmes firent, de leur propre autorité, au cours de l'année 1696. La charte du 28 octobre 1701 fut signée par six membres du conseil de gouvernement, et, sur l'ordre des membres de l'assemblée représentative, pour eux, par leur président ⁽²⁾. Deux de ces actes, la charte du 2 avril 1683 et celle du 28 octobre 1701 énoncent que les colons signataires en avaient entendu distinctement la lecture, et en acceptaient, avec reconnaissance, les dispositions ⁽³⁾. La charte de 1683 indique encore que ces personnages promettaient de ne pas la violer ⁽⁴⁾. Ce n'est pas à dire que les règles formulées dans les divers actes précités, même dans celui de 1683, ne pussent être modifiées; mais la plupart des textes subordonnaient la validité de toute réforme au commun accord du propriétaire, ou des personnes qui le représenteraient, et des six-septièmes soit des membres du conseil de gouvernement et de l'assemblée représentative des colons ⁽⁵⁾, soit, au moins, des membres de cette assemblée ⁽⁶⁾.

Deux des monuments précités de l'ancien droit public de la Pensylvanie diffèrent des autres par des caractères essentiels. La convention du 11 juillet 1681 traite de l'acquisition et de la division des terres, de l'étendue des concessions territoriales, de la recherche des mines, de la propriété des cours d'eau, de la conservation des troupeaux, de quelques mesures propres à assurer la sécurité des Indiens, à protéger les droits des créanciers, et à défendre la colonie contre l'introduction de gens sans aveu ⁽⁷⁾; elle

⁽¹⁾ L'acte dans Poore, II, 1531.

⁽²⁾ L'acte dans Poore, II, 1540.

⁽³⁾ L'acte de 1683 dans Poore, II, 1531; l'acte de 1701, *ibid.*, II, 1540.

⁽⁴⁾ L'acte dans Poore, II, 1531.

⁽⁵⁾ Acte du 25 avril 1682, dans Poore, II, 1523; lois de 1682, *ibid.*, II,

1526; charte du 2 avril 1683, *ibid.*, II, 1530; constitution de 1696, *ibid.*, II, 1536.

⁽⁶⁾ Charte de 1701, *ibid.*, II, 1537, 1539.

⁽⁷⁾ L'acte dans Poore, II, 1516-1517.

n'organise pas, comme la constitution de 1696 et les chartes proprement dites, les grands pouvoirs du gouvernement ⁽¹⁾. S'il en est autrement de la charte du 25 avril 1682, celle-ci, du moins, présente seule une introduction ou préface doctrinale de longue haleine ⁽²⁾. Penn y développe des idées fort intéressantes sur l'origine, la fin et l'exercice de la puissance publique ⁽³⁾. Cette curieuse préface sera traduite tout entière ailleurs; il suffira d'en indiquer ici deux propositions d'une importance particulière. L'auteur sait ce que l'on dit de la monarchie, de l'aristocratie et de la démocratie, les trois formes communes du gouvernement; mais il résout la controverse par une distinction qui appartient, dit-il, à toutes trois : « tout gouvernement (quelle qu'en soit la forme) est libre pour le peuple qui le subit, où la loi régit, et où le peuple est partie à la loi, et plus que ceci est tyrannie ou confusion ⁽⁴⁾. » L'auteur ajoute que la charte de 1682, et les lois qui y sont jointes, ont été faites pour « la grande fin de tout gouvernement, à savoir, pour soutenir le pouvoir contre le peuple, et pour garantir le peuple de l'abus du pouvoir, de telle sorte que le peuple soit libre par sa juste obéissance, et le magistrat honorable par sa juste administration; car liberté sans obéissance est confusion, et obéissance sans liberté, esclavage ⁽⁵⁾. »

Dans leurs dispositions essentielles sur l'organisation des pouvoirs publics, la charte du 25 avril 1682 et celle du 2 avril 1683 offrent de remarquables analogies. Le pouvoir législatif appartient au propriétaire, à un conseil de gouvernement, dit conseil provincial, et à une assemblée proprement dite de représentants du peuple ⁽⁶⁾. Le conseil et l'assemblée sont des corps électifs l'un et l'autre, mais le conseil, à la différence de l'assemblée, participe à

(1) L'acte dans Poore, II, 1516-1517.

(2) *Ibid.*, II, 1518-1520.

(3) *Ibid.*, II, 1519-1520.

(4) *Ibid.*, II, 1519.

(5) L'acte dans Poore, II, 1520.

(6) Charte de 1682, dans Poore, II, 1520; charte de 1683, *ibid.* II, 1527.

l'exercice du pouvoir exécutif⁽¹⁾. Le propriétaire et le conseil ont l'initiative des lois, et, en vérité, les composent⁽²⁾; l'assemblée les approuve ou les rejette sans modification, ou, lorsqu'elle présente quelque amendement, celui-ci demeure sans valeur, si le conseil ne le fait sien⁽³⁾. Le propriétaire et le conseil prorogent, à leur gré, l'assemblée, qui doit tenir au moins une session chaque année⁽⁴⁾. Le pouvoir exécutif appartient au propriétaire et au conseil⁽⁵⁾. Le propriétaire en est le chef, sous le nom de gouverneur, mais il peut déléguer ses pouvoirs à un lieutenant-gouverneur⁽⁶⁾. Le conseil se convoque lui-même, et le propriétaire le préside⁽⁷⁾. Le pouvoir judiciaire appartient à des cours que créent le gouverneur et le conseil⁽⁸⁾. Les principaux fonctionnaires de l'ordre judiciaire et de l'ordre exécutif sont nommés par le gouverneur, sur la présentation du conseil; les autres, par le gouverneur, sur la présentation du peuple ou des représentants du peuple dans l'assemblée⁽⁹⁾. La charte de 1683 rend plus complète et d'une nécessité plus rigoureuse la participation du conseil aux actes du pouvoir exécutif⁽¹⁰⁾; elle modifie, pour la rendre virtuellement plus longue, la durée du mandat des principaux fonctionnaires⁽¹¹⁾; et elle règle la condition des biens d'étrangers et l'usage du droit de chasse et du droit de pêche⁽¹²⁾. On ne voit guère autre chose qui différencie cette charte et celle de 1682⁽¹³⁾.

⁽¹⁾ *Charte de 1682, ibid.*, II, 1520-1522; *Charte de 1683, ibid.*, II, 1527-1529.

⁽²⁾ *Charte de 1682, ibid.*, II, 1521; *Charte de 1683, ibid.*, II, 1528.

⁽³⁾ *Charte de 1682, ibid.*, II, 1522; *Charte de 1683, ibid.*, II, 1529.

⁽⁴⁾ *Charte de 1682, ibid.*, II, 1523; *Charte de 1683, ibid.*, II, 1529.

⁽⁵⁾ *Charte de 1682, ibid.*, II, 1520-1521.

⁽⁶⁾ *Charte de 1682, ibid.*, II, 1521; *Charte de 1683, ibid.*, II, 1528. Comp.

le titre de l'acte du 11 juillet 1681, *ibid.*, II, 1516.

⁽⁷⁾ *Charte de 1682, ibid.*, II, 1521; *Charte de 1683, ibid.*, II, 1528.

⁽⁸⁾ *Charte de 1682, ibid.*, II, 1522; *Charte de 1683, ibid.*, II, 1529.

⁽⁹⁾ *Charte de 1682, ibid.*, II, 1520, 1522; *Charte de 1683, ibid.*, II, 1529.

⁽¹⁰⁾ *Charte de 1683, ibid.*, II, 1528.

⁽¹¹⁾ *Charte de 1683, ibid.*, II, 1529.

⁽¹²⁾ *Charte de 1683, ibid.*, II, 1530.

⁽¹³⁾ Sur la *Charte de 1683*, voir Mar-

Nombreuses sont les matières auxquelles les lois jointes à la charte de 1682 consacraient leurs dispositions. Il suffira d'indiquer la plupart sans commentaire. La définition des principaux attributs du gouvernement ⁽¹⁾, la liberté de conscience ⁽²⁾, les qualités qui constituent l'aptitude à l'exercice des droits politiques et des fonctions publiques ⁽³⁾, la sincérité des élections ⁽⁴⁾, la vérification des pouvoirs du conseil et de l'assemblée ⁽⁵⁾, l'administration de la justice ⁽⁶⁾, l'organisation du jury ⁽⁷⁾, les principes essentiels de la procédure judiciaire ⁽⁸⁾, la nomenclature sommaire des principaux crimes et délits ⁽⁹⁾, la tenue des registres de l'état civil et des autres archives publiques ⁽¹⁰⁾, la rédaction des contrats ⁽¹¹⁾, la prescription, le mariage, les testaments, les saisies ⁽¹²⁾, la condition des employés et des gens à gages ⁽¹³⁾, l'instruction professionnelle, sont, dans ces lois, l'objet de clauses, le plus souvent brèves et nettes, qu'il est inutile de rappeler ici ⁽¹⁴⁾. Une règle toutefois mérite, pour son importance particulière, d'être textuellement citée : « Aucune somme ni aucun effet ne seront levés ni payés par des gens de cette province, sous forme de taxe, droit ou contribution publique, si ce n'est en vertu d'une loi faite pour cet objet. . . » ⁽¹⁵⁾.

Comme la charte de 1683, la constitution de 1696 traite du droit de chasse, du droit de pêche, et de la condition des biens des étrangers ⁽¹⁶⁾. Semblable, dans le plus grand nombre de ses dispositions, aux chartes de 1682 et de 1683, elle laisse le pouvoir

shall, 182-183; Story, I, 85-86; Bancroft, II, 387-390; Hough, II, 215-216; Laboulaye, I, 311-315.

⁽¹⁾ L'acte dans Poore, II, 1527.

⁽²⁾ *Ibid.*, II, 1526.

⁽³⁾ *Ibid.*, II, 1524-1526.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, II, 1524.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, II, 1524.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, II, 1524.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, II, 1524.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, II, 1524-1526.

⁽⁹⁾ L'acte dans Poore, II, 1526.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, II, 1525-1526.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, II, 1525-1526.

⁽¹²⁾ *Ibid.*, II, 1525-1526.

⁽¹³⁾ *Ibid.*, II, 1525-1526.

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, II, 1525-1526.

⁽¹⁵⁾ *Ibid.*, II, 1524. Sur la charte et les lois de 1682, voy. encore Story, I, 86; Bancroft, II, 365-367; Murray, I, 260-267; Hough, II, 216.

⁽¹⁶⁾ L'acte dans Poore, II, 1536.

législatif aux mains du gouverneur, du conseil et de l'assemblée⁽¹⁾, le pouvoir exécutif au gouverneur et au conseil⁽²⁾, le pouvoir judiciaire à des cours que le gouverneur et le conseil érigent⁽³⁾. En vérité, dans l'organisation des grands pouvoirs du gouvernement, elle ne se distingue guère de ces deux chartes précédentes que par une réforme, d'ailleurs très importante, qui attribue concurremment au gouverneur et au conseil, d'un côté, et, de l'autre, à l'assemblée, l'initiative législative et le droit d'amendement⁽⁴⁾.

Sous la charte de 1701, le droit d'initiative législative n'est plus expressément conféré qu'à l'assemblée, et le droit de nommer le conseil est implicitement donné au gouverneur. C'est le caractère essentiel qui différencie ce nouveau monument juridique et les chartes, lois ou constitutions, qui le précédèrent⁽⁵⁾.

Dès le mois d'août 1681, Penn envoyait à sa colonie trois navires chargés d'immigrants. En 1683, il y fondait lui-même la cité de Philadelphie⁽⁶⁾, qui comptait près de cent maisons douze mois plus tard, six cents, deux ans après sa fondation, et dépassait, en trois ans, le développement que la cité de New-York avait mis un demi-siècle à acquérir⁽⁷⁾. En 1684, cinquante villages ou bourgs s'étaient élevés. Dans l'année 1681 même, mille colons, et deux mille, dans la seule année 1682, avaient abordé aux rivages de la colonie. De 1682 à 1685, quatre-vingt-dix navires y portèrent 7,200 immigrants. Vers le milieu du XVIII^e siècle, il ne fallut pas plus de seize ans, pour que le nombre des habitants doublât. Entre 1701 et 1763, il croissait de 20,000 à 280,000.

Au moment où Penn obtint la charte de 1681, l'Europe était troublée; la guerre y sévissait souvent; la persécution religieuse y

(1) L'acte dans Poore, II, 1532, 1535-1536.

(2) *Ibid.*, II, 1535.

(3) *Ibid.*, II, 1535.

(4) *Ibid.*, II, 1535.

(5) L'acte, etc., II, 1537-1539.

(6) «*Brotherly love*, amour fraternel.» Bancroft, II, 386-387.

(7) *Comp. Introduction*, p. xxxi-xxxii, et ci-dessus, p. 151.

prévalait encore çà et là; lui-même avait l'estime de ses concitoyens anglais; à tous les persécutés et à tous les pauvres laborieux il promettait des avantages considérables. C'est pourquoi, du Royaume-Uni, d'Allemagne et de Hollande, les presbytériens, les luthériens, les calvinistes, les moraviens, les mennonites et les dunkers, se rendirent nombreux à son appel. Dès le mois de mars 1684, le propriétaire put dire justement, de la Pensylvanie, que jamais colonie plus grande n'avait été établie en Amérique, aux frais de simples particuliers, ni aucune qui eût présenté des débuts plus heureux.⁽¹⁾

Ce serait une erreur de croire que cette prospérité se développa sans discordes intestines. Si l'on compare aux dispositions de la charte royale de 1681 celles des chartes et des constitutions que les colons firent plus tard, de leur seule autorité, ou de concert avec le propriétaire, la Pensylvanie paraît avoir eu, de bonne heure, un régime fort libéral⁽²⁾. Ses colons, bientôt puissants par leur nombre, n'auraient pas aisément accepté d'avoir moins de libertés que les autres colonies, et tant s'en fallait que le propriétaire fût décidé à se prévaloir de toutes les prérogatives qui lui venaient de la charte de 1681. Pour complaire à ses sujets, il s'offrait, ou se prêtait volontiers aux concessions les plus grandes. De la générosité de ses desseins on a des témoignages curieux que lui-même donnait, dans ses proclamations ou dans ses discours, et qui ne demeurèrent pas de vaines paroles. Aussitôt que la colonie lui est octroyée, il promet de poser avec un tendre soin les bases du gouvernement⁽³⁾ : le peuple ne sera pas à la merci de gouverneurs après au gain; les colons vivront libres, faisant leurs propres lois; la personne et les droits de l'individu ne subiront ni usurpation ni tyrannie; tous les désirs raisonnables d'un peuple libre seront satisfaits⁽⁴⁾. Propose-t-il aux colons des lois ou un

⁽¹⁾ Bancroft, II, 392.

⁽²⁾ Bancroft, II, 363.

⁽³⁾ Voy. p. 166-167, 170-174.

⁽⁴⁾ Bancroft, II, 363-364.

projet de gouvernement composé dans la métropole : « Vous pouvez, leur dit-il, amender, modifier, ajouter; je suis prêt à adopter les règles qui paraîtront propres à vous rendre heureux ⁽¹⁾. » Rien de plus caractéristique ni de plus intéressant qu'une proclamation par laquelle, en 1684, au moment de regagner l'Europe pour un séjour de quelques années, il adressait ses adieux aux habitants de la colonie : « Mon amour et ma vie sont à vous et avec vous.... J'ai été auprès de vous; j'ai pris soin de vous; je vous ai servis avec un amour sincère; je vous aime, et vous m'êtes chers au delà de toute expression... Vous êtes venus à une terre paisible où la liberté et l'autorité sont dans vos mains. Gouvernez pour Celui sous lequel les princes de ce monde estimeront un jour que c'est leur honneur de gouverner... Et toi, Philadelphie, l'établissement vierge de cette province, mon âme prie Dieu, pour toi, que tu restes debout au temps de l'épreuve, et que tes enfants soient bénis. Chers amis, mon amour vous salue tous ⁽²⁾. » On sait quel était, suivant Penn, le caractère essentiel de tout bon gouvernement ⁽³⁾, et l'on a vu que les colons ne furent pas étrangers à la composition des chartes de 1682, 1683 et 1701 ⁽⁴⁾. Aux indigènes eux-mêmes le propriétaire montra toujours la plus parfaite bienveillance : rien de ce qui les touchait ne lui semblait indifférent. C'est encore une allocution digne d'être citée que celle où, peu après avoir abordé aux rivages de la Pensylvanie, il souhaitait la bienvenue, dans une rencontre publique, aux chefs des principales tribus : « Nous nous rencontrons sur la grande voie de la bonne foi et de la bonne volonté. Aucun parti ne cherchera son profit au détriment de l'autre; tout sera ouverture et amour. Je ne vous appellerai pas mes enfants, car les parents traitent parfois leurs enfants trop sévèrement, ni seulement frères, car les frères sont parfois divisés. Je ne comparerai pas à une chaîne l'amitié

(1) Bancroft, II, 388.

(2) Voy. ci-dessus, p. 171.

(3) Bancroft, II, 393.

(4) Voy. ci-dessus, p. 169-170.

qui nous unit, car les pluies pourraient la rouiller, ou la chute d'un arbre la briser. Nous sommes comme les deux parties d'un même corps, la même chair et le même sang⁽¹⁾. » Les relations les plus amicales subsistèrent, presque sans aucune interruption, entre les Indiens et les colons. Ce ne furent pas les Indiens qui suscitèrent les difficultés intestines. Elles s'élevèrent entre le propriétaire et les colons.

A peine les premiers établissements de la colonie étaient-ils fondés, que la tendance certaine et constante du peuple fut de réduire à rien les prérogatives du gouverneur-propriétaire. Si l'assemblée et le peuple acceptaient avec reconnaissance les libertés considérables que Penn octroyait volontiers, ils nourrissaient toujours quelque arrière-pensée de développer encore ces libertés, soit dans l'application des chartes en vigueur, soit dans la rédaction de chartes nouvelles. Quand l'adhésion du propriétaire ne paraissait pas devoir être expresse, au moins les colons attendaient-ils de lui la tolérance. Dans celles de ses dispositions qui traitent du droit d'initiative et du droit d'amendement, la constitution de 1696 ne fit que ratifier un usage établi dès 1683 ou 1684, et, selon toute apparence, observé, depuis, sans violation⁽²⁾. Une longue coutume enleva même au propriétaire et au conseil le droit de reviser ou d'amender les lois émanées de l'assemblée. Celle-ci, d'ailleurs, ne voulait pas admettre qu'elle pût être prorogée ou dissoute contre son gré. Avant de trouver un mode de délégation des plus hautes fonctions du pouvoir exécutif qui convînt aux colons, Penn les confia d'abord au conseil, puis à cinq commissaires d'État. Même lorsqu'un lieutenant-gouverneur les exerça, qui tenait son mandat du conseil d'abord, et, plus tard, du propriétaire, de vifs conflits surgirent souvent entre le peuple et ce personnage. Au moins par leur droit de présentation les colons

⁽¹⁾ Bancroft, II, 382. — ⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 171-174.

déterminaient le choix de fonctionnaires importants, mais ils auraient voulu nommer à toutes les fonctions publiques. Quand le droit absolu de nomination appartenait sûrement au pouvoir exécutif, l'exercice de ce droit donnait lieu parfois à des récriminations ardentes. Des fonctionnaires étaient-ils appelés de la métropole, la réprobation générale les atteignait. « Des juges, versés dans la connaissance des lois et connus pour leur intégrité, disaient volontiers les colons, des juges venus d'Angleterre, seraient sans doute gens désirables. Cependant nous inclinons à être satisfaits des meilleurs personnages que la colonie peut fournir⁽¹⁾. » Ils obligeaient donc le propriétaire ou son représentant à choisir les juges sur place. Tout spécialement, comme un droit certain, le peuple réclamait le pouvoir de fixer la durée du mandat des fonctionnaires de l'ordre judiciaire; l'assemblée, celui d'organiser les cours de justice, de déterminer les règles de la procédure, et de destituer les juges pour cause de mauvaise conduite. Depuis le plus humble jusqu'au représentant du gouverneur lui-même, les fonctionnaires dépendaient de l'assemblée pour leur rémunération. Ils avaient souvent à choisir entre la pauvreté et l'obéissance. Les représentants du peuple prétendaient que nul, contre leur gré, ne pouvait disposer des deniers publics ni en déléguer la garde ou l'emploi. Dans la courte administration qu'elle eut de la colonie, la couronne ne fut pas plus heureuse que le propriétaire. Elle n'échappa pas davantage aux critiques et à l'opposition. D'abord, vers 1692, les différends du gouverneur et de ses sujets avaient encouragé le roi et la reine à prendre le gouvernement en mains. Plus tard, Penn lui-même, fatigué et découragé, eût volontiers rendu à la couronne qui ne convoitait plus ces deux charges, le pouvoir politique dont elle l'avait de nouveau investi, voire son droit au sol. Même ce droit de Penn et de sa famille à la propriété originaire du sol était mal respecté: le peuple voulait que l'as-

(1) Bancroft, III, 45.

semblée pût disposer des parties inoccupées du territoire, affecter aux dépenses publiques les redevances foncières que percevait le propriétaire de la colonie, et soumettre à l'impôt le domaine privé de ce dernier. Le plus souvent, après quelques contestations, quel que fût l'objet du débat, la volonté du peuple l'emportait. En vérité, rien, sinon la présence d'un lord propriétaire, investi, à titre héréditaire, de pouvoirs presque illusoires, n'empêchait la colonie d'être purement une démocratie représentative. Cependant la douceur des propriétaires, les scrupules religieux des habitants et l'aménité des relations entretenues soit avec les Indiens, soit avec les colonies voisines, soit avec le gouvernement anglais, retardaient jusqu'aux dernières années de la domination anglaise l'organisation d'une milice ⁽¹⁾.

Si Voltaire accordait sans réserves son admiration à cet état de choses ⁽²⁾, Frédéric le Grand le trouvait très beau, pourvu qu'il durât ⁽³⁾. Nombre d'autres personnes doutaient apparemment que dans ce pays où l'on ne voyait ni forts, ni troupes, ni police armée, ni différence de rang, la puissance invisible de la raison fût capable d'ordonner et de prohiber, de punir le crime et de protéger la propriété. Elles n'imaginaient guère que la confusion, la discorde et la ruine dussent ne pas fondre sur lui, la richesse et la population y croître, le spectacle y être donné d'un peuple heureux et prospère. Ce spectacle y fut offert pourtant. Tandis que les colons paraissent n'avoir eu d'autre passion que le développement de leurs libertés et la diminution des prérogatives du propriétaire, la modération et la générosité habituelles de Penn et de ses successeurs adoucirent le plus souvent les querelles soulevées contre eux-mêmes, les seules qui troublaient la colonie.

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, notamment p. 44, 45, 52, 66, 79, 86, 92, 93, 99, 102, 112, 114, 124, 132. Voir aussi, part. III, les développements relatifs à l'armée.

⁽²⁾ Laboulaye, I, 315-316, 326-327. Comp. *Dict. phil.*, v° *Quakers*.

⁽³⁾ Bancroft, II, 390; Laboulaye, I, 315.

L'indication de quelques faits plus graves que nombreux complètera ce qu'il importe de savoir de l'histoire de la Pensylvanie. Les premières troupes de la colonie furent levées vers 1750. Vers le même temps, le nombre des colons allemands de diverses sectes commença à l'emporter sur celui des quakers d'origine saxonne, et l'aversion de ceux-ci pour le service des armes les écarta peu à peu du gouvernement dont ils avaient été les maîtres pendant soixante-dix ans. Le concours de la Pensylvanie ne manqua pas aux autres colonies dans la lutte contre les exactions fiscales de la maison de Hanovre⁽¹⁾. Pourtant elle hésita à s'affranchir de la domination presque purement nominale des héritiers de Penn. Puis, lorsque, après l'émanicipation définitive des treize anciennes colonies, le pouvoir politique des anciens maîtres aboli, elle crut devoir réunir au domaine public, par un acte de 1779, tous les biens qui appartenaient encore, sur son territoire, à ces derniers, elle ne le fit pas, sans offrir ni sans payer aux propriétaires évincés une indemnité de 130,000 livres sterling.

CHAPITRE XIII.

COLONIE DU DELAWARE⁽²⁾.

Par ses traits essentiels, l'histoire du Delaware se distingue à peine de celle de la Pensylvanie. Comme la Pensylvanie, la colonie du Delaware fut fondée par des Suédois, conquise par les Hollandais, en 1655, et, quelques années plus tard, soumise à la domination anglaise⁽³⁾. Le duc d'York la tint d'abord pour une dépendance de sa province de New-York; puis, le 24 août 1682,

⁽¹⁾ Bancroft, V, 218-220, 328; VI, 470-471, 488; VII, 43-47, 82-83, 140-142, 210-211, 332-332, 377-379; VIII, 72-75, 114-115, 137-140, 325-327, 354-355, 368-369, 385-390, 443-446.

⁽²⁾ Story, I, 85-88; Bancroft, II, 362-367; Hough, I, 177; II, 215-216; Poore, I, 271-273; II, 1509-1540; Laboulaye, I, 304-327.

⁽³⁾ Voir ci-dessus, p. 150, 158, 165. Comp. *Introduction*, p. xxiv-xxvii.

par deux actes successifs, il la céda à son ami, Guillaume Penn, qui voulait donner des ports, sur la mer, aux établissements de la Pensylvanie ⁽¹⁾. La même année, de leur aveu, les habitants du territoire cédé, ou, ainsi que l'on disait alors, des trois comtés inférieurs du Delaware, New-Castle, Kent et Sussex, dont les limites ne différaient guère de celles de l'État actuel du Delaware, furent annexés à ces établissements. Les deux colonies, la Pensylvanie, sous le nom de « Province », et le Delaware, sous celui de « Territoires ⁽²⁾ », devaient avoir les mêmes privilèges, les mêmes lois, la même assemblée législative. La charte de 1682, celle de 1683, les lois jointes à la charte de 1682, la constitution de 1696 et la charte de 1701, les régirent l'une et l'autre ⁽³⁾. Toutefois, aux termes du dernier de ces actes, si elles ne pouvaient s'accorder pour faire œuvre commune de législation, et que, dans le délai de trois ans, à compter du 28 octobre 1701, elles signifiassent leur désaccord à Penn ou au lieutenant de ce dernier, en pleine assemblée, par acte revêtu du sceau de leurs représentants, elles seraient autorisées à avoir des assemblées législatives distinctes ⁽⁴⁾. Après divers dissentiments, dont les plus anciens furent antérieurs sans doute à la charte de 1701, et paraissent avoir inspiré la clause qui vient d'être relatée, une séparation définitive s'accomplit, avec la permission du propriétaire, en 1703. Dès lors la colonie du Delaware eut son propre corps législatif, mais ceux des principes de la charte de 1701 qui n'étaient pas incompatibles avec l'existence de deux assemblées continuèrent de lui être appliqués. Quoique ni son étendue ni sa population ne fussent égales à celles de la Pensylvanie, elle prospéra. Jusqu'à la révolution de 1776, d'ailleurs, les vicissitudes de la vie politique des deux colonies voisines paraissent avoir été sensiblement les mêmes.

⁽¹⁾ Comp. ci-dessus, p. 165-166.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 171-175.

⁽³⁾ *Charte de 1701*, dans Poore, II, 1539-1540.

⁽⁴⁾ L'acte dans Poore, II, 1539-1540.

CHAPITRE XIV.

COLONIE DE LA GÉORGIE ⁽¹⁾.

La Géorgie fit d'abord partie du domaine considérable que la charte de 1663 donna, sous le nom de Caroline, à des seigneurs de la cour de Charles II ⁽²⁾. Elle devint une colonie distincte, en 1732. A plusieurs reprises déjà, particulièrement en 1717, 1720 et 1728, quelques personnages anglais avaient projeté de conduire, dans les limites qui lui furent plus tard assignées, des bandes de paysans du Royaume-Uni, et même de la Suisse. La région où devaient s'élever les établissements nouveaux était celle qui s'étend du fleuve Altamahah au fleuve Savannah. L'Angleterre n'y exerçait qu'une domination nominale. La France et l'Espagne prétendaient en être également maîtresses. On n'y voyait que des lieux incultes, et l'on n'y rencontrait que des Indiens de tribus errantes. Ces grands espaces, presque sauvages, menaçaient de dangers constants la Caroline du Sud, en offrant aux indigènes ennemis et aux troupes des nations européennes, rivales de l'Angleterre, une retraite à peu près impénétrable. C'était donc une nécessité de défricher et de peupler d'Anglais la Géorgie. Il ne sembla pas d'abord possible de trouver un nombre suffisant de colons, disposés à occuper un poste aussi dangereux. Les projets de colonisation furent cependant repris, et enfin exécutés vers 1732. D'une part, dans de récentes expéditions, les indigènes venaient de mettre à feu et à sang le midi de la

⁽¹⁾ Comp. Marshall, 247-279; Story, I, 97-99; Bancroft, III, 418-468; IV, 129-131, 425-430; V, 328; VI, 407-410; VII, 337-338, 357-358; VIII, 54, 83-84, 108, 141, 245-246, 391;

Murray, I, 310-315; Hough, I, 243-245; Poor, I, 369-377; Seaman, 6, 204; Laboulaye, I, 382-390.

⁽²⁾ Comp. ci-dessus, p. 136-137.

Caroline du Sud; de l'autre, un philanthrope éminent imagina de recruter les colons parmi des gens auxquels la métropole ne pouvait guère procurer, sur son propre territoire, les moyens de vivre ⁽¹⁾.

Les lois anglaises de ce temps punissaient, avec une grande rigueur, l'insolvabilité et les moindres méfaits qu'une misère extrême était propre à engendrer. Sans parler des menus larcins, leurs dettes seules, souvent des dettes infimes, faisaient emprisonner, chaque année, au moins 4,000 sujets du Royaume-Uni. Cette situation parut grave à quelques personnes. Un membre de la Chambre des communes, particulièrement généreux et hardi, tour à tour, auparavant, élève d'Oxford, associé aux travaux de l'armée anglaise sous le ministère de Bolingbroke, volontaire dans celle du prince Eugène, présent au siège de Belgrade et à la campagne brillante conduite contre les Turcs sur le Danube, Jacques Oglethorpe, proposa qu'une enquête parlementaire étudiât le régime des prisons du royaume. Il fut nommé membre de la commission d'enquête, et mit un zèle infatigable à remplir ses fonctions de commissaire. L'enquête montra que le régime était mauvais : les prisonniers détenus pour dettes ou pour des offenses minimales subissaient les traitements les plus tyranniques; toute douceur leur était refusée; on les faisait vivre confondus avec les plus infâmes scélérats; cette promiscuité les corrompait profondément, ou, tout au moins, les frappait, à tout jamais, dans leur patrie, du discrédit et de la défiance la plus absolue; beaucoup, par une captivité prolongée au delà de toute mesure légitime, étaient devenus, pour leurs propres concitoyens, non seulement des objets de répulsion, mais encore, dans un sens, de véritables étrangers.

Les soins d'Oglethorpe rendirent à la liberté un grand nombre de ces malheureux. Quelques-uns de ses amis se prirent à penser

⁽¹⁾ Voir *Charte de la Géorgie de 1732*, dans Poore, I, 369.

avec lui que les meilleurs de ces captifs libérés, et, en général les pauvres, sans cesse menacés, à cause de leur pauvreté même, des horreurs de la prison, fourniraient des colons à la Géorgie. La persécution religieuse leur paraissait encore assez cruelle dans plusieurs pays d'Europe, pour qu'auprès des premiers pionniers, des victimes de l'intolérance vinssent demander un refuge à la colonie nouvelle. Enfin ils nourrissaient quelque espoir de convertir à la civilisation et à la foi chrétienne les indigènes qui hanteraient le voisinage des établissements projetés ⁽¹⁾. Une association se forma, probablement par les soins du même Oglethorpe, en vue d'exécuter le projet de colonisation. Les associés étaient d'abord au nombre de vingt ⁽²⁾. Ils se disaient de simples administrateurs d'une entreprise où ils ne voulaient avoir aucun intérêt matériel d'un caractère purement individuel. Eux-mêmes demandaient et acceptaient l'interdiction de posséder, à titre personnel, des terres dans la colonie, et celle de recevoir, de l'association, des emplois salariés ⁽³⁾.

A la requête des associés, par une charte donnée de Westminster, sous le contreseing de Cooks, le 9 juin 1732, la cinquième année de son règne ⁽⁴⁾, le roi Georges II régla la condition de l'association et de la colonie. L'acte relate les motifs de colonisation que l'on a déjà vus ⁽⁵⁾. Les vingt premiers associés y sont nommés, Jean, vicomte Percival, figurant le premier sur la liste, et Oglethorpe, le troisième ⁽⁶⁾. L'association y est désignée par ce nom : « Les fidéicommissaires pour l'établissement de la colonie de la Géorgie, en Amérique ⁽⁷⁾. » Elle formait une « corporation politique ⁽⁸⁾ », revêtue de la personnalité civile ⁽⁹⁾ et avait un sceau qu'elle demeurait libre de modifier, à son

⁽¹⁾ Voir *Charte de la Géorgie de 1732*, dans Poore, I, 369-372. Voir aussi I, 369 à la note.

⁽²⁾ *Ibid.*, I, 369.

⁽³⁾ *Ibid.*, I, 372, 374, 375.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, I, 369, 377.

⁽⁵⁾ Voir *Charte*, etc., I, 369, et, ci-dessus, p. 182-184.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, I, 369.

⁽⁷⁾ *Ibid.*, I, 369.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, I, 369.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, I, 369.

gré ⁽¹⁾. La compagnie entière était appelée à délibérer, dans ses réunions générales, sur toutes les affaires sociales ⁽²⁾, et, attendu qu'il pouvait devenir trop difficile de réunir assez souvent toute la compagnie, un conseil d'administration, le « conseil », devait expédier les affaires courantes, passer les conventions et les contrats nécessaires, effectuer ou surveiller l'emploi des deniers sociaux ⁽³⁾. La compagnie et le conseil avaient le droit de fixer eux-mêmes le temps et le lieu de leurs réunions ⁽⁴⁾. La compagnie recrutait ses propres membres ⁽⁵⁾, et, après la première nomination que le roi faisait dans la charte, elle pourvoyait au remplacement des membres du conseil, morts ou démissionnaires ⁽⁶⁾. Oglethorpe était l'un des conseillers nommés par le roi ⁽⁷⁾. Le nombre des membres du conseil ne pouvait être inférieur à quinze, et si, comme le roi le désirait, le nombre des membres de la compagnie s'accroissait, la charte ordonnait que celui des membres du conseil fût porté à vingt-quatre ⁽⁸⁾. A tour de rôle, chacun des conseillers présidait les assemblées de la compagnie et celles du conseil ⁽⁹⁾. La compagnie, à charge de respecter les lois et les statuts du royaume, était autorisée à faire des règlements et des ordonnances pour l'exercice de ses pouvoirs ⁽¹⁰⁾. Le choix de ses agents, et, en particulier, des personnes habilitées à solliciter et à recevoir, pour elle, les contributions volontaires, lui appartenait ⁽¹¹⁾. Chaque année, elle avait à fournir un compte écrit de toutes ses recettes et de toutes ses dépenses à de hauts fonctionnaires du royaume, désignés dans la charte ⁽¹²⁾, et, de temps en temps, à l'un des principaux secrétaires d'État et aux commissaires anglais du commerce et des plantations,

⁽¹⁾ Voir *Charte*, etc., I, 370.

⁽²⁾ *Ibid.*, I, 370.

⁽³⁾ *Ibid.*, I, 374.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, I, 370.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, I, 370.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, I, 370.

⁽⁷⁾ Voir *Charte*, etc., I, 371.

⁽⁸⁾ *Ibid.*, I, 371.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, I, 371-372.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, I, 372-373.

⁽¹¹⁾ *Ibid.*, I, 372-374.

⁽¹²⁾ *Ibid.*, I, 372.

un rapport sur les progrès de la colonie⁽¹⁾. La propriété absolue du sol lui était attribuée⁽²⁾, et le mandat implicitement mais nécessairement confié d'user du droit de propriété, et, d'une manière plus générale, de toutes les ressources sociales, pour développer la colonie⁽³⁾. Si l'association ne recevait pas une attribution perpétuelle de la puissance politique, du moins elle pouvait, pendant vingt et un ans, composer les lois de la colonie⁽⁴⁾, sauf à les soumettre à l'approbation du roi en conseil privé⁽⁵⁾, créer les fonctions publiques, nommer les fonctionnaires, à l'exception de ceux que la couronne préposerait à la perception des redevances dues au roi⁽⁶⁾, lever des troupes, qui seraient sous les ordres du gouverneur de la Caroline du Sud⁽⁷⁾, fortifier et armer le pays, appliquer la loi martiale en temps de guerre, d'invasion ou d'insurrection effective⁽⁸⁾, former et organiser les cours de justice⁽⁹⁾. Le roi se réservait, après l'échéance de ce terme de vingt et un ans, de choisir les fonctionnaires et d'établir la forme de gouvernement qui lui paraîtrait la meilleure⁽¹⁰⁾. Aux colons ordinaires la charte promettait la conservation des libertés, franchises et immunités des sujets anglais⁽¹¹⁾. Hormis les papistes, tous les habitants de la colonie devaient jouir de la liberté de conscience, tant qu'ils ne troublaient pas la tranquillité publique et ne donnaient au gouvernement ni offense ni scandale⁽¹²⁾. Même, par égard pour leurs scrupules de conscience, les quakers avaient l'autorisation de substituer, dans toute occasion, au serment proprement dit, une affirmation solennelle dépourvue de tout caractère religieux. La colonie tenait de la charte elle-même le nom

(1) Voir *Charte de la Géorgie de 1732*, I, 376.

(2) *Ibid.*, I, 373, 375.

(3) Ci-dessus, p. 184, et l'acte dans Poore, I, 369-370.

(4) Voir *Charte*, etc., I, 373-374.

(5) *Ibid.*, I, 373-374.

(6) Voir *Charte*, etc., I, 376.

(7) *Ibid.*, I, 373, 376-377.

(8) *Ibid.*, I, 376-377.

(9) *Ibid.*, I, 375.

(10) *Ibid.*, I, 377.

(11) *Ibid.*, I, 374-375.

(12) *Ibid.*, I, 375.

de Géorgie⁽¹⁾, en souvenir du roi sous le règne duquel les projets de colonisation allaient être exécutés. Enfin les limites de la colonie, décrites par l'acte, étaient, à l'est, la côte de l'Atlantique et les fles en deçà de vingt lieues de la côte, à l'ouest la mer Pacifique, au nord l'extrémité septentrionale du cours du fleuve Savannah, et, au midi, l'extrémité méridionale du cours du fleuve Altamahah⁽²⁾.

Oglethorpe et ses associés surent concilier à leurs projets la faveur publique. Nombre de gens accueillirent avec enthousiasme l'idée de répandre dans une colonie nouvelle la connaissance de l'Évangile, d'ouvrir un nouvel asile aux personnes que persécutait l'intolérance religieuse, de procurer les moyens de vivre à des pauvres presque incapables de gagner leur subsistance en Angleterre. Les mêmes ou d'autres estimaient que le climat de la Géorgie se prêterait merveilleusement à la culture de la vigne et à la production des vers à soie. Ils attendaient donc de cette double exploitation une source de richesses abondantes. Les contributions volontaires d'individus furent considérables. La société pour la propagation de l'Évangile dans les pays étrangers donna son secours. Le parlement lui-même vota, en deux ans, des crédits qui s'élevèrent à 36,000 livres sterling.

Oglethorpe avait accepté d'être, sans rémunération, gouverneur de la colonie. Il y conduisit, dès le mois de novembre 1732, une troupe de cent vingt immigrants. On y vit arriver bientôt, les uns à la charge de la compagnie, les autres à leurs frais, des Anglais, des Irlandais, des Écossais, des Allemands. Dans la seule année 1734, six cents vinrent, dont cent payèrent leurs propres dépenses. Les colons qui cherchaient la liberté religieuse étaient aussi nombreux peut-être que ceux qui fuyaient la seule pauvreté. Les premiers con-

⁽¹⁾ Voir *Charte*, etc., I, 373.

⁽²⁾ *Ibid.*, I, 373. Voy. aussi, sur la charte de 1732, Marshall, 247-248;

Story, I, 97-98; Bancroft, III, 419-420; Murray, I, 312; Seaman, 204; Hough, I, 243.

vois d'immigrants eurent à peine passé quelques mois dans la colonie, que la compagnie put faire un utile appel, vers 1735, aux travailleurs qui n'étaient aux prises ni avec la persécution ni avec la misère. Les colons allemands portèrent promptement la production de la soie brute à une valeur annuelle de 10,000 livres. Le bourg de Savannah s'était élevé en 1733, et celui d'Augusta en 1734. Un rapport des fidéicommissaires attestait, en 1740, que la compagnie avait dépensé près de 80,000 livres sterling, et transporté ou envoyé 2,500 immigrants.

Après quelques années, le succès ne répondait plus à l'éclat des débuts. La colonie, qui devait avoir, vers 1775, 17,000 habitants blancs et une milice de 3,000 hommes, ne comptait guère que 5,000 ou 6,000 âmes vers 1754. Entre cette dernière année et 1740, voire depuis 1736, des causes multiples avaient ralenti le progrès de la colonisation. Si, grâce à la prudence et à la bonté d'Oglethorpe, les Indiens gardaient une attitude amicale, c'étaient les vicissitudes diverses soit des expéditions conduites par Oglethorpe contre les Espagnols de la Floride, soit des coups de main tentés par les Espagnols contre les établissements de la Géorgie, qui compromettaient souvent, de 1736 à 1742, la sécurité des colons. En 1743, Oglethorpe, retournant dans la métropole pour ne plus revenir dans la colonie, privait celle-ci des ressources d'un zèle, d'une activité, d'un désintéressement incomparables, auxquels les contemporains ont rendu d'éclatants hommages. Enfin, au moins jusqu'à 1751, prévalaient des lois émanées des fidéicommissaires, à l'application desquelles les colons ne voulaient pas se plier. Une de ces lois érigeait la plupart des terres en véritables fiefs, soumis à l'obligation du service militaire, et, par voie de conséquence, réversibles sur les mâles seuls; une autre prohibait l'introduction des liqueurs spiritueuses et toute relation commerciale avec les Antilles; la troisième déclarait l'esclavage absolument interdit. Toutes soulevèrent les protestations les plus vives. Les colons ju-

geaient intolérable qu'une des règles les plus dures du régime féodal fût appliquée à des établissements nouveaux, où aucune tradition ni aucune nécessité rigoureuse ne l'imposait; ils estimaient que le marché des Antilles était nécessaire à la colonie; ils pensaient que les noirs seuls pouvaient fournir, sous le climat brûlant de la Géorgie, la somme de travail corporel sans laquelle tout progrès semblait devoir être lent et difficile. Oglethorpe et ses associés résistèrent à toutes les plaintes. Au même temps, sous un régime différent, la Caroline du Nord atteignait une facile et prompte prospérité ⁽¹⁾. Si, des gens de la Géorgie, quelques-uns se bornaient à faire, par contrebande, le commerce prohibé, d'autres allaient, en plus grand nombre, trouver, dans la colonie voisine, les libertés que leur refusaient les fidéicommissaires, et, sur le sol qu'ils désertaient, de nouveaux colons ne venaient pas volontiers s'établir. L'insuccès découragea les fidéicommissaires eux-mêmes. A l'unanimité, en 1751, ou, au plus tard, en 1752, ils décidèrent de rendre leur charte à la couronne.

Dès lors, la Géorgie fut une province royale. La première assemblée représentative s'y réunit en 1754, et les représentants du peuple ne cessèrent plus de tenir des sessions régulières, où, à l'imitation des colonies plus anciennes, ils travaillaient à développer les libertés publiques. Les vieilles lois dont les colons s'étaient plaints si vivement furent expressément abrogées, ou tombèrent en désuétude. Peu à peu la colonie recommença à fleurir. A la veille de la révolution de 1776, elle avait acquis une importance considérable. Les Indiens dont Oglethorpe lui fit d'abord des amis, et que les guerres de l'Angleterre et de la France déchaînèrent plus tard contre elle, arrêtaient leurs hostilités dans les dernières années de la domination anglaise. A l'acquisition de la Floride par l'Angleterre elle doit une cause nouvelle et puis-

(1) Voy. ci-dessus, p. 139-144.

sante du développement de son agriculture et de son commerce. Sa prospérité récente, la modération habituelle de ses gouverneurs royaux, la distance considérable qui la sépare des plus fortes parmi les autres colonies, l'empêchent de prendre, de bonne heure, une part très vive à la lutte commune contre les exactions de la maison de Hanovre. Le grand nombre de ses habitants blâment cependant la politique coloniale de la métropole. Ils viennent, vers 1775, à la combattre par des mesures positives. Mais si, en 1777, les colons adoptent une constitution d'État indépendant, leur territoire, sans cesse occupé par les troupes anglaises, subit, de fait, la domination étrangère jusqu'au mois de juillet 1783 ⁽¹⁾. On saura de l'histoire de cette colonie tout ce qui importe, si l'on observe que, malgré le progrès réel de la colonisation, le territoire effectivement colonisé ne dépassait pas, du nord au sud, une étendue de 150 milles, et 30 milles, de l'est à l'ouest.

⁽¹⁾ Bancroft, V, 328; VI, 407; VII, 337-338, 357-358; VIII, 54, 83-84, 108, 141, 245-246, 391; Hough, I, 244.

DEUXIÈME PARTIE.

TEXTES TRANSCRITS OU TRADUITS.

AVANT-PROPOS.

Dix-huit commissions, chartes ou lettres patentes sont les unes transcrites, les autres traduites dans la seconde partie du présent volume. Parmi les monuments très nombreux qui forment le Droit constitutionnel ou public des anciennes colonies de l'Amérique septentrionale, ceux-ci n'ont pas été l'objet d'un choix irréfléchi et arbitraire. Les lettres patentes du 30 avril 1492 furent le premier acte écrit par lequel Ferdinand le Catholique et Isabelle aidèrent aux voyages de Christophe Colomb. Ce fut par la bulle du 4 mai 1493 que le saint-siège donna aux rois d'Espagne le continent de l'Amérique septentrionale : on imaginerait difficilement un acte plus curieux ! Les lettres patentes du 5 mars 1495 paraissent avoir été les premières que la couronne d'Angleterre octroya à ceux de ses sujets qui voulurent explorer l'Amérique. Les lettres patentes du 6 février et du 17 octobre 1540, du 8 novembre et du 10 décembre 1603, qui diffèrent singulièrement les unes des autres, et émanent toutes de la couronne de France, peuvent être utilement comparées aux actes par lesquels la couronne d'Angleterre concéda à ses sujets, avec divers pouvoirs de l'ordre politique, la propriété du sol de régions plus ou moins considérables du continent américain. Si elles ne servirent pas elles-mêmes à une colonisation effective, les lettres patentes du 17 juin 1578 présentent des dispositions sur lesquelles semblent avoir été copiées quelques parties d'actes postérieurs et plus importants, également

émanés des rois d'Angleterre. La convention du 11 novembre 1620 est la première constitution que les colons anglais se donnèrent à eux-mêmes en Amérique. La charte du 20 juin 1632 organisa le gouvernement durable d'une colonie soumise à la haute administration d'un seigneur-propiétaire; les lettres patentes du 15 mars 1643 et la charte du 8 juillet 1663, celui d'une colonie que le peuple lui-même administrait; et la commission du 18 septembre 1679, celui d'une province royale. Les lettres patentes que la couronne de France octroya, le 12 mai 1678, déterminèrent sans doute les explorations du sieur de La Salle, ou leur furent un puissant encouragement. La préface du plan de gouvernement composé par Penn, en 1682, est un témoignage singulier des idées politiques d'un homme qui exerça une grande influence sur un nombre considérable de ses contemporains. La charte du 28 octobre 1701 fut octroyée par le seigneur-propiétaire d'une colonie aux habitants de celle-ci. La Compagnie française d'Occident eut une destinée assez tristement célèbre, pour que la lecture des lettres patentes du mois d'août 1717 paraisse devoir être d'un réel intérêt. Enfin la charte du 9 juin 1732, la dernière que la métropole anglaise donna à ses colons d'Amérique, établit une colonie de nature mixte, qui tenait de la colonie dite *de propriétaire* et de la province royale ⁽¹⁾.

Si l'on excepte la préface du plan de gouvernement composé par Penn, en 1682, la charte du 28 octobre 1701 et les lettres patentes du mois d'août 1717, les documents précités sont écrits, dans les textes originaux, sans alinéas, et la plupart, avec une ponctuation très fantaisiste, ou même sans aucune. Afin de faciliter les recherches du lecteur, il a paru convenable de ponctuer soigneusement tous les textes traduits ou transcrits ici, de les diviser en alinéas, autant que le permettait la nature des propositions,

(1) Voyez ci-dessus, p. 118-120, 184-187, et ci-après, partie III, la définition des trois espèces de colonies.

et de faire précéder chaque document d'un sommaire qui se réfère aux divisions adoptées dans le corps de l'acte. Deux actes d'une brièveté relative, la préface du plan de gouvernement du 2 avril 1682 et la charte du 28 octobre 1701 présentent un système de fractionnement et de numérotage auquel il a semblé bon de préférer, pour l'uniformité, même dans la traduction de ces deux actes, la méthode qui paraissait devoir être suivie dans la transcription ou la traduction des actes plus anciens et de la charte postérieure du 9 juin 1732. Au contraire, le système de fractionnement du texte en articles, que présentent les longues lettres patentes du mois d'août 1717, a pu être conservé, avec profit, dans la transcription de celles-ci. Pour tous les autres actes, les divisions essentielles seront indiquées, indépendamment de la formation d'alinéas, par des chiffres romains; pour les lettres patentes du mois d'août 1717, une de ces divisions essentielles sera elle-même subdivisée en articles précédés de chiffres arabes. Il n'a pas semblé indispensable de supprimer les majuscules, quoique les textes originaux en fassent un usage arbitraire et même abusif. La plupart des documents traduits ou transcrits ne sont pas, d'ailleurs, des modèles de rédaction concise et bien ordonnée, et il arrivera souvent que le développement d'une seule et même proposition devra être cherché dans plusieurs sections du texte.

I

PREMIÈRES LETTRES PATENTES DE COLOMB.

(1492.)

LETTRES PATENTES ACCORDÉES À CHRISTOPHE COLOMB PAR FERDINAND LE CATHOLIQUE
ET ISABELLE, LE 30 AVRIL 1492 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Formule initiale. — II. Motifs de l'acte. — III, VII. De la mission qui était confiée à Colomb et à ses successeurs, et des titres qui leur étaient conférés. — III, IV, V, VI. Des principaux pouvoirs qui leur furent concédés : droits pécuniaires, attributions exécutives et judiciaires. — V, VI. Du concours qui était requis des autorités et du peuple de la métropole. — VII. Des copies de l'acte. Des devoirs des notaires publics et des fonctionnaires de la chancellerie. — VIII. Date et signature.

I. Don Ferdinand et Dona Isabelle, par la grâce de Dieu, Roi et Reine de Castille, de Léon, d'Aragon, de Sicile, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, de Majorque, de Séville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corse, de Murcie, de Jaen, d'Algarve, d'Algésiras, de Gibraltar, des îles Canaries, Comte et Comtesse de Barcelone, Souverain et Souveraine de Biscaye et de Molina, Duc et Duchesse d'Athènes et de Néopatria, Comte et Comtesse de

⁽¹⁾ On trouvera une traduction anglaise de ce texte dans Hazard, *Historical collections*, I, 1-3, et dans Poore, *Charters and constitutions*, I, 304-305. Le texte, en espagnol, est dans un ouvrage imprimé à Madrid par ordre du roi, en 1825, sous ce titre : *Coleccion de los viages y descubrimientos que hicieron por mar los Espanoles desde fines del siglo xv*. On l'y trouvera à la page 9 de la partie dite : *Documentos diplomaticos*, n° VI. —

De nouvelles lettres patentes, qu'il peut être intéressant de comparer à celles-ci, furent accordées à Colomb par les mêmes souverains, le 28 mai 1493. On en trouvera le texte dans l'ouvrage espagnol précité, même partie, p. 57, et une traduction anglaise, dans Poore, *loc. cit.*, p. 6-9. Le 29 mai de la même année, les mêmes souverains adressèrent à Colomb des instructions que l'on trouvera, dans le même ouvrage, même partie, p. 66.

Roussillon et de Cerdagne, Marquis et Marquise d'Oristan et de Gociano, etc.

II. C'est sur notre ordre que vous, Christophe Colomb, partez, avec quelques-uns de nos vaisseaux et de nos sujets, afin de découvrir et de soumettre des Îles et un Continent dans l'Océan; Dieu aidant, la découverte et la conquête de quelques-unes des dites Îles et de ce Continent, dans le dit Océan, sont attendues de votre entremise et de vos soins; c'est pour notre service que vous vous exposez à un si grand danger; il est donc raisonnable et de stricte justice que vous soyez récompensé. A ces causes, en vue de vous rendre honneur et de vous marquer notre faveur, Nous décidons ce qui suit :

III. Vous, Christophe Colomb, après avoir découvert et conquis ces Îles ou quelque-une d'entre elles, et ce Continent, dans le dit Océan, serez notre Amiral des dites Îles et de ce Continent que vous aurez ainsi découverts et conquis. Vous y serez notre Amiral, Vice-Roi et Gouverneur. Désormais, vous pourrez vous-même prendre le nom et le titre de *Don Christophe Colomb*, et vos fils et successeurs, dans la même charge et le même office, ceux de *Don*, d'*Amiraux*, de *Vice-Rois* et de *Gouverneurs* des mêmes lieux.

IV. Vous pourrez exercer le dit office d'Amiral et en user, avec les dites fonctions de Vice-Roi et de Gouverneur des dites Îles et de ce Continent que vous et vos Lieutenants aurez découverts et conquis, et ouïr et juger tous les plaids et toutes les causes, civiles et criminelles, ressortissant aux dites charges d'Amiral, de Vice-Roi et de Gouverneur, ainsi qu'il vous paraîtra juste et convenable, et suivant la coutume des Amiraux de nos Royaumes. Vous aurez pouvoir de punir et de châtier les méfaits. Vous et vos susdits Lieutenants, exercerez les charges d'Amiral et de Vice-Roi, et de Gouverneur, dans toutes les matières qui dépendent de ces charges ou de l'une d'elles, ou qui les concernent. Vous aurez et lèverez les

redevances et rémunérations qui sont attachées à ces charges et à chacune d'elles, ou qui en dépendent, comme les lèvent et ont coutume de les lever notre Grand-Amiral dans l'Amirauté de nos Royaumes de Castille, et les Vice-Rois et Gouverneurs de nos dits Royaumes.

V. Par notre présente lettre, ou toute copie d'icelle revêtue de la signature d'un notaire public, Nous le mandons au prince Jean, notre cher et bien-aimé fils, aux Infants, Ducs, Prélats, Marquis, Comtes, Grands-Maitres des Ordres militaires, Prieurs, Commandeurs, à nos Conseillers, aux Auditeurs de notre Audience, Alcades et autres officiers de justice qui sont de notre maison, de notre cour ou de notre chancellerie, aux Lieutenants-Commandeurs, Gouverneurs des châteaux forts et lieux fortifiés, et à tous les Conseils, Assistants, Corrégidors, Alcades, Alguazils, Baillis, Consuls, Chevaliers, Jurats, Écuyers, Officiers, et au Bon Peuple de toutes les Cités, Terres et Lieux de nos Royaumes et Dominations, et de ceux que vous aurez conquis et soumis, enfin aux Capitaines, Maitres, Contre-Maitres, Officiers, Matelots et gens de mer, nos sujets de naissance, actuellement présents ou à venir, et à chacun et à l'un quelconque d'entre eux : lorsque vous aurez découvert et soumis les dites Îles et le dit Continent, dans le dit Océan, et que, par vous ou toute personne qui aura votre mandat, le serment ou les solennités d'usage en pareil cas auront été accomplis et fournis, tous devront alors vous tenir et vous considérer, vous, votre vie durant, et après vous, votre fils et héritier, et ainsi d'un héritier à l'autre, à jamais, comme notre Amiral sur le dit Océan, et comme Vice-Roi et Gouverneur des dites Îles et de ce Continent découverts et conquis par vous, Christophe Colomb, — traiter vous-même et vos susdits lieutenants, nommés par vous, pour exercer les fonctions d'Amiral, de Vice-Roi et de Gouverneur, comme tels à tous égards, — vous payer et vous faire recouvrer tous les revenus, les redevances et les autres biens, qui sont attachés aux susdits offices

et en dépendent, — vous conserver et vous faire conserver tous les honneurs, les faveurs, avantages, libertés, prééminences, prérogatives, exemptions, immunités, et toutes les autres choses, et chacune de celles dont la possession et la jouissance, en vertu de vos dites charges d'Amiral, de Vice-Roi et de Gouverneur, vous sont dues et doivent vous être conservées. Ces dispositions seront dûment et complètement observées, de telle sorte que vous ne souffriez diminution en aucune chose, et que les susdits person-nages ne fassent ni ne permettent aucune objection ni opposition à ces dispositions ni à aucune partie d'icelles.

VI. Ainsi à compter de ce temps-ci et pour l'avenir, à jamais, par notre présente charte, Nous vous conférons les susdits emplois d'Amiral, de Vice-Roi et de Gouverneur, à titre héréditaire; Nous vous donnons la possession et la quasi-possession des dites charges et de chacune d'elles, et pouvoir et autorité de les exercer et d'en user, et de recevoir les redevances et les salaires qui sont attachés à ces charges et à chacune d'elles, et qui en dépendent, comme il a été dit ci-dessus.

VII. Pour toutes les dispositions qui précèdent, s'il est nécessaire, et que vous le désiriez, Nous commandons à nos Chanceliers, Notaires et autres Officiers qui sont au bureau de nos sceaux, de vous donner, délivrer, transférer et sceller notre Lettre authentique de Privilège, légitimement, valablement et complètement, comme vous le désirerez ou en aurez besoin. Sous peine d'encourir notre indignation et la confiscation de dix mille maravedis, au profit de notre cour, pour chaque offense, ni les uns ni les autres ne devront en aucune manière transgresser les présentes. A toute personne qui leur montrera notre présente charte, Nous commandons de les sommer, au besoin, de comparaître devant Nous, à notre cour, où Nous serons alors, sous la sanction de la même peine, dans le délai de quinzaine après la sommation. Sous la sanction de cette même peine encore, Nous commandons égale-

ment à tout Notaire public de donner à toute personne, qui lui montrera notre charte, un certificat scellé de son sceau, afin que Nous puissions voir comment nos ordres sont exécutés.

VIII. Donné en notre cité de Grenade, le trentième jour du mois d'Avril, dans l'année après la Naissance de Notre Sauveur Jésus-Christ, mille quatre cent quatre-vingt-douze. — Moi le Roi, Moi la Reine. — Par ordre de Leurs Majestés : Jean Colonna, secrétaire de Leurs Seigneuries le Roi et la Reine. — Régulièrement donné, Rodrigue: docteur. — Enregistré: Sébastien de Olano; Francisco de Madrid, chancelier.

II

BULLE D'ALEXANDRE VI.

(1493.)

BULLE ACCORDÉE PAR LE PAPE ALEXANDRE VI À FERDINAND LE CATHOLIQUE
ET À ISABELLE, LE 4 MAI 1493 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Formule initiale. — II, III, IV, V, VI, Motifs de l'acte. — III, IV, V. En particulier, des projets du roi et de la reine; de la mission qui était confiée par eux à Colomb, et de ses résultats acquis. — VI, IX. Étendue de la concession territoriale que le pape octroyait. — IX. De l'interdiction qui était faite d'accéder, sans la permission du roi et de la reine, aux lieux donnés. — VII, IX. Des pouvoirs que le pape concédait. — VIII. Des missions religieuses qu'il ordonnait. — X. Abrogation des actes contraires. — XI. Invocation de la protection divine. — XII. Des copies de l'acte et de leur valeur. — IX, XIII. De l'observation de l'acte et de ses sanctions. — XIV. Date et signatures.

I. Alexandre, Évêque, Serviteur des Serviteurs de Dieu, à son Très Cher Fils dans le Christ, Ferdinand, et à sa Très Chère fille dans le Christ, Isabelle, Illustres Roi et Reine de Castille, de Léon, d'Aragon, de Sicile et de Grenade, Salut et Bénédiction Apostolique.

II. Parmi les œuvres agréables à la Majesté Divine et chères à notre cœur, il n'en est pas de meilleures, à coup sûr, que l'exaltation toute particulière en notre temps, la propagation et le développement, en tous lieux, de la Foi Catholique et de la Religion Chrétienne, le salut des âmes, la soumission des nations barbares et leur conversion à la foi elle-même. Appelé par la faveur de la clémence Divine, malgré l'insuffisance de nos mérites, à cette

⁽¹⁾ On trouvera le texte en latin dans Hazard, *loc. cit.*, I, 3-6, et dans Poore, *loc. cit.*, I, 305-307.

Chaire Sacrée de Pierre, nous vous connaissons Rois et Princes vraiment Catholiques. Nous n'ignorons pas, et vos hauts faits, si connus du monde presque tout entier, démontrent que vous l'avez toujours été. Nous savons que, loin de vous borner à désirer l'accomplissement des œuvres précitées, excellentes entre toutes, vous voulez bien, n'épargnant ni les labeurs, ni les dépenses, ni les périls, même au prix de votre propre sang, mettre tous vos soins, tout votre zèle, toute votre ardeur, à le poursuivre, et y avez appliqué, depuis longtemps, votre esprit tout entier et tous vos efforts. Nous en avons pour preuve certaine ce renversement de la tyrannie des Sarrasins accompli par vous, de nos jours, dans le royaume de Grenade, à la si grande gloire du nom de Dieu. Nous sommes donc justement conduit à vous accorder, et devons même, de notre propre mouvement et de grand cœur, vous octroyer les moyens de continuer, avec un zèle chaque jour plus ardent, pour l'honneur de Dieu lui-même et pour l'accroissement de l'Empire Chrétien, une entreprise si sainte et si louable, que le Dieu immortel a inspirée.

III. Nous savons à merveille que vous vous proposez, depuis longtemps, de chercher et de trouver des Îles et des Continents, éloignés et inconnus, dont personne encore n'a fait la découverte; que Vous voulez en ramener les habitants et indigènes à honorer notre Rédempteur et à professer la foi Catholique; et que, fort occupés, jusqu'à ce jour, à assiéger et recouvrer le Royaume de Grenade, vous n'avez pu conduire à bonne fin ce saint et louable projet.

IV. Mais voici que, après avoir, avec la permission de Dieu, recouvré le dit Royaume, vous avez voulu accomplir votre dessein, et à notre cher fils, Christophe Colomb, homme des plus dignes, des plus recommandables, très propre à une si grande affaire, lui fournissant les navires et les équipages nécessaires, vous avez donné la mission laborieuse, dangereuse et coûteuse entre toutes, de rechercher soigneusement des Continents et des Îles, éloignés et inconnus, dans une mer, où jusqu'à ce jour nul n'avait encore na-

vigué. Ces hommes ont, Dieu aidant, mis un zèle extrême à parcourir le Grand Océan, et ils y ont trouvé certaines Îles, très éloignées, et même des Continents que nul autre n'avait découverts jusque-là. De très nombreuses nations habitent ces pays, vivant en paix, et habituées, dit-on, à marcher nues et à ne pas se nourrir de chair. Autant que vos envoyés susdits le peuvent conjecturer, ces mêmes nations, qui habitent les îles et les continents précités, croient qu'un seul Dieu Créateur est aux cieux; elles paraissent assez propres à embrasser la Foi Catholique et à se former aux bonnes mœurs; et l'on espère que, si elles étaient instruites, le culte du Sauveur, Notre Seigneur Jésus-Christ, serait facilement établi dans ces continents et ces îles. Ledit Christophe a déjà fait édifier et construire, sur l'une des principales des îles susdites, une tour assez forte dans laquelle il a laissé certains Chrétiens de sa suite, qui la garderont et chercheront d'autres îles et continents éloignés et inconnus. Dans ces mêmes îles et ces continents déjà découverts on trouve l'or, les parfums, et le plus grand nombre d'objets précieux de diverses espèces et qualités.

V. Pour vous, à l'exemple de vos ancêtres, les Rois d'illustre mémoire, toutes choses bien considérées, et surtout comme il convient à des Rois et Princes Catholiques, en vue de l'exaltation et du développement de la foi Catholique, vous vous êtes proposé, avec le secours de la clémence divine, de soumettre et de convertir à la foi Catholique ces continents et ces îles précités, leurs habitants et indigènes. Nous louons très vivement, dans le Seigneur, votre saint et louable projet; nous désirons qu'il soit conduit à bonne fin, et que le culte même de Notre Sauveur soit établi dans ces pays. Et ainsi, puisque vous-mêmes, de votre propre mouvement, voulez, par amour pour la foi orthodoxe, commencer et poursuivre jusqu'au bout cette entreprise, nous vous pressons très vivement, dans Notre Seigneur, et, tout ensemble, par la réception du saint Baptême, qui vous lie aux ordres apostoliques, et par les

entrailles de la miséricorde de Notre Seigneur Jésus-Christ, nous vous sollicitons avec instances de croire que vous devez engager les peuples, qui habitent ces îles et ces continents, à embrasser la religion chrétienne, de vouloir les y porter, de ne vous laisser jamais détourner par les périls ni les labeurs, d'espérer et de penser fermement que le Dieu Tout-Puissant bénira vos efforts.

VI. Afin que la largesse de la grâce apostolique vous fasse entreprendre, avec plus d'indépendance et d'audace, la charge d'une si grande affaire, nous, de notre propre mouvement, non sur votre demande et votre instance, ni sur celles que d'autres nous auraient adressées à cet égard pour vous, mais de notre pure libéralité, de notre science certaine, et de la plénitude de la puissance apostolique, nous vous donnons, de toutes les îles et de tous les continents trouvés et à trouver, découverts et à découvrir, à l'ouest et au midi d'une ligne faite et conduite du pôle arctique, ou nord, au pôle antarctique, ou sud, et distante, à l'ouest et au midi, de cent lieues de toute île de celles qui sont vulgairement nommées les Açores et les îles du Cap-Vert, que ces îles et ces continents trouvés et à trouver soient situés vers l'Inde, ou qu'ils le soient vers tout autre pays, toutes les îles et tous les continents trouvés et à trouver, découverts et à découvrir, à l'ouest et au midi de la dite ligne, qui n'auront pas été effectivement possédés par quelque autre Roi ou Prince Chrétien jusqu'au dernier jour passé de la nativité de Notre Seigneur Jésus-Christ, où commence la présente année, mille quatre cent quatre-vingt-treize, dans laquelle vos envoyés et capitaines ont découvert quelques-unes des dites îles.

VII. En vertu de l'autorité du Dieu Tout-Puissant que nous avons reçue par le bienheureux Pierre, et de celle qui est attachée aux fonctions de Vicaire de Jésus-Christ que nous exerçons sur la terre, nous donnons, concédons, transférons à perpétuité, aux termes des présentes, ces îles et ces continents, avec toutes leurs dominations, cités, places fortes, lieux et campagnes, droits

et juridictions, à vous et à vos héritiers et successeurs, les Rois de Castille et de Léon; et nous vous en faisons, constituons et estimons maîtres, vous et vos susdits héritiers et successeurs, avec pleine, libre et entière puissance, autorité et juridiction. Mais c'est notre volonté que notre présente donation, concession et assignation, ne puisse ni être censée avoir été mise en question ou détruite, ni détruire les droits des Princes Chrétiens qui auraient effectivement possédé les dites îles et les dits continents jusqu'au jour précité de la nativité de Notre Seigneur Jésus-Christ.

VIII. Nous vous enjoignons encore, en vertu de la sainte obéissance que, suivant votre promesse dont votre très grande dévotion et votre royale magnanimité garantissent, nous n'en doutons pas, l'accomplissement, vous choisissiez, avec tout le zèle convenable, et envoyiez aux îles et aux continents précités des hommes honnêtes, craignant Dieu, instruits, habiles et propres à enseigner aux habitants et indigènes la foi Catholique, et à les former aux bonnes mœurs.

IX. A toute personne, quelque dignité qu'elle ait, fût-elle même d'état, de rang, d'ordre, ou de condition Impériale et Royale, sous peine d'excommunication majeure qu'elle encourra par le seul fait de sa désobéissance, nous interdisons rigoureusement de tenter, sans votre permission spéciale ou celle de vos héritiers et successeurs susdits, pour faire le trafic ou pour toute autre cause, l'accès des îles et des continents, trouvés ou à trouver, découverts ou à découvrir, au midi et à l'ouest d'une ligne faite et conduite du pôle arctique au pôle antarctique, et distante de cent lieues, à l'ouest et au midi, comme il a été dit, de toute île de celles qui sont vulgairement nommées les Açores et les îles du Cap-Vert, ces îles et ces continents, trouvés et à trouver, fussent-ils situés vers l'Inde ou le fussent-ils vers tout autre pays.

X. Ainsi sera-t-il, nonobstant toutes constitutions et ordonnances, apostoliques et autres.

XI. Nous mettons notre confiance dans celui de qui procèdent les empires, les dominations et tous les biens, assuré que, le Seigneur dirigeant vos actes, si vous poursuivez votre saint et louable projet, vos travaux et vos efforts seront, en peu de temps, pour le bonheur et la gloire de tout le peuple Chrétien, couronnés du plus heureux succès.

XII. Comme il serait difficile que les présentes lettres fussent portées dans tous les lieux où leur production pourrait être utile, nous voulons, et, pour ce motif et à raison de cette conviction, nous décidons que toute copie, portant la signature d'un notaire public compétent et le sceau de quelque personne revêtue d'une dignité ecclésiastique ou celui d'une cour ecclésiastique, ait, en justice, et ailleurs, et partout, la créance qui s'attacherait aux présentes, si celles-ci étaient produites ou montrées.

XIII. Qu'il ne soit donc permis à aucun des hommes de briser ou de méconnaître, par une audace téméraire, cet acte qui renferme notre recommandation, exhortation, requête, donation, concession, assignation, désignation, délégation, décision, ordre, défense et volonté. Si quelqu'un ose le faire, il encourra, qu'il en soit averti, l'indignation du Dieu Tout-Puissant et des bienheureux Apôtres de Dieu, Pierre et Paul.

XIV. Donné à Rome, à Saint-Pierre, l'année après l'incarnation de Notre Seigneur, mil quatre cent quatre-vingt-treize, le quatrième jour avant les Nonces de Mai, la première année de notre pontificat.

III

PREMIÈRES LETTRES PATENTES DE CABOT.

(1495.)

LETTRES PATENTES OCTROYÉES PAR LE ROI HENRI VII À JEAN CABOT,
LE 5 MARS 1495 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Formule initiale. — II. De la mission qui était confiée à Cabot. — III, VI. Des pouvoirs que le roi lui concédait. — VI. De l'interdiction qui était faite d'accéder, sans l'autorisation de Cabot ou de ses ayants cause, aux lieux découverts par eux. — III, IV. Des redevances pécuniaires et des autres droits que se réservait la couronne. — V. De l'exemption des droits de douanes, qui était promise par elle dans la métropole. — VII. De l'assistance qui était requise des gens de la métropole. — VIII. Du caractère de lettres patentes que l'acte recevait. — IX. Date.

I. Henri, par la grâce de Dieu, Roi d'Angleterre et de France et Souverain d'Irlande, à tous ceux à qui nos présentes lettres parviendraient, Salut.

II. Qu'il soit connu et manifeste que, par les présentes, nous avons donné et concédé, et que, par les présentes, nous donnons et concédons, pour nous et nos héritiers, à nos chers, Jean Cabot, citoyen de Venise, Louis, Sébastien et Sanche, fils du dit Jean, à leurs héritiers et représentants, et à ceux de chacun d'eux, pleine et libre autorité, faculté et puissance, de naviguer vers tous les pays, régions et golfes de la mer orientale, occidentale et septentrionale, sous nos bannières, étendards et in-

(1) On trouvera le texte en latin dans Hazard, *loco cit.*, I, 9-10. De nouvelles lettres patentes, qu'il peut être intéressant de comparer à celles-ci, furent accordées au même Jean Cabot par le

même Henri VII, le 3 février 1498. Voy. Bancroft, I, 11; Sparks, IX, 100-101; Biddle, *a memoir of Sebastian Cabot*, Londres, 1831; comp. ci-dessus, p. 2-3.

signes, sur cinq navires ou embarcations de tonnage et de qualité quelconque, menant, avec eux, autant de matelots et d'hommes qu'ils voudront, dans les susdits navires, à leurs propres frais et dépens, pour trouver, découvrir et explorer toutes îles, terres natales ou provinces de tous gentils et infidèles, en quelque partie du monde qu'elles soient situées, qui seraient demeurées jusqu'à ce temps inconnues à tous les Chrétiens.

III. Nous avons donné et concédé aux mêmes personnes, à chacune d'elles, à leurs héritiers et représentants et à ceux de chacune d'elles, la permission de fixer nos susdits étendards et insignes dans toute campagne, toute ville, tout fort, toute île ou tout continent, dont ils auront fait récente découverte. Le dit Jean, ses fils, leurs héritiers et représentants, pourront subjuguier, occuper et posséder, comme nos vassaux, et en gouverneurs tenant notre lieu et délégués par nous, tous ceux de ces campagnes, forts, villes et îles, qu'eux-mêmes auront découverts, et dont la conquête, l'occupation et la possession seront possibles, acquérant, pour nous, la propriété et la souveraineté sur ces campagnes, forts, villes, îles et continents qu'eux-mêmes auront ainsi découverts.

IV. Sur tous les produits, émoluments, avantages, gains et revenus, provenant de leur dite navigation, le susdit Jean, ses fils et héritiers, et leurs représentants, toutes les fois qu'ils toucheront à notre Port de Bristol, auquel ils sont absolument tenus et contraints de toucher, seront obligés et tenus, à chaque voyage, de prélever, pour nous la payer, soit en marchandise, soit en argent, déduction faite de tous les frais et dépens nécessaires par eux encourus, une valeur égale au cinquième du bénéfice total réalisé.

V. Nous donnons et accordons toutefois aux mêmes personnes, à leurs héritiers et représentants, pour tous les biens et les marchandises qu'ils rapporteront, avec eux, des lieux dont ils auront fait ainsi récente découverte, l'exemption et la franchise absolue de toute redevance de douane.

VI. Nous avons donné et accordé aux mêmes personnes, et à leurs héritiers et représentants, que tous les continents, les îles, les campagnes, les villes, les forts et tous les lieux dont ils auront pu faire la découverte, ne puissent être visités ni fréquentés par d'autres quelconques de nos sujets, sans la permission des susdits Jean, ses fils, et leurs représentants, à peine de confiscation, tant des navires que de tous les autres biens des gens qui oseraient se rendre indûment aux lieux ainsi découverts.

VII. Nous voulons, d'ailleurs, et ordonnons, de la manière la plus formelle, que tous nos sujets et chacun d'eux, et sur terre et sur mer, donnent bonne assistance au susdit Jean, à ses fils et représentants, et que, soit pour l'armement des navires ou des embarcations, soit pour l'approvisionnement en vivres et victuailles, dont ces personnes voudroient faire l'acquisition, à prix d'argent, ou en toutes autres choses dont elles voudraient se munir afin d'entreprendre la dite navigation, ils dispensent à ces personnes toute faveur et tout secours.

VIII. En foi de quoi nous avons fait rendre patentes nos présentes lettres.

IX. En notre présence, à Westminster, le cinquième jour de Mars, de la onzième année de notre règne.

IV

LETTRES PATENTES DE ROBERVAL.

(1540.)

LETTRES PATENTES OCTROYÉES PAR LE ROI FRANÇOIS 1^{er} DE FRANCE
AU SIEUR DE ROBERVAL, LE 6 FÉVRIER 1540 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Formule initiale. — II, III. Motifs de l'acte. — III, VI. De la mission qui était confiée à Roberval. — III, VI, VII, IX, XII. Des pouvoirs qui lui furent concédés : attributions législatives, exécutives et judiciaires. — XII. En particulier, du sceau que recevaient Roberval et ses représentants. — XIV. De la ratification qui était promise pour les actes de Roberval. — XIII. Du remplacement éventuel de ce personnage. — IX. Du choix des associés et des membres de l'expédition. — IV. Des serments requis de ces personnes. — V. De l'approvisionnement des navires. — VIII. De la distribution des gains et des profits de l'expédition. — VII. Des concessions de terre faites aux émigrants, et de la tenure du sol. — X, XV. De l'interdiction faite aux non-associés d'accéder aux terres des associés, et de l'assistance requise des gens de la métropole et des fonctionnaires royaux. — XI. Abrogation des actes contraires. — XVI. Des copies de l'acte. — XVII. De l'apposition du sceau royal sur l'acte. — XVIII. Date et signature. — XIX. Enregistrement ou constatation de la prestation du serment requis de Roberval.

I. François, par la Grâce de Dieu, Roy de France, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut.

II. Comme pour le désir d'entendre et avoir congnoissance de plusieurs pays, partie desquels on dit inhabitez, et autres possédez par gens sauvages et estranges, vivant sans congnoissance de Dieu, et sans bon usaige de raison, Eussions despiéça, à grans frais et mises, envoyé descouvrir, en plusieurs desdits pays, par

⁽¹⁾ Le texte en français, que nous avons simplement transcrit ici, est dans HARRISSE, *Notes sur la nouvelle France*,

Paris, Tross, 1872, 243-253. M. HARRISSE l'a copié, aux archives, *loc. cit.*, 277, à la note.

aucuns bons pillotes, et autres, nos subjects, de bon entendement, scavoir et espérience, quy d'aucuns des dits pays nous auroient admené divers hommes, et pareillement, entre autres, eussions fait decouvrir grand partie des terres de Canada et Ochelagua, et autres lieux circonjacens, lesquels ont esté trouvez ainsi que nous à esté rapporté, garnies de plusieurs bonnes commoditez, et les peuples d'iceulx bien formez de corps et de membres, et bien disposez desperit et d'entendement, desquels aussi nous ont esté admenez autres, ayans apparence de bonne inclination, — en considération desquelles choses avons advisé et délibéré de renvoyer esdits pays de Canada et Ochelagua, et autres circonjacens, mesmes en tous pays transmarins (et maritimes), inhabitez ou non, possédez et donnez par aucuns princes chrestiens, aucun bon nombre de gentilzhommes, nos subjects, tant gens de guerre, qui popullent de chacun sexe, et aultres, libéraux et mécaniques, pour plus avant entrer esdits pays, et jusques en la terre de Saguenay, et tous autres pays susdits, affin d'en iceulx converser avec lesdits peuples estranges, si faire se peulx, et habiter esdites terres et pays, y construire et edifier villes et forts, temples et églises, pour la communication de notre S^t Foy Catholique et doctrine Chrestienne, constituer et établir loix de par nous, ensemble officiers de justice, pour les faire vivre par raison et police et en la crainte et amours de Dieu.

III. Affin de myeux parvenir à notre intention, et faire chose agréable à Dieu, notre Créateur, Sauveur et Rédempteur, et qui soit à la sanctification de son saint nom, et à l'augmentation de notre foy chrestienne, et accroissement de notre mère, S^t Eglise catholique, de laquelle nous sommes dicts et nommez le premier fils, — pour a quoy parvenir, et affin de donner meilleur ordre et expédition au fait de ladite entreprinse, et à toutes choses concernant ycelle, et qui en deppendent et pourroient survenir, soit besoing et nécessité depputer et constituer quelque excellent personnage, de

grands loyauté et intégrité envers nous, et quy soit de bon sens, vertu et apparence, pour estre chief et conducteur d'icelle entreprinse, et auquel soit par nous donné telle puissance et auctorité, ainsi que tel affaire le requiert, pour user et généralement disposer, en tous cas et affaires soy offrans, ainsi que luy semblera estre plus expédient et nécessaire, comme faire le pourrions, si y estions, en personne, — scavoir faisons que, pour la bonne et entière confiance que nous avons, par longue expérience, de la personne de notre amié et féal, Jehan François de La Roque, Chevalier, S^r de Roberval, et de ses sens, suffisance, loyauté, et autres bonnes et louables vertus, Icelluy, pour ces causes, et autres à ce nous mouvans, Avons faict, constitué, ordonné et estably, faisons, constituons, ordonnons, et établissons, par ces présentes lettres, lieutenant général, chef duc-teur et cappitaine de ladite entreprinse, ensemble de tous les navires et vaisseaux de mer, et pareillement de toutes les personnes. tant gens de mer que autres, par nous ordonnez, et qui yront en la dite entreprinse, expédition et armée, allant audit voyage, — et luy avons donné et donnons plain pouvoir, puissance et auctorité, et mandement especial, de choisir, prendre et eslire, tels que luy sembleront estre propres et y dignes pour le fait de ladite entreprinse et expédition d'icelle, — de mettre et eslire cappitaines, porte-enseignes, maistres de navires, pillotes, et autres gens de guerre et de maryne, et iceulx despartir, de nef en nef, et les mettre et remettre ensemble, quant bon luy semblera, — de commander et ordonner, de par nous, à toutes lesdites personnes, et ordonner et disposer de la forme et de leur service, et statuer, enjoindre et commander à toutes les choses qu'il verra estre bonnes, utiles et convenables, sous touteffois notre auctorité, pouvoir et puissance, et par imposition et indiction de mulctes et peines, tant corporelles, civiles, que pécunieres, et tant sur la mer que en terre ferme, es lieux et endroits, qui seront réduits sous notre puissance, et mesmes de ordonner des paiemens de leurs gaiges et souldes, et

icelles augmenter ou dymynuer, et les deniers qui, par notre ordonnance, ont esté pour ce faire, distribuer, prolonger, esgaller, et faire courir, en sorte, si possible est, qu'il puisse augmenter de gens et dequipaige.

IV. Et tous lesquels susdits voullons nous faire foy et serment de bien et loyaullement nous servir, soubs la charge et obéissance de notre dit lieutenant général.

V. Et lequel pareillement voulons entendre et faire entendre, tant par luy, sesdits commis et depputez, sur la dilligence et achaps des munitions et advitaillemens necessaires à ladite armée, et à la réception diceulx, en les mettans dedans lesdits navires et vaisseaulx, et au département, distribution et compte diceulx, à ce qu'il n'y ait aucun abbus a ce commis.

VI. Et les susdites nefes et vaisseaulx, mises en appareil, et quipez, et munis de gens, vivres, artillerie et autres choses nécessaires, Avons donné, et donnons, par cesdites présentes, pouvoir, auctorité et mandement espécial, à notre dit lieutenant général, prendre, mener, et faire partir des ports et havres de notre Royaulme, pays et seigneuries de notre subjection, et de passer et rapasser, aller, venir esdits pays estranges, — de descendre et entrer en iceulx, et les mettre en notre main, tant par voye damittié ou amyables compositions, si faire se peulx, que par force darmes, main forte et toutes autres voyes d'hostilité, — de assaillir villes, chasteaulx, forts et habitations, et d'en construire et en edifier, ou faire construyre et en édifier daultres, esdits pays, et y mettre habitateurs, — Créer, constituer, establir, desmettre et destituer cappitaines, justiciers, et généralement tous autres officiers que bon luy semblera, de par nous, et quil luy semblera estre necessaires pour lentretenement, conquete et tuition desdits pays, et pour atraire les peuples diceulx à la congnoissance et Amour de Dieu, et iceulx mettre et tenir en notre obeissance. — de faire loix, édicts, statuts et ordonnances. politiques et autres,

icelles augmenter ou dymynuer, faire garder, observer, e[n]tre]tenir, par toutes voyes et m[aniè]res de [. . . .] et raisonnables, ou autre pugnition exemplaire, — de pardonner et remettre les meffais aceulx qui le requerront, — le tout, ainsi quil verra bon estre, pourvu touteffoys que ce ne soyent pays tenus, occupez, possédez et dominez, ou estans soubz la subjection et obéissance daucuns princes ou potentats nos alliez et confédérez, et mesmes de nos treschers et amez frères, lempereul et le Roy de Portugal.

VII. Et affin daugmenter et accroistre le bon voulloir, courage, et affection de ceulx qui nous serviront à lexécution et expédition de la dite entreprise et voyage, et mesmement de ceulx qui demoureront esdites terres, Avons, pour ce regard, amour, en oultre, donné et donnons, par ces présentes, a notre dit lieutenant, plaine puissance et auctorité de icelles terres, quil nous pourra avoir acquises en icelluy voyage, selon quil luy semblera estre convenable, utilité et prouffict, bailler et de ce leur en faire bail, pour, par eulx, leurs successeurs et ayans cause, les tenir, posséder et en joyr, à perpétuitté, en tous droits de propriété, fonds et saisine, et estats avoir, — aux gentilzhommes et autres gens dexcelente vertu ou industrie, en fiefs et seigneuries, rellevans et mouvans de nous, et nous en faisant les foy et hommage, à cause des forts et places, aux lieux que notre dit lieutenant ordonnera, ou autres nos commis ou deputez de par luy et en son absence, et à la charge de nous servir à la deffense, tuition et entretenement desdits pays, et avec tel nombre de gens que lesdits pays et seigneuries seront chargez par lesdits baulx, — et aux autres de moindre estat et condition, à telles charges de redevances annuelles, que notre dit lieutenant advisera les terres de leurs baulx le pouoir porter, paiables aux lieux et en sorte et manière, qui leur sera ordonné, desquelles charges et redevances annuelles nous avons accordé et consenty, consentons et accordons, iceulx estre quittes et exempts des six premières années, si bon semble a notredit lieutenant, ou autre

temps audessousz quil verra estre affaire, excepté toutes voyes du devoir de service pour la guerre, deffense, entretenement et ampliation desdits pays.

VIII. Et, oultre, pour donner plus grand voulloir et couraige auxdits gentilzhommes, autres que de guerre et de mer, de nous mieulx, plus diligemment et loyaulment servir, voullons, promettons et consentons que, au retour dicelluy, notredit lieutenant jà puisse donner et departir, a ceulx qui feront ledit voyage avecques luy, le tiers de tous les gaings et profficts mobilières, provenant dudit voyage exercite, et aussi, en retour, à luy, ung autre tiers, tant pour subvenir, si bon nous semble, a partie des fonds et mises quil pourra estre besoing faire, pour la continuacion dudit voyage, l'espace de cinq ans prochains, Que aussi pour le récompenser aucunement de ses labeurs et depenses; et quant a l'autre tiers, avons icelluy reservé et reservons à nous, pour estre employé, quant il nous plaira, en plusieurs autres navigacions que avons espéré et espérons faire pour l'accroissement de notre S^t foy, ou ailleurs, ou sera par nous ordonné cy apres, et duquel entendons et voullons nos receveurs ou commis en faire delligence accepté par bon et loyal inventaire es ports et havres des lieux esquels notredit lieutenant ou autre particullier de ladite armée pourront faire retour.

IX. Et pour ce que nous désirons ladite armée estre accompagnée de plusieurs nos subjects, lesquels nous voullons proffiter audit voyage, et affin que lesdits pays puissent plus amplement estre descouverts, et que plus avant on puisse entrer, faire forts, habitacions et edifices, en divers lieux diceulx, nous avons dabondant donné et donnons tout pover, puissance et auctorité, à notredit lieutenant, de s'associer avec luy, en ladite armée, tous gentilzhommes, marchands et autres, de quelque estat, qualité ou condition quilz soient, qui voudront aller ou envoyer audit voyage et pays gens ou nefz, equipez et munys, à leurs despens, et eulx

joindre à ladite armée, soubz lobeissance de nous et de notredit lieutenant, — Quoy faisant, sera par eulx faict chose à nous tres agreable, et que grandement desirons, — et du gaing et proffict, advenant dudit voyage, leur en faire part et portion, tels droicts à nous et à autres de ladite armée reservez que par notredit lieutenant et eux sera accordé, et de ce passer lettres, promesses, et sur tels, par eulx ou leurs procureurs, Lesquelles desapresent, comme pour lors, tenons pour agreables, agreons, aprouvons et ratifions le contenu en icelles, comme si faictes avoient esté par nous, en notre personne.

X. Et pour autant que aucuns, soubz ombre de notredite armée, se pourroient ingerer, entrer es voyes et destroyes conduisans esdits pays de Canada et Ochelaga, Seguenay, et autres circonjacens, sans neantmoins eulx joindre et associer soubz lobeissance de notredit lieutenant, et faire certain grief, mal ou moleste, aux habitans desdits pays, qui pourroient estre cause de les alier et distraire de la bonne volonté et amour quilz pourroient porter à nous et à nos gens estans entrez esdits pays, — nous avons deffendu et deffendons à tous nos subjects de ne eulx ingerer, naviguer, par les voyes et destroitcz susdits, synon quilz soient associez et jointcs à notredicte armée, et soubz lobéissance de notredit lieutenant, leur permettant néantmoins les autres navigacions et entrées de terres, par nous non deffendues, esquelles allans et venans voullons et leur enjoignons, en cas de rencontre par terre et par mer, donner tout confort et ayde, faveur et secours, et porter obeissance à notredit lieutenant, ou autres, ses commis à ladite armée.

XI. Et si, par cydevant, nous avyons baille aucunes lettres ou pouoir a quelque personne, contrarians a la teneur de sesdites lettres, icelles avons desapresent, comme pour lors, revoquées et revoquons, cassons et adnullons, par cesdites présentes, synon autant et pour le temps que notredit lieutenant les voudrait tollerer et endurer.

XII. Et pour autant que pour leffect dudit voyage et habitation desdits pays sera besoing passer plusieurs lettres et contracts, nous avons en ce aprouvé et aprouvons, autenticqué et autenticquons les seings et sceaulx de notredit lieutenant et dautres officiers, en ce Regard par luy commis et depputez.

XIII. Et considérant quil pourroit survenir à notredit lieutenant aucun gros inconvenient de malladie, et, par adventure, la mort du susdit, — quil sera besoing, a son retour, laisser ung ou plusieurs, notre lieutenant ou lieutenans, — voullons et entendons quil en puisse nommer, créer, constituer, et establir ung ou plusieurs, par testament ou autrement, comme bon luy semblera, ayant pareil et semblable pouoir, auctorité, et mandement especial, ou partie dicelluy, que luy avons donné et donnons par cesdites présentes.

XIV. Et pour ce que ne pouons avoir suffisante congnoissance desdits pays et gens estranges, pour plus avant specifier le pouoir que voudrions, — et nous plaist que les spécialitez cydessus déclarez ne puissent aucunement desroguer au pouoir général que avons donné et donnons, par cesdites présentes, à notredit lieutenant, qui est de generalmente disposer, faire et ordonner de toutes choses quelconques, oppinées et inopinées, concernans ledit voyage exercite, et expedition dicelluy, Comme il luy semblera les affaires et nécessitez le requérir, et comme nous mesmes le ferions et faire le pourrions, si, en notre personne, y estions, — et tout ce que par notredit lieutenant sera faict, dit, constitué, ordonné, estably, contracté, chevy et composé, tant par armes, amitié, confédération, que autrement, en quelque sorte et manière que ce soit, ou puisse estre, pour raison de ladicte entreprinse et expedition dicelle, tant par mer que par terre, avons aprouvé, agréé et ratifié, aprouvons, agréons, et ratifions, par cesprésentes, et le tenons et voullons estre tenu bon et vaillable, comme par nous faict.

XV. Ordonnons. en mandement, par ces mesmes présentes, a

notredit amé et féal chancelier, et tous nos amés et féaulx, les présidents et conseillers de nos Cours souveraynes, lieutenans generaulx, gouverneurs de nos pays, admiraulx, visadmiraulx, prévosts, baillifs, seneschaulx, et aultres, nos justiciers, officiers et subjects, tant ordinaires que extraordinaires, ou leurs lieutenans, et a chacun deulx, endroict soy, si comme a luy apartiendra, que notredict lieutenant, duquel nous avons, cejourdhy, prins et receu, pour raison de ladite charge de notre lieutenant général, Le serment en tel cas accoustumé, iceluy facent, souffrent et permettent dicelle joyr, user plainement et paisiblement, et à ce faire obeyr et entendre de tous ceulx, et ainsi quil apartiendra, es choses touchans et concernans notredict lieutenant, et luy bailler, en tout et partout, tout conseil, confort, secours, ayde et prison, si mestier est. Car tel est notre plaisir.

XVI. Et pour ce que de ces présentes notredict lieutenant pourra avoir affaire en plusieurs et divers lieux, Nous voullons que, au duplicata ou vidimus dicelles, fait sous scel royal, foy soit adjoustée, comme à ce présent original.

XVII. Et affin que ce soit chose ferme et estable à toujours, Nous avons fait mettre notre scel a cesdictes présentes.

XVIII. Donné à Fontainebleau, Le quinziesme jour de Janvier, Lan de grâce mil cinq cens quarante, et de notre règne le vingt septiesme. Signé sur le Reply desdites lettres par Le Roy, le cardinal de Tournon, et nous presents. Bayard. ung paraphe.

XIX. *Et sur le Reply, vers la fin, est escript ce qui ensuyt :* Jehan Francoys de la Roque, chevalier, S^r de Roberval, a fait, es mains de monseigneur le Chancelier, le serment deu et requis pour raison de lestat de lieutenant general, chef, ducteur et cappitaine des choses contenues en ces présentes, et audict estat et charge a este receu par mondict Seigneur, le Chancelier, cejourdhy, sixiesme de Febvrier, lan mil cinq cens quarante, moy présent. Signé SANSON. Ung paraphe. Et scellé sur double queue de cire jaulne.

V

COMMISSION DE JACQUES CARTIER.

(1540.)

COMMISSION OCTROYÉE PAR LE ROI FRANÇOIS I^{er} DE FRANCE À JACQUES QUARTIER,LE 17 OCTOBRE 1540 ⁽¹⁾.

Sommaire. — I. Formule initiale. — II. Motifs de l'acte. — II, III. De la mission qui était confiée à Cartier, et des principaux pouvoirs qui lui furent octroyés : commandement des navires, nomination des officiers. — IV. Du recrutement de l'expédition ; et de l'assistance requise de divers fonctionnaires de la métropole. — V. Apposition du sceau royal à l'acte. — VI. Date et signature.

I. François, par la grâce de Dieu, Roi de France. A tous ceux qui ces présentes lettres verront : Salut.

II. Comme pour le désir d'entendre et avoir connoissance de plusieurs païs qu'on dit inhabités, et autres être possédés par gens sauvages, vivans sans connoissance de Dieu et sans usage de raison, cussions despieça, à grands frais et mises, envoyé découvrir esditz païs par plusieurs bons pilotes, et autres nos sujets de bon entendement, savoir et expérience, qui diceux païs nous auroient amené divers hommes que nous avons par longtemps tenus en notre Royaume, les faisant instruire en l'amour et crainte de Dieu, et de sa Sainte Loy et doctrine chrétienne, en intention de les faire remener esdits pays, en compagnie de bon nombre de nos sujets de bonne volonté, afin de plus facilement induire les autres peuples d'iceux pays à croire en notre sainte foi, — Et entre'autres y eussions envoyé notre cher et bien amé Jacques Quartier, lequel

⁽¹⁾ Le texte en langue française, transcrit ici, est dans Hazard, *loc. cit.*, I, 19-21, et dans Lescarbot, *Histoire de la nouvelle France*, édition de 1611, 411-416.

auroit découvert grand païs des terres de Canada et Hochelaga, faisant un bout de l'Asie du côté de l'occident, — lesquels païs il a trouvé (ainsi qu'il nous a rapporté) garnis de plusieurs bonnes commodités et les peuples d'iceux bien fournis de corps et de membres, bien disposés d'esprit et entendement, — desquels il nous a semblablement amené aucun nombre, que nous avons par long temps fait voir et instruire en notre dite sainte Foy, avec nosdits sujets; — en considération de quoi, et de leur bonne inclination, Nous avons avisé et délibéré de renvoyer ledit Quartier esdits pays de Canada et Hochelagua, et jusques en la terre de Saguenay (s'il peut y aborder), avec bon nombre de navires, et de toutes qualités, arts et industrie, pour plus avant entrer esdits pays, converser avec les peuples diceux, et avec eux habiter (si besoin est).

III. Afin de mieux parvenir à notredite intention, et à faire chose agréable à Dieu, notre Créateur et Rédempteur, et qui soit à l'augmentation de son saint et sacré Nom, et de notre Mère sainte l'Église catholique, de laquelle nous sommes dits et nommés le premier fils, — Par quoi soit besoin, pour mellieur ordre et expédition de ladite enterprise, députer et établir un Capitaine général et maître pilote desdits navires, qui ait regard à la conduite d'iceux, et sur les gens, Officiers et Soldats y ordonnés et établis, — Savoir faisons que Nous, à plain confians de la personne dudit Jacques Quartier et de ses sens, suffisance, loyauté, prud'homme, hardiesse, grande diligence et bonne expérience, — icelui, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons fait, constitué et ordonné, faisons, constituons, ordonnons et établissons, par ces présentes, Capitaine général et maître Pilote de tous les navires et autres vaisseaux de mer, par Nous ordonnés être menés pour ladite entreprise et expédition, pour ledit état et charge de Capitaine general et maître Pilote d'iceux navires et vaisseaux avoir, tenir et exercer, par ledit Jacques Quartier, aux honneurs, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, gages et bienfaits, tels que par

Nous lui seront pour ce ordonnés, tant qu'il nous plaira, — Et lui avons donné, et donnons puissance et autorité de mettre, établir et instituer auxdits navires tels Lieutenants, patrons, pilotes, et autres ministres nécessaires pour le fait et conduite d'iceux, et en tel nombre qu'il verra et connoitra estre besoin et nécessaire pour le bien de ladite expédition.

IV. Si donnons, en mandement, par cesdites présentes, à notre Amiral ou Vice Amiral, que, prins et reçu dudit Jacques Quartier le serment pour ce deu et accoûtumé, icelui mettent et instituent, ou fassent mettre et instituer, de par Nous, en possession et saisine dudit état de Capitaine général et maître Pilote, — et d'icelui, ensemble des honneurs, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, gages et bienfaits, tels que par Nous lui seront pour ce ordonnés, le fassent, souffrent et laissent jouir et user pleinement et paisiblement, et à lui obéir et entendre de tous ceux, et ainsi qu'il appartiendra, ès choses touchant et concernant ledit état et charge, — et outre, lui fasse, souffre et permette prendre le petit Galion, appelé l'Emerillon, que de présent il a de Nous, lequel est jà vieil et caduc, pour servir à l'adoub de ceux des navires qui en auront besoin, et lequel nous voulons être prins et appliqué par ledit Quartier, pour l'effet dessus dit, sans qu'il soit tenu en rendre aucun autre compte de reliquat, et duquel compte et reliquat nous l'avons déchargé et déchargeons par icelles présentes. Par lesquelles Nous mandons aussi à nos Prévôts de Paris, Baillis de Rouen, de Caen, d'Orléans, de Blois et de Tours, Sénéchaux du Maine, d'Anjou et Guienne, et à tous nos autres Baillis, Sénéchaux, Prévôts, Alloués, et autres, nos Justiciers et Officiers, tant de notre Royaume que de notre pays de Bretagne uni à icelui, par devers lesquels sont aucuns prisonniers, accusés ou prévenus d'aucuns crimes, quelsqu'ils soient, fors de crimes de leze-Majesté divine et humaine envers Nous, et de faux monnoyeurs, qu'ils aient incontinent à délivrer, rendre et bailler ès mains dudit Quartier, ou ses

commis et députés, portans ces présentes ou le duplicata d'icelles, pour notre service en ladite entreprise et expédition, ceux desdits prisonniers qu'il connoitra être propres, suffisants et capables pour servir en icelle expédition, jusqu'au nombre de cinquante personnes, et selon le choix que ledit Quartier en fera, iceux premièrement jugés et condamnés selon leurs demerites et la gravité de leurs mefaits, si jugés et condamnés ne sont, et satisfaction aussi préalablement ordonnée aux parties civiles et intéressées, si faite n'avoit été; — Pour laquelle toutes fois nous ne voulons la délivrance de leur personne esdites mains dudit Quartier (s'il les trouve de service) être retardée ne retenue, mais se prendra ladite satisfaction sur leurs biens seulement; — Et laquelle délivrance desdits prisonniers, accusés ou prévenus, Nous voulons être faite esdites mains dudit Quartier, pour l'effet dessus dit, par nosdits justiciers et officiers respectivement, et par chacun d'eux en leur regard, pouvoir et jurisdiction, non obstant oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire, relevées ou à relever, et sans que par le moyen d'icelles, icelle délivrance, en la manière dessus dite, soit aucunement différée; — Et afin que le plus grand nombre n'en soit tiré, outre lesdits cinquante, Nous voulons que la delivrance, que chacun de nosdits Officiers en fera audit Quartier, soit écrite et certifiée en la marge de ces présentes, et que néanmoins registre en soit par eux fait et envoyé incontinent par devers notre amé et feal Chancelier, pour connoître le nombre et la qualité de ceux qui auront été baillés et délivrés. Car tel est notre plaisir.

V. En temoin de ce, Nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes.

VI. Donné à Saint-Pris, le dix-septième jour d'octobre, l'an de grace mil cinq cens quarante, et de notre règne le vingt-sixième. Ainsi signé sur le repli, Par le Roi, vous, Monsigneur le Chancelier, et autre présens, De La Chesnaye. Et scellée, sur le repli, à simple queue de cire jaune.

VI

PATENTE DE GILBERT.

(1578.)

LETTRES PATENTES OCTROYÉES PAR LA REINE ÉLISABETH D'ANGLETERRE
À SIR HUMPHREY GILBERT, LE 11 JUIN 1578 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Formule initiale. — II, IV, V. De la mission qui était confiée à Gilbert. — II, IV, V. Des principaux pouvoirs qui lui furent octroyés : droit d'occupation, d'habitation, de propriété, et, en particulier, attributions législatives, exécutives et judiciaires. — IV, V. Des privilèges de nationalité que la Couronne garantissait aux colons. — VI. De l'importation, dans les colonies, des effets des colons et des productions de la métropole. — III. De l'interdiction qui était faite de résider et de trafiquer, sans l'aveu des bénéficiaires de l'acte, et de molester ceux-ci, dans les pays donnés. — II, IV, V. De la suprématie qui était conservée à la métropole; des droits et redevances que le roi se réservait. — VII. De l'interdiction qui était faite aux colons de molester les puissances amies : sanctions. — VIII. Abrogation des actes contraires. — IX. Du caractère de lettres patentes que l'acte recevait. — X. Date et signature.

I. Élisabeth, par la grâce de Dieu, Reine d'Angleterre, etc., à tous ceux à qui les présentes parviendront, Salut.

II. Sachez que de notre grâce spéciale, science certaine, et propre mouvement, nous avons donné et octroyé, et que par les présentes, pour nous, nos héritiers et successeurs, nous donnons et octroyons à notre fidèle et bien-aimé serviteur, Sir Humphrey Gilbert, de Compton, dans notre comté de Devonshire, Chevalier, et à ses héritiers et ayants cause, à jamais, pleine liberté et autorisation, afin qu'ils puissent découvrir, trouver, explorer et visiter désormais, de temps en temps, et à tout moment, à jamais, comme

¹ On trouvera le texte, en langue anglaise, dans Hazard. *loc. cit.*, I. 24-28.

bon semblera à lui-même et à ses héritiers et ayants cause, et à chacun d'eux ou à l'un quelconque d'entre eux, toutes les terres, les contrées et les territoires lointains, païens et barbares, qui ne sont effectivement possédés par aucun prince ou peuple chrétien, — qu'ils possèdent, tiennent, occupent ces lieux, et en jouissent, pour eux, leurs héritiers et ayants cause, à jamais, — qu'ils y aient tous les avantages, toutes les juridictions et tous les droits régaliens, tout ensemble et sur terre et sur mer, — et que ledit Sir Humphrey, et tous ceux qui, de temps en temps, sur notre autorisation ou celle de nos héritiers et successeurs, s'y rendront ou y voyageront, y puissent habiter ou demeurer, construire et fortifier, au gré dudit Sir Humphrey Gilbert, et de ses héritiers et ayants cause, — non-obstant les statuts ou actes du Parlement, faits contre les fugitifs ou contre ceux qui s'en vont, demeurent ou restent, hors de notre royaume d'Angleterre, sans permission, ou tout autre acte, statut, loi ou matière contraire. De même, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous octroyons audit Sir Humphrey, à ses héritiers et ayants cause, et à chacun d'eux, pleine autorité et puissance, afin qu'eux et lui, chacun ou l'un quelconque d'entre eux, puissent, en tous temps et à tout moment, désormais, avoir, prendre et conduire, dans ces expéditions, munis des navires et des effets nécessaires au transport, et pour les employer aux voyages ou pour les établir, là-bas, avec lui et chacun ou l'un quelconque d'entre eux, tous ceux de nos sujets, qui voudront bien se joindre à lui et à eux, et à chacun ou à l'un quelconque d'entre eux, et qui n'auront ni les uns ni les autres reçu de nous, de nos héritiers ou successeurs, après ce jour, interdiction spéciale. Le même susdit Sir Humphrey, ses héritiers et ayants cause, et chacun ou l'un quelconque d'entre eux, prendront donc, tiendront, occuperont, et auront en jouissance, pour lui, ses héritiers ou ayants cause, et chacun d'eux, à jamais, tout le sol de toutes ces terres, ces contrées et ces territoires, qui seront ainsi

découverts ou possédés, et de toutes les cités, les châteaux, les bourgs, les villages et lieux qui s'y trouveront. Ils auront, sur toute l'étendue desdites terres et des contrées des mers voisines, tous les droits, les privilèges régaliens, les juridictions maritimes et autres. Ils auront ces biens, et en useront, avec plein pouvoir d'en disposer, pour le tout ou pour partie, selon les lois d'Angleterre, autant que ce sera commodément possible, par aliénation absolue ou autrement, suivant le gré et le bon plaisir de sa personne et des leurs, au profit de tout individu qui sera alors, et qui demeurera soumis à notre domination et à celle de nos héritiers et successeurs, nous payant, pour tous services, devoirs et redevances, le cinquième de tout l'or et l'argent que, de temps en temps et à tous moments, on aura trouvé dans ces lieux, après la découverte, la soumission et l'occupation. Ledit Sir Humphrey lui-même, ses héritiers et ayants cause, tiendront, à jamais, ces terres, contrées et territoires, de nous, nos héritiers et successeurs, à charge d'hommage, et moyennant redevance dudit seul cinquième déjà réservé, pour tous services.

III. De plus, par ces présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous donnons et octroyons licence audit Sir Humphrey Gilbert, à ses héritiers ou ayants cause, et à chacun d'eux, afin qu'eux et lui-même, chacun et l'un quelconque d'entre eux, doivent et puissent désormais, de temps en temps, et à tout moment, à jamais, pour sa défense et la leur, aborder, combattre, repousser, expulser, sur terre et sur mer, et par toutes voies, quelles qu'elles soient, indistinctement toutes les personnes, et chacune de celles, qui, sans la permission spéciale et l'aveu dudit Sir Humphrey et de ses héritiers et ayants cause, tenteront d'habiter dans les limites desdites contrées, ou de l'une quelconque d'entre elles, ou en deçà de deux cents lieues de la partie ou des parties de cesdites contrées, qu'à défaut de sujets d'un prince Chrétien quelconque, ami de Sa Majesté, déjà établis et habi-

tant dans ces pays ou en deçà de cette distance, ledit Sir Humphrey, ses héritiers ou ayants cause, ou l'un quelconque d'entre eux, ou ses associés et compagnons, ou les leurs, ou l'un quelconque de ces derniers, auront, avant l'expiration des six prochaines années, faites leurs demeures et leurs résidences. Même licence est donnée contre les personnes qui entreprendraient ou tenteraient indûment, à un moment quelconque, de molester, sur terre ou sur mer, ledit Sir Humphrey, ses héritiers et ayants cause, ou l'un quelconque d'entre eux, ses compagnons, les leurs, ou l'un quelconque de ces derniers. Nous donnons et octroyons également, par les présentes, pouvoir et autorité audit Sir Humphrey, à ses héritiers et ayants cause, et à chacun d'eux, de prendre et de surprendre, de temps en temps, et à tout moment, désormais, par quelque moyen que ce soit, avec leurs navires, vaisseaux, et autres biens et effets, à l'exception seulement des sujets de nos royaumes et dominations, et de toutes autres personnes de nos amis, que la force de la tempête ou le naufrage y aurait jetés, tous les gens et chacun de ceux qui, sans la permission dudit Sir Humphrey, ou ses héritiers et ayants cause, comme il a été dit, seraient trouvés trafiquant dans les ports ou quelqu'un des ports, les havres ou quelqu'un des havres, en deçà des limites susdites, et encore de déténir et de garder, pour bonne et légale prise, les gens saisis et leurs navires, vaisseaux, biens et fournitures, comme bon semblera audit Sir Humphrey, à ses héritiers et ayants cause, et à chacun ou l'un quelconque d'entre eux.

IV. Afin d'unir, dans une alliance et une amitié plus parfaite, à nos royaumes d'Angleterre et d'Irlande, ces contrées, terres et territoires, et pour mieux encourager les gens à cette entreprise nous octroyons et déclarons, par les présentes, que toutes ces contrées qui seront possédées et habitées ci-après, comme il a été dit, seront désormais soumises à notre domination et à celle de nos héritiers et successeurs. Nous accordons d'ailleurs audit Sir Hum-

phrey, à ses héritiers et ayants cause, à eux tous, à chacun d'eux, et de même à toutes les autres personnes, et à chacune des autres personnes, aux héritiers et à chacun des héritiers des autres personnes, qui, étant soumises à notre domination, auront leurs noms mentionnés ou enregistrés dans quelqu'une de nos cours de record sur le territoire de ce royaume d'Angleterre, le nôtre, et qui, avec l'assentiment dudit Sir Humphrey, de ses héritiers ou ayants cause, actuellement en cette première expédition, pour la découverte, ou plus tard, dans la seconde, pour la conquête, se rendront à ces terres, contrées et territoires, qu'eux et chacun d'eux, s'ils sont nés dans nosdits royaumes d'Angleterre ou d'Irlande, ou dans tout autre lieu soumis à notre domination, et s'ils habitent dans les limites de ces terres, contrées et territoires, avec ladite autorisation, puissent et doivent avoir, pour en jouir, tous les privilèges des libres citoyens et des gens natifs d'Angleterre et soumis à notre domination, nonobstant toute loi, coutume ou usage contraire.

V. Après la recherche, la découverte et l'occupation de ces terres, contrées et territoires distants, il sera nécessaire, pour la sécurité de tous les hommes qui s'aventureront dans ces expéditions et voyages, que tous se déterminent à vivre ensemble, les uns auprès des autres, en paix chrétienne et tranquillité civile, par où chacun pourra, avec plus de plaisir et de profit, jouir des biens que tous auront atteints avec peine et péril. En conséquence, Nous, en notre nom, et au nom de nos héritiers et successeurs, le jugeons encore bon, le voulons, et, par les présentes, le donnons et l'octroyons au dit Sir Humphrey et à ses héritiers et ayants cause, à jamais, à lui-même, à eux, à chacun ou à l'un quelconque d'entre eux : de temps en temps, à jamais, désormais, dans lesdites terres et contrées éloignées et déjà mentionnées, et sur la route de mer pour y aller et pour en revenir, ils auront pleine et complète puissance et autorité de corriger, punir, gracier, gouverner et régir par leurs sages déci-

sions et mesures, par chacune ou l'une quelconque d'entre elles, en toutes matières, et capitales ou criminelles, et civiles, ensemble et maritimes et autres, suivant les statuts, lois et ordonnances, que ledit Sir Humphrey, ses héritiers et ayants cause, ou chacun ou l'un quelconque d'entre eux, auront composés ou établis pour le meilleur gouvernement dudit peuple, tous nos sujets et les autres gens, qui de temps en temps, désormais, s'aventureront dans lesdites expéditions ou voyages d'occupation ou de possession, ou qui, à un moment quelconque ci-après, habiteront l'une quelconque desdites terres, contrées ou territoires, ou qui s'établiront en deçà de deux cents lieues des endroits ou de l'un quelconque des endroits que ledit Sir Humphrey, ses héritiers ou ayants cause, ou l'un quelconque d'entre eux, ou l'un quelconque de ses associés et compagnons, ou des leurs, auront habités dans le délai des six premières années à compter de la date du présent acte. Toutefois ces statuts, lois et ordonnances, devront toujours, autant qu'il sera commodément possible, être conformes au système des lois et du gouvernement de l'Angleterre; ils devront aussi n'être pas contraires à la vraie foi ou religion chrétienne que professe actuellement l'Église d'Angleterre, et ne détourner, en aucune manière, de la fidélité qui est due à nous-même, à nos héritiers et successeurs, comme au Souverain immédiat après Dieu, aucun de nos sujets ou de nos peuples de ces terres ou de ces lieux.

VI. En outre, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous le donnons et l'octroyons à notre fidèle et bien-aimé conseiller, Sir Guillaume Cicill, chevalier, à Lord Burleigh, notre haut-trésorier d'Angleterre, à celui qui exercera alors pour nous les fonctions de trésorier d'Angleterre, et aux personnages qui formeront alors le conseil privé de notre propre personne, et de celle de nos héritiers et successeurs, ou à quatre quelconques de ceux qui seront alors les susdits fonctionnaires : ils auront pleine puissance et autorité, afin que lui-même, eux, ou

quatre quelconques d'entre eux, puissent et doivent, de temps en temps, et à tout moment, désormais, par acte signé ou scellé de lui ou d'eux, autoriser et permettre, en vertu des présentes, que ledit Sir Humphrey Gilbert, ses héritiers et ayants cause, et chacun ou l'un quelconque d'entre eux, en personne ou par leurs procureurs, délégués, officiers, agents, employés et serviteurs, capables, ou par l'une quelconque de ces personnes, embarquent, et transportent hors de nos royaumes d'Angleterre et d'Irlande, la masse ou une partie quelconque de ses biens ou des leurs, la masse ou une partie quelconque des biens de ses associés et compagnons, ou des leurs, et de chacun ou de l'un quelconque d'entre eux, et avec ces biens, tous les autres objets nécessaires et les produits de nos royaumes quelconques, dont le personnage, qui exercera les fonctions de Lord-Trésorier, ou quatre de ceux qui formeront alors le conseil privé de notre personne, ou de nos héritiers et successeurs, comme il a été dit, auront, de temps en temps, dans sa sagesse ou son discernement, ou les leurs, jugé le transport utile et convenable pour mieux secourir et entretenir ledit même Sir Humphrey, ses héritiers et ayants cause, et chacun ou l'un quelconque d'entre eux, et ses susdits associés et compagnons ou les leurs, et chacun ou l'un quelconque d'entre eux, nonobstant tout acte, statut, loi, ou autre chose contraire en quoi que ce soit.

VII. Notre volonté et notre bon plaisir sont, et nous déclarons, par les présentes, à tous les Rois, Princes et États chrétiens, que si ledit Sir Humphrey, ses héritiers ou ayants cause, ou, en vertu de l'autorisation ou de l'ordre de ces personnes, tout autre individu, à un temps ou à un moment quelconque ci-après, vole ou pille, sur mer ou sur terre, ou atteint par quelque acte d'injuste et illégale hostilité quelqu'un des sujets de notre personne, de nos héritiers ou successeurs, ou l'un quelconque des sujets d'un Roi, Prince, Souverain, Gouverneur ou État quelconque, ou les

sujets de ces sujets, proclamation publique sera faite par nous, nos héritiers ou successeurs, dans l'un quelconque des ports convenables de notre Royaume d'Angleterre, aux termes de laquelle il sera prescrit audit Sir Humphrey, à ses héritiers et ayants cause, ou à toute autre personne, à qui nos présentes lettres patentes pourront s'appliquer, de donner, dans le délai dont la proclamation aura fixé la durée, pour toutes les injustices ainsi commises, une réparation et une satisfaction complètes, desquelles tout ensemble notre personne et les susdits princes ou autres plaignants puissent s'estimer pleinement contents : — si ledit Sir Humphrey, ses héritiers et ayants cause ne donnent pas, ou ne font pas donner, dans le délai qui sera ainsi fixé, la satisfaction due, alors il sera permis à nous-même, à nos héritiers et successeurs, de mettre ledit Sir Humphrey, ses héritiers, et ayants cause et adhérents, et tous les habitants de ces lieux susdits, qui seront découverts, comme il a été dit, ou l'un quelconque d'entre ces gens, hors de notre dépendance et protection ; — après et depuis le moment de cette mise hors de protection, ledit Sir Humphrey et ses héritiers, ayants cause, adhérents et autres, qui l'auront ainsi subie, et les lieux susdits qu'ils habiteraient, posséderaient et gouverneraient, seront hors de notre protection et de notre dépendance, soumis aux libres hostilités de tous princes et autres gens ; ils ne seront pas considérés comme nos sujets, ne pourront, d'aucune manière, être avoués, soutenus ni défendus par nous, et ne seront tenus ni pour nôtres ni pour gens relevant, en quelque manière, de notre protection, de notre souveraineté ou de notre dépendance.

VIII. Ainsi en sera-t-il, encore que les présentes ne mentionnent ni la valeur nette et annuelle des biens donnés ou de quelque partie de ces biens, ni les dons ou concessions qui, par nous, ou par quelqu'un de nos ancêtres ou prédécesseurs, auraient été faits, avant ce temps, audit Gilbert, et nonobstant toute autre concession,

ordonnance, disposition, proclamation, ou restriction faite, composée ou établie, avant ce temps, ou toute autre chose, cause ou matière contraire quelconque.

IX. En foi de quoi, nous avons fait faire patentes nos présentes lettres.

X. Devant nous, à Westminster, le onzième jour de juin de la vingtième année de notre règne.

Par la Reine elle-même.

VII

CHARTRE D'ACADIE.

(1603.)

LETTRES PATENTES OCTROYÉES PAR LE ROI HENRY IV DE FRANCE AU SIEUR DE MONTS,
LE 8 NOVEMBRE 1603 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Formule initiale. — II. Motifs de l'acte. — II, III. De la mission qui était confiée au sieur de Monts. — II, III. Des principaux pouvoirs qui lui furent octroyés : du droit de propriété, et, en particulier, des attributions législatives et exécutives. — IV. Du recrutement des colons. — III, IV. De la distribution du sol. — III, IV. Des redevances pécuniaires que se réservait le Roi. — V, VII. De l'assistance requise des fonctionnaires et des gens de la métropole. — VI. De l'abrogation des actes contraires. — VII. De la publication et de l'enregistrement de l'Acte. — VIII. Date et signature.

I. Henry, par la grace de Dieu, roi de France et de Navarre :
A notre cher et bien aimé, le sieur de Monts, gentilhomme ordinaire
de notre Chambre, Salut.

II. Comme notre plus grand soing et travail doit, et ait toujours
esté, depuis notre avènement à cette couronne, de la maintenir
et conserver en son ancienne dignité, grandeur et splendeur,
d'étendre et amplifier, autant que légitimement se peut faire, les
bornes et limites d'icelle, — Nous estans dès longtemps informez
de la situation et condition des païs et territoire de la Cadie, —
Mues, sur toutes choses, d'un zèle singulier et d'une dévoute et ferme
résolution que nous avons prinse, avec l'aide et assistance de Dieu,
auteur, distributeur et protecteur de tous Royaumes et États, de
faire convertir, amener et instruire les peuples qui habitent en

⁽¹⁾ Le texte, en langue française, transcrit ici, se trouve dans Hazard, *loc. cit.*,

I, 45-48, et dans Lescarbot, *loc. cit.*, 432-439.

cette contrée, de présent gens barbares, athées, sans foy ne Religion, au Christianisme et en la créance et profession de nôtre foy et religion, et les retirer de l'ignorance et infidélité où ilz sont, — Ayans aussi dès longtemps reconeu, sur le rapport des capitaines de navires, pilotes, marchans et autres, qui, *de longue main ont hanté, fréquenté et traffiqué avec ce qui se trouve de peuples esdits lieux*, combien peut être fructueuse, commode et utile à nous, à nos États et sujets, le demeure, possession et habitation d'iceux, pour le grand et apparent profit, qui se retirera par le grand fréquentation et habitude que l'on aura avec les peuples qui s'y trouvent, et le trafic et commerce qui se pourra, par ce moyen, seurement traiter et négocier, — Nous. pour ces causes, à plein confians de votre grand prudence, et en la cognoissance et expérience que vous avez de la qualité, condition et situation dudit païs de la Cadie, pour les *diverses navigations, voyages et fréquentations, que vous avez faits en ces terres et autres proches et circonvoisines*, — nous asseurans que, cette notre résolution et intention vous estant commise, vous la sçaurez attentivement, diligemment, et non moins courageusement et valeureusement, exécuter et conduire à la perfection que nous désirons, — Vous avons expressément commis et établi, et par ces présentes signées de notre main, Vous commençons, ordonnons, faisons, constituons et établissons notre Lieutenant général, — pour représenter notre personne, aux païs, territoires, côtes et *confins* de la Cadie, à commencer dès le quarantième degré jusqu'au quarante-sixième, — et en icelle étendue ou partie d'icelle, tant et si avant que faire se pourra, établir, étendre et faire connoître notre nom, puissance et autorité, — et à icelle assujettir, submettre et faire obéir tous les peuples de la dite terre et *les circonvoisins*, — et par le moyen d'icelle et toutes autres voyes licites, les appeler, faire instruire, provoquer et émouvoir à la cognoissance de Dieu et à la lumière de la foy et religion chrétienne, la y établir, et en l'exercice et pro-

fession d'icelle, maintenir, garder et conserver lesdits peuples et tous autres habitués esdits lieux, — et en paix, repos et tranquillité, y commander tant par mer que par terre, ordonner, décider, et faire exécuter tout ce que vous jugerez se devoir et pouvoir faire pour maintenir, garder et conserver lesdits lieux sous notre puissance et autorité, par les formes, voyes et moyens prescrits par nos ordonnances, — Et pour y avoir égard avec vous, commettre, établir et constituer tous Officiers, tant ès affaires de la guerre que de justice et police, pour la première fois, et de là en avant, nous les nommer et présenter, pour en estre par nous disposé, et donner des lettres, titres et provisions, tels qu'ils seront nécessaires, — Et selon les occurrences des affaires, vous-même, avec l'avis de gens prudens et capables, prescrire, sous notre bon plaisir, des loix, statuts et ordonnances, autant qu'il se pourra, conformes aux nôtres, notamment ès choses et matières, auxquelles n'est pourveu par icelles, — traiter et contracter, à même effet, paix, alliance et confédération, bonne amitié, correspondance et communication avec lesdits peuples et leurs Princes, ou autres ayans pouvoir et commandement sur eux, — entretenir, garder et soigneusement observer les Traités et Alliances dont vous conviendrez avec eux, pourvû qu'ils y satisfassent de leur part, et, à ce défaut, leur faire guerre ouverte, pour les contraindre et amener à telle raison que vous jugerez nécessaire, pour l'honneur, obéissance et service de Dieu, et l'établissement, manutention et conservation de notre dite autorité parmi eux, du moins pour hanter et fréquenter par vous et tous nos sujets avec eux, en toute assurance, liberté, fréquentation et communication, y négocier et trafiquer amiablement et paisiblement, leur donner et octroyer graces et privilèges, charges et honneurs.

III. Lequel entier pouvoir susdit voulons aussi et ordonnons que vous ayez sur tous nosdits sujets et autres, qui se transporteront et voudront s'habituer, trafiquer, négocier et résider esdits lieux, —

tenir, prendre, réserver et vous approprier ce que vous voudrez et verrez vous être plus commode et propre à votre charge, qualité et usage, desdites terres, — en départir telles parts et portions, leur donner et attribuer tels titres, honneurs, droits, pouvoirs et facultez que vous verrez besoin estre, selon les qualitez, conditions et mérites des personnes du païs ou autres, — surtout peupler, cultiver et faire habiter lesdites terres, le plus promptement, soigneusement et dextrement, que le temps, les lieux et commodités, le pourront permettre, — en faire ou faire faire, à cette fin, la découverte et recognoissance, en l'étendue de côtes maritimes *et autres contrées de la Terre ferme*, que vous ordonnerez et prescrirez, en l'espace susdit du quarantième degré jusqu'au quarante-sixième, ou autrement, tant et si avant qu'il se pourra, le long desdites côtes et en la Terre ferme, — faire soigneusement rechercher et reconnoître toutes sortes de mines d'or et d'argent, cuivre et autres métaux et minéraux, les faire fouiller, tirer, purger et affiner, pour estre convertis en usage, — disposer, suivant que nous avons prescrit par les édits et règlements que nous avons faits en ce Royaume, du profit et émolument d'icelles, par vous ou ceux que vous aurez établis à cet effet, nous réservant seulement le dixième denier de ce qui proviendra de celles d'or, d'argent et de cuivre, vous affectant ce que nous pourrions prendre auxdits autres métaux et minéraux, pour vous aider et soulager aux grandes dépenses que la charge susdite pourra vous apporter;

IV. Voulans cependant que, pour votre sûreté et commodité, et de tous ceux de nos sujets qui s'en iront, habiteront et trafiqueront esdites terres, comme généralement de tous autres qui s'y accommoderont sous notre puissance et autorité, vous puissiez faire bâtir et construire un ou plusieurs forts, places, villes et toutes autres maisons, demeures et habitations, ports, hâvres, retraites et logemens, que vous connoîtrez propres, utiles et nécessaires à l'exécution de ladite entreprise, — établir garnisons et gens de

guerre à la garde d'iceux, — vous aider et prévaloir, aux effets susdits, des vagabonds, personnes oiseuses et sans aveu, tant ès villes qu'aux champs, et des condamnés à bannissement perpétuel, ou à trois ans au moins hors notre Royaume, pourvû que ce soit par avis et consentement et de l'autorité de nos officiers, — Outre ce que dessus, et qui vous est d'ailleurs prescrit, mandé et ordonné par les commissions et pouvoirs que vous a donnés notre très cher Cousin, le sieur d'Anville, Admiral de France, pour ce qui concerne le fait et la charge de l'Admirauté, en l'exploit, expédition et exécution des choses susdites, faire généralement pour la conquête, peuplement, habitation et conservation de ladite terre de la Cadie, *et des côtes, territoires circonvoisins*, et de leurs appartenances et dépendances, sous notre nom et autorité, ce que nous-mêmes ferions et faire pourrions, si présents en personne y étions, jaçoit que le cas requît mandement plus spécial que nous ne le vous prescrivons par ces dites présentes.

V. Au contenu desquelles, mandons, ordonnons, et très expressément enjoignons à tous nos Justiciers, Officiers et sujets, de se conformer, et vous obéir et entendre, en toutes et chacune les choses susdites, leurs circonstances et dépendances, — Vous donner aussi, en l'exécution d'icelle, toute aide et confort, mainforte et assistance dont vous aurez besoin, et seront par vous réquis, — le tout à peine de rébellion et désobéissance.

VI. Et, afin que personne ne prétende cause d'ignorance de cette notre intention, et se veuille immiscer en tout ou partie de la charge, dignité et autorité, que nous vous donnons par ces présentes, Nous avons, de nos certaine science, pleine puissance, et autorité royale, révoqué, supprimé et déclaré nuls et de nul effet, ci-après et dès à présent, tous autres pouvoirs et commissions, lettres et expéditions, donnés et délivrés à quelque personne que ce soit, pour découvrir, peupler et habiter, en l'étendue susdite

desdites terres, situées depuis ledit quarantième degré jusqu'au quarante-sixième, quelles qu'elles soient;

VII. Et outre ce, mandons et ordonnons à tous nosdits Officiers, de quelque qualité et condition qu'ils soient, que ces présentes ou *vidimus* dûment collationnés d'icelles par l'un de nos amis et féaux Conseillers, Notaires et Secrétaires, ou autre Notaire Royal, ils fassent, à votre requête, poursuite et diligence, ou de nos Procureurs, lire, publier et registrer ès registres de leurs juridictionés, pouvoirs et détroits, cessant, en tant qu'à eux appartiendra, tous troubles et empêchemens à ce contraires : Car tel est notre plaisir.

VIII. Donné, à Fontainebleau, le huitième jour de Novembre de l'an de grace mil six cents trois, et de notre règne le quinzième.
Signé : Henry; *Et plus bas*, Par le Roi, Potier; Et scellé sur simple queue de cire jaulne.

VIII
DEUXIÈME CHARTE D'ACADIE.
(1603.)

LETTRES PATENTES ACCORDÉES PAR LE ROI HENRY IV DE FRANCE AU SIEUR DE MONTS,
LE 18 DÉCEMBRE 1603 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Formule initiale. — II. Motifs de l'acte. — III. Confirmation des privilèges commerciaux du sieur de Monts. — III. Assistance requise de divers fonctionnaires de la métropole pour faire respecter ces privilèges. — IV. Date et signature.

I. Henry, par la grace de Dieu, roi de France et de Navarre :
A nos amés et féaux Conseillers, les Officiers de notre Admirauté
de Normandie, Bretagne, Picardie et Guienne, et à chacun d'eux,
en droit soi, et en l'étendue de leurs ressorts et juridictions,
Salut.

II. Nous avons, pour beaucoup d'importantes occasions, ordonné,
commis et établi le sieur de Monts, gentilhomme ordinaire de
notre Chambre, notre Lieutenant général, pour peupler et habiter
les terres, côtes et pays de l'Acadie et *autres circonvoisins*, en l'éten-
due du quarantième degré jusqu'au quarante-sixième, et là établir
notre autorité, et autrement s'y loger et assurer, en sorte que nos
sujets désormais y puissent être reçus, y hanter, résider et trafiquer
avec les Sauvages habitans desdits lieux, comme plus expressément
nous l'avons déclaré par nos lettres patentes, expédiées et délivrées,
pour cet effet, audit sieur de Monts, le huitième jour de novembre
dernier, suivant les conditions et articles, moyennant lesquelles il

¹⁾ Le texte transcrit ici se trouve dans Poore, *loc. cit.*, I, 773-774, et dans Lescarbot, *loc. cit.*, 439-442.

s'est chargé de la conduite et exécution de cette entreprise. Pour faciliter laquelle, et à ceux qui s'y sont joints avec lui, et leur donner quelque moyen et commodité d'en supporter la dépense. Nous avons eu agréable de leur promettre et assurer qu'il ne serait permis à aucuns autres nos sujets qu'à ceux qui entreroient en association avec lui, pour faire ladite dépense, de trafiquer de pelleterie et autres marchandises, durant dix années, ès terres, pays, ports, rivières et avenues de l'étendue de sa charge: ce que nous voulons avoir lieu.

III. Nous, pour ces causes et autres considérations à ce nous mouvans, vous mandons et ordonnons que vous ayez, chacun de vous, en l'étendue de vos pouvoirs, juridictions et détroits, à faire, de notre part, comme, de notre pleine puissance et autorité Royale, nous faisons très-expresses inhibitions et défenses à tous marchands, maîtres et capitaines de navires, matelots, et autres nos sujets, de quelque état, qualité et condition qu'ils soient, autres néanmoins, et fors à ceux qui sont entrés en association avec ledit sieur de Monts pour ladite entreprise, selon les articles et conventions d'icelles, par nous arrêtés, ainsi que dit est, d'équiper aucuns vaisseaux, et en iceux aller ou envoyer, faire trafic et troque de pelleterie, et autres choses avec les Sauvages, fréquenter, négocier et communiquer, durant ledit temps de dix ans, depuis le cap de Raze, jusqu'au quarantième degré, comprenant *toute la côte de l'Acadie, terre et cap Breton, baie de Saint-Cler, de Chaleur, et les percées, Gaspay, Chichedec, Mesamichi, Lesquemin, Tadnessuc, et la rivière de Canada, tant d'un côté que d'autre, et toutes les baies et rivières, qui entrent au-dedans desdites costes*, à peine de desobéissance, et confiscation entière de leurs vaisseaux, vivres, armes et marchandises, au profit dudit Sieur de Monts et de ses associés, et de trente mille livres d'amende. Pour l'assurance et acquit de laquelle, et de la coherction et punition de leur désobéissance, vous permettrez, comme nous avons aussi permis et permettons audit sieur de Monts et

associés, de saisir, appréhender et arrêter tous les contrevenans à notre présente défense et ordonnance, et leurs vaisseaux, marchandises, armes et victuailles, pour les amener et remettre ès mains de la justice, et être procédé, tant contre les personnes que contre les biens desdits désobéissans, ainsi qu'il appartiendra. Ce que nous voulons, et vous mandons et ordonnons de faire incontinent publier et lire, par tous les lieux et endroits publics de vosdits pouvoirs et juridictions où vous jugerez besoin être, à ce qu'aucun de nosdits sujets n'en puisse prétendre cause d'ignorance, ains que chacun obéisse et se conforme sur ce à notre volonté. De ce faire nous vous avons donné et donnons pouvoir et commission et mandement spécial. Car tel est notre plaisir.

IV. Donné à Paris, le dix-huit décembre, l'an de grace, mil six cens trois, de notre règne le quinzième. Ainsi signé : Henry. *Et plus bas* : Par le Roi, Potier. Et scellé du grand scel de cire jaulne.

IX

CONVENTION DES COLONS DE NEW-PLYMOUTH.

(1620.)

CONVENTION CONCLUE ENTRE LES COLONS DE NEW-PLYMOUTH.

LE 11 NOVEMBRE 1620 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Motifs de l'acte. — I. Attribution des pouvoirs essentiels du gouvernement au peuple. — II. Date et signatures.

I. Au nom de Dieu, ainsi soit-il. Nous, dont les noms sont soussignés, les loyaux sujets de notre Souverain, Seigneur et Roi redouté, Jacques, par la grâce de Dieu, Roi de la grande Bretagne, de France et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., — ayant entrepris, pour la gloire de Dieu, le progrès de la foi chrétienne, et l'honneur de notre Roi et de notre pays, un voyage, afin d'établir la première colonie dans les parties septentrionales de la Virginie, — par les présentes mutuellement et solennellement, en présence de Dieu et de chacun de nous, nous nous unissons et associons en un corps politique civil, en vue de mieux nous gouverner, nous défendre, et accomplir les objets précités, et, en vertu des présentes, nous formons, instituons et établissons, de temps à temps, les lois, ordonnances, actes et constitutions, et les fonctionnaires, justes et bons, qui nous paraîtront les plus convenables et les mieux appropriés pour le bien général de la colonie, et nous leur promettons toute due soumission et obéissance.

II. En foi de quoi, nous avons ci-dessous souscrit nos noms à

⁽¹⁾ Le texte, en langue anglaise, est dans Poore, *loc. cit.*, I, 931. On le trouvera également dans Hazard, *loc. cit.*, I, 119.

Cape-Cod. le onzième jour de l'année du Seigneur, mil six cent vingt, la dix-huitième année du règne de notre Souverain Seigneur et Roi, Jacques, sur l'Angleterre, la France et l'Irlande, et la cinquante-quatrième de son règne sur l'Écosse.

M. Jean CARVER.
 M. Guillaume BRADFORD.
 M. Édouard WINSLOW.
 Guillaume BREWSTER.
 Isaac ALLERTON.
 Miles STANDISH.
 Jean ALDEN.
 Jean TURNER.
 François EATON.
 Jacques CHILTON.
 Jean CRAXTON.
 Jean BILLINGTON.
 Joses FLETCHER.
 Jean GOODMAN.
 M. Samuel FULLER.
 M. Christophe MARTIN.
 M. Guillaume MULLINS.
 M. Guillaume WHITE.
 M. Richard WARREN.
 Jean HOWLAND.
 M. Étienne HOPKINS.

Digery PRIEST.
 Thomas WILLIAMS.
 Gilbert WINSLOW.
 Edmond MARGESSON.
 Pierre BROWN.
 Richard BITTERIDGE.
 Georges SOULE.
 Édouard TILLY.
 Jean TILLY.
 Francis COOKE.
 Thomas ROGERS.
 Thomas TINKER.
 Jean RIDGDALE.
 Édouard FULLER.
 Richard CLARK.
 Richard GARDINER.
 M. Jean ALLERTON.
 Thomas ENGLISH.
 Édouard DOTEN.
 Édouard LIESTER.

X

CHARTRE DU MARYLAND.

(1632.)

CHARTRE OCTROYÉE PAR LE ROI CHARLES 1^{er} D'ANGLETERRE AU BARON DE BALTIMORE,
POUR LA COLONIE DU MARYLAND, LE 20 JUIN 1632 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Formule initiale. — II. Motifs de l'acte. — III, IV. Des limites de la région que l'acte concédait. — V. Du nom de cette région. — IV, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII. Des principaux pouvoirs qui étaient octroyés : propriété du sol, attributions législatives, exécutives et judiciaires. — VI, VII, VIII, XI, XII, XIII. En particulier, du pouvoir législatif, de la composition des lois et de leurs sanctions. — IX, XVII. En particulier, du pouvoir exécutif : règles générales qui concernent ce pouvoir, et règles spécialement relatives à l'armée, à la loi martiale, au droit de grâce. — VIII, X. Du pouvoir judiciaire. — XIV. Du recrutement des colons. — XV. Des privilèges de nationalité que la métropole garantissait aux colons. — XVIII. Des titres et des honneurs qui pouvaient être conférés aux gens ou aux localités de la colonie. — XVI. De l'importation dans la colonie des biens des colons. — XIX. De l'exportation des biens importés ou produits dans la colonie. — XX, XXII. Des douanes de la colonie. — XXIII. De la condition et de la tenure du sol. — XX. De la création des ports. — XXIV. Des manoirs et des cours féodales. — XXVII. Des rapports de la colonie avec les colonies voisines. — XXV. Des exemptions d'impôts que la métropole promettait. — IV, XIX, XXI. Des redevances et des droits que le Roi, exclusivement ou en partie, se réservait ou réservait à la métropole, et, en particulier, du droit de pêche. — XXVI. De l'assistance requise des fonctionnaires de la métropole. — XXVIII. De l'interprétation de l'acte. — XXIX. De l'abrogation des actes contraires. — XXX. De l'attribution du caractère de lettres patentes à l'acte. — XXXI. Date.

I. Charles, par la Grâce de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Écosse, de France et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., A tous ceux à qui nos présentes lettres parviendront, Salut.

⁽¹⁾ Le texte, en langue latine, est dans Poore, *loc. cit.*, I, 811-817, et dans Hazard, *loc. cit.*, I, p. 327-336.

II. Notre très cher et très fidèle sujet, Cæcilius Calvert, Baron de Baltimore dans notre Royaume d'Irlande, Fils et Héritier de Soldat, Georges Calvert, dernier Baron de Baltimore, dans le même Royaume d'Irlande, suivant les traces de son Père, et brûlant du louable et pieux désir d'étendre tout ensemble la Religion Chrétienne et les territoires de notre Empire, nous a humblement supplié de l'autoriser à emmener, à sa charge et à ses frais, une nombreuse colonie de la Nation anglaise dans une certaine région, qui sera décrite plus bas, d'une certaine terre du pays d'Amérique, inculte jusqu'à ce jour, et occupée par des Barbares qui n'ont aucune connaissance de la Divinité, — et il implore de notre Royale Majesté, pour lui et ses héritiers, la donation, la concession et l'attribution définitive de cette région, avec des privilèges et des juridictions, propres à assurer à sa colonie et à la région précitée un bon gouvernement et la prospérité.

III. Sachez, en conséquence, que notre faveur royale est acquise au pieux et noble projet et au zèle des susdits Barons de Baltimore, et que, de notre grâce spéciale, science certaine, et propre mouvement, nous avons donné, concédé et attribué définitivement, comme, par notre présente charte, pour nous, nos héritiers et successeurs, nous donnons, concédons et attribuons définitivement au dit Cæcilius, Baron actuel de Baltimore, à ses héritiers et ayants cause : 1° toute cette partie d'une péninsule ou presqu'île du pays d'Amérique, dont les limites sont à l'est l'Océan, à l'ouest le golfe de la Chesapeake, au midi, et la séparant du reste de la presqu'île, une ligne droite commençant au promontoire ou à la pointe de terre appelée Watkins' Point sur les bords du golfe précité, près du fleuve de Wigheo à l'ouest, pour finir au rivage du grand Océan à l'est, enfin au nord, la partie de la baie du Delaware, qui touche au quarantième degré de latitude nord, où la Nouvelle-Angleterre se termine; 2° toute l'étendue de terre, qui est comprise entre les limites ci-après décrites, à savoir, — une

ligne droite conduite dudit estuaire appelé baie du Delaware, par le degré précité, jusqu'au vrai méridien de la source du fleuve du Potomac, — une autre ligne droite, conduite de là vers le midi, jusqu'à la rive opposée dudit fleuve, — cette rive, dans la direction du sud-est, jusqu'à un certain lieu appelé Cinquack, voisin de l'embouchure par laquelle ledit fleuve se jette dans le golfe de la Chesapeake, — et, de là, la ligne la plus courte jusqu'au promontoire susdit, au lieu nommé Watkins' Point. Ainsi toute l'étendue de terre que bornent, d'un côté, la ligne précitée, entre le grand Océan et la pointe de Watkins, et, de l'autre, le promontoire nommé le cap Charles, et toutes les dépendances de cette région, demeureront, à jamais, entièrement réservées à nous, nos héritiers et successeurs.

IV. Nous concédons aussi et attribuons définitivement au même Baron de Baltimore et à ses héritiers et ayants cause, — toutes les îles et flots et chacun de ceux qui se sont formés ou se formeraient, dans la mer, sur la rive orientale de la région précitée, vers l'Orient, à l'est et en deçà de dix lieues marines de cette rive, — les ports, stations de navires, estuaires, fleuves, bras de mer, qui tiennent à la région ou aux îles précitées, et chacun d'eux, — tous les fonds de terre, les plaines, les forêts, les montagnes, les étangs, les lacs, les fleuves, les estuaires et les bras de mer, qui se trouvent ou sont situés entre les bornes, les frontières et les limites susdites, avec la pêche des poissons de toute sorte, des baleines, esturgeons, et autres poissons royaux, comme de tous les autres, et les poissons pris dans la mer, les baies, les bras de mer, ou les fleuves de la région ci-dessus décrite, — tous les gisements, mines et minières ouverts ou cachés, trouvés et à trouver, d'or, d'argent, de pierres gemmes, de toutes pierres précieuses, de toutes autres pierres, de tous métaux, de toute autre chose ou matière, dans la région, les îles et les limites susdites, — et encore le patronage et la collation de toutes les Églises qui,

le culte et la religion du Christ croissant, se seront élevées, à l'avenir, dans ladite région, les fies, les flots et les limites précités, avec la licence et la faculté de construire et de fonder, aux lieux propres et convenables, dans la région précitée, et de faire dédier et consacrer, suivant les lois ecclésiastiques de notre Royaume d'Angleterre, des Églises, des Chapelles, des Oratoires, — enfin la possession, l'exercice, l'usage et la jouissance, sur terre et sur mer, dans la région, les fies, flots et limites précités, de tous les droits, juridictions, privilèges, droits régaliens et royaux, libertés, immunités, temporels et quelconques, les plus amples, que jamais évêque de Durham, dans son évêché ou comté Palatin de Durham de notre Royaume d'Angleterre, ait possédés, tenus, exercés, mis à profit, ou qu'il ait dû ou pu légitimement posséder, tenir, exercer ou mettre à profit. Nous faisons, créons et constituons, par les présentes, pour nous, nos héritiers et successeurs, sous les réserves déjà faites, le même Baron actuel de Baltimore et ses héritiers, Seigneurs et Propriétaires véritables et absolus de la région précitée et de tous les autres biens ci-dessus donnés, réservant toujours la foi, la fidélité et le domaine direct, qui sont dus à nous et à nos héritiers et successeurs. Ledit Baron actuel de Baltimore et ses héritiers et ayants cause auront, tiendront, posséderont la région, les fies, les ilots et les autres biens précités, ci-dessus donnés, et en jouiront, pour le seul et propre besoin et profit du même Baron actuel de Baltimore, de ses héritiers et ayants cause. Ils les tiendront, à jamais, de nous, nos héritiers et successeurs, les rois d'Angleterre, comme dépendance de notre château de Windsor, dans notre comté de Berkshire, par la tenure dite libre et commune, et par fidélité seulement pour tous services, non par dépendance immédiate de la couronne, ni à charge de service militaire, mais avec l'obligation de remettre, en retour, à nous, nos héritiers et successeurs, deux flèches indiennes de ces pays, qui seront livrées audit château de Windsor, chaque

année, le mardi de la semaine de Pâques, et, de même, la cinquième partie de tout le métal d'or et d'argent, en langue anglaise *of gold and silver ore*, qui aura été trouvé de temps en temps dans les limites précitées.

V. Ladite région, ainsi concédée et décrite par nous, devra l'emporter en éclat sur toutes les autres régions de cette terre, et être décorée de titres plus considérables. A cet effet, sachez-le, de notre plus ample grâce, science certaine et propre mouvement, nous avons cru devoir ériger en province la région et les îles précitées; en vertu de la plénitude de notre puissance et de notre prérogative royale, pour nous, nos héritiers et successeurs, nous les érigeons et incorporons en province; nous les nommons Terre de Marie, en anglais *Maryland*; et nous voulons qu'elles soient nommées ainsi, à l'avenir.

VI. Comme nous avons fait et constitué ci-dessus le Baron actuel de Baltimore vrai seigneur et propriétaire de toute la province susdite, sachez encore qu'en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs nous donnons, aux termes des présentes, au même Baron actuel de Baltimore, dans la fidélité, la sagesse, la justice et la prévoyante circonspection duquel nous avons la plus grande confiance, et à ses héritiers, pour le bon et heureux gouvernement de ladite province, libre, pleine et entière puissance de composer, faire, émettre et promulguer, sous le sceau dudit Baron actuel et de ses héritiers, selon leurs saines décisions, en vertu et avec le secours de l'avis, de l'assentiment et de l'approbation des hommes libres de la même province, ou de la majorité d'entre eux, ou des délégués ou députés de ces derniers, toutes les lois, quelles qu'elles soient, qui touchent à l'ordre public de la même province ou à l'intérêt privé des individus. Pour la composition des lois, ledit Baron actuel de Baltimore et ses héritiers devront, lorsque et toutes les fois que ce sera nécessaire, et dans la forme

qui, suivant eux ou lui-même, sera la meilleure, convoquer ces hommes libres ou les délégués.

VII. A tout homme vivant alors dans ladite province et les limites d'icelle, ou naviguant sous leur autorité et leur puissance, vers la terre de Marie, ou, au retour, soit vers la terre d'Angleterre, soit vers quelque autre de nos dominations, ou des possessions étrangères, en n'importe quel lieu, ils appliqueront les lois par l'imposition d'amendes, l'emprisonnement et tout autre moyen de coercition, même, au besoin, si la nature du délit l'exige, par la privation d'un membre ou de la vie. Ils les appliqueront dûment, eux, ledit Baron actuel de Baltimore et ses héritiers, en personne, ou par le ministère d'un mandataire tenant leur place, ou par celui de leurs juges, justiciers, magistrats, officiers et agents, qui seront constitués et établis, selon la teneur et le véritable esprit des présentes.

VIII. Ils constitueront et établiront, sur cette terre et sur la mer de ce pays, les juges et justiciers, magistrats et officiers, quels qu'en soient le mandat et la puissance, dans la forme qui audit Baron actuel de Baltimore ou à ses héritiers semblera la meilleure.

IX. Avant ou après le jugement, ils pourront remettre, délier, pardonner et effacer tout crime et toute offense contre les lois du pays.

X. Ils régleront absolument tout ce qui touche à l'administration de la justice, aux cours, aux prétoires et tribunaux, aux formes des jugements et aux modes de procédure, même sur les points dont les présentes ne font pas mention expresse. Dans ces cours, prétoires, tribunaux, en toutes actions, poursuites, causes et affaires, tant criminelles que personnelles, réelles et mixtes, portées devant le juge, ils pourront procéder, tenir plaid et juger, par les juges qu'eux-mêmes auront délégués.

XI. Ces lois, qui seront promulguées, comme il a été dit, auront force de droit la plus absolue, et tous les hommes, les sujets et

gens liges de notre personne et de celle de nos héritiers et successeurs, en tant qu'elles les concernent, les garderont et les observeront inviolablement dans ces pays, sous la sanction des peines qu'elles édictent ou auront édictées. Nous le voulons, l'enjoignons, le prescrivons et le commandons ainsi.

XII. Toutefois les lois susdites devront être conformes à la raison, et, loin d'être en opposition et conflit, elles seront, autant que les convenances le permettront, en harmonie avec les lois, statuts, coutumes et droits de ce royaume d'Angleterre, le nôtre.

XIII. D'autre part, comme dans le gouvernement d'une si grande province, des exigences peuvent se produire, auxquelles remède devra être porté, avant que les francs tenanciers de ladite province ou leurs délégués ou députés puissent être convoqués, afin de composer les lois, et sans qu'il soit convenable, tel cas échéant, d'assembler immédiatement un si grand peuple, Nous, en conséquence, pour le meilleur gouvernement d'une si grande province, voulons et décidons, et par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous concédons audit Baron actuel de Baltimore et à ses héritiers, que ledit Baron actuel de Baltimore et ses héritiers, en personne ou par les magistrats et officiers, qui seront dûment établis dans ce pays, comme il a été dit, puissent valablement faire et établir, de temps en temps, et notifier publiquement à tous les gens auxquels elles ont ou peuvent de quelque manière avoir trait, des ordonnances convenables et utiles, qui seront gardées et observées dans la susdite province, en vue du maintien de la paix et du meilleur gouvernement du peuple établi là. Nous voulons, d'ailleurs, que dans ladite province ces ordonnances soient inviolablement observées, sous la sanction des peines qui seront édictées par elles. Toutefois ces mêmes ordonnances devront être conformes à la raison; loin d'être en opposition et en conflit, elles seront, autant que les convenances permettront, en harmonie avec les lois, statuts ou droits de notre royaume d'Angle-

terre; et aucune de ces mêmes ordonnances ne pourra aller jusqu'à restreindre, par une atteinte portée aux membres, à la vie, à la franche tenure, aux biens ou aux effets, le droit ou l'intérêt d'une personne ou de personnes quelconques.

XIV. Afin que, par l'affluence d'une multitude de gens, la nouvelle colonie tout ensemble grandisse plus heureusement et soit plus fortement défendue des incursions des Barbares ou autres ennemis, pirates et brigands, nous, pour nous, nos héritiers et successeurs, donnons et concédons, par les présentes, à tous les hommes, sujets liges, présents et futurs, de notre personne et de celle de nos héritiers et successeurs, à l'exception de ceux auxquels interdiction spéciale aurait été faite, faculté, licence et liberté de transporter à ladite province, avec les navires convenables et les provisions nécessaires, leurs personnes et leurs familles, d'y établir leurs demeures, d'y vivre et d'y habiter, d'y élever et armer pour la défense publique et la leur, au gré dudit Baron actuel de Baltimore et de ses héritiers, des camps, forts et autres fortifications, nonobstant le statut sur les fugitifs, ou tout autre statut contraire de quelque manière aux dispositions qui précèdent.

XV. Nous voulons, d'ailleurs, et de notre grâce plus abondante, pour nous, nos héritiers et successeurs, nous prescrivons fermement, établissons, décidons et commandons que ladite province soit de notre allégeance; que tous ceux et chacun des sujets et gens liges de notre personne et de celle de nos héritiers et successeurs, qui ont ou auront été conduits dans ladite province, et les enfants déjà nés là ou à naître là plus tard de ces gens ou de leurs descendants, soient et demeurent sujets indigènes de notre personne et de celle de nos héritiers et successeurs de nos royaumes d'Angleterre et d'Écosse; qu'en toutes choses, ils soient tenus, traités, estimés et considérés comme les fidèles gens liges de notre personne et de celle de nos héritiers et successeurs, nés dans notre royaume d'Angleterre; qu'ils puissent recueillir, recevoir, avoir, tenir, à titre de

succession ou autrement, acheter et posséder toutes terres, tènements, redevances, servitudes, et autres héritages, dans notre royaume d'Angleterre et nos autres dominations, en user et en jouir, les donner, vendre, aliéner et léguer, et, de même, tranquillement et pacifiquement avoir et posséder tous les privilèges, les franchises et les libertés de ce royaume d'Angleterre, le nôtre, et s'en servir et en jouir, comme nos gens liges, nés ou à naître dans notre dit royaume d'Angleterre, sans subir, de nous ou de nos héritiers et successeurs quelconques, empêchement, molestation, vexation, revendication ou charge, et nonobstant tout statut, acte, ordonnance ou disposition contraire aux présentes.

XVI. Nous voulons pousser nos sujets à entreprendre cette expédition avec résolution et entrain. En conséquence, sachez-le, de notre grâce spéciale, science certaine, et propre mouvement, nous donnons et concédons, aux termes des présentes, tant audit Baron actuel de Baltimore et à ses héritiers, qu'à tous autres, qui, de temps en temps, pour habiter la province précitée ou pour trafiquer avec ses habitants, se rendront à cette province, pleine licence d'embarquer et de charger, dans tous nos ports et ceux de nos héritiers et successeurs, et de transporter dans ladite province, en personne ou par leurs serviteurs ou ayants-cause, tous leurs biens, tant mobiliers qu'immobiliers, et chacun d'eux, les marchandises, les denrées, les provisions de toute sorte, et tous les autres objets nécessaires pour la nourriture et le vêtement, dont les lois et statuts de nos royaumes et dominations ne prohibent pas l'exportation hors de ces royaumes, et ce, sans subir empêchement ou molestation de nous, de nos héritiers ou successeurs, ou d'officiers quelconques de notre personne ou de celle de nos héritiers et successeurs, sous la réserve pour nous, et pour nos héritiers et successeurs, des impôts, taxes, droits de douane et autres redevances, qui sont dus et payables sur les mêmes effets et marchandises, et nonobstant tout acte, ordonnance ou autre disposition contraire quelconque.

XVII. Comme dans une région si lointaine, entourée de tant de nations Barbares, les incursions et des Barbares eux-mêmes et d'autres ennemis, pirates et brigands, peuvent être justement redoutées, nous avons donné, et par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous donnons audit Baron actuel de Baltimore et à ses héritiers et ayants cause, aussi pleine et libre que l'eut jamais un capitaine général d'armée. la puissance, qu'ils exerceront en personne ou par leurs capitaines ou autres officiers, d'appeler sous les drapeaux tous les hommes de toute condition ou de toute provenance, qui vivront alors dans ladite province de la Terre de Marie, d'ordonner des levées de troupes, de faire la guerre, de poursuivre, sur terre et sur mer, même au delà des limites de leur province, les ennemis et brigands susdits, qui infesteraient ces pays, de les battre et de les prendre, si Dieu le permet, de mettre à mort les prisonniers, suivant le droit de la guerre, ou de les conserver à leur gré, et d'accomplir tous les autres actes et chacun de ceux qui sont ou ont habituellement été du droit et de la charge du capitaine général d'armée. C'est encore notre volonté, et, dans notre présente charte, nous donnons, à cet effet, audit Baron actuel de Baltimore et à ses héritiers et ayants cause, puissance, liberté et autorité, pour le cas de rébellion, d'agitation soudaine ou de sédition, si quelqu'une vient, contre nos désirs, à éclater sur la terre de ladite province, ou sur la pleine mer durant le voyage pour aller à ladite province de la Terre de Marie ou pour en revenir, qu'alors en personne, ou par leurs capitaines délégués, ou par leurs autres officiers, auxquels ils auront donné, sous leur sceau, mandat à cette fin, et auxquels nous-mêmes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, donnons et concédons, par les présentes, la plus pleine puissance et autorité, ils puissent, contre tout auteur séditieux des révolutions de ces pays qui se soustrairait à leur gouvernement, et contre les gens qui refuseraient le service militaire, se rendraient réfractaires, déserteurs,

transfuges, ou qui de toute autre manière violeraient les règles de l'armée, les usages et la discipline militaires, user de la loi militaire aussi librement, aussi amplement, et de la même manière que tout capitaine général d'armée, en vertu de sa charge, a le pouvoir, ou a eu coutume de le faire.

XVIII. Afin qu'aux gens bien nés, qui se joindront à la présente expédition et veulent bien mériter de nous et de nos royaumes, dans la guerre et dans la paix, tout accès aux honneurs et aux dignités, dans une région si éloignée et écartée, ne paraisse pas fermé et intercepté, nous donnons, pour nous, nos héritiers et successeurs, audit Baron actuel de Baltimore et à ses héritiers et ayants cause, libre et pleine puissance de combler de faveurs, grâces et honneurs, les citoyens bien méritants, établis dans ladite province, et de les orner, à leur gré, de titres et de dignités quelconques, à la seule condition que ces titres et dignités diffèrent de ceux qui sont actuellement usités en Angleterre, — d'ériger et d'incorporer, avec les privilèges et les immunités convenables, les campagnes en bourgs, et les bourgs en cités, suivant les mérites des habitants et les convenances des lieux, — et de faire, dans la région précitée, toutes les autres choses et chacune de celles dont l'opportunité et la convenance paraîtraient à eux ou à lui certaines, ces choses fussent-elles de cette sorte que le mandat et la permission formulés par les présentes ne semblassent pas les viser suffisamment.

XIX. Nous voulons, et, par les présentes, par notre présente charte, pour nous, nos héritiers et successeurs, nous donnons et concédons permission, à cet effet, audit Baron actuel de Baltimore, à ses héritiers et ayants cause, et à tous les colons et habitants quelconques de ladite province, présents et à venir, qu'eux-mêmes ou leurs serviteurs, agents ou ayants cause, puissent librement introduire dans tous nos ports et ceux de nos héritiers et successeurs d'Angleterre ou d'Irlande toutes les marchandises et denrées, qui seront tirées des fruits et des richesses terrestres ou maritimes de

ladite province, les y décharger ou en disposer là d'autre sorte, et, dans le délai d'une année continue à compter du déchargement, si besoin est, les charger de nouveau sur les mêmes navires ou sur d'autres, et les porter où ils voudront, soit dans nos pays, soit dans les pays étrangers, unis d'amitié avec notre personne ou celle de nos héritiers et successeurs. Toutefois ils devront toujours, de ce chef, payer à nous-mêmes, à nos héritiers et successeurs, les mêmes taxes, impôts, droits de douane et redevances, que nos autres sujets de notre royaume d'Angleterre seront alors tenus de payer. Mais nous ne voulons pas que les habitants de ladite province et terre, nommée Terre de Marie, subissent d'autres charges.

XX. En outre, de notre spéciale et plus ample grâce, science certaine et propre mouvement, pour nous, nos héritiers et successeurs, nous concédons audit Baron actuel de Baltimore, à ses héritiers et ayants cause, pleine et absolue puissance et autorité de faire, d'ériger et de constituer, dans la province de la Terre de Marie et dans les îles et îlots susdits, au nombre et de la nature, dans le nombre et le genre de lieux, avec les droits, juridictions, libertés et privilèges, propres à ces ports, qui paraîtront à eux ou à lui les plus avantageux, des ports de mer, stations de navires, havres et autres lieux, pour décharger et déposer les effets et marchandises des navires, embarcations et autres vaisseaux, et pour les recharger sur les mêmes navires, embarcations, et autres vaisseaux quelconques. Tous ceux-ci et chacun de ceux qui, pour le trafic, viendront à ladite province, et en sortiront, ne pourront charger et décharger que dans ces ports, ainsi érigés et constitués par ledit Baron actuel de Baltimore, ses héritiers et ayants cause, nonobstant tout usage, toute coutume ou autre disposition contraire quelconque.

XXI. Mais à nous-même, à nos héritiers et successeurs, et à tous les sujets de notre royaume d'Angleterre et d'Irlande et de ce

royaume de nos héritiers et successeurs, sera toujours conservée la liberté de pêcher le poisson de mer, dans la mer, les estuaires, les bras de mer, les fleuves navigables, les ports et havres de la province susdite, avec le privilège de saler et sécher, ou vider les poissons, sur les rivages de la même province, et, pour cet objet, de couper et prendre les bois et branches qui y croissent, et d'y construire les maisons et les huttes nécessaires, suivant l'usage qui a prévalu ou qui était admis jusqu'à ce jour. De ces libertés et privilèges nos susdits sujets et ceux de nos héritiers et successeurs jouiront, sans faire dommage ou tort quelconque audit Baron actuel de Baltimore, à ses héritiers ou ayants cause, ou aux colons et habitants de la même province, dans les ports et havres, ou sur les rivages susdits, et particulièrement dans les bois et forêts qui y croissent. Quiconque ferait ainsi tort ou dommage en devrait réparation et encourrait encore le danger et la peine de notre grave indignation, et de celle de nos héritiers et successeurs, et la rigueur absolue des lois.

XXII. Nous voulons encore, statuons, établissons, et, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous concédons audit Baron actuel de Baltimore, et à ses héritiers et ayants cause, que le même Baron de Baltimore, ses héritiers et ayants cause, de temps à temps, à perpétuité, aient la possession et la jouissance des droits de douane et redevances, qui, dans les ports, stations de navires, et autres havres et lieux susdits de ladite province, seront dus pour les marchandises et effets dont le chargement et le déchargement s'y feront. Eux-mêmes et les gens du pays, l'occasion échéant, asseoiront raisonnablement ces impôts, comme il a été dit; et, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous leur donnons, par les présentes, le pouvoir d'établir et d'asseoir là ces droits de douanes et redevances, pour juste cause, dans la mesure convenable.

XXIII. De notre grâce spéciale, et de notre science certaine et

de notre propre mouvement, nous avons donné, concédé et confirmé, et, par les présentes, pour nous, nos héritiers et successeurs, nous donnons, concédons et confirmons audit Baron actuel de Baltimore et à ses héritiers et ayants cause pleine et absolue licence, puissance et autorité, afin que ledit Baron actuel, ses héritiers et ayants cause, de temps à temps, à l'avenir, et à jamais, à son gré et bon plaisir, ou au leur, puissent valablement transférer, aliéner, concéder, abandonner, ou mettre en fiefs, au nombre, de la nature et de l'étendue, qui leur paraîtront convenables, les parties et parcelles du pays précité, au profit de la personne ou des gens qui les voudront acquérir. Cette même personne ou ces personnes qui les voudront recevoir ou acquérir, leurs héritiers et ayants cause, les auront et les tiendront à titre de propriété absolue, ou à titre de substitution, ou pour une durée déterminée de vie, de vies ou d'années. Ils les tiendront dudit Baron actuel de Baltimore, de ses héritiers et ayants cause, à charge de tous les services, usages et redevances de toutes sortes et de toute étendue, que le même Baron actuel de Baltimore, ses héritiers et ayants cause, auront jugé bons et agréables, et ils ne les auront pas immédiatement de nous, de nos héritiers et successeurs. A ces mêmes personne et personnes et à chacune d'elles nous donnons, et, par les présentes, en notre nom, et au nom de nos héritiers et successeurs, nous concédons licence, autorité et pouvoir, afin que ces personne et personnes puissent recevoir dudit Baron actuel de Baltimore et de ses héritiers et ayants cause la région précitée ou une parcelle quelconque d'icelle, et les tenir du même Baron de Baltimore et de ses héritiers et ayants cause, pour eux-mêmes et leurs ayants cause et héritiers, quelle que soit la vocation héréditaire de ceux-ci, à titre de propriété absolue, ou à titre de substitution, ou autrement, comme il paraîtra expédient à eux et au Baron actuel de Baltimore et à ses héritiers et ayants cause, nonobstant le statut qui, émané du parlement du seigneur

Édouard, dernier Roi d'Angleterre, notre père, fils du Roi Henri, porte l'appellation commune de *Statut quia emptores terrarum*, et fut naguère promulgué dans notre royaume d'Angleterre, ou tout autre statut, acte, ordonnance, usage, loi ou coutume, ou toute autre chose, cause ou matière contraire, précédemment faite, composée, établie ou ordonnée.

XXIV. Au même Baron de Baltimore, et à ses héritiers, nous donnons et concédons, par les présentes, licence d'ériger, dans ladite province, des parcelles de terre en manoirs, — d'avoir et de tenir, dans chacun de ces manoirs une cour de Baron et tous les attributs d'une cour de Baron, — d'y avoir et d'y garder, pour la conservation de la paix et le meilleur gouvernement de ces pays, la cour dite vue de *frankpledge*, et d'y user de toutes les attributions de cette cour, en personne et par leurs sénéchaux, ou par les seigneurs, alors existant, et délégués à cet effet, d'autres de ces manoirs, quand ceux-ci auront été constitués.

XXV. Nous voulons, et, par les présentes, pour nous et nos héritiers et successeurs, nous convenons avec ledit Baron actuel de Baltimore, ses héritiers et ayants cause, et leur concédons que notre propre personne et nos héritiers et successeurs, en aucun temps, à l'avenir ne lèveront, ne feront lever, ne donneront prétexte à lever des impôts, droits de douane, ou autres taxes, quotes ou contributions, ni contre ou sur les habitants ou colons de la province précitée, pour leurs biens, terres ou tènements, sis dans la même province, ni sur les tènements, terres, biens ou effets d'aucune sorte, ni sur ou contre les biens ou marchandises quelconques, qui seront chargés ou déchargés dans ladite province, ou dans les ports ou stations de navires de ladite province. Nous voulons, d'ailleurs, et, en notre nom, et au nom de nos héritiers et successeurs, nous ordonnons et commandons que notre présente déclaration, de temps à temps, désormais, soit reçue et adjugée dans toutes les cours et tous les prétoires, et devant tous les juges, quels qu'ils soient, de

notre personne et de celle de nos héritiers et successeurs, pour suffisante et légitime décharge, payement et acquit.

XXVL Nous prescrivons à tous les officiers et agents de notre personne et de celle de nos héritiers et successeurs, et à chacun d'eux, et, sous peine de grave indignation, leur enjoignons de ne jamais, en aucun temps, rien oser entreprendre contre les dispositions qui précèdent, — de ne contrevenir à celles-ci d'aucune manière, et, au contraire, de prêter en tout temps, comme il convient, secours et assistance audit Baron actuel de Baltimore et à ses héritiers, aux habitants et marchands susdits de ladite province de la Terre de Marie, et aux serviteurs, agents, représentants et ayants cause de ces personnes, pour leur assurer le plus plein usage et la jouissance de notre présente charte.

XXVII. Nous voulons, et, par les présentes, pour nous, nos héritiers et successeurs, nous concédons audit Baron actuel de Baltimore, à ses héritiers et ayants cause, et aux tenanciers de terres et habitants de ladite province, présents et futurs, et à chacun d'eux, que la province susdite et les tenanciers de terre ou habitants de cette même colonie, qui sera ou aura été formée de gens venus de la métropole, de la Terre de Virginie ou de quelque autre colonie, ne soient pas tenus ou réputés partie ou membre des autres colonies, n'en dépendent pas et n'en subissent aucunement le gouvernement. Par les présentes, nous séparons des autres cette province et ces gens, et nous voulons qu'ils en demeurent séparés, et qu'ils soient sujets immédiats de notre couronne d'Angleterre, et qu'ils dépendent d'elle à jamais.

XXVIII. Si d'aventure il arrive, à l'avenir, que des doutes et des questions s'élèvent sur le vrai sens et l'interprétation de quelque mot, clause ou disposition contenue dans notre présente charte, nous voulons, prescrivons et commandons que, toujours, et dans tous les cas, cette interprétation soit donnée et l'emporte, devant toutes nos cours et tous nos prétoires, qui sera jugée plus clémente.

plus utile et plus favorable audit Baron actuel de Baltimore et à ses héritiers et ayants cause, pourvu qu'aucune interprétation ne soit admise par laquelle la très sainte religion de Dieu, la vraie religion chrétienne, ou la fidélité due à nous, à nos héritiers et successeurs, recevrait quelque changement, préjudice ou dommage.

XXIX. Ainsi en sera-t-il, encore que les présentes ne mentionnent ni la valeur nette et annuelle des biens donnés, ou de quelque partie de ces biens, ni les dons ou concessions qui, par nous ou par quelqu'un de nos ancêtres ou prédécesseurs, auraient été faits, avant ce temps, audit Baron de Baltimore, et nonobstant toute autre concession, ordonnance, disposition, proclamation ou restriction, faite, composée ou établie, avant ce temps, ou toute autre chose, cause ou matière contraire quelconque.

XXX. En foi de quoi, nous avons fait faire patentes nos présentes lettres.

XXXI. En présence du Roi, à Westminster, le vingtième jour de juin. Par bref du sceau privé.

XI

PATENTES DES PLANTATIONS DE PROVIDENCE.

(1643.)

PATENTES OCTROYÉES PAR LES COMMISSAIRES DES PLANTATIONS AUX PLANTATIONS
DE PROVIDENCE, LE 15 MARS 1643 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Motifs de l'acte. — II. Des pouvoirs de la commission qui octroyait l'acte. — II. Des pouvoirs que l'acte octroyait à la colonie : autonomie absolue, attributions législatives, exécutives et judiciaires, attribuées sans réserves. — III. En particulier, sceau de la colonie. — IV. Date et signatures.

I. Attendu que, par ordonnance des Lords et des Communes, actuellement assemblés en Parlement, datée du second jour de novembre de l'année du Seigneur, 1643, Robert, comte de Warwick, est constitué et établi Gouverneur en chef et Lord grand amiral de toutes ces îles et autres plantations que les sujets de sa Majesté, le Roi d'Angleterre, habitent, colonisent ou possèdent, ou qu'ils habiteraient, coloniseraient ou posséderaient, à l'avenir, dans les limites et sur les côtes de l'Amérique; — Attendu que lesdits Lords ont jugé convenable, et ordonné, par la même ordonnance, que Philippe, comte de Pembroke, Édouard, comte de Manchester, Guillaume, vicomte de Say et Seal, Philippe, lord Warton, Jean, lord Rolle, les précédents, membres de la chambre des Pairs, sir Gilbert Gerrard, Baron, sir Arthur Haslerig, Baron, sir Henry Vane, le jeune, chevalier, sir Benjamin Rudyard, chevalier, Jean Pim, Olivier Cromwell, Dennis Bond, Miles Corbet, Cornelius

⁽¹⁾ Le texte, en langue anglaise, est dans Poore, II, 1594-1595. Comp. Hazard, I, 538-540.

Holland, Samuel Vassal, Jean Rolle et Guillaume Spurstow, écuyers, ces derniers, membres de la chambre des Communes, fussent commissaires, pour s'unir, en aide et assistance, audit comte : — Attendu que, pour mieux organiser le gouvernement et la défense, l'ordonnance précitée prescrit que lesdits Gouverneur et commissaires ou la majorité d'entre eux aient le pouvoir et l'autorité de nommer, d'établir et de constituer tous les Gouverneurs, conseillers, commandants, fonctionnaires et agents subordonnés, qu'ils jugeront les mieux appropriés et les plus utiles et avantageux auxdites Îles et Plantations, — d'établir, de régler et d'arranger toutes les choses, qui, de temps à temps, leur paraîtront les plus avantageuses auxdites Plantations, — et, pour mieux assurer la sécurité des propriétaires et habitants de ces lieux, d'attribuer, de ratifier et de confirmer les parties de leur autorité et de leur pouvoir précités, de la manière, et en faveur des personnes qui leur sembleront les plus propres à procurer auxdites îles et plantations un meilleur gouvernement et une meilleure protection contre les violences ouvertes et les troubles et disputes privés; — Et attendu qu'il y a, dans le continent précité d'Amérique, une région appelée du nom de Narraganset-Bay, limitée, au nord et au nord-est, par la patente du Massachusetts, à l'est et au sud-est, par celle de Plymouth, au sud, par l'Océan, à l'ouest et au nord-ouest, par les Indiens nommés Nabigganneuks, ou autrement Narragansets, et couvrant, en tout, à peu près vingt-cinq milles anglais du côté de la Rivière et du pays de Pequot; — Attendu encore que divers habitants anglais, bien disposés et actifs, des bourgs de Providence, Portsmouth et Newport, dans la région précitée, se sont hasardés à former, avec le grand corps des Narragansets, des relations de plus proche voisinage et de société, qui peuvent, plus tard, si Dieu bénit les efforts de ces gens, devenir un sûr fondement de bonheur pour toute l'Amérique; — Attendu que les mêmes gens ont acheté et achètent des Indiens, et parmi ceux-ci,

d'autres lieux qui peuvent être utiles tout ensemble pour des plantations, la construction de navires, l'approvisionnement de bois et d'autres marchandises; — Et attendu que lesdits Anglais ont manifesté auxdits comte et commissaires leur désir de voir leurs débuts encourageants approuvés et aidés par la concession d'une charte libre d'*incorporation* et de gouvernement civil, qui leur permette d'ordonner et de gouverner leur plantation, de manière à maintenir la paix et la justice entre eux, et entre eux et tous les hommes avec lesquels ils auront affaire.

II. En due considération de ces prémisses, ledit Robert, comte de Warwick, Gouverneur en chef et lord grand amiral desdites plantations, et la majorité desdits commissaires, dont les noms et les sceaux sont soussignés et ci-joints, désirant encourager les heureux débuts desdits colons, donnent, octroyent et confirment, en vertu de l'ordonnance précitée des Lords et des Communes, aux dits habitants des bourgs de Providence, Portsmouth et Newport, une charte libre et absolue d'*incorporation*, qui sera connue sous le nom de « l'*Incorporation* des plantations de Providence, dans la baie de Narraganset, dans la Nouvelle-Angleterre », — avec plein pouvoir et autorité de gouverner leurs propres personnes et tous les gens qui viendront à habiter une partie quelconque de la région précitée, par la forme de gouvernement civil, que, d'un commun accord de tous ou de la majorité d'entre eux, ils trouveront la mieux appropriée à leur état et à leur condition, et, pour cet objet, de faire et d'établir les lois et constitutions civiles, d'infliger aux gens qui violeraient celles-ci, les peines, et pour l'exécution des mêmes lois, constitutions ou peines, de nommer et changer les officiers de justice de la manière que tous ou la majorité auront librement adoptée, à la condition toutefois que lesdites lois, constitutions et peines, pour le gouvernement civil desdites Plantations, soient conformes aux lois d'Angleterre, autant que la nature et la constitution du lieu le permettront, et réserve faite, pour lesdits

comte et commissaires et leurs successeurs, du pouvoir et de l'autorité de régler le gouvernement général de ladite Plantation, dans ses rapports avec le reste des plantations d'Amérique, de la manière qui leur paraîtra, de temps en temps, la plus utile au bien général desdites Plantations, à l'honneur de sa Majesté et au service de l'État.

III. Les dits comte et commissaires autorisent encore lesdits habitants à faire usage et emploi, pour l'expédition de leurs affaires publiques, d'un sceau public, qui sera connu comme le sceau des Plantations de Providence, dans la baie de Narraganset en Nouvelle-Angleterre. En foi de quoi, ledit Robert, comte de Warwick, et les susdits commissaires, ont ci-dessous apposé leurs signatures et leurs sceaux, le quatorzième jour de mars, dans la dix-neuvième année du règne de notre souverain Seigneur et Roi, Charles, et dans l'année de notre Seigneur Dieu, 1643.

Robert WARWICK.
Philippe PEMBROKE.
SAY et SEAL.
P. WHARTON.
Arthur HASLERIG.
COR. HOLLAND.

H. VANE.
SAM. VASSAL.
JEAN ROLLE.
MILES CORBET.
G. SPURSTOW.

XII

CHARTRE DU RHODE-ISLAND ET DES PLANTATIONS DE PROVIDENCE.

(1663.)

CHARTRE OCTROYÉE PAR LE ROI CHARLES II D'ANGLETERRE À LA COLONIE DU RHODE-ISLAND ET DES PLANTATIONS DE PROVIDENCE, LE 8 JUILLET 1663 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Formule initiale. — II. Motifs de l'acte. — XV. Des limites de la colonie. — IV. De l'érection de la colonie en personne morale, et des caractères de cette personnalité. — V. Du sceau de la colonie. — VII, IX. Du pouvoir législatif, et, en particulier, de l'assemblée législative et de la composition et de l'exécution des lois. — VI, VII, VIII, IX, X. Du pouvoir exécutif, et, en particulier, du gouverneur; du conseil de gouvernement; de la nomination, du remplacement, des serments et des attributions des fonctionnaires de l'ordre exécutif; du droit de grâce; de l'armée; de la loi martiale et de la guerre. — VII, XVI. Du pouvoir judiciaire. — XIV. Du recrutement des colons. — XIV. Du transport de leurs effets dans la colonie. — XIV. Des privilèges de nationalité que la métropole garantissait aux colons. — III. De la liberté religieuse. — XV. De la tenure des terres. — XIII. Des encouragements donnés à l'agriculture et à la pêche. — XI. De l'interdiction faite aux colons de molester les puissances amies. — XVI. Des rapports de la colonie avec les colonies voisines. — XII, XV. Des droits que la métropole se réservait exclusivement, ou en partie, notamment du droit de pêche. — VII. De l'exécution de l'acte. — XVII. De son interprétation. — XVIII et passim. De l'abrogation des dispositions contraires. — XIX. Du caractère de Patentes que l'acte recevait. — XX. Date et signatures.

I. Charles, le second, par la grâce de Dieu, roi d'Angleterre, d'Écosse, de France et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., à tous ceux auxquels les présentes parviendront, Salut.

II. Par l'humble pétition de notre fidèle et bien-aimé sujet, Jean Clarke, faite au nom de Benjamin Arnold, Guillaume Brenton,

⁽¹⁾ Le texte, en langue anglaise, est dans Poore, II, 1595-1603.

Guillaume Codington, Nicholas Easton, Guillaume Boulston, Jean Porter, Jean Smith, Samuel Gorton, Jean Weeks, Roger Williams, Thomas Olnie, Grégoire Dexter, Jean Cohesgall, Joseph Clarke, Randall Holden, Jean Greene, Jean Roome, Samuel Widbore, Guillaume Ffield, Jacques Barker, Richard Tew, Thomas Harris et Guillaume Dyre, et des autres acquéreurs et habitants libres de notre île, appelée Rhode-Island, et du reste de la colonie des Plantations de Providence, dans la baie de Narragansett en Nouvelle-Angleterre, en Amérique, Nous avons appris ceci : poursuivant, avec des intentions pacifiques et loyales, comme ils avaient formé le dessein de faire, le projet austère, sérieux et religieux, de *s'édifier* mutuellement et saintement les uns les autres, dans la sainte foi et le culte des chrétiens, et de gagner et convertir, en même temps, les pauvres et ignorants indigènes Indiens de ces parties de l'Amérique à la profession sincère et à la pratique de la même foi et du même culte, non seulement ils se sont transportés hors de ce royaume d'Angleterre en Amérique, avec le consentement et le bon encouragement de nos royaux ancêtres, mais encore, depuis leur arrivée en ce pays, après leur premier établissement parmi nos sujets de ces régions, d'une part pour éviter la discorde et ces maux nombreux qui paraissaient devoir provenir de l'incapacité où se trouvaient quelques-uns de nos sujets de supporter, même dans ce pays éloigné, les différences d'opinions en matière de religion, et, de l'autre, pour poursuivre les fins précitées, ils ont de nouveau abandonné leurs stations et habitations enviables, et, au prix de labeurs, de voyages, de dangers et de frais excessifs, ils sont allés s'établir au sein des indigènes Indiens, qui sont, suivant nos informations, les princes et les peuples les plus puissants de toute cette contrée. Là encore, grâce à la bonne Providence de Dieu, de laquelle les Plantations ont pris nom, et par leur travail et leur industrie, non seulement ils ont été conservés d'une manière admirable, mais ils se sont accrus, ils ont prospéré, ils ont acquis

et ils possèdent, à leur pleine satisfaction, en vertu d'achats et du consentement desdits indigènes, des terres, îles, rivières, ports et routes, qui sont très bons pour les plantations, la construction de navires, l'approvisionnement de bois et d'autres marchandises, très avantageux, à bien des égards, pour le commerce, propres à enrichir nos plantations du sud, et de nature, enfin, soit à développer singulièrement le trafic de ce royaume, le nôtre, soit à en augmenter grandement les territoires; car ces mêmes personnes ont, par les relations de proche voisinage et d'amicale société avec le grand corps des Indiens Narragansett, encouragé ceux-ci à nous soumettre, de leur propre accord, leurs personnes, leurs peuples et leurs terres; par où, si Dieu bénit les efforts de ces personnes, pourra se trouver établi, en dû temps, on l'espère, un sûr fondement de bonheur pour toute l'Amérique. Dans leur humble requête, ces mêmes personnes ont librement déclaré avoir fort à cœur, si elles peuvent en obtenir permission, de montrer, par un exemple vivant, qu'un état civil des plus florissants peut être établi et le mieux maintenu, même parmi nos sujets anglais, avec une entière liberté en matière de religion, et qu'une piété sincère, fondée sur les principes de l'Évangile donne au souverain la meilleure et la plus grande sécurité et pose dans le cœur de l'homme les plus fortes obligations de véritable fidélité. Sachez-le donc, nous voulons encourager les entreprises pleines d'espérances de nosdits loyaux et fidèles sujets, garantir à ceux-ci le libre exercice et la libre jouissance de tous les droits civils et religieux auxquels ils peuvent prétendre, en leur qualité de nos fidèles sujets, et leur conserver cette liberté, dans la vraie foi chrétienne et le culte chrétien de Dieu, dont ils ont cherché à jouir, au prix de tant de travail, avec des intentions pacifiques, en loyale soumission à nos royaux ancêtres et à nous-mêmes. Nous voulons avoir égard à l'incapacité, où leurs opinions privées mettent quelques-uns des peuples et habitants de la même colonie, d'adopter

l'exercice public de la religion, suivant les liturgie, formes et cérémonies de l'Église d'Angleterre, et d'accepter et souscrire les serments et articles faits et établis en cette matière. Nous espérons, au surplus, voir le grand éloignement de ces lieux empêcher que cette disposition de leurs habitants ne porte atteinte à l'unité et à l'uniformité établies dans cette nation-ci. En conséquence, nous avons jugé convenable, et, par les présentes, nous publions, octroyons, ordonnons et déclarons ce qui suit :

III. C'est notre volonté et notre plaisir royal que nul, dans ladite colonie, à aucun moment désormais, ne soit, en aucune manière, molesté, puni, inquiété ou interrogé, pour des différences d'opinion en matière de religion, qui ne troubleraient pas effectivement la paix civile de notredite colonie, et qu'au contraire toutes personnes, et chacune d'elles, dans toute l'étendue de la région ci-après mentionnée, puissent, de temps à temps, et à tous moments, désormais, jouir pleinement de la liberté de leur propre jugement et conscience, en matière de religion, à la seule condition d'avoir une conduite pacifique et tranquille et de ne pas pousser l'usage de cette liberté jusqu'à la licence et la profanation, ni jusqu'au dommage civil et au trouble extérieur commis au préjudice d'autrui. Il en sera ainsi, nonobstant toute loi, tout statut, toute clause actuelle ou future, tout usage ou toute coutume de ce royaume, qui y serait contraire.

IV. Afin de mettre ces mêmes personnes en meilleure capacité de se défendre, dans leurs justes droits et libertés, contre tous les ennemis de la foi chrétienne et tous autres, en toutes choses, nous avons encore jugé ceci convenable, et à l'humble requête des personnages précités, nous nous plaignons gratuitement à le déclarer : elles pourront se prévaloir et jouir du bénéfice de notre dernier acte d'amnistie et de libre pardon, comme le peuvent nos autres sujets dans nos autres dominations et territoires, et nous les créons et formons en corps ou corporation politique, avec les pouvoirs et

les privilèges ci-après mentionnés. Ainsi ceci est notre volonté et notre plaisir, et nous, de notre grâce spéciale, science certaine et pure volonté, l'avons ordonné, établi et déclaré, et, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, l'ordonnons, l'établissons et le déclarons : ces personnages, lesdits Guillaume Brenton, Guillaume Codington, Nicolas Easton, Benedict Arnold, Guillaume Boulston, Jean Porter, Samuel Gorton, Jean Smith, Jean Weekes, Roger Williams, Thomas Olneye, Grégoire Dexter, Jean Cohesgall, Joseph Clarke, Randall Holden, Jean Greene, Jean Roome, Guillaume Dyre, Samuel Wildbore, Richard Tew, Guillaume Ffeild, Thomas Harris, Jacques Barker, — Rainsborrow, — Williams, et Jean Nickson, et tous les gens qui sont actuellement ou qui seront, à l'avenir, admis membres et hommes libres de la compagnie et de la société de notre colonie des Plantations de Providence, dans la baie de Narragansett, en Nouvelle-Angleterre, formeront, de temps en temps, et à jamais, à l'avenir, une corporation politique, en droit et en fait, sous le nom suivant, « Le Gouverneur et la Compagnie de la colonie anglaise de Rhode-Island et des Plantations de Providence, en Nouvelle-Angleterre ». Sous le même nom, eux et leurs successeurs pourront avoir et posséderont existence perpétuelle; ils pourront être et seront personnes capables, devant la loi, d'ester et d'être poursuivies, de plaider et d'être actionnées, de répondre et de subir réponse, de défendre et de subir défense, en tous procès, causes, querelles, matières, actions et choses, de toute sorte ou nature, et dans chacun d'eux, et encore d'avoir, de prendre, de posséder, d'acquérir et d'acheter des terres, des tènements ou héritages, et tous biens ou effets, et de les louer, donner, léguer, aliéner, mettre en marché, vendre et mettre en usage, à leur propre gré et plaisir, comme peuvent le faire légalement tous autres habitants liges, ou toute corporation, ou tout corps politique de ce royaume d'Angleterre, le nôtre.

V. Lesdits Gouverneur et compagnie et leurs successeurs pourront avoir et posséderont toujours, désormais, un sceau commun destiné à être mis à usage et employé par eux et leurs successeurs, pour toutes matières, causes, choses et affaires de leur ressort, et susceptible d'être modifié, changé, brisé et renouvelé, de temps en temps, à leur gré et plaisir, comme ils jugeront convenable.

VI. Nous voulons et ordonnons, et par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous déclarons et établissons ceci : pour assurer la meilleure réglementation et administration des affaires et opérations de ladite compagnie et de ses successeurs, il y aura un Gouverneur, un Lieutenant-Gouverneur, et dix assistants, établis, élus et choisis, de temps en temps, de la manière et suivant les formes qui sont ci-après déterminées dans les présentes. parmi les gens qui seront alors hommes libres de ladite compagnie. Ces fonctionnaires s'appliqueront à prendre soin de donner la meilleure condition et disposition aux affaires et opérations générales de la compagnie, aux terres et héritages qui doivent être concédés suivant les termes ci-après mentionnés des présentes, à la colonisation de ces terres et établissements, et au gouvernement du peuple de la colonie. Pour assurer une meilleure exécution à notre plaisir Royal exprimé dans les présentes, Nous, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, déclarons, nommons, établissons et créons ledit Bénédic Arnold, premier et présent Gouverneur de ladite compagnie, ledit Guillaume Brenton, Lieutenant-Gouverneur, et lesdits Guillaume Boulston, Jean Porter, Roger Williams, Thomas Olnie, Jean Smith, Jean Greene, Jean Cohesgall, Jacques Barker, Guillaume Ffeild et Joseph Clarke, les dix présents assistants de ladite compagnie, appelés à exercer leurs fonctions respectivement jusqu'au premier mercredi du prochain mois de mai.

VII. Nous voulons aussi, et, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous ordonnons et octroyons

que le personnage qui sera le Gouverneur de ladite compagnie, ou, en l'absence du Gouverneur, à raison de maladie ou de tout autre motif, celui qui sera le Lieutenant-Gouverneur, puisse et doive, avec l'agrément et la permission du Gouverneur, de temps en temps, à toute occasion, ordonner la convocation et la réunion de ladite compagnie, en vue de délibérer et de tenir conseil sur les opérations et affaires de la Compagnie, et qu'à jamais, à l'avenir, deux fois dans chaque année, c'est-à-dire chaque premier mercredi du mois de mai et chaque dernier mercredi d'octobre, ou plus souvent, en cas de besoin, les assistants et les hommes libres de la compagnie, au nombre de six personnes au plus pour Newport, de quatre au plus pour chacun des bourgs respectifs de Providence, Portsmouth et Warwick, et de deux au plus pour chaque autre lieu, bourg ou cité, élus et délégués par la majorité des hommes libres des bourgs ou lieux respectifs, pour lesquels ils seront ainsi élus ou délégués, tiennent une réunion ou assemblée générale, afin de délibérer, d'aviser et de prendre parti sur les affaires et opérations desdites compagnie et Plantations. En outre, de notre grâce spéciale, science certaine et pure volonté, nous donnons et octroyons auxdits Gouverneur et compagnie de la colonie anglaise de Rhode-Island et des Plantations de Providence, en Nouvelle-Angleterre, en Amérique, et à leurs successeurs, que le Gouverneur, ou, en l'absence ou avec la permission du Gouverneur, le personnage qui sera le Lieutenant-Gouverneur de ladite compagnie, les assistants et ceux des hommes libres de ladite compagnie, qui seront élus ou délégués, comme il a été dit, ou ceux de ces derniers qui seront présents à la réunion ou à l'assemblée précitée, soient appelés l'assemblée générale. Les mêmes personnages, ou la majorité d'entre eux, comprenant le Gouverneur ou Lieutenant-Gouverneur, et six des assistants, au moins sept ensemble, auront, comme ils obtiennent et reçoivent, par les présentes, pour les exercer, de temps en temps, et à tous moments désormais, pleine puissance et autorité

de fixer, modifier et changer, à leur gré, les jours, temps et lieux des réunions de l'assemblée générale, — de choisir, de nommer et d'établir hommes libres de ladite compagnie et dudit corps politique, et d'admettre dans cette compagnie et dans ce corps toutes les autres personnes qui leur paraîtront devoir être l'objet d'une pareille mesure et qui voudront accepter celle-ci, — d'élire et de constituer les emplois et les fonctionnaires, et d'accorder les commissions nécessaires, qui leur paraîtront convenables et requis pour le bon ordre, l'administration et l'expédition des affaires desdits Gouverneur et compagnie et de leurs successeurs, — de faire, d'établir, de constituer ou rapporter, de temps en temps, les lois, statuts, ordres et ordonnances, formes et cérémonies de gouvernement et de magistrature, qui leur sembleront appropriés pour le bien et la prospérité de ladite compagnie, et pour le gouvernement et la réglementation et des terres et héritages destinés, aux termes des présentes ci-après, à être concédés, et du peuple qui habite déjà ou habitera, à un moment quelconque, à l'avenir, ces héritages et ces terres, à la condition que ces lois, ordonnances et constitutions, ainsi établies, loin d'être contraires et opposées, soient aussi conformes que le permettront la nature et l'état de ce lieu et de ce peuple, aux lois de ce royaume d'Angleterre, le nôtre, — de nommer, de régler et de déterminer, d'ériger et d'établir les lieux et cours de juridiction qui leur paraîtront convenables, pour entendre et décider toutes actions, tous cas, toutes matières et choses, advenant, et mis en litige, et pendant, dans les dites colonie et plantation, — de distinguer et définir les divers noms et titres, devoirs, pouvoirs, limites des attributions de chaque cour, emploi et fonctionnaire, supérieur et inférieur, — de deviser et d'établir, pour obtenir des personnes auxquelles ces fonctions et charges sont confiées la due administration de la justice et la due exécution et le dû accomplissement de toutes les fonctions et devoirs des charges de confiance, les

formes de serments et d'attestations qui leur paraîtront convenables et nécessaires, et qui, loin d'être contraires, seront, comme il a été dit, autant qu'il sera possible, conformes aux lois et aux statuts de ce royaume-ci, le nôtre, — de régler et d'ordonner le mode et les procédés de toutes élections aux emplois et charges de confiance, et de prescrire, limiter et distinguer le nombre et les bornes de tous les lieux, bourgs ou cités, non spécialement nommés par les présentes, et contenus dans les limites et les bornes ci-après mentionnées dans les présentes, qui ont et auront le pouvoir d'élire et d'envoyer des gens libres à la dite assemblée générale, — d'ordonner, de régler et d'autoriser l'emploi d'amendes, de peines, d'emprisonnements légaux et raisonnables, et l'exécution d'autres peines, pécuniaires et corporelles, contre les offenseurs et délinquants, suivant les usages des autres corporations de ce royaume d'Angleterre, le nôtre, — de modifier, de révoquer, d'annuler ou de remettre, par acte scellé de leur sceau commun, ou autrement, les amendes, emprisonnements, sentences, jugements et condamnations, comme ils jugeront convenable, — de diriger, de régler, d'ordonner et de disposer toutes matières et choses, comme ils jugeront convenable, et particulièrement ainsi celles qui concernent les achats faits des Indiens indigènes; — par où nosdits peuples et habitants, dans lesdites Plantations, puissent être si religieusement, pacifiquement et paisiblement gouvernés, que leur bonne vie et leur conduite bien ordonnée gagnent et invitent les Indiens indigènes de ce pays à connaître le seul vrai Dieu et sauveur de l'humanité et à lui obéir. Nous voulons, d'ailleurs, commandons et requérons, et par les présentes, en notre nom, et au nom de nos héritiers et successeurs, ordonnons et établissons que toutes les lois, statuts, ordres et ordonnances, instructions, injonctions et règlements, qui émaneront du Gouverneur, du Lieutenant-Gouverneur, des assistants et des gens libérés ou du nombre précité d'entre eux, et qui seront publiés en écrit et scellés de leur sceau commun,

soient soigneusement et dûment observés, gardés, accomplis et mis à exécution, suivant leurs vrais sens et signification. Nos présentes lettres patentes, ou leurs doubles, ou leurs copies, seront, de temps en temps, à tous les fonctionnaires supérieurs ou inférieurs, contre nous, nos héritiers et successeurs, pour due exécution des mêmes ordres, lois, statuts, ordonnances, instructions et règlements, une garantie et une décharge suffisantes. C'est encore notre volonté et notre plaisir, et, par les présentes, en notre nom et au nom de nos successeurs, nous l'établissons et l'ordonnons : annuellement, une fois dans l'année, à jamais, à l'avenir, à savoir, le mercredi précité de mai, au bourg de Newport, ou, si des circonstances urgentes l'exigent, ailleurs, la majorité des gens qui seront alors membres de ladite compagnie, et présents là et alors, dans ladite cour ou assemblée générale, qui doit commencer à ce jour ou à ce temps, choisiront, de nouveau, pour l'année suivante, le Gouverneur, le Lieutenant-Gouverneur, et les assistants de ladite compagnie, et les autres fonctionnaires de ladite compagnie, ou ceux de ces personnages qui paraîtront à l'assemblée générale devoir être choisis alors. D'autre part, si les Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur et assistants actuels, nommés par les présentes, ou ceux qui seront à l'avenir choisis pour les remplacer, ou quelqu'un de ces personnages, ou quelque autre des fonctionnaires de ladite compagnie, viennent à mourir ou à être privés de ses ou de leurs fonctions et places, — et, par les présentes, nous permettons au Gouverneur, au Lieutenant-Gouverneur, aux assistants et à la compagnie, ou à la majorité précitée d'entre eux, dans l'une quelconque et chacune des cours publiques dont la réunion doit avoir lieu, comme il a été dit, de les destituer, pour tout délit ou faute, — lesdits Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur, assistants et compagnie, ou la majorité précitée d'entre eux, qui doivent être assemblés, comme il a été dit, pourront et devront légalement, dans l'une quelconque et chacune de leurs assemblées, à leur gré, procéder à une nouvelle élection

d'un ou de plusieurs des membres de leur compagnie au lieu ou à la place, aux lieux ou places de ce fonctionnaire ou de ces fonctionnaires, ainsi décédés ou destitués. Immédiatement, d'ailleurs, après l'accomplissement, et en vertu de cette élection ou de ces élections de Gouverneur, de Lieutenant-Gouverneur, ou d'assistants, ou de tout autre fonctionnaire de ladite compagnie, faites de la manière et suivant les formes précitées, l'autorité, les fonctions et le pouvoir, auparavant donnés aux anciens Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur et autres fonctionnaires ou autre fonctionnaire, ainsi destitués, au lieu et à la place desquels de nouveaux fonctionnaires sont choisis, cesseront et prendront fin, à l'égard de l'ancien, et des anciens, et de chacun d'eux.

VIII. C'est notre volonté et notre plaisir que les personnages nommés par les présentes Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur et assistants présents de ladite compagnie, comme ceux qui succéderont aux précédents, et tous les autres fonctionnaires qui seront nommés et choisis, suivant les dispositions précitées, doivent, avant d'entreprendre l'exécution de leursdites fonctions ou attributions respectives, prendre, pour la due et fidèle exécution de leurs devoirs dans leurs diverses charges ou leurs emplois divers, un engagement solennel, par serment ou autrement, devant la personne ou les personnes qui sont nommées, par les présentes, à l'effet de déférer et recevoir cet engagement, à savoir : ledit Benedict Arnold, qui est, ci-dessus, par les présentes, nommé et établi le présent Gouverneur de ladite compagnie, prendra l'engagement précité devant Guillaume Brenton et deux quelconques des susdits assistants de ladite compagnie, auxquels nous donnons, par les présentes, plein pouvoir et pleine autorité d'exiger et de recevoir cet engagement; ledit Guillaume Brenton, qui est, ci-dessus, par les présentes, nommé et établi le présent Lieutenant-Gouverneur de ladite compagnie, prendra ledit engagement devant ledit Benedict Arnold, ou deux quelconques des susdits assistants de la-

dite compagnie. auxquels nous donnons, par les présentes, plein pouvoir et pleine autorité d'exiger et de recevoir cet engagement; et lesdits Guillaume Boulston, Jean Porter, Roger Williams, Thomas Olneye, Jean Smith, Jean Green, Jean Cohesgall, Jacques Barker, Guillaume Ffeild et Joseph Clarke, qui sont, par les présentes, ci-dessus, nommés et établis les présents assistants de ladite compagnie, prendront ledit engagement, concernant leurs charges et leurs emplois respectifs, devant lesdits Bénédict Arnold et Guillaume Brenton, ou l'un d'eux, auxquels nous donnons, par les présentes, respectivement plein pouvoir et pleine autorité de requérir, déférer ou recevoir ledit engagement. Comme c'est aussi notre volonté et notre plaisir, tous les futurs Gouverneurs ou Lieutenant-Gouverneurs, qui seront choisis et élus, en vertu des présentes, et chacun d'eux, prendront ledit engagement devant deux ou plusieurs des personnes qui seront alors assistants de ladite compagnie, et qui reçoivent de nous, par les présentes, plein pouvoir et pleine autorité de requérir, déférer ou recevoir le même engagement; et les susdits assistants et chacun d'eux, et tous les autres fonctionnaires qui seront, à l'avenir, élus et choisis, de temps en temps, en vertu des présentes, prendront les engagements analogues, concernant respectivement leurs charges et leurs emplois, devant les personnes qui seront alors le Gouverneur ou Lieutenant-Gouverneur, et à ces susdits Gouverneur ou Lieutenant-Gouverneur, nous donnons, par les présentes, plein pouvoir et pleine autorité de requérir, déférer ou recevoir, en conséquence, lesdits engagements.

IX. En notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous donnons et octroyons, par les présentes, aux susdits Gouverneur et compagnie et à leurs successeurs, que, pour assurer auxdites Plantations un gouvernement plus pacifique et plus ordonné, les Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur, assistants et tous autres fonctionnaires et agents de ladite compagnie, puissent et

doivent légalement, dans l'administration de la justice et l'exercice du gouvernement sur le territoire desdites Plantations, employer, exercer et mettre en vigueur les méthodes, règles, ordres et réglemens qui ne sont pas contraires ni opposés aux lois et statuts de ce royaume-ci, le nôtre, et qui ont été, par le passé, donnés, employés et habituellement appliqués, pour les mêmes cas respectivement, jusqu'à ce qu'à la suivante ou à quelque autre assemblée générale des dispositions spéciales soient faites et établies pour les cas précités.

X. En notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous donnons et octroyons auxdits Gouverneur et compagnie, et à leurs successeurs, par les présentes, que ledit Gouverneur, ou, en l'absence du Gouverneur, le Lieutenant-Gouverneur et la majeure partie des assistants, pour le temps présent, puissent et doivent légalement, lorsque ladite assemblée générale ne sera pas en session, nommer, constituer et établir les commandants, et gouverneurs et officiers militaires, et le nombre de ces personnages, qui leur sembleront nécessaires pour diriger, conduire et former les habitants desdites Plantations, dans les affaires militaires, et pour protéger et défendre les dites Plantations. Tous ces commandants, gouverneurs et officiers militaires, qui auront été nommés, constitués et établis, comme il a été dit, ou qui l'auront été par le Gouverneur ou par le Lieutenant-Gouverneur, en l'absence du Gouverneur, et par six desdits assistants et par la majeure partie des hommes libres de ladite compagnie, présents à une assemblée générale quelconque, et chacun de ces personnages, pourront et devront légalement, suivant la teneur de ses ou de leurs commissions et ordres respectifs, assembler, exercer, former en armes, mettre sur pied de guerre les habitants de ladite colonie, pour leur défense et sécurité spéciales, — conduire et diriger lesdits habitants, et attaquer, expulser, repousser et combattre, par la force des armes, sur mer et sur terre, et encore tuer, exterminer et détruire, par toutes voies,

toutes entreprises et tous moyens convenables quelconques, toutes les personnes et chacune des personnes qui, à un moment quelconque, désormais, tenteraient ou entreprendraient de détruire, d'envahir, de léser ou d'importuner les susdits habitants ou Plantations, — employer et appliquer la loi martiale, dans les seuls cas où les circonstances l'exigeront impérieusement, — prendre et surprendre, par toutes voies et tous moyens quelconques, toutes les personnes et chacune des personnes, et le navire ou les navires, les armes, munitions ou autres biens des personnes, qui, d'une manière hostile, envahiraient ou tenteraient de détruire lesdites Plantations, ou de porter dommage à ladite compagnie et auxdits habitants, — enfin, sur justes causes, envahir et détruire les Indiens indigènes ou les autres ennemis de ladite colonie. Néanmoins c'est notre volonté et notre plaisir, et, par les présentes, nous le déclarons au reste de nos colonies en Nouvelle-Angleterre : notredite colonie de Rhode-Island et des Plantations de Providence en Amérique, en Nouvelle-Angleterre, ne pourra légalement, à l'insu et sans l'aveu desdites autres colonies, envahir les indigènes habitant dans les bornes et limites de celles-ci. Il est d'ailleurs déclaré, par les présentes, que le reste des colonies ne pourra légalement, à l'insu et sans l'aveu du Gouverneur et de la compagnie de notre colonie de Rhode-Island et des Plantations de Providence, envahir ou molester les indigènes Indiens ou autres personnes quelconques, habitant dans les bornes et dans les limites ci-après mentionnées, car les uns et les autres se sont soumis à nous, et nous les avons pris sous notre protection spéciale.

XI. C'est notre volonté et notre plaisir, et nous le déclarons, par les présentes, à tous Rois, Princes et États chrétiens : — si quelque personne appartenant à ladite compagnie ou auxdites Plantations, ou, sur l'ordre du personnage qui sera alors Gouverneur, et des gens qui formeront ladite compagnie, toute autre personne se permet, à un moment quelconque, ou à des moments quelconques, désormais,

de voler, de piller, sur mer ou sur terre, ou de léser quelqu'un des sujets de notre personne, de nos héritiers ou successeurs, ou quelqu'un des sujets de quelque Prince ou État, vivant alors en alliance avec nous, nos héritiers ou successeurs, ou de commettre contre lui quelque hostilité illégale, — par nos soins ou ceux de nos héritiers et successeurs, sur la plainte du dommage fait à ce Prince, ou à cet État ou à leurs sujets, sera ouvertement proclamée, dans toutes les parties de notre royaume d'Angleterre où il paraîtra convenable, l'obligation, pour la personne ou les personnes qui auront commis ce vol ou ce pillage, de donner, dans le délai dont la proclamation aura fixé la durée, réparation ou satisfaction de tous les dommages faits ou commis, qui apaise et contente pleinement lesdits Prince ou autres gens ainsi devenus plaignants, sous cette sanction que, si lesdites personne ou personnes, qui auront commis ces vols et ces pillages, ne donnent pas cette satisfaction, dans le délai qui aura été ainsi délimité, cette personne ou ces personnes seront mises hors de notre protection et de notre allégeance par nous, nos héritiers et successeurs, et alors tous princes ou autres gens, pourront et devront librement et légalement poursuivre, comme des ennemis, ces offenseurs, chacun d'eux, leurs inspireurs, aides, complices et conseillers.

XII. C'est encore notre volonté et notre plaisir exprès, et par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous l'ordonnons et l'établissons : les présentes n'empêcheront, en aucune manière, aucun de nos sujets aimants d'employer et exercer l'état de pêcheur, sur la côte de la Nouvelle-Angleterre, en Amérique; au contraire, tous et chacun d'eux auront pleine et complète puissance et liberté de continuer et d'exercer cet état, sur ladite côte, dans toutes les mers avoisinantes, bras de mer, eaux salées, rivières et havres, où ils ont eu coutume de pêcher; ils pourront également construire et établir, sur les terres inoccupées, appartenant auxdites colonies et plantations, les quais,

entrepôts et ateliers, qui seront nécessaires pour saler, sécher et conserver leurs poissons, pris ou obtenus sur cette côte. En outre, pour que les habitants de notredite colonie des Plantations de Providence soient encouragés à établir la pêche de la baleine, tous et chacun d'eux pourront, après avoir frappé une baleine ou tout autre grand poisson, le poursuivre ou les poursuivre sur une partie quelconque de ladite côte, et dans toute baie, toute rivière, réduit, havre ou rivage, qui en dépendent, et sur ladite côte ou dans ladite baie, ladite rivière, ledit abri, ledit havre ou ledit rivage, qui en dépendent, le ou les tuer et le ou les arranger, de manière à en tirer le meilleur parti, sans pouvoir être gênés, dans ces opérations, à la charge de ne commettre aucun dommage ou aucune dégradation volontaire; ils le pourront, nonobstant toute disposition contraire des présentes et toute autre chose ou matière contraire.

XIII. Nous nous plaçons encore à décider gracieusement, et nous déclarons, par les présentes, que, si quelqu'un des habitants de notredite colonie entreprend de planter des vignobles dans ce pays, où le sol et le climat nous semblent favoriser naturellement l'un et l'autre la production des vins, ou bien s'emploie utilement à découvrir des bancs de pêche, dans ladite colonie ou dans le voisinage de celle-ci, nous voulons, de temps en temps, lui donner et accorder tout l'encouragement dû et convenable dans ces entreprises, comme nous le ferons, pour d'autres, dans les cas de même nature.

XIV. De notre plus ample grâce, science certaine, et pure volonté, nous avons donné et octroyé, et, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous donnons et octroyons audit Gouverneur et à ladite compagnie de la colonie anglaise de Rhode-Island et des Plantations de Providence, dans la baie de Narragansett, en Nouvelle-Angleterre, en Amérique, et à tout habitant de cette colonie, et à toute personne et toutes personnes y faisant le commerce, et à toute personne et toutes per-

sonnes, qui sont ou seront admises gens libres de ladite colonie, qu'ils aient pleine puissance et autorité, de temps en temps, et à tous moments, désormais, de prendre, charger, transporter et emporter, de l'un quelconque de nos royaumes et de l'une quelconque de nos dominations, pour l'établissement et la défense de ladite colonie, ceux et le nombre de nos fidèles sujets et des étrangers, qui voudront bien et librement les accompagner vers et dans leursdites colonie et plantation, à l'exception de telles personne ou personnes dont le transport sera interdit par nous, nos héritiers et successeurs, ou par quelque loi ou statut de ce Royaume. Nous leur permettons pareillement, moyennant qu'ils fournissent et payent à nous-même ou à nos héritiers et successeurs, les redevances, droits de douane et taxes, qui sont ou seront exigés ou exigibles, de charger et de transporter tous les biens, effets, marchandises et autres objets de toute sorte, utiles ou nécessaires pour lesdites plantations et pour la défense de celles-ci, dont le transport est chose usuelle, que ne prohibe aucune loi, ni aucun statut de ce royaume, le nôtre. C'est encore notre volonté et notre plaisir, et, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous l'ordonnons, le déclarons et l'octroyons auxdits Gouverneur et compagnie, et à leurs successeurs : tous ceux et chacun des sujets de nous-même, nos héritiers et successeurs, qui sont déjà établis et installés dans notredite colonie des Plantations de Providence, ou qui iront, à l'avenir, habiter dans ladite colonie, et tous ceux et chacun de leurs enfants qui y sont nés ou qui viendront à y naître désormais, ou à naître sur mer, à l'aller ou au retour, seront en possession et jouiront de toutes les libertés et immunités de sujets libres et natifs, dans toutes les dominations de nous-même, nos héritiers ou successeurs, à toutes fins, en tout sens, pour tous objets quelconques, comme si tous et chacun d'eux étaient nés dans le royaume d'Angleterre.

XV. Sachez-le, nous, de notre plus abondante grâce, science

certaine, et pure volonté, avons donné, octroyé et attribué définitivement, et, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers ou successeurs, donnons, octroyons et attribuons définitivement auxdits Gouverneur et compagnie, et à leurs successeurs, toute cette partie de nos dominations, en Nouvelle-Angleterre, en Amérique, qui contient la baie de Nahantick et Nanhyganset, et les contrées et pays adjacents, et dont les limites sont les suivantes : — à l'Ouest, ou du côté de l'Ouest, le milieu du lit d'une rivière de ces pays, désignée communément et connue sous le nom de rivière de Pawcatuck, ou, autrement dit, Pawcawtuck, et le milieu de ce lit sur toute la longueur du cours de ladite rivière, dans la contrée du nord et dans la direction du nord, jusqu'à sa source; de là, une ligne droite, tirée droit au nord, jusqu'au point où elle coupe la limite méridionale de la colonie du Massachusetts; — au nord, ou dans la direction du nord, la limite méridionale précitée de la colonie ou plantation du Massachusetts, et cette limite prolongée vers l'est, ou dans la direction de l'est, jusqu'à trois milles anglais à l'est et au nord-est des parties de la baie précitée de Narragansett, situées le plus à l'est et au nord-est, là où ladite baie s'étend ou va de l'Océan au sud ou dans la direction du sud jusqu'à l'embouchure de la rivière, qui coule vers le bourg de Providence; — de là, la rive ou la berge orientale de ladite rivière, appelée plus haut du nom de rivière de Seacunck, sur toute sa longueur, jusqu'aux chutes dites chutes de Patuckett, ce qui est la limite la plus occidentale de la colonie de Plymouth, et, à partir desdites chutes, une ligne droite, tirée droit au nord, jusqu'à ce qu'elle rencontre la limite précitée de la colonie de Massachusetts; — enfin, au sud, la mer. Cette donation comprend tout particulièrement les terres appartenant aux bourgs de Providence, Pawtuxet, Warwicke, Misquamacok; autrement dit, Pawcatuck, et le reste de la terre ferme, dans la région précitée, ensemble Rhode-Island, Blocke-Island, et, à l'exception de la seule île de Ffisher,

tout le reste des îles et des rivages, dans la baie de Narragansett, voisins de la côte de la région précitée. Elle comprend aussi, d'ailleurs, les terres fermes, sols, terrains, havres, ports, rivières, eaux, pêcheries, mines royales et tous autres mines, minières, pierres précieuses, carrières, bois, terrains boisés, rochers, ardoises et toutes les autres richesses, les juridictions, les droits régaliens, les privilèges, les franchises, les prééminences et les héritages, quels qu'ils soient, dans toutes lesdites régions, limites, terres et îles précitées, ou appartenant ou tenant de quelque façon à celles-ci ou à quelqu'une d'entre elles. Lesdits Gouverneur et compagnie et leurs successeurs, à jamais, devront posséder et tenir ces biens, en fidéicommiss, pour l'usage et le bénéfice d'eux-mêmes et de leurs associés, gens libres de ladite colonie, et de leurs héritiers et cessionnaires. Ils les tiendront de nous, ou de nos héritiers et successeurs, comme dépendance du manoir de Greenwich oriental, dans notre comté de Kent, en libre et commune tenure, non comme une dépendance directe de la couronne, ni à charge de service militaire, mais avec l'obligation de payer et de fournir, en échange, à nous, nos héritiers et successeurs, la cinquième partie seulement de tout l'or et l'argent, qui, de temps en temps et à tous moments désormais, sera trouvé, obtenu ou possédé, dans ce pays, pour tenir lieu de tous services, redevances, amendes, confiscations, exigés ou exigibles, et de toutes réclamations et demandes quelconques dont le profit devrait revenir, être donné ou payé, en échange, ou à titre de participation, à nous, nos héritiers et successeurs. Il en sera ainsi, nonobstant toute concession contraire, ou toute clause contraire d'une récente concession faite au profit du Gouverneur et de la compagnie de la colonie de Connecticut en Amérique; car, après beaucoup de débats, les agents de nosdites colonies ont consenti à ce que la rivière précitée de Pawcatuck servît de limite fixe et certaine, lesquels ont également accepté que ladite rivière de Pawcatuck fût appelée aussi rivière de Norrogansett ou Nar-

rogansett, et, afin de prévenir les différends futurs, qui pourraient autrement provenir des concessions précédentes, qu'elle fût, à jamais, désormais, considérée, prise et tenue pour la rivière de Narragansett mentionnée, dans notre dernière concession précitée à la colonie de Connecticut, comme la frontière orientale de cette colonie.

XVI. C'est notre volonté et notre plaisir que, dans toutes les matières de discussion publique, qui peuvent s'élever entre notre colonie des Plantations de Providence et le reste de nos colonies en Nouvelle-Angleterre, il puisse être et soit légal, pour le gouverneur et la compagnie de ladite colonie des Plantations de Providence, de faire appel, en ces cas, à nous, nos héritiers et successeurs, en ce Royaume d'Angleterre, le nôtre, afin d'obtenir redressement. Nous voulons aussi qu'il soit légal, pour les habitants de ladite colonie des Plantations de Providence, de passer et repasser, avec liberté, sans permission ni molestation, dans les autres colonies anglaises, et de traverser celles-ci, dans les occurrences légitimes et civiles, et d'avoir, avec ceux des habitants de nos autres colonies anglaises qui voudront bien les y admettre, fréquentation, commerce et négoce, à charge de tenir parmi ces derniers une conduite paisible. Il en sera ainsi, nonobstant tout acte, toute clause ou sentence contraire, déjà établie ou qui le serait à l'avenir dans quelque une desdites colonies.

XVII. Finalement, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous établissons au profit desdits Gouverneur et compagnie et de leurs successeurs, et leur octroyons, par les présentes, que nos présentes lettres patentes soient fermes, bonnes, efficaces et utiles, en toutes choses, devant la loi, pour toutes intentions, toutes fins et tous objets quelconques, suivant notre véritable intention et volonté ci-dessus déclarée dans les présentes, et qu'elles soient interprétées, entendues et appliquées, en tous cas, de la manière la plus favorable, au profit, et pour le béné-

fice et le bien desdits Gouverneur et compagnie et de leurs successeurs.

XVIII. Ainsi en sera-t-il, encore que la véritable valeur annuelle ou la contenance réelle des biens donnés, ou de l'un d'eux, ou tout autre don ou concession précédemment octroyé par nous, ou par quelqu'un de nos royaux ancêtres ou prédécesseurs, auxdits Gouverneur et compagnie de la colonie anglaise de Rhode-Island et des Plantations de Providence dans la baie de Narragansett, en Nouvelle-Angleterre, en Amérique, ne soit pas expressément mentionné dans les présentes, et nonobstant tout statut, tout acte, toute ordonnance, toute disposition, toute proclamation ou restriction, précédemment faits, obtenus, mis en vigueur, établis ou ordonnés, ou toute autre matière, cause ou chose quelconque, contraire de quelque manière.

XIX. En foi de quoi, nous avons fait que nos présentes lettres devinssent patentes.

XX. En notre propre présence, à Westminster, le huitième jour de juillet, dans la quinzième année de notre règne.

Par le Roi :

HOWARD.

XIII

PATENTES DE LA SALLE.

(1678.)

LETTRES PATENTES OCTROYÉES AU SIEUR DE LA SALLE PAR LE ROI LOUIS XIV
DE FRANCE, LE 12 MAI 1678 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Formule initiale. — II. Motifs de l'acte. — III. De la mission qui était confiée à la Salle. — III. De l'assistance qui était requise de divers fonctionnaires. — IV. Date et signatures.

I. Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, à notre cher et bien aimé Robert Cavelier, sieur de la Salle, Salut.

II. Nous avons reçu agréablement la très humble supplication, qui nous a esté faite en vostre nom, de vous permettre de travailler à découvrir la partie occidentale de notre païs de la Nouvelle-France, et nous avons d'autant plus volontiers donné les mains à cette proposition, qu'il n'y a rien que nous ayons plus à cœur que la découverte de ce païs, dans laquelle il y a apparence qu'on pourra trouver un chemin pour pénétrer jusqu'au Mexique; à quoy l'application que vous avez donnée à faire défricher les terres que nous vous avons accordées par l'Arrest de nostre Conseil du 13 may 1675 et Lettres Patentes dudit jour ⁽²⁾, à former des habitations sur lesdites terres, et à mettre en bon état de déffense le Fort Frontenac dont

⁽¹⁾ Ces lettres, simplement transcrites ici, se trouvent dans un ouvrage du P. Chrestien Le Clerq, intitulé : *Premier établissement de la Foy dans la Nouvelle-France*, Paris, 1691, II, 163-166.

⁽²⁾ L'arrêt du conseil du 13 mai 1675 concédait à la Salle le fort Frontenac et lui donnait des lettres de noblesse. Voy. *Bibliographie de la Nouvelle-France*, Paris, 1872, 123, 323, 330.

nous vous avons pareillement accordé la Seigneurie et le Gouvernement, nous donne tout lieu d'espérer que vous réussirez à notre satisfaction et l'avantage de nos sujets dudit païs.

III. A ces causes et autres à ce nous mouvans, nous vous avons permis et permettons, par ces présentes signées de nostre main, de travailler à la découverte de la partie occidentale de nostre païs de la Nouvelle-France, et pour l'exécution de cette entreprise, de construire des Forts aux lieux où vous estimerez nécessaire, desquels nous voulons que vous jouissiez aux mesmes clauses et conditions que du Fort Frontenac, suivant et conformément à nosdites Lettres Patentes du 13 may 1675, que nous avons, en tant que besoin, confirmé et confirmons par ces présentes. Voulons qu'elles soient exécutées selon leur forme et teneur. De ce faire et de tout ce que dessus vous donnons pouvoir, à condition néanmoins que vous achèverez cette entreprise en cinq années, à faute de quoy, les présentes seront nulles et de nul effet, que vous ne ferez aucun commerce avec les Sauvages appelez Outaouïacs, et autres, qui apportent leurs castors et autres pelleteries à Montréal, et que vous ferez le tout, à vos dépens et à ceux de vostre Compagnie, à laquelle nous avons accordé, par Privilège, le commerce des peaux de Gibola. Mandons au sieur de Frontenac, gouverneur et nostre Lieutenant Général, et au sieur du Chesneau, Intendant de Justice, Police et Finances, et aux Officiers tenant le Conseil Souverain audit païs, de tenir la main à l'exécution des présentes. Car tel est nostre plaisir.

IV. Donné, à Saint-Germain en Laye, le douzième jour de may 1678, et de nostre règne le trente-cinquième. Signé Louis, et plus bas, par le Roy, Colbert. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

L'attache de Monsieur le Gouverneur, sur les présentes, est du 5 novembre 1678.

XIV

COMMISSION DU NEW-HAMPSHIRE.

(1680.)

COMMISSION ROYALE OCTROYÉE, POUR LA PROVINCE DU NEW-HAMPSHIRE,
PAR LE ROI CHARLES II D'ANGLETERRE, LE 18 SEPTEMBRE 1679⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Formule initiale. — II. Motifs de l'acte. — XIII, XIV, XVI. Du pouvoir législatif, et, en particulier, de l'assemblée législative et de la composition des lois. — III, V, VII, X, XIII, XVIII. Du pouvoir exécutif, et, en particulier, du président et du conseil de gouvernement, de leur nomination, de leurs serments, de leurs fonctions, de leur remplacement, de leur sceau, de l'armée et de la guerre. — IV, VI, X, XI, XVII. Du pouvoir judiciaire, et notamment des attributions judiciaires du Roi, du président et du conseil de gouvernement. — IX. De la liberté religieuse. — VIII, IX. De la lutte contre le vice. — XIII. Des impôts. — XVII. De certains différends relatifs à la propriété du sol. — X. De la suprématie de la métropole. — III, XII. De la publication et de l'observation de l'acte. — XIX. Du caractère de Patentes que l'acte recevait. — XX. Date et signature.

I. Charles le Second, à tous ceux auxquels les présentes parviendront, Salut.

II. Notre colonie de Massachusetts, à Massachusetts-Bay, en Nouvelle-Angleterre, en Amérique, a pris sur elle d'organiser un gouvernement et une juridiction sur les habitants et planteurs des bourgs de Portsmouth, Hampton, Douvres, Exeter, et de tous les autres bourgs et de toutes les autres terres de la province du New-Hampshire, qui sont situées et s'étendent entre une limite distante de trois milles de la rivière Merrimack ou une partie quel-

(1) Scellée du grand sceau le 18 septembre 1679, cette commission ne fut mise en vigueur que l'année suivante. Le

texte, en langue anglaise, est dans Poore, II, 1275-1279.

conque de cette rivière, au nord, et la province du Maine. Elle n'avait légalement aucun droit ni aucune autorisation de le faire. Nous avons donc jugé convenable, sur l'avis de notre conseil privé, de restreindre et prohiber, pour l'avenir, ladite juridiction et toute autorité qui en serait désormais dérivée, et, par les présentes, nous les restreignons et prohibons. Le gouvernement de la partie de ladite province du New-Hampshire, qui est limitée et bornée comme il a été dit ci-dessus, n'a encore été accordé à aucune personne ou personnes, et il demeure sous nos soins et notre protection immédiate. Or nous voulons que nos fidèles sujets, habitant dans les limites ci-dessus décrites, puissent être protégés et défendus dans leurs droits, libertés et propriétés respectifs, la justice due et impartiale être dûment administrée en toutes causes, civiles et criminelles, tous les soins possibles être pris pour l'administration paisible et ordonnée de ladite province.

III. En conséquence, sachez que nous, sur et avec l'avis de notre conseil privé, avons jugé convenable, et, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, jugeons convenable d'ériger, de constituer et de nommer un Président et un Conseil, choisis, dans cette région appelée la province du New-Hampshire, parmi les planteurs et habitants de cette région, et chargés de l'ordonner, de la régler et de la gouverner, suivant les méthodes et les règles qui seront ci-après établies et définies. En vue de la meilleure exécution de notre royal plaisir à cet égard, nous nommons et établissons, par les présentes, notre fidèle et bien-aimé sujet, John Cutt de Portsmouth, Écuyer, pour Président dudit conseil, lequel exercera ses fonctions pendant toute une année, à compter de la date des présentes, et au delà, jusqu'à ce que notre personne ou celle de nos héritiers ou successeurs, nomme et établisse un nouveau Président. Pareillement nous nommons et établissons notre fidèle et bien-aimé sujet Rith. Martin, Écuyer, Guillaume Vaughan, Écuyer, et Thomas Daniel, Écuyer, tous les précédents du bourg pré-

cité de Portsmouth, Jean Gilman, Écuyer, du bourg précité d'Exeter, Christophe Hussey, Écuyer, du bourg précité de Hampton, et Rith. Walden, Écuyer, du bourg précité de Douvres, pour membres du Conseil de la province du New-Hampshire. Par les présentes, d'ailleurs, nous permettons auxdits Président et Conseil, et les chargeons de choisir et nommer, dans les diverses parties de ladite province, les trois autres personnes qu'ils jugeront les plus aptes à faire partie du Conseil, et de les recevoir au sein de celui-ci, en leur déférant le serment. Ledit Jean Cutts, et, après lui, tout Président dudit Conseil, nommera et instituera l'un des membres dudit Conseil, son délégué, pour le temps présent, lequel présidera, en l'absence du Président. Ledit Président, ou son délégué, et cinq quelconques des membres dudit Conseil devront être présents pour l'expédition des affaires. C'est notre volonté expresse et notre plaisir que nulle personne ne soit admise à siéger ou à voter, au sein dudit Conseil, jusqu'à ce qu'elle ait prêté le serment d'allégeance et de suprématie, et le serment, ci-après mentionné, pour l'administration égale et impartiale de la justice et l'accomplissement fidèle du mandat confié au Conseil. Par les présentes, nous permettons et ordonnons auxdits Ric. Martin, G. Vaughan, Th. Daniel, J. Gilman, Christophe Hussey, R. Waldron, ou à trois quelconques des précédents, de déferer lesdits serments audit J. Cutt, le Président actuel, et nous permettons et ordonnons qu'après avoir prêté lesdits serments, ledit J. Cutt, ledit Président actuel, défère, de temps en temps, les mêmes serments à tous les autres membres dudit Conseil et à chacun d'eux. Par les présentes encore, nous voulons, requérons et ordonnons, que lesdits J. Cutt, Ric. Martin, et tous les membres du Conseil, auxquels connaissance sera donnée de ceci, notre bon plaisir, négligeant toutes excuses, quelles qu'elles soient, ne manquent pas de s'assembler et de se réunir audit bourg de Portsmouth de ladite province du New-Hampshire, dans le délai de vingt jours

bien immobilier, ou dans une instance ou un procès de nature mobilière dans lequel la valeur en litige sera au moins égale à cinquante livres, puisse porter appel de ce jugement, de cette sentence et de ce décret, devant nous, nos héritiers et successeurs, et notre et leur Conseil privé. Toutefois l'appel sera soumis à cette réserve et à cette limitation qui suivent : l'appelant devra, au préalable, présenter et fournir pleine garantie de payer tous les frais, pour le cas où il n'obtiendrait aucune satisfaction sur l'appel. C'est encore notre volonté et notre plaisir, et nous le déclarons par les présentes, que, dans toutes les instances criminelles, dans lesquelles la peine à infliger aux coupables emportera la perte de la vie ou d'un membre, le cas de meurtre volontaire excepté, le condamné soit envoyé à notre Royaume d'Angleterre, avec un état exact de son cas et de la condamnation, ou l'exécution suspendue, jusqu'à ce que l'affaire ait été soumise ici à Nous, nos héritiers et successeurs, en notre et leur Conseil privé, et que des ordres y aient été adoptés et soient parvenus à la colonie.

VII. Pour la défense et la sécurité plus complètes de nos fidèles sujets, qui habitent dans la province de New-Hampshire, et dans les bornes et limites précitées, c'est aussi notre volonté et notre plaisir, et, par les présentes, nous permettons, requérons et commandons que le Président et le Conseil, en notre nom, se servant du sceau dont nous aurons prescrit l'usage, puissent toujours émettre, sceller, et donner, de temps en temps, à telles personnes qui leur paraîtront les plus capables, des commissions par lesquelles ces personnes soient chargées de régler et de discipliner la milice de notre dite Province, d'assembler et de former en armes les habitants de celle-ci, et de leur apprendre à porter et à employer leurs armes. Nous voulons, d'ailleurs, que le soin nécessaire soit donné à faire observer la bonne discipline qui aura été prescrite par ledit Conseil. Si des Indiens ou d'autres gens,

à la punition des criminels, comme dans les instances et les actions civiles pendantes entre particuliers et particuliers, ou entre nous et quelqu'un de nos sujets de la province, — que les causes concernent les biens, et touchent à quelque droit de franche tenure et de succession, qu'elles concernent les personnes, et qu'elles aient trait à quelque matière de dette, de contrat, de dommage, de tort, ou à quelque autre matière personnelle, ou qu'elles concernent tout ensemble les personnes et les biens. Dans toutes ces instances, après avoir procédé dûment, avec ordre, et soigneusement entendu les arguments des parties adverses, ils auront plein pouvoir et pleine capacité de donner jugement et d'ordonner exécution, au criminel et au civil, ainsi qu'il a été dit ci-dessus; seulement les formes de la procédure, dans tous les cas et les jugements à intervenir, seront, autant que le permettront et l'état et la condition présente de nos sujets habitant dans les limites précitées et les circonstances de lieu, conformes et analogues aux lois et aux statuts de notre Royaume d'Angleterre.

V. Le Président et le Conseil et respectivement chacun des membres du Conseil devront toujours, avant d'être admis à exercer leurs charges et fonctions respectives, prêter le serment suivant : « Vous jurerez d'administrer bien et loyalement la justice à tous les sujets de Sa Majesté habitant la province de New-Hampshire, sous ce gouvernement, et de même d'exécuter et d'accomplir dûment et fidèlement, au mieux de vos connaissances, le mandat qui vous est confié. Vous ne craindrez personne, pour cause de faveur ou d'affection, et ne léserez personne par haine ou méchanceté. Que Dieu vous y aide. »

VI. C'est notre volonté et notre plaisir, et nous en faisons, par les présentes, déclaration expresse, que, de temps à temps, toute personne qui s'estimera lésée par un jugement, une sentence, un décret, prononcé, donné ou fait, comme il a été dit, dans une instance concernant la propriété d'une terre ou de quelque autre

d'allégeance à toute et chaque personne, investie de quelque emploi public, de la qualité de personne libre ou de quelque privilège, — enfin d'émettre, avec la célérité possible et convenable, une proclamation adressée, en notre nom, aux habitants de ladite province de New-Hampshire, qui fasse savoir à ceux-ci que nous les avons pris sous notre gouvernement immédiat et notre gracieuse protection, leur apprenne également que nous avons écrit au gouverneur et au Conseil de Massachusetts-Bay, en vue de rapporter toutes les commissions accordées par ce gouverneur et ce Conseil pour l'exercice de quelque juridiction dans les pays précités, et les avertisse que nous avons interdit et prohibé, à l'avenir, aux mêmes gouverneur et Conseil tout exercice d'autorité ou de juridiction sur lesdits habitants.

XI. Désormais les personnes habitant dans ladite Province de New-Hampshire et dans les limites précitées devront recourir, pour justice et redressement, auxdits Président et Conseil que nous avons constitués et nommés cour permanente chargée d'administrer la justice, comme il a été dit, et que nous avons préposés au soin d'assurer un gouvernement tranquille et ordonné à ces provinces, desquelles est exigée obéissance envers eux.

XII. C'est notre volonté et notre plaisir que ces avis soient fournis au peuple, avec tous autres avis généraux que lesdits Président et Conseil jugeront nécessaires.

XIII. Pour subvenir aux charges du gouvernement de ladite province de New-Hampshire, c'est encore notre volonté et notre plaisir, et, par les présentes, nous permettons et requérons que lesdits Président et Conseil continuent les taxes et les impôts qui ont été et qui sont maintenant levés et établis sur les habitants de la Province, et qu'ils les perçoivent et distribuent, ou les fassent percevoir et distribuer, pour cet objet, de la manière qui leur paraîtra la meilleure et la plus propre à maintenir l'égalité, jusqu'à ce qu'une assemblée générale de ladite Province soit con-

voquée, et qu'une autre méthode soit adoptée pour atteindre ce même objet.

XIV. C'est, à cette fin, notre volonté et notre plaisir, et, par les présentes, nous permettons, requérons et commandons, que, dans le délai de trois mois après avoir prêté serment, comme il a été prescrit, lesdits Président et Conseil émettent, les scellant du sceau dont nous aurons ordonné l'usage, des ordonnances pour la convocation de l'assemblée générale de ladite Province, et observent et appliquent, pour la désignation des personnes habiles à élire des députés, et pour celle du temps et du lieu des réunions, les règles qui leur paraîtront les plus convenables. Par les présentes, nous voulons, permettons et requérons qu'à la réunion de cette assemblée générale le Président dudit Conseil rappelle, en termes généraux, aux membres de l'assemblée ce qui doit être retenu de la proclamation précitée. Le Président recommandera aux membres de l'assemblée la composition des actes, lois et ordonnances, qui seront les plus propres à assurer l'obéissance à notre autorité, la conservation de la paix et d'un bon Gouvernement, la protection contre tous ennemis; et l'assemblée examinera les meilleurs moyens de lever des taxes, dans la mesure qui sera convenable, pour soutenir ledit Gouvernement. C'est notre volonté et notre plaisir, et, par les présentes, nous déclarons, établissons et octroyons que tous les actes, lois et ordonnances qui seront, de temps à temps, faits dans et par cette assemblée générale, ou ces assemblées générales, doivent être, tous et chacun, soumis d'abord à l'approbation du Président et du Conseil pour le temps présent, et, s'ils sont ratifiés par le Président et le Conseil, demeurer en vigueur jusqu'à ce que notre bon plaisir ou celui de nos héritiers et successeurs soit connu, et modifie, ou confirme, ou condamne et rejette complètement les mêmes lois et ordonnances. Aussi c'est notre volonté et notre plaisir que le Président et le Conseil transmettent et envoient, de temps en

temps, à notre Personne, à nos héritiers et successeurs, et aux personnages qui composeront alors notre Conseil privé ou celui de nos héritiers et successeurs, tous ces actes, lois et ordonnances et chacun d'eux, par le premier navire qui partira de la Province à destination d'Angleterre, après la composition de ces actes, lois et ordonnances.

XV. C'est notre volonté et notre plaisir, et, par les présentes, nous établissons et ordonnons que, si ledit Président du Conseil vient à mourir, aussitôt il soit remplacé dans la charge de Président par son délégué; que ce dernier puisse et doive se choisir et nommer à lui-même, parmi les membres du Conseil, un délégué appelé à le remplacer, en cas d'absence; et que, succédant ainsi au Président défunt, l'ancien délégué de celui-ci exerce la présidence, jusqu'à ce que tout nouveau plaisir ou une nouvelle volonté de notre Personne soit connue dans la province, et que nous jugions convenable de nommer et d'établir un autre successeur. Si quelqu'un des membres dudit Conseil vient à mourir, c'est aussi notre volonté et notre plaisir, et, par les présentes, nous établissons et ordonnons que le reste du Conseil choisisse quelque autre personne comme membre dudit Conseil pour ce temps-là, et nous envoie le nom de la personne ainsi choisie, avec les noms de deux autres personnes qui leur paraîtront propres auxdites fonctions, afin qu'à nous, nos héritiers et successeurs, appartiennent le choix et la nomination de celle de ces trois personnes qui devra remplacer, dans le Conseil, le membre ainsi décédé.

XVI. Par les présentes nous déclarons que notre personne et nos héritiers et successeurs veulent observer et continuer, observeront et continueront, cette méthode de grâce et de faveur envers nos fidèles sujets, en les réunissant dans leur assemblée, de la manière et suivant les formes qui sont ci-dessus mentionnées et établies dans les présentes, à moins que quelque inconvénient

n'en provienne, qui détermine notre personne, nos héritiers ou successeurs, à changer cette manière de faire.

XVII. Beaucoup des habitants de la Province de New-Hampshire y ont longtemps possédé diverses quantités de terres et passent pour avoir fait, sur ces terres, de grandes améliorations, en vertu du seul titre qui fut créé par le Gouvernement de Massachusetts-Bay, eu égard à la frontière imaginaire de ce dernier. Ce titre a été complètement annulé, sur l'avis de nos juges d'Angleterre. En conséquence, les agents de la colonie précitée ont abandonné tout droit sur le peuple et le Gouvernement de ladite Province, à compter de la ligne précitée des trois milles. D'autre part, les ancêtres de Robert Mason, Écuyer, nous paraissent avoir obtenu de notre grand Conseil de Plymouth des concessions, où se trouvait comprise la région ci-dessus déterminée, et y avoir dépensé des sommes considérables, jusqu'à ce qu'ils y eussent subi des vexations et finalement une complète expulsion, qui, depuis notre restauration, ont porté ledit Robert Mason à produire des plaintes continuelles, pour obtenir justice. Or il y a lieu de prévenir, en cet état, les demandes déraisonnables qui pourraient être formées par ledit Robert Mason, à raison des droits dont il se prétend investi sur ledit sol. Nous avons donc obligé ledit Robert Mason à déclarer, par acte écrit de sa main et scellé de son sceau, qu'il ne demandera rien pour le temps qui s'est écoulé jusqu'au douzième jour du mois de juin dernier, qu'il ne troublera, à l'avenir, la possession de personne, et qu'il (abandonnera)⁽¹⁾, à jamais, aux acquéreurs et à leurs héritiers, les terres sur lesquelles il prétend droit, à la condition que ces acquéreurs et leurs héritiers consentent à lui payer, au lieu de toutes autres redevances, six sous par livre de la valeur réelle et annuelle de toutes les maisons construites par eux et de toutes les terres, jardins, vergers, fruitiers, ou pâturages, par eux améliorées, moyennant quoi,

⁽¹⁾ Le mot est remplacé par un trait dans le texte.

ces terres et maisons seront, avec son consentement ainsi promis, assignées à chacune des parties intéressées, les autres terres demeurant sa propriété, destinée à être employée de la manière qui lui paraîtra la plus avantageuse. Si, mécontent de cette ouverture dudit Robert Mason, qui nous paraît juste, quelqu'un des habitants de ladite province de New-Hampshire refuse de s'entendre avec l'agent de ce personnage, aux termes précités, c'est notre volonté et notre plaisir que lesdits Président et Conseil de New-Hampshire, pour le temps présent, aient et reçoivent des présentes le pouvoir de s'interposer et de vider tous les différends de (ce genre ⁽¹⁾), qui pourront s'élever et s'élèveront entre ledit Robert Mason et lesdits habitants; mais, s'ils n'y peuvent parvenir, nous commandons et ordonnons, par les présentes, que lesdits Président et Conseil envoient en Angleterre des rapports exacts et impartiaux, avec leur avis sur les différends, afin que notre Personne ou nos héritiers ou successeurs puissent, avec l'avis de notre ou leur conseil, juger, suivant l'équité.

XVIII. Enfin c'est notre volonté et notre plaisir que lesdits Président et Conseil, pour le temps présent, préparent et envoient en Angleterre les règles et méthodes pour leur propre administration, qui seront le mieux appropriées à la condition de ladite Province de New-Hampshire, en vue d'y mieux établir notre autorité et le Gouvernement de la Province. Ils nous transmettront ces règles et méthodes, afin que notre Personne et notre conseil privé puissent les examiner et les approuver ou les modifier.

XIX. En foi de quoi, nous avons ordonné que ces lettres fussent faites patentes.

XX. En notre présence, à Westminster, le dix-huitième jour de septembre, dans la trente-unième année de notre règne.

PER IPSUM REGEM. BARKER.

⁽¹⁾ Dans le texte, les mots sans doute équivalents sont remplacés par un trait.

XV

PRÉFACE DU PLAN DE GOUVERNEMENT
DE LA PENNSYLVANIE.

(1682.)

« LE PLAN DU GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE PENNSYLVANIE, EN AMÉRIQUE, ET CERTAINES LOIS FAITES D'ACCORD, EN ANGLETERRE, PAR LE GOUVERNEUR ET DIVERSES PERSONNES LIBRES DE LADITE PROVINCE, LESQUELS SERONT PLUS TARD EXPLIQUÉS ET CONFIRMÉS, LA-BAS, PAR LE PREMIER CONSEIL PROVINCIAL, QUI Y SERA RÉUNI, SI CELUI-CI JUGE CONVENABLE DE LES EXPLIQUER ET CONFIRMER. » ACTE DU 2 AVRIL 1682 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Origine de la loi écrite. — II, IV. Origine, nature et fins du gouvernement. — III. Des diverses formes de gouvernement. Des motifs qui inspirèrent à Penn son plan de gouvernement.

Lorsque Dieu, grand et sage, eut créé le monde, il voulut faire de l'homme son représentant pour le gouverner; et, afin de rendre l'homme propre à une charge si grande et à un pareil mandat, il lui donna non seulement l'habileté et la puissance, mais l'honnêteté qui les emploie justement. Cette bonté native de l'homme fut également son honneur et son bonheur. Tant qu'il la conserva, tout alla bien; les moyens coercitifs ou compulsifs ne furent pas nécessaires; le précepte de l'amour et de la vérité divine, vivant dans son cœur, était le guide et le gardien de son innocence. Mais la passion, venant à prévaloir contre le devoir, porta à cette innocence une atteinte lamentable. Dès lors la loi, qui n'avait auparavant aucun empire sur l'homme, tint sous son action et

⁽¹⁾ Le texte, en langue anglaise, de la préface qui est traduite ci-après, se trouve dans Poore, t. I, 1518-1520.

l'homme et la postérité désobéissante de l'homme, de telle sorte que ceux qui ne voulaient pas se conformer, dans le for intérieur, à la loi divine, dussent tomber, par jugement, sous la réprobation et les peines de la juste loi, dans le for extérieur.

II. L'apôtre enseigne ceci, dans plusieurs de ses épîtres : « La loi, dit-il, est ajoutée à raison de la transgression », et ailleurs : « Sachant que la loi fut faite, non pour l'homme juste, mais pour l'homme désobéissant et impie, pour les pécheurs, pour les méchants et les profanes, pour les meurtriers, pour les gens licencieux, pour ceux qui se corrompent avec les hommes, pour les voleurs d'hommes, pour les menteurs, pour les parjures. » Ceci d'ailleurs n'est pas tout. L'apôtre entre un peu plus avant dans la matière du Gouvernement : « Que toute âme, dit-il, soit soumise aux pouvoirs supérieurs ; car il n'y a pas de pouvoir qui ne vienne de Dieu. Les pouvoirs qui existent sont établis par Dieu. En conséquence, quiconque résiste au pouvoir, résiste à l'ordre de Dieu. Les gouvernants eux-mêmes sont objet de terreur, non pour les bonnes œuvres, mais pour le mal. Ainsi, voulez-vous ne pas craindre le pouvoir ? Faites ce qui est bien, et vous recevrez ses louanges. Le pouvoir est pour vous le représentant de Dieu, en vue du bien. Donc vous devez nécessairement être soumis, non seulement par crainte de courroux, mais encore par obligation de conscience. » Ceci établit le droit divin de gouvernement au delà de toute réfutation, et pour deux fins : premièrement, pour terrifier ceux qui font le mal ; deuxièmement, pour protéger et chérir ceux qui font le bien ; ce qui donne au gouvernement une existence incorruptible, et le rend aussi durable, dans le monde, que devraient l'être les hommes de bien. Ainsi, le gouvernement me paraît être une partie de la religion elle-même, une chose sacrée dans son institution et dans sa fin. S'il n'écarte pas directement la cause, il écrase les effets du mal, et, comme tel, s'il est une puissance inférieure, il est du moins une émanation de la

même puissance divine, qui est tout ensemble l'auteur et l'objet de la religion pure. La différence entre les deux puissances gît en ce que l'une est plus libre et spirituelle, et l'autre plus matérielle et compulsive dans ses opérations; mais la différence ne touche que ceux qui font le mal, et le gouvernement demeure, à tous autres égards, aussi capable de bonté, de douceur et de charité, qu'une société plus privée. Ceux-là se trompent grossièrement, qui pensent que la seule fonction du gouvernement soit de corriger, laquelle n'en est que la fonction la plus grossière. L'expérience quotidienne nous apprend que le soin et la réglementation de beaucoup d'autres affaires, plus doux, et journellement nécessaires, sont de beaucoup le rôle le plus considérable du gouvernement. Cette condition eût suivi la propagation de l'humanité dans le monde, si Adam ne fût jamais tombé; elle continuera d'être celle des hommes sur la terre, au plus haut degré de perfection qu'ils puissent atteindre par suite de la venue du divin second Adam, le Seigneur descendu du ciel. Voilà pour le gouvernement en général, quant à son origine et à sa fin.

III. Sur les formes et les modèles particuliers, il me conviendra de dire peu, et comparativement je ne dirai rien. Mes raisons sont les suivantes :

Premièrement, le temps est trop délicat et difficile, à cet égard; car il n'y a rien sur quoi les esprits des hommes soient plus occupés et plus divisés. A vrai dire, ils semblent s'accorder sur la fin, à savoir, le bonheur; mais sur les moyens ils diffèrent, pour ce bonheur humain, comme ils diffèrent, pour le bonheur divin; et la cause est sensiblement la même, non toujours défaut de lumière et d'instruction, mais défaut d'en faire un usage convenable. Les hommes prennent le parti de leurs passions contre leur raison, et laissent leurs mauvais intérêts acquérir tant d'influence sur leur esprit, qu'ils cèdent à cette influence, en dépit des vérités utiles qu'ils connaissent.

Deuxièmement, je ne trouve dans le monde aucun modèle que le temps, le lieu, et quelques circonstances particulières, n'aient pas nécessairement modifié; or il n'en devient pas plus facile de former un gouvernement civil, qui soit également bon pour tous les lieux.

Troisièmement, je sais ce que disent les divers admirateurs de la monarchie, de l'aristocratie et de la démocratie, où dominant un, quelques-uns et un grand nombre, et qui sont les trois idées communes du gouvernement, quand les hommes discourent sur cette matière. Mais je préfère résoudre la controverse par cette légère distinction qui appartient à toutes trois : *Tout gouvernement est libre pour le peuple qui lui est soumis, quelle qu'en soit la forme, où les lois gouvernent, et où le peuple est partie à ces lois; et plus que ceci est tyrannie, oligarchie ou confusion.*

Finalement, quand tout est dit, il y a à peine, dans le monde, une seule forme de gouvernement, si mal imaginée par ses premiers fondateurs, qu'entre de bonnes mains elle ne puisse faire assez bien; l'histoire nous apprend, d'ailleurs, que les meilleures entre de mauvaises mains ne peuvent rien faire qui soit grand ou bon, témoin les États juifs et romains. Les gouvernements, comme les pendules, vont du mouvement que les hommes leur donnent; et, comme les gouvernements sont faits et mus par les hommes, de même sont-ils conduits par eux à leur ruine. C'est pourquoi les gouvernements dépendent des hommes plus que les hommes des gouvernements. Que les hommes soient bons, et le gouvernement ne pourra être mauvais, ou, s'il l'est, les hommes le rendront bon. Mais, que les hommes soient mauvais, si bon que puisse être le gouvernement, ils s'efforceront de le gâter et de le corrompre à leur manière.

Je sais que d'aucuns disent : ayons de bonnes lois, et peu importeront les hommes qui les exécuteront. Mais qu'ils considèrent que, si de bonnes lois font bien, des hommes de bien font mieux;

car de bonnes lois peuvent avoir besoin d'hommes de bien, et être abolies ou tournées par des hommes mauvais, tandis que des hommes de bien n'auront jamais besoin de bonnes lois et n'en subiront pas de mauvaises. Il est vrai que les bonnes lois imposent aux mauvais agents. Cela n'est vrai pourtant que là où les agents n'ont pas le pouvoir de les éluder ni de les abolir, et où le peuple est généralement sage et bon : un peuple licencieux et dépravé (ce qui est l'hypothèse) aime des lois et une administration qui lui ressemblent. Dès lors, ce qui fait une bonne constitution doit la garder, à savoir, des hommes de sagesse et de vertu, qualités qui, ne suivant pas les héritages terrestres, doivent être soigneusement propagées par une éducation vertueuse de la jeunesse, pour laquelle les âges futurs seront plus redevables au soin et à la sagesse des fondateurs et des magistratures successives, qu'ils ne le seront aux ancêtres, pour les patrimoines privés.

IV. Ces considérations sur la puissance du gouvernement, et les opinions délicates et diverses, qui existent en cette matière, m'ont fait redouter de publier le plan et les lois conditionnelles qui suivent; car je prévois tout ensemble les reproches qu'ils encourront d'hommes d'humeurs et d'occupations différentes, et l'occasion qu'ils peuvent donner de discourir au delà de mon dessein. Cependant, après la puissance de la nécessité (laquelle est une sollicituse qui n'admet pas de refus), une considération m'a déterminé à poursuivre, c'est qu'avec respect envers Dieu et droiture envers les hommes j'ai imaginé et composé, le mieux que j'ai pu faire, pour la grande fin de tout gouvernement, le plan et les lois de celui-ci, à savoir, pour faire respecter le pouvoir par le peuple, et pour garantir le peuple contre l'abus du pouvoir, afin que le peuple soit libre par sa juste obéissance, et les magistrats honorables pour leur juste administration; car liberté sans obéissance est confusion, et obéissance sans liberté est esclavage. Atteindre cet équilibre est, en partie, l'œuvre de la constitution,

et, en partie, celle de la magistrature : si l'une ou l'autre fait défaut, le gouvernement sera exposé aux convulsions; si toutes deux manquent, il devra être totalement renversé; mais où toutes deux sont d'accord, il a chance de durée; ce que Dieu, je l'en prie humblement, et j'en forme le vœu, daignera faire la condition de ce gouvernement de la Pensylvanie. Ainsi soit-il ⁽¹⁾.

GUILLAUME PENN.

⁽¹⁾ La préface ci-dessus traduite précède une charte intéressante que Penn octroya aux colons de la Pensylvanie et du Delaware, le 25 avril 1682. Il n'a pas semblé utile de traduire ici cette charte, analysée ailleurs, parce que bientôt divers actes, émanés soit de Penn

soit des colons, en complétèrent, modifièrent ou abrogèrent les dispositions. On trouvera traduit ci-après l'un de ces actes, le dernier d'entre eux que Penn lui-même ait composé. (Comp. ci-dessus, p. 166-175, et ci-après, p. 303-211. Joignez partie III, passim.)

XVI

CHARTRE DE LA PENNSYLVANIE.

(1701.)

CHARTRE OCTROYÉE PAR GUILLAUME PENN AUX HABITANTS DE LA PENNSYLVANIE
ET DU DELAWARE, LE 28 OCTOBRE 1701 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Formule initiale. — II. Motifs de l'acte. — IV, V, VI. Du pouvoir législatif, et, en particulier, de l'assemblée législative, de la formule exécutoire et de la conservation des lois. — V. Du pouvoir exécutif, et, en particulier, de la nomination des sheriffs et des coroners. — VII. Du pouvoir judiciaire. — III, XI. De la liberté religieuse. — VIII. Des lieux ouverts au public. — IX. Du suicide et de la mort accidentelle. — XIV, XV. De la division éventuelle de la colonie. — XV. Abrogation des actes contraires. — XII. De l'observation de l'acte. — X. Des modifications de l'acte. — XVI. Adhésion de l'assemblée et du conseil de la colonie à l'acte. — XIII, XVI. Date et signatures.

Guillaume Penn, Propriétaire et Gouverneur de la Province de Pensylvanie et des Territoires qui y appartiennent, à tous ceux auxquels les présentes parviendront, salut.

II. Attendu que le Roi Charles le second, par ses Lettres Patentes, scellées du grand sceau d'Angleterre, en date du quatrième jour de mai, dans l'année mil six cent quatre vingt-un, a gracieusement daigné donner à moi-même et à mes héritiers et ayants cause, à jamais, cette province de Pensylvanie, avec divers grands pouvoirs et juridictions pour la bien gouverner; — attendu que le très cher Frère du roi, Jacques, duc d'York et d'Albany, etc., par actes écrits de cession, dûment signés de sa main et scellés de son sceau, en date du vingt-quatrième jour d'août, mil

⁽¹⁾ Le texte, en langue anglaise, est dans Poore, II, 1536-1540.

six cent quatre-vingt-deux, a concédé à moi-même, à mes héritiers et ayants cause, toute cette étendue de terres, qui porte actuellement le nom de Territoires de Pensylvanie, avec pouvoirs et juridictions pour la bien gouverner; — attendu que, pour l'encouragement de tous les gens libres et *Planteurs* qui pourraient avoir intérêt dans lesdites Provinces et Territoires, et pour le bon gouvernement de ces lieux, moi-même, ledit Guillaume Penn, en l'année mil six cent quatre-vingt-trois, en mon nom et au nom de mes héritiers et ayants cause, j'ai octroyé et confirmé à tous les gens libres, *Planteurs* et aventuriers, qui y habitent, diverses libertés, franchises et propriétés, comme on le peut voir par ladite concession, intitulée : « le Projet de gouvernement de la Province de Pensylvanie et des Territoires, qui y appartiennent, en Amérique »; — attendu que cette charte ou ce projet paraissant, en quelques-unes de ses parties, ne plus convenir assez bien à la condition présente des habitants, m'a été, dans le troisième mois, en l'année mil sept cent, rendue par les six septièmes des gens libres de cette Province et des Territoires, réunis en assemblée générale, et se conformant aux dispositions de ladite charte elle-même, faites pour cette fin et cet objet; — attendu que je voulus bien leur promettre alors que je leur rendrais, à mon tour, ladite charte, avec les changements nécessaires, ou qu'au lieu de celle-là je leur donnerais une charte nouvelle mieux faite pour convenir à l'état présent et à la présente condition desdits habitants; — enfin, attendu que, par leurs Représentants réunis en assemblée générale à Philadelphie, ils m'ont prié de leur octroyer celle-ci; — sachez, en conséquence, que, pour assurer la prospérité et le bon gouvernement de ladite Province et desdits Territoires, et en vertu des droits et pouvoirs ci-dessus mentionnés, moi, ledit Guillaume Penn, je déclare, j'octroie et je confirme, à tous les gens libres, *Planteurs*, aventuriers, et autres habitants de cette Province et de ces Territoires, les libertés, franchises et privilèges qui suivent, autant

qu'il dépend de moi, pour que les gens libres, Planteurs, aventuriers, et autres habitants de ladite Province et des Territoires qui y sont annexés, les possèdent, les gardent et en jouissent, à jamais.

III. Parce que nul peuple ne peut être vraiment heureux, eût-il la jouissance des plus grandes libertés, dans l'ordre civil, s'il est privé de la liberté de conscience, à l'égard de la foi religieuse et du culte, et, comme le Dieu Tout-Puissant est le seul Seigneur de la conscience, Père des Lumières et des *Esprits*, l'auteur aussi bien que l'objet de toute science divine, de toute Foi et de tout culte, qui seul éclaire les esprits et persuade et convainc les intelligences, j'octroie et je déclare, par les présentes, ce qui suit : — nulle personne, ou aucune des personnes, dont la résidence sera en cette Province ou ces Territoires, qui confessera et reconnaîtra un seul Dieu Tout-Puissant, le Créateur, soutien et maître du monde, et qui fera profession d'être obligée de vivre paisiblement sous le gouvernement civil, ne sera, en aucun cas, molestée ni lésée, dans sa personne ou ses biens, à raison de sa croyance ou de ses pratiques sincères, ni obligée soit de fréquenter ou de maintenir un culte, un lieu, un clergé religieux, contrairement à son avis, soit de faire ou de souffrir un acte ou une chose quelconque, contraire à sa croyance religieuse ; — toutes les personnes, d'ailleurs, qui feront profession de croire en Jésus-Christ, le Sauveur du monde, seront, sans égard à leurs autres croyances et pratiques, en matière de conscience et de religion, capables de servir ce gouvernement, en toute qualité, soit dans l'ordre législatif, soit dans l'ordre exécutif, à la seule condition, d'une part, de promettre solennellement, lorsqu'elles en seront légalement requises, allégeance au Roi, comme souverain, et fidélité au Propriétaire et Gouverneur, et, d'autre part, de prêter les attestations, actuellement établies, aux termes de la loi faite à New-Castle, dans l'an mil sept cent, intitulée « un acte pour prescrire les attestations des

divers fonctionnaires et ministres », et amendée et confirmée par cette présente assemblée.

IV. Pour le bon gouvernement de cette Province et des Territoires, il y aura une assemblée choisie annuellement par les gens libres de ces lieux, qui se composera de quatre personnes de chaque comté, prises parmi celles que leur vertu, leur sagesse et leur capacité, recommandent le plus, ou de tout autre nombre plus considérable qu'à un moment quelconque le Gouverneur et l'assemblée auront déterminé d'accord. Elle sera choisie, à jamais, le premier d'octobre, et siégera le quatorzième jour du même mois, à Philadelphie, à moins que le Gouverneur et le conseil en exercice ne voient cause de fixer un autre lieu, dans ladite Province ou les Territoires. Elle aura le pouvoir de choisir son Président et ses autres fonctionnaires, sera juge de la capacité et de l'élection de ses membres, siégera sur ses propres convocations, nommera des commissions, préparera les projets destinés à devenir lois, mettra en accusation les criminels, redressera les griefs, et aura tous les autres pouvoirs et privilèges d'une assemblée, conformément aux droits des sujets, nés libres, de l'Angleterre, et aux usages établis dans toutes les colonies du Roi en Amérique. Si quelqu'un des comtés ou quelques comtés refusent ou négligent de choisir leurs représentants respectifs, comme il a été dit, ou si des Représentants choisis ne se réunissent pas, dans l'assemblée, pour exercer leur mandat, ceux qui auront été choisis et qui se réuniront ainsi auront tous les pouvoirs de l'assemblée, aussi pleinement que si tous les Représentants avaient été choisis et que tous se fussent réunis, pourvu que les présents soient au moins les deux tiers du nombre total de ceux qui devaient se réunir. La capacité des électeurs et des élus, et toutes autres matières et choses qui concerneraient les élections de Représentants appelés à servir dans les assemblées, et qui n'auraient pas été spécialement et expressément réglées par les présentes,

seront et demeureront telles que les établit une loi de ce gouvernement, faite à New-Castle, dans l'année mil sept cent, intitulée « un acte pour fixer le nombre des membres de l'assemblée, et pour régler les élections ».

V. Les hommes libres, dans leurs comtés respectifs, au temps et au lieu de leur réunion pour l'élection des Représentants appelés à servir dans l'assemblée, pourront, aussi souvent qu'il y aura occasion, choisir un nombre de candidats double de celui des places vacantes, afin de les proposer au Gouverneur, pour tenir, pendant trois ans, si leur conduite demeure bonne aussi longtemps, les emplois de sheriff et de coroner. Parmi les candidats ainsi respectivement élus et proposés, le Gouverneur choisira et commissionnera l'un pour chacun desdits emplois, le troisième jour après la proposition; faute de quoi, le premier candidat proposé pour chaque emploi, comme il a été dit, en tiendra et exercera les fonctions pendant la durée ci-dessus respectivement déterminée. En cas de mort ou de vacance par d'autres causes, avant l'expiration du mandat, le Gouverneur nommera pour la fin de celui-ci. Si toutefois lesdits hommes libres négligeaient ou refusaient, à un moment quelconque, de choisir un candidat ou des candidats, pour l'un des emplois précités ou pour tous deux, les personnes qui tiennent ou tiendront les emplois de sheriff ou de coroner, au temps de l'élection, les conserveront alors et en pareil cas, jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par une autre élection, comme il a été dit.

Les juges de paix des divers comtés devront ou pourront proposer et présenter au Gouverneur trois candidats, pour l'emploi de commis de la paix dans leurs comtés respectifs, lorsque cet emploi sera vacant, et le Gouverneur commissionnera l'un des candidats, dans le délai de dix jours après la proposition, faute de quoi le premier candidat proposé exercera les fonctions de l'emploi durant bonne conduite.

VI. Les lois de ce gouvernement auront la formule exécutoire qui suit : « Par le Gouverneur, avec l'assentiment et l'approbation des hommes libres, réunis en assemblée générale. » Elles seront, après avoir été approuvées par le Gouverneur, immédiatement enregistrées au bureau des Archives, et conservées à Philadelphie, à moins que le Gouverneur et l'assemblée ne fixent d'accord un autre lieu.

VII. Tous les criminels auront les mêmes privilèges que les poursuivants, à l'égard des témoins et du conseil. Aucune personne ne sera ni ne pourra être, à aucun moment, désormais, obligée de répondre à une plainte, matière ou chose quelconque, concernant les biens, ni par-devant le Gouverneur et le conseil, ni en aucun autre lieu, si ce n'est suivant le cours ordinaire de la justice, à moins que la loi n'établisse plus tard des appels à ces autorités ou à ces lieux.

VIII. Nulle personne, dans ce gouvernement, ne recevra du Gouverneur licence de tenir une auberge, une taverne ou une maison ouverte au public, si elle ne lui a été recommandée préalablement par acte des juges de paix du comté, signé de leur main en pleine cour. Ces juges ont et auront, aux termes des présentes, le pouvoir de retirer et d'interdire, en cas de mauvaise conduite, l'usage de la licence, à toute personne tenant des maisons de ce genre, sans préjudice des sanctions pénales que la loi prescrit ou prescrira. Ils proposeront de nouveaux candidats pour la licence, quand ils verront occasion de le faire.

IX. Si quelque personne se détruit par tentation ou mélancolie, ses biens mobiliers et immobiliers descendront néanmoins à sa femme et à ses enfants, comme si la mort eût été naturelle; et, lorsqu'une personne périra par hasard ou accident, l'événement ne donnera lieu à aucune confiscation, au profit du Gouverneur.

X. Aucun acte, aucune loi ou ordonnance quelconque, ne

sera, à aucun moment, désormais, faite ou composée, pour modifier, changer ou diminuer la forme ou l'effet de cette charte ou de quelqu'une de ses parties contrairement au véritable esprit et à la vraie signification du texte, sans le consentement du Gouverneur en exercice et des six septièmes de l'assemblée réunie.

XI. Comme le bonheur de l'humanité dépend principalement, ainsi que cela a été dit ci-dessus, de la liberté des consciences, je déclare, je promets et j'octroie solennellement, en mon nom et au nom de mes héritiers et ayants cause, par les présentes, que le premier article de cette charte, concernant la liberté de conscience, et chacune de ses parties et clauses, seront à jamais inviolablement maintenus et observés, conformément à leur véritable esprit et à leur vraie signification, sans aucune modification.

XII. Finalement moi, ledit Guillaume Penn, Propriétaire et Gouverneur de la Province de Pensylvanie, et des Territoires qui y appartiennent, en mon nom et au nom de mes héritiers et ayants cause, j'ai solennellement déclaré, octroyé et confirmé, et, par les présentes, je déclare, j'octroie et je confirme solennellement que ni ma propre personne, ni mes héritiers ou ayants cause, ne procureront ou ne feront une seule chose ni une seule des choses dont l'effet serait de violer ou de briser les libertés contenues et exprimées dans cette charte ou quelqu'une de ses parties, et que, si quelque personne ou des personnes procurent ou font quelque acte contraire aux présentes, cet acte sera tenu pour dépourvu de force ou d'effet.

XIII. En foi de quoi, moi, ledit Guillaume Penn, à Philadelphie, en Pensylvanie, j'ai à la présente charte de libertés apposé ma signature et mon large sceau, ce vingt-huitième jour d'octobre, en l'année de notre Seigneur mil sept cent un, la treizième année du règne du roi Guillaume, le Troisième, sur l'Angleterre, l'Écosse, la France et l'Irlande, etc., et la vingt-unième année de mon gouvernement.

XIV. Malgré la clôture de la présente charte, et l'attestation qui y est jointe ci-dessus, je crois convenable d'ajouter à cet acte, comme partie intégrante, la disposition suivante, à savoir : notwithstanding toute clause ou toutes clauses de la charte précitée, qui obligeraient la Province et les Territoires à s'unir pour légiférer, je le permets et je le déclare par les présentes : — si, à un moment quelconque, dans le délai de trois ans à compter de la date des présentes, les Représentants de la Province et des Territoires ne consentant pas, à l'avenir, à s'unir pour légiférer, signifient ce désaccord à moi-même, ou à mon Représentant, en pleine assemblée, ou autrement, par acte portant les signatures et les sceaux des Représentants, en exercice, de la Province et des Territoires, ou de la majorité des Représentants de la Province, ou de ceux des Territoires, — en ce cas, les habitants de chacun des trois comtés de cette Province n'auront pas moins de huit personnes pour les représenter dans une assemblée de la Province, les habitants du bourg de Philadelphie, quand ledit bourg sera incorporé, auront au moins deux personnes pour les représenter à cette assemblée, et les habitants de chacun des comtés des Territoires auront, pour les représenter dans une assemblée propre des Territoires, le nombre de personnes qui aura été demandé par eux de la manière ci-dessus déterminée.

XV. Nonobstant cette séparation de la Province et des Territoires, à l'égard de l'action législative, je promets, j'octroie et je déclare que les habitants et de la Province et des Territoires jouiront séparément de toutes les libertés, de tous les privilèges et de tous les bénéfices qui leur sont concédés en commun dans cette charte, malgré toute loi, tout usage ou toute coutume contraire, de ce gouvernement, qui aurait été précédemment adoptée et suivie, ou toute loi contraire qui serait faite et composée par l'assemblée générale.

GUILLAUME PENN.

XVI. Cette charte de privilèges ayant été distinctement lue, en assemblée, et toutes les parties de cette charte et chacune d'elles ayant été approuvées et acceptées par nous, nous les recevons, avec reconnaissance, de notre Propriétaire et Gouverneur, à Philadelphie, ce vingt-huitième jour d'octobre, mil sept cent un. Signé, au nom et sur ordre de l'assemblée, par Joseph GROWDON, président.

Édouard SHIPPEN,
PHINEAS PEMBERTON,
Samuel CARPENTER,

GRIFFITH OWEN,
CALEB PUSEY,
Thomas STORY.

Ces six derniers, conseil du Propriétaire et Gouverneur.

XVII

CHARTRE DE LAW.

(1717.)

LETTRES PATENTES EN FORME D'ÉDIT PORTANT ÉTABLISSEMENT D'UNE COMPAGNIE DE COMMERCE SOUS LE NOM DE COMPAGNIE D'OCCIDENT, OCTROYÉES PAR LE ROI LOUIS XV DE FRANCE. — DONNÉES À PARIS AU MOIS D'AOUT 1717. — REGISTRÉES EN PARLEMENT ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — I. Formule initiale. — II. Motifs. — III. Dispositions essentielles. — Fondation et composition de la compagnie, 1. — Des assemblées des actionnaires, 37, 42. — De la condition des Directeurs, 42, 44, 47, 48. — De celle des employés et des agents inférieurs, 46, 48. — Des armes et du sceau de la Compagnie, 54. — De la protection qui était promise à la compagnie, 18, 19. — Des privilèges commerciaux de la compagnie, 2, 3, 4, 20, 22. — Dispositions relatives aux actions, 32, 33, 34, 35, 36. — Des concessions de terres et d'autres biens faites ou promises à la Compagnie, 5, 7, 29, 31, 50, 51, 52. — Des navires, des équipages et du droit de navigation de la Compagnie, 20, 30. — De l'administration du fonds social, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48. — Des livres de la compagnie, 49. — Des arrangements financiers avec l'État, 38, 39, 45. — Des exemptions d'impôts promises, 24, 25, 26, 27, 28, 30. — Des redevances dues au Roi, 5. — Du pouvoir statuaire ou réglementaire de la Compagnie, 55. — De l'armée, de la marine, des forts et des armes, 6, 9, 10, 11, 12. — Dispositions relatives au pouvoir judiciaire, 13, 14, 15, 16. — Du recrutement des colons, 51, 56. — Des privilèges de nationalité que garantissait aux colons la métropole, 23. — De la condition de l'Église, 53. — De la tenure des terres dans la colonie, 8. — Des relations de la colonie avec les nations étrangères, 6. — IV. Publication et exécution de l'acte. Assistance requise de divers fonctionnaires. Des copies de l'acte. Abrogation des actes contraires. — V. De l'apposition du sceau royal à l'acte. — VI. Date et signature. — VII. Enregistrement de l'acte au Parlement, et notification aux fonctionnaires publics. — VIII. Ouverture de la souscription.

I. Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre :
A tous présents et à venir, salut.

⁽¹⁾ On trouvera le texte, qui est transcrit ici, dans le tome XXXIV des

Édits, déclarations et arrêts, année 1717, juin-septembre, 343-353. — Voyez aussi

II. Nous avons, depuis notre avènement à la Couronne, travaillé utilement à restablir le bon ordre dans nos Finances et à réformer les abus que longues Guerres avoient donné occasion d'y introduire; et nous n'avons pas eu moins d'attention autablissement du Commerce de nos Sujets, qui contribue autant à leur bonheur, que la bonne administration de nos Finances. Mais par la connoissance que Nous avons pris de l'estat de nos colonies situées dans la partie septentrionale de l'Amérique, Nous avons reconnu qu'elles avoient d'autant plus besoin de nostre protection, — que le sieur Antoine Crozat, auquel le feu Roy, nostre très-honoré Seigneur et bisayeul, avoit accordé, par ses Lettres Patentes du mois de septembre de l'année 1712, le privilège du Commerce exclusif dans nostre Gouvernement de la Louisiane, Nous a très-humblement fait supplier de trouver bon qu'il Nous le remît, ce que Nous luy avons accordé par l'Arrest de nostre Conseil, du 23 du présent mois d'Aoust, — et que le Traité fait avec les sieurs Aubert, Nerat et Gayot, le 10 May 1706, pour la traite du Castor de Canada, doit expirer à la fin de la présente année. Nous avons jugé qu'il estoit nécessaire pour le bien de nostre service et l'avantage de ces deux Colonies, d'establir une Compagnie en estat d'en soutenir le Commerce, et de faire travailler aux différentes Cultures et Plantations qui s'y peuvent faire.

même recueil, année 1712, 91, et Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, tome XX, juin 1687 — septembre 1715, 576 — 582.

Aux Lettres patentes ci-après transcrites le lecteur pourra comparer, avec intérêt et profit, la chartre accordée par les États généraux de Hollande à la Compagnie hollandaise des Indes occidentales, le 3 juin 1621, et celle que Gustave-Adolphe octroya, en 1626, à la Compagnie suédoise des Indes. Une tra-

duction anglaise de la première est dans Hazard, *loc. cit.*, I, 121-131, tandis que le texte original se trouve dans une Histoire des opérations de la compagnie, qu'écrivit Jean de Laet, et que Bonaventure et Abraham Elzévier imprimèrent, à Leyde, en 1644. Le texte de la seconde est dans le petit recueil imprimé à Francfort-sur-le-Mein, en 1635, sous le titre d'*Argonautica Gustaviana*. Ce recueil et l'ouvrage de Jean de Laet sont l'un et l'autre à la Bibliothèque nationale.

III. A ces causes et autres à ce Nous mouvans, de l'avis de nostre très-cher et très-ami Oncle, le duc d'Orléans, Régent, Petit-fils de France, de nostre très-cher et très-ami Cousin, le Duc de Bourbon, de nostre très-cher et très-ami Cousin, le Prince de Conty, Prince de nostre Sang, de nostre très-cher et très-ami Oncle, le Duc du Maine, de nostre très-cher et très-ami Oncle, le Comte de Toulouse, Princes légitimez, et autres Pairs de France, Grands et notables Personnages de nostre Royaume, et de nostre certaine Science, pleine puissance et autorité Royale, Nous avons dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, Voulons et Nous plaist :

ART. 1^{er}. Qu'il soit formé, en vertu des Présentes, une Compagnie de Commerce, sous le nom de *Compagnie d'Occident*, dans laquelle il sera permis à tous nos Sujets, de quelque Sang et qualité qu'ils puissent estre, mesme aux autres Compagnies formées ou à former, et aux Corps et Communautéz, de prendre intérêt pour telle somme qu'ils jugeront à propos, sans que, pour raison desdits engagements, ils puissent estre reputez avoir dérogé à leurs Titres, Qualitez et Noblesse, nostre intention estant qu'ils jouissent du bénéfice porté aux Édits des mois de May et Aoust 1601, Aoust 1609, et Décembre 1701, que Nous voulons estre exécutez, suivant leur forme et teneur.

2. Accordons à ladite Compagnie le droit de faire seule pendant l'espace de vingt-cinq années, à commencer du jour de l'enregistrement des Présentes, le Commerce dans nostre Province et Gouvernement de la Louisiane, et le Privilège de recevoir, à l'exclusion de tous autres, dans nostre Colonie de Canada, à commencer du premier janvier 1718, jusques et compris le dernier décembre 1742, tous les Castors gras et secs que les Habitants de ladite Colonie auront traités, Nous reservant de régler, sur les mémoires qui Nous seront envoyez dudit Pays, les quantitez des différentes espèces de Castors que la Compagnie sera tenue de

recevoir, chaque année, desdits habitants de Canada, et les prix auxquels elle sera tenue de les leur payer.

3. Faisons deffenses à tous nos autres Sujets de faire aucun Commerce dans l'estendue du Gouvernement de la Louisiane, pendant le temps du Privilège de la Compagnie d'Occident, à peine de confiscation des marchandises et des vaisseaux : N'entendons cependant par ces deffenses interdire aux Habitants le Commerce qu'ils peuvent faire, dans ladite Colonie, soit entre eux, soit avec les Sauvages.

4. Deffendons pareillement à tous nos Sujets d'acheter aucun Castor dans l'estendue du Gouvernement de Canada, pour le transporter dans nostre Royaume, à peine de confiscation dudit Castor au profit de la Compagnie, mesme des vaisseaux sur lesquels il se trouvera embarqué; le Commerce de Castor restera néanmoins libre, dans l'intérieur de la Colonie, entre les Négociants et les Habitants, qui pourront continuer à vendre et acheter en Castor, comme ils ont toujours fait.

5. Pour donner moyen à ladite Compagnie d'Occident de faire un Etablissement solide, et la mettre en estat d'exécuter toutes les entreprises qu'elle pourra former, Nous luy avons donné, octroyé et concédé, donnons, octroyons et concédons, par ces Présentes, à perpétuité, toutes les Terres, Costes, Ports, Havres et Isles, qui composent nostre Province de la Louisiane, ainsi et dans la mesme estendue que Nous l'avions accordé au sieur Crozat, par nos Lettres Patentes du 14 Septembre 1712, pour en jouir en toute Propriété, Seigneurie et Justice, ne nous réservant autres droits ni devoirs que la seule foy et hommage lige, que ladite Compagnie sera tenue de nous rendre et à nos successeurs, Rois, à chaque mutation de Roy, avec une Couronne d'Or du poids de trente Marcs.

6. Pourra ladite Compagnie, dans ledit Pays de sa Concession, traiter et faire alliance, en nostre nom, avec toutes les Nations du

Pays, autres que celles dépendantes des autres Puissances de l'Europe, et convenir avec elles des conditions qu'elle jugera à propos, pour s'y établir, et faire son Commerce de gré à gré; et en cas d'insulte, elle pourra leur déclarer la Guerre, les attaquer ou se deffendre par la voye des armes, et traiter de Paix et de Trêve avec elles.

7. La Propriété des Mines et Minières que ladite Compagnie fera ouvrir, pendant le temps de son Privilège, luy appartiendra incommutablement, sans estre tenue de Nous payer, pendant ledit temps, pour raison desdites Mines et Minières, aucuns Droits de Souveraineté, desquels Nous luy avons fait et faisons Don par ces présentes.

8. Pourra ladite Compagnie vendre et cultiver les Terres de sa Concession, à tels Cens et Rentes qu'elle jugera à propos, mesme les accorder en franc-alieu, sans Justice ni Seigneurie. N'entendons néanmoins qu'elle puisse déposséder ceux de nos Sujets, qui sont déjà établis dans le Pays de sa Concession, des Terres qui leur ont esté concédées, ou de celles que, sans concession, ils auront commencé à mettre en valeur. Voulons que ceux d'entre eux qui n'ont point de Brevets ou Lettres de Nous soient tenus de prendre des Concessions de la Compagnie, pour s'assurer de la propriété des Terres dont ils jouissent, lesquelles Concessions leur seront données gratuitement.

9. Pourra ladite Compagnie faire construire tels Forts, Châteaux et Places qu'elle jugera nécessaires pour la deffense des Pays que nous luy concédons, y mettre des Garnisons et lever des Gens de Guerre dans nostre Royaume, en prenant nos Permissions, en la forme ordinaire et accoutumée.

10. Ladite Compagnie pourra aussi établir les Gouverneurs, Officiers, Majors et autres, pour commander les Troupes qu'elle jugera à propos, lesquels Gouverneurs et Officiers Majors Nous seront présentez par les Directeurs de la Compagnie, pour leur

estre expédié nos Provisions; et pourra ladite Compagnie les destituer, toutefois et quantes que bon luy semblera, et en établir d'autres, en leur place, auxquels Nous ferons pareillement expédier nos Lettres, sans aucune difficulté, en attendant l'Expédition desquelles, lesdits Officiers pourront commander, pendant le temps de six mois, ou un an au plus, sur les Commissions des Directeurs; et seront tenus les Gouverneurs et Officiers Majors de Nous prêter serment de fidélité.

11. Permettons à ceux de nos Officiers Militaires qui sont présentement dans nostre Gouvernement de la Louisianne et qui voudront y demeurer, de mesme qu'à ceux qui voudront y passer, sous nostre bon plaisir, pour y servir en qualité de Capitaines ou de Subalternes, d'y servir sur les Commissions de la Compagnie, sans que, pour raison de ce service, ils perdent les rangs et grades qu'ils peuvent avoir actuellement, tant dans nostre Marine que dans nos Troupes de Terre, Voulant que, sur les permissions que Nous leur en accorderons, ils soient censez et reputez estre toujours à nostre service; et Nous leur tiendrons compte de ceux qu'ils rendront à ladite Compagnie, comme s'ils Nous les rendoient à nous-mesmes.

12. Pourra aussi ladite Compagnie armer et équiper en Guerre autant de Vaisseaux qu'elle jugera nécessaire pour l'augmentation et la sûreté de son Commerce, sur lesquels elle pourra mettre tel nombre de Canons que bon luy semblera, et arborer le Pavillon sur l'arrière et au beaupré, et non sur aucun des autres Mâts, et elle pourra aussi faire fondre des Canons à nos Armes, au-dessous desquelles elle mettra celles que Nous luy accorderons cy-après.

13. Pourra ladite Compagnie, comme Seigneurs Hauts-Justiciers des Pays de sa Concession, y établir des Juges et Officiers partout où besoin sera et où elle trouvera à propos, et les déposer et destituer, quand bon luy semblera, Lesquels connoistront

de toutes affaires de Justice, Police et Commerce, tant Civiles que Criminelles; et, où il sera besoin d'establis des Conseils Souverains, les Officiers, dont ils seront composez, Nous seront nommez et présentez par les Directeurs Généraux de ladite Compagnie, et sur lesdites nominations les Provisions leur seront expédiées.

14. Les juges de l'Amirauté, qui seront establis dans ledit Pays de la Louisianne, auront les mesmes fonctions, rendront la justice dans la mesme forme, et connoistront des mesmes affaires, dont la connaissance leur est attribuée, tant dans nostre Royaume que dans les autres Pays soumis à nostre obéissance, et seront par Nous pourvus, sur la nomination de l'Amiral de France.

15. Seront les juges establis en tous lesdits lieux, tenus de juger suivant les lois et ordonnances du royaume, et se conformer à la coustume de la prévosté et vicomté de Paris, suivant laquelle les habitans pourront contracter, sans que l'on y puisse introduire aucune autre coustume, pour éviter la diversité.

16. Tous procès qui pourront naistre, en France, entre la Compagnie et les Particuliers, pour raisons et affaires d'icelle, seront terminez et jugez par les Juges-Consuls à Paris, dont les sentences s'exécuteront, en dernier ressort, jusqu'à la somme de cent cinquante livres, et, au-dessus, par provision, sauf l'Appel en nostre Cour de Parlement à Paris; et quant aux Matières Criminelles, dans lesquelles la Compagnie sera Partie, soit en demandant, soit en deffendant, elles seront jugées par les Juges ordinaires, sans que le Criminel puisse altérer le Civil, lequel sera jugé, comme il est dit cy-dessus.

17. Ne sera par Nous accordé aucune Lettre d'Estat, ni de Répi, Évocation, ni Surséance, à ceux qui auront acheté des Effets de la Compagnie, lesquels seront contraints au Payement de ce qu'ils devront, par les voyes et ainsi qu'ils y seront obligez.

18. Nous promettons à ladite Compagnie de la protéger et deffendre et d'employer la force de nos Armes, s'il est besoin, pour la maintenir dans la liberté entière de son Commerce et Navigation, et de luy faire raison de toutes injures et mauvais traitemens, en cas que quelque Nation voulust entreprendre contre elle.

19. Si aucuns des Directeurs, Capitaines des Vaisseaux, Officiers, Commis ou Employez, actuellement occupez aux affaires de la Compagnie, estoient pris par les Sujets des Princes et Estats avec lesquels Nous pourrions estre en Guerre, Nous promettons de les faire retirer ou échanger.

20. Ne pourra ladite Compagnie se servir, pour son Commerce, d'autres Vaisseaux que ceux à elle appartenans ou à nos Sujets, armez dans les Ports de nostre Royaume d'Équipages François, où ils seront tenus de faire leurs retours, ni faire partir lesdits Vaisseaux des Pays de sa Concession pour aller à la Coste de Guinée directement, sous peine d'estre déchûs du présent Privilège, avec confiscation des Vaisseaux et des Marchandises dont ils seront chargez.

21. Permettons aux Vaisseaux de ladite Compagnie, mesme à ceux de nos Sujets qui auront permission d'Elle ou de ses Directeurs, de courir sus les Vaisseaux de nos Sujets qui viendront traiter dans les Pays à Elle concédez, en contravention de ce qui est porté par les Présentes, et les Prises seront jugées conformément au Règlement que Nous ferons à ce sujet.

22. Tous les Effets, Marchandises, Livres et Munitions, qui se trouveront embarquez sur les Vaisseaux de la Compagnie, seront censez et reputez lui appartenir, à moins qu'il ne paraisse, par des connoissemens en bonne forme, qu'ils ont esté chargez à fret par les ordres de la Compagnie, ses Directeurs ou Préposez.

23. Voulons que ceux de nos Sujets qui passeront dans les

Pays concédez à ladite Compagnie, jouissent des mesmes Libertez et Franchises que s'ils estoient demeurans dans nostre Royaume, et que ceux qui y naistront des Habitans François dudit Pays, et mesme des Estrangers Européens faisans profession de la Religion catholique, Apostolique et Romaine, qui pourront s'y establir, soient censez et reputez Regnicoles, et, comme tels, capables de toutes Successions, Dons, Legs, et autres dispositions, sans estre obligez d'obtenir aucunes Lettres de Naturalité.

24. Et, pour favoriser ceux de nos Sujets qui s'establiront dans lesdits Pays, Nous les avons déclarez et déclarons Exempts, tant que durera le Privilège de la Compagnie, de tous Droits, Subsidés, et Impositions, telles quelles puissent estre, tant sur les Personnes et Esclaves que sur les Marchandises.

25. Les Denrées et Marchandises que ladite Compagnie aura destinées pour les Pays de sa Concession, et celles dont elle aura besoin pour la Construction, Armement et Avitaillement de ses Vaisseaux, seront exemptes de tous Droits, tant à Nous appartenans qu'à nos Villes, tels qu'ils puissent estre mis et à mettre, tant à l'entrée qu'à la sortie, et encore qu'elles sortissent de l'estendüe d'une de nos Fermes pour entrer dans une autre, ou d'un de nos Ports pour estre transportées dans un autre où se fera l'Armement, à la charge que les Commis et Préposez donneront leurs soumissions de rapporter dans dix-huit mois, à compter du jour d'icelles, Certificat de la décharge dans les Pays pour lesquels elles auront esté destinées, à peine, en cas de contravention, de payer le quadruple des Droits, Nous réservant de luy donner un plus long délai dans les cas et occurrences que Nous jugerons à propos.

26. Déclarons pareillement ladite Compagnie exempte des Droits de Péage, Travers, Passages, et autres Impositions qui se perçoivent à nostre profit ès Rivières de Seine et de Loire sur les

Futailles vuides, Bois marin et Bois à bastir, Vaisseaux et autres Marchandises, appartenant à ladite Compagnie, en rapportant, par ses Voituriers et Conducteurs, des Certificats de deux de ses Directeurs.

27. En cas que ladite Compagnie soit obligée, pour le bien de son Commerce, de tirer des Pays Estrangers quelques Marchandises, pour les transporter dans le Pays de sa Concession, elles seront exemptes de tous Droits d'Entrée et de Sortie, à la charge qu'elles seront déposées dans les Magasins de nos Douïannes, ou dans ceux de ladite Compagnie, dont les Commis des Fermiers Généraux de nos Fermes et ceux de ladite Compagnie auront chacun une clef, jusqu'à ce qu'elles soient chargées dans les Vaisseaux de la Compagnie, qui sera tenue de donner la soumission de rapporter dans dix-huit mois, à compter du jour de la signature d'icelles, Certificats de leur décharge, esdits Pays de la Concession, à peine, en cas de contravention, de payer le quadruple des Droits; Nous réservant, lorsque la Compagnie aura besoin de tirer desdits Pays Estrangers quelques Marchandises dont l'entrée pourroit estre prohibée, de luy en accorder la permission, si nous le jugeons à propos, sur les Estats qu'elle Nous en présentera.

28. Les Marchandises que ladite Compagnie fera apporter dans les Ports de nostre Royaume, pour son compte, des Pays de sa Concession, ne payeront, pendant les dix premières années de son Privilège, que la moitié des Droits que de pareilles Marchandises, venant des Isles et Colonies Françoises de l'Amérique, doivent payer, suivant nostre Règlement du mois d'Avril dernier, et, si ladite Compagnie fait venir desdits Pays de sa Concession d'autres marchandises que celles qui viennent des Isles et Colonies Françoises de l'Amérique, comprises dans nostre dit Règlement, elles ne payeront que la moitié des Droits que payeraient d'autres Marchandises de même espèce et qualité, venant des Pays Estrangers,

soit que lesdits Droits Nous appartiennent, ou ayent esté par Nous aliénez à des Particuliers, et, pour le Plomb, le Cuivre, et les autres Métaux, Nous avons accordé et accordons à ladite Compagnie l'Exemption entière de tous Droits mis et à mettre sur iceux. Mais, si ladite Compagnie prend des Marchandises à fret sur ses Vaisseaux, elle sera tenue d'en faire faire la Déclaration aux Bureaux de nos Fermes, par les Capitaines, dans la forme ordinaire, et lesdites Marchandises payeront les Droits en entier. A l'égard des Marchandises que ladite Compagnie fera apporter dans les Ports de nostre Royaume, dénommez en l'article xv du Règlement du mois d'Avril dernier, ou dans ceux de Nantes, Brest, Morlaix et Saint-Malo, pour son compte, tant des Pays de sa Concession que des Isles Françaises de l'Amérique, provenant de la Vente des Marchandises du cru de la Louisianne, destinées à estre portées dans les Pays Estrangers, elles seront mises en dépost dans les Magasins des Douanes des Ports où elles arriveront, ou dans ceux de la Compagnie, en la forme cy-dessus prescrite, jusqu'à ce quelles soient enlevées, et, lorsque les commis de ladite Compagnie voudront les envoyer dans les Pays Estrangers, par Mer ou par Terre, par transit, ce qui ne se pourra que par les Bureaux désignez par nostre dit Règlement du mois dernier, ils seront tenus de prendre des acquits à caution, portant soumission de rapporter, dans un certain temps, Certificat du dernier Bureau de sortie qu'elles y auront passé, et un autre de leur décharge dans les Pays Estrangers.

29. Si la Compagnie fait construire des Vaisseaux dans les Pays de sa concession, Nous voulons bien, lorsqu'ils arriveront dans les Ports de nostre Royaume pour la première fois, luy faire payer, par forme de gratification, sur nostre Trésor Royal, six livres, par Tonneau, pour les Vaisseaux du Port de deux cens Tonneaux et au-dessus, et neuf livres, aussi par Tonneau, pour ceux de deux cens cinquante Tonneaux et au-dessus, et ce, en rapportant des

certificats des Directeurs de la Compagnie ausdits Pays, comme lesdits navires y auront esté construits.

30. Permettons à ladite Compagnie de donner des Permissions particulières à des Vaisseaux de nos Sujets, pour aller traiter dans les Pays de sa Concession, à telles conditions qu'elle jugera à propos; et Voulons que lesdits Vaisseaux, munis des permissions de ladite Compagnie, jouissent des mesmes Droits, Privilèges et Exemptions que ceux de la Compagnie, tant sur les Vivres, Marchandises et Effets qui seront chargez sur iceux, que sur les Marchandises et Effets qu'ils rapporteront. . .

31. Nous ferons délivrer de nos Magasins à ladite Compagnie, tous les ans, pendant le temps de son Privilège, Quarante milliers de Poudre à Fusil, qu'elle nous payera au prix qu'elle nous aura coûté.

32. Nostre intention estant de faire participer au commerce de cette Compagnie et aux avantages que Nous luy accordons, le plus grand nombre de nos Sujets que faire se pourra, et que toutes sortes de personnes puissent s'y intéresser, suivant leurs facultez, Nous voulons que les fonds de cette Compagnie soient partagez en Actions de Cinq cens livres chacune, dont la valeur sera fournie en Billets de l'Estat, desquels les interets seront deûs, depuis le premier jour du mois de Janvier de la présente année; et lorsqu'il Nous sera représenté, par les Directeurs de ladite Compagnie, qu'il aura esté délivré des Actions pour faire un fonds suffisant, Nous ferons fermer les livres de la Compagnie.

33. Les Billets desdites Actions seront payables au Porteur, signez par le Caissier de la Compagnie et visez par l'un des Directeurs; il en sera délivré de deux sortes, sçavoir, des Billets d'une action, et des Billets de dix Actions.

34. Ceux qui voudront envoyer les Billets desdites Actions dans les Provinces ou dans les Pays Estrangers, pourront les en-

dossier, pour plus grande seureté, sans que les Endossements les obligent à la garantie de l'Action.

35. Pourront tous les Estrangers acquérir tel nombre d'Actions qu'ils jugeront à propos, quand mesme ils ne seroient pas résidens dans nostre Royaume, et nous avons déclaré et déclarons les Actions appartenantes ausdits Estrangers non sujettes au droit d'Aubeine, ni à aucune confiscation pour cause de Guerre ou autrement, voulant qu'ils jouissent desdites actions, comme nos sujets.

36. Et d'autant que les profits et les pertes dans les Compagnies de Commerce n'ont rien de fixe, et que les Actions de ladite Compagnie ne peuvent estre regardées que comme Marchandises, Nous permettons à tous nos Sujets et aux Estrangers, en Compagnie ou pour leur compte particulier, de les acheter, vendre et commercer, ainsi que bon leur semblera.

37. Tout Actionnaire porteur de Cinquante Actions aura voix délibérative aux Assemblées, et, s'il est porteur de Cent Actions, il aura deux voix, et ainsi par augmentation de cinquante en cinquante.

38. Les Billets de l'Estat, reçeus pour les fonds des Actions, seront convertis en Rentes au Denier vingt cinq, dont les Interests coureront, à commencer du premier janvier de la présente année, sur nostre Ferme du Controlle des Actes des Notaires, du petit Sceau et Insinuation Laiques, que nous avons hypothéqué et affecté, hypothéquons et affectons spécialement au Payement desdites Rentes; en conséquence, il sera passé, en nostre nom, au profit de ladite Compagnie, par les Commissaires de nostre Conseil que Nous aurons nommez à cet effet, des Contracts de Quarante mille livres de Rentes perpétuelles et héréditaires, chacun faisant la Rente d'un Million au Denier vingt-cinq, sur les Quittances de Finances qui en seront délivrées par le Garde de nostre Trésor Royal en Exercice la présente année, qui recevra ladite Compagnie,

pour un Million de Billets de l'Estat, à chaque payement, et ce, jusqu'à concurrence des fonds qui seront portez pour former les Actions de ladite Compagnie.

39. Les Arrérages desdites Rentes seront payez : Sçavoir, ceux de la présente année, dans les quatre derniers mois d'icelle, et ceux des années suivantes, en quatre payemens égaux, de trois mois en trois mois, par nostre Fermier du Controlle des Actes des Notaires, petits Sceaux et Insinuations Laïques, au Caissier de ladite Compagnie, sur des Quittances visées de trois des Directeurs, qui luy fourniront Copie collationnée des Présentes et de leur Nomination, pour la première fois seulement.

40. Les Directeurs Employeront au Commerce de la Compagnie les arrérages dûs de la présente année des Contracts qui seront expédiés au profit de la Compagnie; leur deffendons très-expressement d'y employer aucune partie des interets des années suivantes, ni de contracter aucun engagement sur icelles; Voulons que les Actionnaires soient régulièrement payez des intérêts de leurs Actions, à raison de quatre pour cent par année, à commencer du premier du mois de Janvier de l'année prochaine, dont le premier payement pour six mois se fera au premier Juillet prochain, et ainsi successivement.

41. Comme il est nécessaire qu'aussitôt après l'Enregistrement des Présentes, il y ait des personnes qui prennent la Régie de tout ce qu'il conviendra faire pour l'arrangement des Livres et les autres détails, qui doivent former les commencements de ladite Compagnie, ce qui ne peut souffrir aucun retardement, Nous nommerons, pour cette première fois seulement, les Directeurs que Nous aurons choisis à cet effet, lesquels auront pouvoir de Régir et administrer les affaires de ladite Compagnie, laquelle pourra, dans une Assemblée Générale, après deux années revolûes, nommer trois nouveaux Directeurs, ou les continuer pour trois ans, si elle le juge à propos, et ainsi successivement, de trois ans en trois

ans, lesquels Directeurs ne pourront estre choisis que François et Regnicoles.

42. Les Directeurs arresteront, tous les ans, à la fin du mois de décembre, le Bilan Général des affaires de la Compagnie, après quoy ils convoqueront, par une affiche publique, l'Assemblée Générale de ladite Compagnie, dans laquelle les répartitions des profits de ladite Compagnie seront resolues et arrestées.

43. Attendu le grand nombre d'Actions dont ladite Compagnie sera composée, Nous jugeons nécessaire, pour la commodité de nos Sujets, d'establis un tel ordre dans les payemens, tant des interets que des répartitions, que chaque porteur d'Action puisse sçavoir le jour qu'il pourra se présenter à la Caisse, pour recevoir, sans remises ni délai, ce qui luy sera dû : Pour cet effet, Voulons que les Rentes desdites Actions, Ensemble les répartitions des profits provenans du commerce, soient payées, suivant les Numéros desdites Actions, en commençant par le premier, sans que la Compagnie puisse rien changer à cet ordre, et que les Directeurs fassent afficher à la porte du Bureau de ladite Compagnie et insérer dans les Gazettes publiques les Numéros qui devront estre payez dans la semaine suivante.

44. Les Actions de la Compagnie, ni les Effets d'icelle, Ensemble les Appointemens des Directeurs, Officiers et Employez de ladite Compagnie, ne pourront estre saisis par aucune personne, et sous quelque prétexte que ce puisse estre, pas mesme pour nos propres deniers et affaires, sauf aux créanciers des Actionnaires à faire saisir et arrester, entre les mains du Caissier Général et teneur de Livres de ladite Compagnie, ce qui pourra revenir ausdits Actionnaires par les Comptes, qui seront arrestez par la Compagnie, ausquels les Créanciers seront tenus de se rapporter, sans que lesdits Directeurs soient obligez de leur faire voir l'Estat des Effets de la Compagnie, ni de leur rendre aucun compte, ni pareillement que lesdits créanciers puissent establir des Commissaires ou

gardiens ausdits Effets, déclarant nul tout ce qui pourrait estre fait à ce préjudice.

45. Voulons que les Billets de l'Estat qui seront remis au Garde de nostre Trésor Royal, pour ladite Compagnie d'Occident, soient par luy portez à l'Hostel de nostre bonne Ville de Paris, auquel lieu, en présence du Sieur Bignon, Conseiller d'Estat ordinaire, ancien Prevost des Marchands, du Sieur Trudaine, Conseiller d'Estat, Prevost des Marchands en charge, des Sieurs de Serre, Le Virloys, Harlan et Boucot, qui ont signé les Billets de l'Estat, avec eux, et des Officiers municipaux dudit Hostel de Ville, qui s'y trouveront ou voudront s'y trouver, lesdits Billets de l'Estat seront brûlez publiquement, incontinent, après l'Expédition de chaque Contrat, après en avoir dressé Procès-Verbal, contenant les Registres, Numéro et Sommes, en avoir fait mention sur lesdits Registres, et les en avoir déchargé, lequel Procès-Verbal sera signé desdits Sieurs Prevosts des Marchands et autres dénommez au présent article.

46. Les Directeurs auront, à la pluralité des voix, la Nomination de tous les Employs, et des Capitaines et Officiers servants sur les Vaisseaux de la Compagnie, aussi bien que des Officiers Militaires, de Justice et autres, qui seront Employez dans les pays de sa Concession, et pourront les révoquer, lorsqu'ils le jugeront à propos; et lesdites Nominations de tous lesdits Officiers et Employez seront signées au moins de trois des Directeurs, ce qui sera pareillement observé pour les Révocations.

47. Ne pourront lesdits Directeurs estre inquiétez ni contraints en leurs personnes et biens pour les affaires de la Compagnie.

48. Ils arresteront tous les Comptes, tant des Commis et Employez en France, que dans les Pays de la Concession de la Compagnie et des correspondants, lesquels Comptes seront signez au moins de trois desdits Directeurs.

49. Il sera tenu de bons et fidèles journaux de Caisse, d'a-

chaps, de ventes, d'envois et de raison, en parties doubles, tant dans la Direction générale de Paris, que par les Commis et Commissionnaires de la Compagnie dans les Provinces et dans les pays de sa Concession, qui seront cottez et paraphez par les Directeurs, auxquels sera ajouté foy en justice.

50. Nous faisons Don à ladite Compagnie des Forts, Magasins, Maisons, Canons, Armes, Poudres, Brigantins, Bateaux, Pirogues, et autres Effets et ustanciles que Nous avons présentement à la Louisianne, dont elle sera mise en possession sur nos ordres, qui y seront envoyez par nostre Conseil de Marine.

51. Nous faisons pareillement Don à ladite Compagnie des Vaisseaux, Marchandises et Effets, que le Sieur Crozat Nous a remis, ainsi qu'il est expliqué par l'Arrest de nostre Conseil du vingt-troisième jour du présent mois, de quelque nature qu'ils puissent estre, et à quelques sommes qu'ils puissent monter, à condition de transporter six mille Blancs, et trois mille Noirs au moins, dans les pays de sa Concession, pendant la durée de son Privilège.

52. Si, après que les vingt-cinq années du Privilège que Nous accordons à ladite Compagnie d'Occident seront expirées, Nous ne jugeons pas à propos de luy en accorder la continuation, toutes les Isles et Terres qu'elle aura habitées ou fait habiter, avec les Droits utiles, cens et Rentes, qui seront deûs par les Habitants, luy demeureront, à perpétuité, en toute propriété, pour en faire et disposer, ainsi que bon luy semblera, comme de son propre héritage, sans que Nous puissions retirer lesdites Terres ou Isles, pour quelque cause, occasion ou prétexte que ce soit, à quoy Nous avons renoncé dès à présent, à condition que ladite Compagnie ne pourra vendre lesdites Terres à d'autres qu'à nos Sujets, et, à l'égard des Forts, Armes et Munitions, ils nous seront remis par ladite Compagnie, à laquelle Nous en payerons la valeur, suivant la juste Estimation qui en sera faite.

53. Comme dans l'Etablissement des pays concédez à ladite Compagnie par ces présentes, Nous regardons particulièrement la gloire de Dieu, en procurant le salut des Habitants, Indiens, Sauvages et Nègres, que Nous désirons estre instruits dans la vraie Religion, ladite Compagnie sera obligée de bastir, à ses dépens, des Eglises dans les lieux de ses Habitations, comme aussi d'y entretenir le nombre d'Ecclésiastiques approuvez qui sera nécessaire, soit en qualité de Curez ou tels autres qui sera convenable, pour y prescher le Saint-Évangile, faire le Service divin, et y administrer les Sacremens, le tout sous l'autorité de l'Evesque de Quebec, ladite Colonie demeurant dans son Diocèse, ainsi que par le passé, et seront les Curez et autres Ecclésiastiques, que ladite Compagnie entretiendra, à sa nomination et patronage.

54. Pourra ladite Compagnie prendre, pour ses armes, un Ecusson de sinople, à la pointe ondée d'argent, sur laquelle sera couché un fleuve au naturel, appuyé sur une corne d'abondance d'or, au chef d'azur, semé de fleurs de lys d'or, soustenu d'une face en devise aussi d'or, ayant deux sauvages pour supports, et une couronne trefflée, lesquelles armes Nous luy accordons, pour s'en servir dans ses Sceaux et Cachets, et que Nous luy permettons de faire mettre et apposer à ses Edifices, Vaisseaux, Canons, et par tout ailleurs où elle jugera à propos.

55. Permettons à ladite Compagnie de dresser et arrester tels Statuts et Règlemens qu'il appartiendra, pour la conduite et direction de ses affaires et de son commerce, tant en Europe, que dans les pays à Elle concédez, lesquels Statuts et Règlemens Nous confirmerons par Lettres Patentes, afin que les Intéressez dans ladite Compagnie soient obligez de les exécuter, selon leur forme et teneur.

56. Comme nostre intention n'est point que la Protection particulière, que Nous accordons à ladite Compagnie, puisse porter

aucun préjudice à nos autres Colonies, que Nous voulons également favoriser, Deffendons à ladite Compagnie de prendre ou recevoir, sous quelque prétexte que ce soit, aucun Habitant établi dans nos Colonies, pour les transporter à la Louisianne, sans en avoir obtenu la permission, par écrit, de nos Gouverneurs Généraux ausdites Colonies, visée des Intendans ou Commissaires Ordonnateurs.

IV. Si Donnons en Mandement à nos amez et feaux Conseillers, les gens tenans nostre Cour de Parlement, Chambre des Comptes et Cour des Aydes à Paris, que ces présentes ils ayent à faire lire, publier et registrer, et le contenu en icelles garder, observer et exécuter, selon leur forme et teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Règlemens, Arrests ou autres choses, à ce contraires, ausquels Nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes, aux Copies desquelles, collationnées par l'un de nos amez feaux Conseillers-Secrétaires, Voulons que foy soit adjouctée, comme à l'Original. Car tel est Nostre Plaisir.

V. Et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, Nous avons fait mettre notre Scel à cesdites présentes.

VI. Donné, à Paris, au mois d'Aoust, l'an de grâce mil sept cens dix-sept, et de nostre Regne le deuxième. *Signé Louis, et plus bas, Par le Roy, le Duc d'Orléans, Régent, présent. Phelypeaux. Visa, Daguesseau. Veû au Conseil, Villeroy. Et scellé du grand Sceau de cire verte.*

VII. *Registrées, ouy, et ce requérant le Procureur général du Roy, pour estre exécutées, selon leur forme et teneur, sans néanmoins que les Statuts, qui seront cy-après dressez par la Compagnie d'Occident, puissent avoir Exécution qu'après avoir esté confirmez par Lettres Patentes du Roy registrées en la Cour; et Copies collationnées des Présentes envoyées aux Bailliages et Seneschaussées du Ressort, pour y estre leûes, publiées et registrées; enjoint aux Substituts du Procureur général du Roy d'y*

tenir la main et d'en certifier la Cour dans un mois. A Paris, en Parlement, le six septembre, mil sept cens dix sept.

Signé GILBERT.

Pour le Roy :

Collationné à l'original par Nous, Conseiller Secrétaire du Roy, Maison, Couronne de France et de ses Finances.

AVIS AU PUBLIC.

VIII. *Le public est averti que le Livre pour les Souscriptions des Actionnaires de la Compagnie d'Occident est ouvert, à l'Hostel de la Banque Générale, rue Sainte-Avoye.*

XVIII CHARTRE DE LA GÉORGIE.

(1732.)

CHARTRE OCTROYÉE PAR LE ROI GEORGES II D'ANGLETERRE, POUR LA COLONIE
DE LA GÉORGIE, LE 9 JUIN 1732 ⁽¹⁾.

Sommaire. — I. Formule initiale. — II. Motifs de l'acte. — III. De l'érection de la colonie en personne morale, et des caractères de cette personnalité. — XIV. De l'érection de la colonie en province. — XIII. Des limites de la colonie. — V, VI, VII, VIII, IX, XVI, XIX. Du recrutement et de la condition des membres de la compagnie, des administrateurs fidéicommissaires de la colonie, et, en particulier, de leurs serments et de leur capacité. — V, VIII, XII, XIV, XV. Du pouvoir législatif, et, en particulier, de l'assemblée législative, de la composition, de l'observation et de la sanction des lois. — VIII, IX, XII, XVI, XXV, XXVII. Du pouvoir exécutif; du gouverneur et du conseil de gouvernement, de leurs serments, de leur capacité et de leurs attributions; plus généralement, des divers fonctionnaires de l'ordre exécutif, et de la nomination de tous les fonctionnaires de l'armée et de la guerre. XXI. Du pouvoir judiciaire. — X, XVII. Du recrutement des colons. — XX. Des serments exigés des colons. — XVII. Du transport de leurs effets dans la colonie. — XXIX. Des importations et des exportations. — XVII. Des privilèges de nationalité que la métropole garantissait aux colons. — XIII, XIX, XXII. De la tenure des terres. — XVIII. De la liberté de conscience. — XVI, XXIII. De l'administration des biens de la compagnie des fidéicommissaires. — X. Des souscriptions faites pour la compagnie. — XI. Des comptes de la compagnie. — XIV. Des rapports de la colonie avec les autres colonies. — XXIV. De ses rapports avec la métropole. — XIII. Des redevances que se réservait la métropole. — XXX. Du changement de la forme du gouvernement. — XXXI. Des copies et de l'interprétation de l'acte. — XXXII. Du caractère de Patentes que l'acte recevait. — XXXIII. Date et signatures.

I. Georges le Second, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, de France et d'Irlande, défenseur de la foi, etc.; à tous ceux auxquels les présentes parviendront, salut.

⁽¹⁾ Le texte, en langue anglaise, est dans Poore, I, 369-377.

II. Par des renseignements dignes de foi, nous avons appris que l'infortune et le défaut d'emploi ont réduit beaucoup de nos pauvres sujets à cet état de grande nécessité, où leur travail ne leur permet de subvenir ni à leurs propres besoins ni à ceux de leurs familles, et que, s'ils avaient les moyens de payer les frais du voyage et les autres dépenses inséparables d'établissements nouveaux, ils seraient heureux de s'établir dans une quelconque de nos Provinces, en Amérique, dans laquelle, en cultivant les terres qui sont actuellement inoccupées et désolées, ils pourraient non seulement gagner une existence confortable, pour eux-mêmes et leurs familles, mais encore fortifier nos colonies et accroître le commerce, la navigation et la richesse de ces royaumes, les nôtres. Nos Provinces, dans l'Amérique du Nord, ont été fréquemment ravagées par des Indiens ennemis. Spécialement la province de la Caroline du Sud vient d'être, au cours de la guerre récente contre les Indiens voisins, dévastée par le feu et le fer; un grand nombre d'habitants anglais y ont été misérablement massacrés; et ceux de nos fidèles sujets qui y sont maintenant établis seront, à raison de leur petit nombre, en cas de nouvelle guerre, exposés à de pareilles calamités, toute leur frontière méridionale continuant de n'être pas colonisée et demeurant ouverte auxdits Sauvages. Nous jugeons hautement convenable, pour notre couronne et notre dignité Royale, de protéger tous nos fidèles sujets, si éloignés qu'ils soient de nous, d'étendre notre compassion paternelle même sur les plus humbles et les moins raisonnables de nos peuples, et de soulager les besoins de nos pauvres sujets ci-dessus mentionnés. Or il serait singulièrement utile, pour l'accomplissement de ces objets, de fixer et d'établir une colonie régulière desdits pauvres gens dans les territoires méridionaux de la Caroline. Nous avons, d'ailleurs, été fermement assurés que, si nous voulions bien gracieusement ériger et établir une corporation qui serait chargée de recevoir, d'administrer et d'employer les

contributions de nos fidèles sujets, diverses personnes seraient portées à contribuer aux fins précitées.

III. Sachez, en conséquence, que, par les motifs précités, et en vue de mieux accomplir et avec plus d'ordre lesdits bons objets, nous avons, de notre grâce spéciale, science certaine, et pure volonté, voulu, ordonné, constitué et établi, et, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous voulons, ordonnons, constituons, déclarons et octroyons, que notre très fidèle et bien aimé, Jean, Lord vicomte de Percival, de notre royaume d'Irlande, nos fidèles et bien aimés, Édouard Digby, George Carpenter, Jacques Oglethorpe, George Heathcote, Thomas Tawer, Robert Moore, Robert Hucks, Roger Holland, Guillaume Sloper, Francis Eyles, Jean Laroche, Jacques Vernon, Guillaume Belletha, Écuyers, A.-M. Jean Burton, B.-D. Richard Bundy, A.-M. Arthur Bedford, A.-M. Samuel Smith, A.-M. Adam Anderson, et Thomas Corane, *Gentlemen*, et toutes les autres personnes qui seront élues de la manière ci-après définie dans les présentes, et leurs successeurs, dont l'élection se fera de la manière ci-après déterminée par les présentes, soient et forment un corps politique et une corporation politique, en droit et en fait, sous le nom de « Fidéicommissaires pour l'établissement de la colonie de Géorgie, en Amérique ». Par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, réellement et pleinement, nous faisons, ordonnons, constituons et déclarons qu'en droit et en fait, à jamais, les mêmes personnes et leurs successeurs, sous la même dénomination, soient un corps politique. Sous la même dénomination, les mêmes personnes pourront et devront avoir une existence perpétuelle. Sous la même dénomination, les mêmes personnes et leurs successeurs pourront et devront être, à jamais, aptes et habiles, devant la loi, à acheter, posséder, prendre, recevoir, avoir en jouissance, pour eux et leurs successeurs, à titre de propriété perpétuelle, tous manoirs, maisons, terres, tènements,

rentes, bénéfices ou patronages ecclésiastiques, libertés, privilèges, juridictions franchises, et autres héritages quelconques, de toute nature, espèce ou qualité, et de toute valeur, au plus égale à la valeur annuelle de mille livres, non compris les reprises, sis et situés en Grande-Bretagne, ou dans une partie quelconque de la Grande-Bretagne, et, à titre viager, et pour un terme d'années, toutes terres, et tous autres biens, effets, et choses, quels qu'ils soient, le tout en vue de mieux établir, entretenir et maintenir ladite colonie et les autres objets précités. Ils pourront donner, céder, louer et aliéner lesdits manoirs, maisons, terres, tènements, héritages, biens, effets et choses quelconques, pourvu qu'ils les possèdent, loin d'avoir seulement sur eux un droit à venir, au temps du contrat, et que le contrat lui-même soit fait pour une durée d'années au plus égale à trente et un ans, à compter de ce temps, réservant toute la valeur raisonnable de ces biens, appréciée de bonne foi, au temps du contrat, si aucun droit d'aliénation n'est perçu, et la moitié de cette valeur, dans l'hypothèse contraire. Les mêmes personnes et leurs successeurs, sous la même dénomination, devront et pourront être toujours désormais aptes et habiles, devant la loi, à acheter, avoir, prendre, recevoir, et tenir en jouissance, pour eux et leurs successeurs, toutes terres, territoires, possessions, tènements, juridictions, franchises, et héritages quelconques, sis et situés en Amérique, de toute quantité, qualité ou valeur, en vue de mieux établir, entretenir et maintenir ladite colonie. Sous la dénomination précitée, ils pourront et devront être capables d'actionner et d'être actionnés, de plaider et de subir action, de défendre et de subir défense, de répondre et de subir réponse, dans toutes cours et tous lieux quelconques, devant tous juges, juges de paix, et autres fonctionnaires de nous-même, et de nos héritiers et successeurs, en toutes actions, plaintes, plaids, matières, procès et demandes, et en chacun de ceux-ci, quelle qu'en soit la sorte, nature ou qualité, et ils le seront de faire et

d'accomplir tous actes et toutes choses, comme tous autres de nos fidèles sujets de ce royaume de Grande-Bretagne, de la même manière et sous la même forme.

IV. Les mêmes personnes et leurs successeurs pourront et devront avoir toujours désormais un sceau commun, destiné à servir pour leurs causes et affaires et celles de leurs successeurs; et elles-mêmes et leurs successeurs devront et pourront également changer, briser, modifier et renouveler ledit sceau, de temps en temps, à leur gré, comme ils jugeront le plus convenable.

V. En notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous octroyons que ladite corporation et le conseil commun de ladite corporation, qui est ci-après nommé par nous, dans les présentes, puissent de temps en temps, et à tous moments, se réunir pour leurs affaires, quand et où ils voudront, et conduire et expédier les affaires de ladite corporation.

VI. Pour une meilleure exécution des desseins précités, nous le donnons et l'octroyons, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, à ladite corporation, et à ses successeurs : ses membres et leurs successeurs, à jamais, pourront, chaque année, le troisième jeudi du mois de mars, se réunir à quelque endroit convenable, que, dans une réunion quelconque tenue par la corporation à cet effet, ladite corporation ou la majorité de ses membres présents aura désigné; et les mêmes personnes, ou les deux tiers de celles de ces personnes, qui assisteront à cette réunion annuelle précitée, y choisiront et éliront, entre dix heures du matin et quatre heures de l'après-midi de ce même jour, pour membres de la corporation, sans pouvoir le faire à aucune autre réunion de celle-ci, la personne ou les personnes qu'elles jugeront propres à servir les bons desseins de ladite corporation. C'est, d'ailleurs, notre volonté et notre plaisir que, si quelque une des personnes par nous nommées ci-après, dans les présentes, membres du conseil commun de ladite corporation, ou de

celles élues ou reçues membres dudit conseil commun de la manière ci-après déterminée, vient à mourir ou à donner, par acte écrit de sa main, sa démission de membre du conseil, ladite corporation, ou la majorité de ceux de ses membres qui seront présents, sans le pouvoir faire à aucune autre réunion de ladite corporation, puissent et doivent, de la manière précitée, chaque année, à la réunion dudit troisième jeudi de mars qui suivra la mort ou la démission, élire et choisir, au lieu et à la place de la personne ou des personnes ainsi décédées ou démissionnaires, celui ou ceux qu'elles voudront des membres de ladite corporation.

VII. C'est notre volonté que toutes les personnes qui seront, de temps en temps, ci-après, élues membres du conseil commun de ladite corporation, comme il a été dit, et chacune d'elles, doivent prêter et prêtent, avant d'agir en qualité de membres du conseil, le serment d'accomplir fidèlement et dûment leurs devoirs. Le président de ladite corporation, en exercice, est par les présentes rendu capable et requis de déférer ce serment à la personne ou aux personnes élues, comme il a été dit.

VIII. C'est notre volonté et notre plaisir que le premier président de ladite corporation doive être et soit notre fidèle et bien aimé ledit Lord Jean, vicomte Percival, et que ledit président, dans le délai de trente jours après l'adoption de cette charte, invite, par convocations individuelles, les membres de ladite corporation, individuellement désignés dans les présentes, à se réunir au temps et au lieu dont il aura donné l'indication, pour examiner et expédier les affaires de ladite corporation. C'est aussi notre volonté et notre plaisir, et, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous octroyons, établissons et ordonnons que le conseil commun de cette corporation se compose de quinze membres, et, par les présentes, nous nommons, établissons et constituons notre fidèle et bien-aimé Jean, Lord vicomte Percival, nos fidèles et aimés Édouard Digby, George Car-

penter, Jacques Oglethorpe, George Heathcote, Thomas Laroche, Jacques Vernon, Guillaume Beletha, Écuyers, et Étienne Hales, maître ès arts, comme membres du conseil commun de ladite corporation, pour en exercer les fonctions durant bonne conduite. Mais attendu que, suivant notre intention royale, les membres de ladite corporation doivent être portés par élection, aussitôt que ce sera commodément possible, à un nombre supérieur à celui qui est nommé dans les présentes, c'est encore notre volonté et notre plaisir, et, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous établissons et ordonnons qu'à compter du moment de cet accroissement du nombre des membres de la corporation, le nombre des membres du conseil commun soit porté à vingt-quatre, et qu'à la même assemblée où les nouveaux membres de la corporation seront choisis, soient élues, de la manière ci-devant déterminée dans les présentes pour l'élection des membres du conseil commun, neuf personnes qui seront ajoutées audit conseil commun et compléteront le nombre de vingt-quatre.

Ceci est pareillement notre volonté et notre plaisir : notre fidèle et bien-aimé Édouard Digby, Écuyer, sera le premier président du conseil commun de ladite corporation; et ledit Lord vicomte Percival sera et continuera d'être président de ladite corporation, et ledit Édouard sera et continuera d'être président du conseil commun de ladite corporation, respectivement, jusqu'à la réunion qui suivra immédiatement et respectivement la première réunion de ladite corporation ou du conseil commun de ladite corporation, sans pouvoir le demeurer au delà. Pour cette seconde réunion et toute autre réunion subséquente et future de ladite corporation, ou du conseil commun de ladite corporation, respectivement, afin de conserver un roulement constant et égal dans les divers emplois de président de la corporation et de président du conseil commun de ladite corporation, nous établissons et ordonnons que toutes les personnes, membres du conseil commun, en exercice, qui seront

présentes à ces réunions, et chacune d'elles, à l'exclusion de toute autre, président individuellement et respectivement, à tour de rôle, les réunions de ladite corporation ou du conseil commun de ladite corporation qui seront tenues respectivement de temps en temps, et que, si quelque doute ou quelque question s'élève, à un moment quelconque, sur le droit ou à l'occasion du droit d'un membre quelconque dudit conseil commun à présider quelque réunion de ladite corporation ou du conseil commun de ladite corporation, le doute ou la question soit résolue respectivement par la majorité des membres de ladite corporation ou du conseil commun de ladite corporation respectivement, qui seront présents à la réunion. Toutefois aucun membre dudit conseil commun, qui aura rempli les fonctions de président de ladite corporation, ne sera capable d'être président ou d'agir comme tel, à la réunion de ladite corporation ou du conseil commun de ladite corporation, qui suivra immédiatement celle où il aura ainsi exercé les fonctions de président de ladite corporation ou du conseil commun de ladite corporation respectivement, à moins que, d'aventure, à cette réunion de ladite corporation, aucun autre membre dudit conseil commun ne soit présent. C'est, du reste, notre volonté et notre plaisir qu'à toutes les réunions de ladite corporation ou du conseil commun de ladite corporation et à chacune d'elles, le président en exercice ait voix, vote, et agisse, comme peut faire, à ces réunions, tout autre membre de ladite corporation ou du conseil commun de ladite corporation, et qu'en cas de partage ledit président en exercice ait voix prépondérante.

C'est aussi notre volonté et notre plaisir qu'aucun président de ladite corporation, ou du conseil commun de ladite corporation, ni aucun membre dudit conseil commun ou de ladite corporation, nommé par nous dans les présentes, ou ci-après, de temps en temps, élu et nommé de la manière précitée, n'ait, ne prenne, ni ne reçoive, directement ni indirectement, un salaire, une rede-

vance, des honoraires, un bénéfice ou émolument quelconque, pour avoir servi ladite corporation ou le conseil commun de ladite corporation, en qualité de président de la corporation ou du conseil commun, ou en qualité de simple membre du conseil commun de ladite corporation.

C'est encore notre volonté et notre plaisir que les personnes ci-devant nommées, dans les présentes, président de la corporation, président ou membre du conseil commun, prêtent individuellement, pour l'exécution due et fidèle de leur mandat, avant d'exercer leurs fonctions respectives, un serment, qui sera déféré au président de la corporation par le premier Baron de notre cour de l'échiquier, en exercice, et par le président de ladite corporation aux autres membres du conseil commun, lesquels premier Baron et président reçoivent des présentes, respectivement et individuellement, autorisation de déferer ce serment.

IX. C'est notre volonté et notre plaisir que ni les personnes, qui auront, soit en leur nom, soit sous le nom d'un autre individu ou d'autres individus les représentant par fidéicommiss, soit autrement pour leur propre bénéfice, quelque fonction, place, ou emploi lucratif dépendant de ladite corporation, ni aucune d'elles, ne puissent être élues membres de ladite corporation, et que, si, soit en son propre nom, soit au nom de quelque personne ou de quelques personnes le représentant par fidéicommiss, soit autrement pour son propre bénéfice, quelque membre de ladite corporation, tandis qu'il continue d'appartenir à celle-ci, a, tient ou exerce, accepte, possède quelque fonction, place ou emploi lucratif dépendant de ladite corporation ou du conseil commun de ladite corporation, ou en jouit, ce personnage, à compter du moment où il aura, tiendra, exercera, acceptera, possédera cette fonction, cette place, et cet emploi lucratif, ou en jouira, doive cesser d'être membre de ladite corporation.

X. En notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs,

nous octroyons à ladite corporation que ses membres et leurs successeurs, ou la majorité de ceux de ses membres qui seront présents à une réunion quelconque de ladite corporation, assemblée et tenue pour cet objet, après avis suffisant, puissent, de temps en temps, et à tous moments, désormais, pourvoir d'autorisations et nommer les personnes qui leur paraîtront convenables, à l'effet de prendre les souscriptions, de ramasser et de percevoir les sommes, provenant des contributions de toute personne ou de personnes quelconques pour les objets précités. Ils pourront et devront, d'ailleurs, révoquer et annuler ces autorisations et ces nominations, aussi souvent qu'ils verront cause de le faire.

XI. Par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous établissons et ordonnons que ladite corporation soumette, chaque année, au chancelier, ou au président des communes, ou aux commissaires de notre personne ou de nos héritiers ou successeurs pour la garde du grand sceau de la Grande-Bretagne, au premier juge de la cour du Banc du Roi, au maître des requêtes, au premier juge de la cour des plaids communs, au premier Baron de l'Échiquier, en exercice, de notre personne, ou de nos héritiers et successeurs, ou à deux quelconques de ces personnages, un compte écrit de toutes les sommes et de tous les effets, reçus ou dépensés par elle, en vue d'accomplir les bons desseins précités.

XII. Par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous donnons et octroyons aux membres de ladite corporation et à leurs successeurs pleine puissance et autorité de créer, d'établir et de faire les règlements, constitutions, ordres et ordonnances, quels qu'en soient le nombre et les objets, qu'eux-mêmes ou la majorité d'entre eux, dans leur réunion générale tenue à cet effet, jugeront nécessaires et convenables pour le bon ordre et le bon gouvernement de ladite corporation, — de modifier et d'annuler lesdits règlements, constitutions et ordon-

nances, ou l'un quelconque de ces actes, comme eux-mêmes ou la majorité de ceux d'entre eux, qui seront alors présents, le croiront expédient, — d'appliquer, d'imposer, d'infliger, dans le texte et par les termes de ces règlements, règles, ordres et ordonnances, à tout offenseur ou aux offenseurs, qui transgresseraient, briseraient ou violeraient lesdits règlements, constitutions, ordres et ordonnances, ainsi faits de la manière précitée, des peines et pénalités raisonnables, et de mitiger les mêmes peines et pénalités, dans les mêmes actes, comme eux-mêmes ou la majorité de ceux d'entre eux, qui seront alors présents, l'estimeront à propos. Ces peines et pénalités pourront et devront être exécutées, poursuivies, prises, retenues et recouvrées, pour l'usage et le bénéfice des membres de ladite corporation et de leurs successeurs, collectivement et individuellement, soit par les membres de ladite corporation et leurs successeurs, soit par leurs fonctionnaires et agents, nommés, de temps en temps, à cet effet, et soit par l'action de dette, soit par tous autres moyens ou procédés légaux. Nous voulons, d'ailleurs, que ces règlements, constitutions, ordres et ordonnances, ainsi faits, comme il a été dit, soient dûment observés et gardés, sous la sanction des peines et pénalités qui y seront édictées. Toutefois lesdits règlements, constitutions, ordres et ordonnances, peines et pénalités, qui seront, de temps en temps, faits et imposés, seront raisonnables, et devront n'être pas contraires ni opposés aux lois ni aux statuts de notre royaume, celui-ci. Nous voulons aussi que ces règlements, constitutions, ordonnances, peines et pénalités, qui seront, de temps en temps, faits et imposés, et toute abrogation ou modification de ces actes ou de l'un quelconque de ces actes puissent être pareillement renvoyés pour être établis et confirmés par elle, à ladite réunion générale de ladite corporation, qui sera tenue et assemblée la première après la composition de ces actes respectifs.

XIII. Comme ladite corporation veut fonder une colonie, créer une résidence et un établissement dans la région de notre province de la Caroline du Sud, en Amérique, qui est ci-après décrite dans les présentes, sachez que, désirant grandement l'heureux succès de ladite corporation, nous avons, pour encourager celle-ci davantage à accomplir une œuvre si excellente, donné et octroyé, de notre grâce précitée, science certaine et pure volonté, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, et nous donnons et octroyons aux membres de ladite corporation et à leurs successeurs, sous les réserves, limites et déclarations, ci-après exprimées, sept parts indivises, divisibles de droit en huit portions égales, de toutes ces terres, contrées et territoires, sis, s'étendant et situés, dans cette région de la Caroline du Sud, en Amérique, qui s'étend de la partie la plus septentrionale d'un cours d'eau ou d'une rivière de ce pays, communément appelée Savannah, tout le long du rivage de la mer, vers le Sud, jusqu'à la partie la plus méridionale d'un certain autre grand cours d'eau ou rivière, appelée l'Alatamaha, et, vers l'Ouest, des sources respectives desdites rivières, en droite ligne, jusqu'aux mers du Sud. Cette donation comprendra ladite partie, étendue ou région de terre, dans lesdites limites, avec les îles de la mer, sises en regard de la côte orientale desdites terres, en deçà d'une distance de vingt lieues de cette côte, qui ne sont encore habitées ou colonisées par aucune autorité dérivée de la couronne de la Grande-Bretagne. Elle comprendra également tout le sol, les terres, havres, ports, golfes, baies, mines, mines royales d'or et d'argent, comme de tous autres minéraux ou pierres précieuses, les carrières, bois, rivières, eaux, pêcheries, pêches royales de baleines et d'esturgeons comme toutes autres pêches, les perles, les richesses, juridictions, droits régaliens, franchises, privilèges, et prééminences, entre lesdites frontières, et dans toutes les parties de cette région, et de quelque façon tenant ou appartenant à cette région,

qui peuvent ou pourraient être octroyés par nous, au moyen de lettres patentes. Nous les donnons, d'ailleurs, avec toute l'ampleur, avec laquelle notre propre personne ou l'un quelconque de nos prédécesseurs royaux a pu gratifier précédemment une compagnie, un corps politique ou une corporation quelconque, ou un aventurier ou des aventuriers, un entrepreneur ou des entrepreneurs de découvertes, colonisation, ou de trafic, de, en ou vers pays étrangers quelconques, et avec la même ampleur et la même force légale que si tous ces objets étaient individuellement dénommés et mentionnés dans les présentes. Lesdites sept parts indivises de toutes ces terres, ces contrées, ces territoires, qui doivent être, comme il a été dit, divisées en sept portions égales, et tous les autres objets ci-devant, dans les présentes, octroyés ou mentionnés, ou destinés à être octroyés aux membres de ladite corporation et à leurs successeurs, seront gardés, tenus, possédés, et mis à profit par lesdites personnes, à jamais, pour le meilleur entretien de ladite colonie. Ils seront tenus de nous, nos héritiers et successeurs, comme dépendance de notre honneur de Hampton-court, dans notre comté de Middlesex, en libre et commune tenure, et non en dépendance directe de la couronne, à charge pour la corporation de fournir et de payer, en échange, à nous-même, nos héritiers et successeurs, annuellement, à jamais, la somme de quatre shillings sur chaque lot de cent acres desdites terres, que ladite corporation aura octroyé, aliéné, planté, ou colonisé. Ledit paiement devra, d'ailleurs, ne venir à échéance ou n'être fait que dix ans après la concession, l'aliénation, la plantation, ou la colonisation précitée, et sera présenté et fourni à nous, nos héritiers et successeurs, de la manière et dans les espèces de monnaie ou de papier que, de temps en temps, une proclamation aura mises en cours pour les paiements dans notredite province de la Caroline du Sud.

XIV. De toutes ces terres, contrées, territoires, et biens, par

les présentes octroyés ou mentionnés, et destinés à être octroyés, Nous, par les présentes, faisons, érigeons et créons une province indépendante et séparée, sous le nom de Géorgie, sous lequel nous voulons qu'elle soit désormais connue. Toutes les personnes qui, à un moment quelconque, désormais, habiteront ou résideront dans notredite province, et chacune d'elles, seront et sont déclarées libres par les présentes, et ne seront pas soumises ni tenues d'obéir aux lois, ordres, statuts ou constitutions, précédemment faits, établis ou mis en vigueur, par, pour ou comme les lois, ordres, statuts ou constitutions de notredite province de la Caroline du Sud, sauf qu'elles devront, de la manière ci-après déterminée, obéir au gouverneur de la Caroline du Sud, en exercice, comme au chef de la milice de notredite province de la Géorgie; mais elles seront soumises et tenues d'obéir aux lois, ordres, statuts et constitutions, qui, de temps en temps, de la manière ci-après déterminée, seront faits, établis et mis en vigueur, pour le meilleur gouvernement de ladite province de Géorgie.

XV. Par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous l'établissons, le voulons et l'ordonnons : pendant une durée de vingt et un ans, commençant à la date de nos présentes, ladite corporation, assemblée à cet effet, pourra et devra préparer et composer les lois, statuts et ordonnances, convenables et nécessaires pour et sur le gouvernement de ladite colonie, et non opposés aux lois et statuts d'Angleterre; elle pourra et devra présenter ces actes scellés de son sceau commun à nous, nos héritiers et successeurs, en notre ou leur conseil privé, pour notre ou leur approbation ou désaveu; et ces lois, statuts et ordonnances, s'ils sont approuvés par nous, nos héritiers et successeurs, en notre ou leur conseil privé, seront dès lors en pleine force et vigueur dans notredite province de Géorgie.

XVI. Attendu que l'heureux succès et la prospérité de ladite

colonie ne peuvent pas, après la bénédiction de Dieu et le secours de notre autorité royale, ne pas dépendre surtout de la bonne et prévoyante direction de toute l'entreprise, et que ce serait à tous les membres de ladite corporation un trop lourd fardeau d'être réunis aussi souvent qu'il serait nécessaire de tenir des réunions, pour établir, soutenir, ordonner et maintenir ladite colonie, nous voulons, établissons et ordonnons, en conséquence, ce qui suit : ledit conseil commun de ladite corporation, en exercice, assemblé à cet effet, ou la majorité de ses membres, aura, de temps en temps, et à tous moments, désormais, pleine puissance et autorité d'employer, d'étendre et d'appliquer toutes les sommes et tous les effets appartenant à ladite corporation, de la manière, par les voies et par les dépenses, qui lui paraîtront les meilleures pour accomplir et achever les bons desseins mentionnés et formés dans les présentes, et ce conseil ou cette majorité aura également, au nom et pour le compte de ladite corporation, plein pouvoir de passer, par actes scellés de son sceau commun, toutes conventions et tous contrats, pour accomplir et achever les desseins précités. C'est aussi notre volonté et notre plaisir que ledit conseil commun, en exercice, ou la majorité des membres dudit conseil commun, qui seront assemblés et présents à cet effet, puisse et doive, de temps en temps, proposer, constituer et nommer un trésorier ou des trésoriers, un secrétaire ou des secrétaires, et tous les autres fonctionnaires, agents et serviteurs de ladite corporation, que ledit conseil ou la majorité de ses membres présents jugera convenables ou nécessaires pour la bonne administration des affaires de la corporation, — déplacer, destituer et renvoyer ce trésorier ou ces trésoriers, ce secrétaire ou ces secrétaires, et tous ces autres fonctionnaires, ministres et serviteurs, aussi souvent qu'il paraîtra expédient de le faire, — proposer, constituer et nommer d'autres à la place et au lieu de ces personnages, — donner aux nouveaux nommés les fonctions et les emplois de la personne ou des personnes

ainsi déplacées, destituées ou renvoyées, — et déterminer et fixer, pour le travail ou les services de ces fonctionnaires, serviteurs et personnes, les salaires raisonnables, redevances et autres rémunérations, qui paraîtront convenables audit conseil commun. Tous ces fonctionnaires, ces serviteurs et ces personnes, devront, avant d'exercer leurs fonctions respectives, prêter, pour la fidèle et due exécution des devoirs de leurs charges et emplois, un serment qui leur sera déféré par le président dudit conseil commun de ladite corporation, en exercice, lequel est autorisé par les présentes à déférer ce serment. C'est pareillement notre volonté et notre plaisir que toutes les personnes qui seront, de temps en temps, choisies ou nommées trésoriers ou secrétaires de ladite corporation, de la manière déterminée dans les présentes, et chacune d'elles, soient, durant le temps où elles exerceront lesdites fonctions respectives, incapables d'être membres de ladite corporation.

XVII. De notre grâce spéciale, science certaine et pure volonté, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous octroyons, par les présentes, aux membres de ladite corporation et à leurs successeurs, qu'eux-mêmes et leurs fonctionnaires ou agents puissent légalement, à tous moments ci-après, conduire et transporter de notre royaume de Grande-Bretagne ou de toute autre de nos dominations dans ladite province de Géorgie, pour les y établir, tous ceux de nos sujets aimants, ou tous les étrangers disposés à devenir nos sujets et à vivre sous notre allégeance dans ladite colonie, qui voudront y aller, habiter ou demeurer, et, avec ces personnes, les navires suffisants, l'armement, les armes, la poudre, les balles, l'artillerie, les munitions, les victuailles, marchandises et effets, qui sont estimés par les peuples sauvages, les vêtements, les appareils, le mobilier, le bétail, les chevaux, les juments, et tous les autres objets nécessaires pour ladite colonie, et pour les besoins de la défense, et

pour les relations et le commerce à établir avec le peuple de ces pays, et pour les voyages à l'aller et au retour. Également, en notre nom et au nom de nos successeurs, nous déclarons, par les présentes, que toutes les personnes qui viendront à naître dans ladite province, et chacune d'elles, et tous leurs enfants et descendants, auront possession et jouissance de toutes les libertés, franchises et immunités, des citoyens libres et des sujets de naissance, dans toute l'étendue de nos dominations, à toutes fins et intentions, comme s'ils étaient nés et habitaient dans ce royaume de Grande-Bretagne, le nôtre, ou dans quelque autre de nos dominations.

XVIII. Pour la plus grande commodité et le plus grand encouragement de nos sujets aimants et de toutes autres personnes qui viendront habiter dans notredite colonie, nous, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, octroyons, établissons et ordonnons qu'à l'avenir la liberté de conscience, dans le service de Dieu, soit toujours permise à toutes les personnes qui habitent ou qui habiteront ou résideront dans notredite province, et que toutes ces personnes, à l'exception des papistes, puissent professer librement leur religion, à la condition de se contenter d'une jouissance paisible et tranquille de cette liberté, sans donner offense ou scandale au gouvernement.

XIX. C'est aussi notre volonté et notre plaisir, et, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous le déclarons et l'octroyons : ledit conseil commun ou la majorité de ses membres, assemblés à cet effet, pourra et devra légalement, au nom de la corporation, et par actes scellés de son sceau commun, distribuer, transférer, céder et passer, à son gré, telles parts et terres, tels tènements et héritages, de ceux que ladite corporation a reçus des présentes, à tels de nos sujets aimants, des citoyens de naissance, ou des autres individus disposés à de-

venir nos sujets et à vivre sous notre allégeance dans ladite colonie, et en échange de telles rentes et sous telles conditions et avec telles réserves légalement permises, que ledit conseil commun ou la majorité des membres dudit conseil ainsi présents trouvera bons et convenables. Toutefois aucune concession d'aucune partie desdites terres ne pourra jamais être faite à des membres de ladite corporation, ni à d'autres personnes, en fidéicommiss, pour le bénéfice de membres de ladite corporation; et aucune personne ayant quelque propriété ou quelque intérêt, en droit ou en équité, dans quelque partie de ces terres, ne pourra être membre de ladite corporation, tant qu'elle conservera cette propriété ou cet intérêt. D'autre part, également, aucune concession de terres faite à une seule personne, ou pour l'usage, ou, en fidéicommiss, au profit d'une seule personne, que cette concession soit indivise ou qu'elle soit par parcelles, ne pourra excéder cinq cents acres; et toutes concessions faites contrairement à la véritable signification et au véritable esprit de la présente disposition seront absolument nulles et de nul effet.

XX. Par les présentes, nous établissons et octroyons encore ceci : la personne ou les personnes dont ladite corporation aura fait choix à cet effet, pourront et devront avoir, à tous moments, et de temps en temps, désormais, pleine puissance et autorité d'administrer et de déléguer, d'une part, les serments qui, aux termes d'un acte du parlement, fait dans la première année du règne de feu notre royal père, doivent être prêtés, au lieu des serments d'allégeance et de suprématie, et également le serment d'abjuration, à toutes les personnes qui, à un moment quelconque, habiteront ou résideront dans notredite colonie, et, d'autre part, le cas échéant, aux personnes communément appelées quakers, l'affirmation solennelle, de la manière dont les lois de notre royaume de Grande-Bretagne permettent de la déléguer.

XXI. De notre plus grande ~~gr~~âce, science certaine et pure volonté, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous octroyons, établissons et ordonnons ce qui suit : les membres de ladite corporation et leurs successeurs auront, pour et pendant la durée de vingt et une années, à compter de la date de nos présentes lettres patentes, pleine puissance et autorité d'ériger et de constituer des judicatures et des cours de record ou d'autres cours. Ces cours seront tenues en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs. Elles entendront et jugeront les crimes, offenses, plaids, procès, plaintes, actions, matières, causes et choses quelconques, de toutes sortes, qui se produiront ou surviendront dans ladite province de Géorgie, ou entre personnes de la Géorgie, que ces instances soient criminelles ou civiles, ces crimes capitaux ou non capitaux, ces plaids réels, personnels ou mixtes; et elles accorderont et feront donner exécution sur ces litiges. A ces cours et judicatures, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous donnons et octroyons pleine puissance et autorité, de déférer, de temps en temps, pour la découverte de la vérité, en toute matière litigieuse ou pendante devant elles, le serment, ou, aux personnes communément appelées quakers, l'affirmation solennelle, de la manière dont les lois de notre royaume de Grande-Bretagne permettent de déférer celle-ci.

XXII. C'est notre volonté et notre plaisir que les membres de ladite corporation et leurs successeurs, de temps en temps et à tous moments, désormais, enregistrent ou fassent enregistrer toutes les locations, concessions, plantations, transferts, établissements, et améliorations, quels que soient ceux-ci, qui seront, à un moment quelconque, désormais, faits par ladite corporation, ou en son nom, pour toutes terres, tous tènements, ou tous héritages sis dans ladite province, et que, chaque année, ils envoient et transmettent ou fassent envoyer ou transmettre à l'auditeur des plantations,

en exercice, ou à son délégué, et aussi à notre Inspecteur, en exercice, de notredite province de la Caroline du Sud, des comptes authentiques de ces locations, concessions, transferts, établissements et améliorations respectifs. Par les présentes, nous donnons au dernier des fonctionnaires précités pleine puissance et autorité d'inspecter et de mesurer, de temps en temps, aussi souvent que ce sera nécessaire, celles desdites terres et ceux desdits biens qui auront été aliénés, concédés et occupés, comme il a été dit. Par les présentes, nous déclarons, d'ailleurs, que cette mensuration et cette inspection ont pour objet, et pour seul objet, de fixer les redevances qui seront dues, de temps en temps, à nous-même, ou à nos héritiers et successeurs, suivant la réserve ci-devant mentionnée dans les présentes; et, par les présentes encore, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous enjoignons et commandons strictement que ni notre ou leur Inspecteur, ni aucune autre personne, sous prétexte et couleur de faire ladite mensuration ou inspection, ne puisse, à peine d'encourir la perte de ses emplois et notre plus vif déplaisir, prendre, demander ou recevoir aucune gratification, aucun honoraire, aucune rémunération, d'aucune personne habitant dans ladite colonie, ni de ladite corporation, ni du conseil commun de celle-ci. C'est, du reste, notre volonté et notre plaisir que toute location, toute concession et tout transfert, qui sera fait par ladite corporation ou en son nom, de terres sises dans ladite province, ou un mémoire contenant la substance et l'objet de ces actes, soit enregistré auprès de notre auditeur et de celui de nos héritiers ou successeurs, pour lesdites plantations, dans l'espace d'une année à compter de la date de ces actes, faute de quoi ceux-ci seront nuls.

XXIII. C'est notre volonté et notre plaisir que les rentes, revenus, et tous autres profits, qui viendront à appartenir à ladite corporation, soient employés, comme ladite corporation ou la

majorité des membres de la corporation, qui seront présents à une réunion tenue à cet effet, le jugera convenable, aux usages qui lui paraîtront devoir le mieux améliorer et agrandir la colonie et favoriser les bons desseins ci-devant mentionnés dans les présentes, et au paiement de toutes les autres charges de la colonie.

XXIV. C'est notre volonté et notre plaisir que les membres de ladite corporation et leurs successeurs rendent compte, de temps en temps, des progrès de la colonie à l'un des principaux secrétaires d'État et aux commissaires du commerce et des plantations.

XXV. C'est notre volonté et notre plaisir qu'aucun acte fait à une réunion quelconque dudit conseil commun de ladite corporation ne soit efficace et valide, si huit membres au moins dudit conseil commun, y compris celui des membres qui agira comme président de la réunion, ne sont présents, et si la majorité des présents ne donne son assentiment à l'acte.

XXVI. C'est notre volonté et notre plaisir que le conseil commun de ladite corporation, en exercice, ou la majorité de ses membres qui seront présents, puisse, de temps en temps, à toute réunion tenue à cet effet, pendant toute la durée et jusqu'à l'expiration complète de la durée de vingt et une années, commençant à la date de nos présentes lettres patentes, avoir pleine puissance et autorité de proposer, de créer, de constituer et de commissionner, d'établir et de nommer, sur terre et sur mer, dans les districts précités, sous le nom ou les noms, le titre ou les titres, qui lui paraîtront bons et convenables, tous les gouverneurs, juges, magistrats, agents et fonctionnaires, civils et militaires, et chacun de ceux dont la création ou l'emploi lui semblera opportune et nécessaire pour ledit gouvernement de ladite colonie, réserve et exception faites des fonctionnaires qui seront, de temps en temps, établis et nommés par nous, nos héritiers et successeurs, pour percevoir, recevoir, et administrer les

revenus, tirés, de temps en temps, de ladite province de Géorgie, et dus à nous-même, nos héritiers et successeurs.

XXVII. Ceci est encore notre volonté et notre plaisir : tout Gouverneur de ladite province de Géorgie qui sera nommé par le conseil commun de ladite corporation devra, avant d'assumer ou d'exercer lesdites fonctions de gouverneur, être approuvé par nous, nos héritiers ou successeurs, prêter serment, et satisfaire aux conditions de capacité, de la même manière, à tous égards, que le doit, aux termes de la loi, tout gouverneur ou commandant en chef de toute autre de nos colonies ou plantations en Amérique, et il donnera caution bonne et suffisante, pour l'observation des divers actes du Parlement concernant le commerce et la navigation, et pour l'observation et l'exécution de toutes les instructions qui lui seront envoyées par nous, nos héritiers et successeurs, ou toute personne agissant sous notre ou leur autorité, en vertu des actes susdits ou de quelqu'un de ces actes.

XXVIII. Par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous voulons, octroyons et ordonnons que, pendant la durée et jusqu'à la pleine expiration de la durée de vingt et une années, commençant à la date des présentes lettres patentes, les membres de ladite corporation et leurs successeurs aient, par l'entremise de tout commandant, de tout officier ou de tous officiers qu'ils auront, de temps en temps, nommés à cet effet, pleine puissance de former, d'instruire, d'exercer et de gouverner une milice, pour la défense et la sécurité spéciales de notredite colonie, — d'assembler sur pied de guerre les habitants de ladite colonie, de les guider et de les conduire, — de rencontrer, d'expulser, de repousser, de combattre et de poursuivre, avec eux, par la force des armes, sur mer comme sur terre, en deçà ou au delà des limites de notredite colonie, et pareillement de tuer, de massacrer et de détruire, et de conquérir, par toutes voies, toutes entreprises et tous moyens conve-

nables, quels qu'ils soient, toutes les personnes et chacune des personnes qui, à un moment quelconque, désormais, de quelque manière hostile, tenteraient ou entreprendraient la destruction, ou l'invasion de notredite colonie, ou quelque acte préjudiciable ou abusif à son égard, — d'employer et d'appliquer la loi martiale, en temps de guerre et d'invasion ou de rébellion effective, dans les cas où la loi en permet l'usage ou l'exercice, — de travailler, de temps en temps, à ériger des forts, à fortifier un lieu ou des lieux quelconques dans notredite colonie, à les munir de toutes les munitions, de toutes les provisions, et de tous les magasins de guerre, nécessaires pour l'attaque et pour la défense, et d'en confier, de temps à autre, la garde ou le gouvernement à la personne ou aux personnes qui leur paraîtront convenables, — de démolir, à leur gré, les susdits forts et fortifications, — de prendre ou surprendre, par toutes voies et par tous moyens, avec les bâtimens, armes, munitions, et tous autres effets de ces personnes, toutes les personnes et chacune des personnes qui, d'une manière hostile, envahiraient ou tenteraient d'envahir, de conquérir ou de molester notredite colonie. — C'est également notre volonté et notre plaisir, et, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous déclarons et octroyons que le gouverneur et commandant en chef de la province de la Caroline du Sud, en exercice, pour nous, nos héritiers et successeurs, ait, à tous moments, désormais, le commandement en chef de la milice de notredite province par les présentes érigée et établie, et que cette milice observe et exécute tous les ordres et toutes les instructions qui lui seront donnés ou envoyés de temps en temps par ledit gouverneur ou commandant en chef, nonobstant toute disposition contraire, quelle qu'elle soit, qui serait ci-devant contenue dans les présentes.

XXIX. De notre grâce plus spéciale, science certaine, et pure volonté, nous avons donné et octroyé, et, par les présentes, en

notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous donnons et octroyons aux membres de ladite corporation et à leurs successeurs pleine puissance et autorité d'importer et d'exporter leurs biens dans et de tout port ou tous ports, qui seront déterminés, à cet effet, par nous, nos héritiers et successeurs, en ladite province de Géorgie, sans être obligés de toucher aux ports de la Caroline du Sud.

XXX. Par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous voulons et déclarons qu'après l'expiration de ladite durée de vingt et un ans la forme de gouvernement et la manière de faire les lois, les statuts et les ordonnances, pour mieux gouverner et ordonner ladite province de Géorgie et les habitants de cette province, soient établies et observées dans cette même province, qui auront été plus tard établies et réglées par nous, nos héritiers et successeurs, et qui seront conformes à la loi, et qu'après l'expiration de ladite durée de vingt et une années le gouverneur de notre dite province de la Géorgie et tous les fonctionnaires, civils et militaires, dans ladite province, soient, de temps en temps, proposés, constitués et nommés par nous, nos héritiers et successeurs.

XXXI. Finalement, par les présentes, en notre nom et au nom de nos héritiers et successeurs, nous accordons aux membres de ladite corporation et à leurs successeurs, que nos présentes lettres patentes, ou les copies sur les registres publics ou les autres copies d'icelles, soient, en et pour tout, bonnes, fermes, valides, suffisantes et efficaces en droit, suivant leur véritable esprit et leur vraie signification, et qu'elles soient entendues, interprétées et appliquées, par-devant toutes les cours, et ailleurs, dans le sens le plus favorable et le plus utile, et pour le meilleur avantage de ladite corporation et de ses successeurs, nonobstant toute omission, toute imperfection, tout défaut, toute matière, cause et chose contraire.

XXXII. En foi de quoi, nous avons ordonné que nos présentes lettres fussent faites patentes.

XXXIII. En notre présence, à Westminster, le neuvième jour de juin, dans la cinquième année de notre règne.

Par bref du sceau privé,

Cooks.

FIN DU TOME PREMIER.

APR 30 1914

